

**Karl MARX et Friedrich ENGELS**

**(1875...)**

**CRITIQUE  
de  
MALTHUS**

Introduction, traduction et notes  
de Roger DANGEVILLE

# Table des matières

## PRÉSENTATION

1. [Keynes et actualité de Malthus](#)
2. [Une politique des prix et des revenus](#)
3. [Opposition bourgeoise entre industrie et agriculture](#)
4. [Défaite de Ricardo](#)
5. [Rente et parasitisme intellectuel](#)
6. [Rente propriétaire et « surcharge » mercantile](#)
7. [Les rentiers à la Malthus sont les pires](#)
8. [Irlande et tiers monde](#)
9. [Le capital singe Malthus](#)
10. [Encore les suggestions de Malthus](#)
11. [La surproduction engendre la surpopulation](#)
12. [Folle de la surproduction capitaliste](#)
13. [Fonctions de destruction](#)
14. [Malthus, instigateur du moderne bien-être](#)
15. [Perversion des rapports sociaux](#)
16. [Comble de la déchéance](#)

## **Première partie**

### **CRITIQUE DU PRINCIPE DE LA POPULATION DE MALTHUS**

1. [La mystification de la surpopulation](#)
2. [Le malthusianisme](#) : une déclaration de guerre ouverte au prolétariat
3. [Conséquences de la loi malthusienne de la population](#)
4. [Propositions pour remédier à la déplorable situation ouvrière](#)
5. [La théorie de la population](#)
6. [Évolution de la population aux deux stades historiques de la production capitaliste](#)
7. [Population et modes de production](#)
8. [Création de plus-value signifie surproduction et surpopulation](#)
9. [Coup d'œil sur la France](#)
10. [Fabrication de surnuméraires par l'industrie et le colonialisme](#)
11. [L'Irlande, première colonie anglaise](#)
12. [Irlande. Émigration](#)
13. [Déportation et génocide comme bases de la richesse bourgeoise](#) : l'Irlande
14. [Plagiat intellectuel et parasitisme social](#)
15. [Développement des forces productives](#)

## Deuxième partie

### CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE MALTHUS

#### PRÉLIMINAIRE

La clé de l'économie

Conséquences politiques

Évolution des classes sociales

Schéma de l'évolution de la classe ouvrière

Misère au sens de Marx

Le truc de Malthus

La science économique comme bêtise arrogante

Petite liste non exhaustive

Et puis les classes hybrides

Les professions sublimes

Pillage des ouvriers productifs

Au cœur de la question

La production de luxe

1. Décroissance de la demande de travail au cours du processus d'accumulation du capital
2. Barton à propos de l'évolution du salariat et de la croissance de la population
3. Baisse tendancielle du taux de profit et taux d'accroissement de la population
4. Production de plus-value et déséquilibre de l'appareil productif
5. Travail nécessaire, surtravail et surpopulation
6. Augmentation du temps de surtravail par accroissement de la population
7. Production progressive d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve
8. Différentes formes d'existence de la surpopulation relative.  
La loi générale de l'accumulation capitaliste
9. Travail productif et limites du capitalisme
10. La production d'articles de luxe

#### THOMAS ROBERT MALTHUS

1. Confusion par Malthus des catégories de la marchandise et du capital
2. Conception vulgaire de la plus-value chez Malthus

3. [La polémique entre les partisans de Malthus et ceux de Ricardo](#)
4. [L'interprétation unilatérale par Malthus de la théorie de la valeur d'Adam Smith.](#)  
Utilisation des faiblesses théoriques de Smith dans la polémique contre Ricardo
5. [L'interprétation par Malthus de la thèse de Smith sur l'invariance de la valeur du travail](#)
6. [Utilisation par Malthus des thèses de Ricardo](#)  
sur la modification de la loi de la valeur dans sa polémique contre la théorie de la valeur déterminée par le travail
7. [La définition vulgaire de la valeur établie par Malthus.](#)  
Sa conception du profit comme surcharge du prix. Polémique contre la conception ricardienne du salaire relatif
8. [Malthus sur le travail productif et l'accumulation :](#)
  - a) *Travail productif et improductif*
  - b) *Accumulation*
9. [Capital constant et capital variable selon Malthus](#)
10. [La théorie malthusienne de la valeur](#) (remarques complémentaires)
11. [Surproduction et « consommateurs improductifs », etc.](#)
12. [Le contenu social de la polémique de Malthus contre Ricardo.](#)  
Déformation de la conception de Sismondi sur les contradictions de la production bourgeoise
13. [Le rôle de plagiat chez Malthus et son apologie de l'existence des classes « supérieures » et « inférieures »](#)

## **ANNEXE**

**Textes et passages sur Malthus non repris dans cette anthologie**

# PRÉSENTATION

---

par Roger DANGEVILLE, 1978.

## Keynes et actualité de Malthus

Toute sa conception économique amène Marx à critiquer Malthus de façon entièrement originale, et d'abord à faire justice de son principe naturel de population qui apparaît comme secondaire dans sa théorie générale — contrairement à l'opinion courante de ses apologistes ou détracteurs, dont c'est le pont aux ânes.

Cependant, Marx réserve un grand honneur à Malthus il voit en lui le porte-parole de l'économie politique de ceux qui forment la troisième des classes fondamentales de la société bourgeoise ; les rentiers de la propriété foncière avec leur suite de fonctionnaires de l'Église et de l'État, sans parler des couches moyennes, de plus en plus nombreuses, de la société moderne.

C'est donc une véritable théorie d'économie politique que Marx s'attachera à critiquer en Malthus sous un double point de vue — celui de l'économie politique de la classe ouvrière, en lui opposant la conception humaine d'une société communiste non mercantile et en relevant que le porte-drapeau des rentiers est le pire ennemi des travailleurs, puis celui de l'économie politique classique de la bourgeoisie industrielle et progressive, représentée par Ricardo. Il met en lumière que Malthus — à titre de représentant social des parasites oisifs — a une sainte horreur de tous les problèmes économiques de la production et centre toute sa doctrine économique sur la circulation et la consommation vers lesquelles se porte l'attention des rentiers qui sont surtout intéressés à voir grossir la part de leurs revenus dans la distribution et à jouir de produits les plus nombreux et les plus variés, en orientant si possible les investissements et le développement des branches de la production capitaliste vers la fabrication d'articles qui sont à leur image. Ce n'est donc pas par hasard que Marx étudie longuement les élucubrations de Malthus sur la loi de la valeur<sup>1</sup>, le profit, le prix, les classes productives et improductives, les crises et la surproduction. Dès lors, le fameux

---

<sup>1</sup> Marx note que Malthus accoutre de « façon curieuse sa loi de la valeur pour l'adapter au but poursuivi : l'apologie des conditions existantes, avec ses gros propriétaires fonciers, l'État et l'Église, les pensionnés, ceux qui vivent des impôts et de la dette publique, les boursicotiers, les serviteurs de la loi, les prêtres, les laquais — privés et publics — tout ce que l'école de Ricardo combattait comme autant de vestiges inutiles, dépassés, nuisibles et préjudiciables à la production bourgeoise à (cf. *Le Capital*, 1. IV, *Théories sur la plus-value*, in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/3, p. 46).

principe naturel de la population de Malthus retrouve la place qu'il mérite : c'est un effet variable, la cause étant les conditions économiques de chaque mode de production spécifique.

La formule de bateleur qui a fait la renommée de Malthus — la population croît au rythme effréné de la progression géométrique et les aliments en progression arithmétique seulement — n'est, somme toute, que l'arbre qui cache la forêt d'idées du pasteur anglican. C'est en réalité le cri de panique qui ponctue toute une conception de l'évolution humaine et accompagne la fin catastrophique de la population surnuméraire qui rétablit prétendument l'équilibre entre les aliments et les bouches.

Le fait historique qui amena Malthus à sa conclusion hâtive la réfute en même temps : la fameuse peste noire qui, de 1347 à 1350, décima le quart de la population d'Europe occidentale, soit 25 millions de personnes, fut suivie en Angleterre d'une longue période d'essor et de prospérité, mais eut l'effet contraire sur tout le continent qui retomba plus profondément dans le féodalisme.

Il est clair désormais que les grands cataclysmes modernes ne sont pas dus à un excès de population, mais au rythme d'expansion et de contraction du système économique capitaliste, comme en témoigne l'exemple récent de la guerre impérialiste, qui régénère le capital<sup>2</sup> et lui prépare un long cycle de prospérité, après avoir fait plus de 55 millions de morts et dévastés des pays entiers, en anéantissant à la fois les cités, les usines et les humains, tous en surnombre à la suite de la crise de surproduction des forces productives de toute sorte qui afflige cycliquement le monde capitaliste, en remettant le plus ignoble des « remèdes » malthusiens à l'ordre du jour — comme aujourd'hui où le monde est de

---

<sup>2</sup> « Une destruction périodique de capital est devenue une condition nécessaire à l'existence de tout taux de profit moyen. Si on les considère sous cet angle, ces épreuves épouvantables que nous envisageons habituellement avec tant d'appréhension et d'inquiétude, et que nous brûlons d'envie de voir se détourner de nous, peuvent très bien n'être rien d'autre que le *correctif naturel et nécessaire* d'une opulence excessive et boursouflée. C'est la force salutaire grâce à laquelle notre système social, tel qu'il existe actuellement, a le pouvoir de se soulager de temps en temps d'une pléthore sans cesse renouvelée qui menace son existence afin de retrouver une condition saine et solide.

« Ces contradictions provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés du travail et la destruction d'une grande partie des capitaux ramèneront par la violence le capital à un niveau d'où il pourra reprendre son cours. Ces contradictions créent des explosions, des crises au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps, tandis qu'une partie importante du capital est détruite, ramenant le capital par la force au point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive » (MARX, *Grundrisse*, 10/18, t. 4, p. 144, et 17-18).

La révolution peut évidemment briser ce cycle infernal qui remet périodiquement à l'ordre du jour l'anéantissement de la surpopulation et de la surproduction que Malthus mystifie en principe naturel, dès lors que c'est un effet économique, causé par les rapports de production déterminés du capitalisme. Les textes sur la surproduction et la surpopulation de Malthus sont étroitement liés au problème de la crise, dont le recueil de Marx-Engels est en préparation. Sur l'ampleur de ce phénomène, cf. *Le Fil du temps*, n° 12, sur « La Perspective révolutionnaire de la crise » (actuelle).

nouveau enfoncé dans la plus grave crise économique de surproduction et de surpopulation de l'histoire (cf. infra, p. 309).

Comme le montre à l'évidence la longue et minutieuse analyse de Malthus à laquelle Marx s'est adonné, l'essentiel n'est pas sa formule du déséquilibre fatal entre la croissance des bouches et celle des aliments, mais les moyens proposés par le pasteur anglican pour conjurer le cataclysme avec les mesures les plus propres à éviter, dans cette vallée de larmes, la surpopulation et à tempérer la surproduction.

Malthus a su être si convaincant que le théoricien le plus marquant de l'époque moderne — **Keynes** —, l'inspirateur de l'école économique du bien-être qui a accompagné dans cet après-guerre la pax americana sur le monde, avec les bienfaits de la prospérité capitaliste, s'est écrié : « *Si seulement Malthus, à la place de Ricardo, avait été le père dont a procédé l'économie du XIX<sup>e</sup> siècle ! Le monde en eût été bien plus riche et plus avisé<sup>3</sup>.* » Il trouve, en effet, que Malthus « *a des racines profondes dans la tradition anglaise de la science humaine [...], tradition marquée par l'amour de la vérité et une très noble lucidité, par un prosaïque bon sens, libre de toute sensiblerie et de toute métaphysique, et par un immense désintéressement et un esprit civique<sup>4</sup>.* ».

À en croire des théoriciens modernes du bien-être<sup>5</sup>, Malthus aurait entrevu la solution qui permettrait d'accorder population et aliments, voire d'améliorer l'indice de ceux-ci par rapport à celle-là, en traçant deux modèles : le premier correspond à la phase où une société réussit à faire croître la production proportionnellement au nombre de ses membres, soit à obtenir l'équilibre entre moyens de subsistance et têtes d'habitants, le second est celui où elle parvient même à améliorer ce rapport, en dépassant dans les deux cas sa fameuse formule — considérée comme plus littéraire que scientifique.

Malthus est, de la sorte, convié à présider au moderne bien-être humain. Le fait n'est pas pour nous étonner. Les grandes théories de classe surgissent aux tournants historiques en même temps que naissent en opposition les unes aux autres les grandes classes et leurs revendications — ainsi, celle de Ricardo, le porte-parole de la bourgeoisie industrielle, et celle de Malthus, le représentant de la classe des propriétaires fonciers, la troisième classe fondamentale de la société capitaliste. La science sociale avance ainsi par grandes illuminations et ne se distille pas au fastidieux compte-gouttes du savoir académique, fait de compilations désordonnées et sans vie, qui — comme le dit Marx — usurpe le nom de recherche scientifique.

---

<sup>3</sup> Cf. John Maynard KEYNES, *Essays in Biography*, London, Macmillan and Co, 1933, p. 144.

<sup>4</sup> Ibid., p. 120.

<sup>5</sup> Cf. J. J. SPENGLER, « Welfare Economics and the Problem of Overpopulation », *Scientia*, 1954, n° 4, p. 128-138, et n° 5, p. 166-175.

## Une politique des prix et des revenus

[Retour à la table des matières](#)

Comme il se fonde sur tout un système économique, Malthus ne propose pas simplement de réduire les naissances par une contrainte morale, une chasteté dictée par le raisonnement et l'ascétisme, ou même de comprimer à n'importe quel prix la population. Pour lui, la population peut demeurer constante, voire croître lentement, en ayant toujours des produits en suffisance. Sa proposition en vue de réaliser cet équilibre, source de progrès pour l'humanité, est toute moderne : établir une structure appropriée des prix, assortie d'une véritable politique des revenus.

Sa solution est limpide : d'une part, il faut rendre difficile l'accès aux produits qui répondent aux besoins alimentaires, car les masses auraient tendance à proliférer si elles trouvaient trop facilement de quoi se nourrir<sup>6</sup> — autrement dit, il faut que la classe laborieuse souffre de privations, grâce au prix élevé des denrées alimentaires — et, d'autre part, il faut rendre meilleur marché et donc d'un accès facile les articles de luxe pour... absorber la surproduction du capital. Peut-on exprimer avec plus de cynisme l'intérêt des classes dominantes qui entendent jouir aussi de l'oppression par un simple jeu économique : renchérir au maximum pour ceux qui travaillent les moyens de subsistance (y inclus le loyer), afin d'élever le plus possible la rente qui frappe tous les produits de la terre et est monopolisée par les propriétaires fonciers, et rendre le moins cher possible les produits de luxe, fabriqués par les manufactures, dont profitent surtout les parasites ? Il ne s'agit pas là d'une idée en l'air ou d'une hypothèse. Marx observe que c'est tout bonnement le cours déterminé de l'économie du capitalisme qui réalise les vœux de Malthus sur l'évolution des prix et des revenus : « Toute la production (et son accroissement, surtout) ne fonctionne désormais que grâce au renchérissement des moyens de subsistance auquel correspond un prix des articles de luxe inversement proportionnel à la masse croissante des produits<sup>7</sup>. » La conséquence en est un grave échec pour Ricardo qui, dans l'euphorie du capitalisme progressif de ses débuts, voulait « abolir » la classe oisive des rentiers : « La baisse continue du taux de profit est donc liée à une augmentation constante du taux de la rente foncière<sup>8</sup>. »

---

<sup>6</sup> Sur ce point, comme sur tant d'autres, Malthus dit exactement le contraire de ce que montre la réalité : les salaires de famine ne freinent pas la croissance de la population, tandis que les salaires élevés contribueraient à provoquer la surpopulation à terme. En fait, plus le standard de vie est bas et les conditions de vie mauvaises, plus les humains prolifèrent — comme « certaines espèces animales faibles et continuellement pourchassées ».

<sup>7</sup> Cf. MARX, *Théories sur la plus-value, Le Capital, 1. IV*, Dietz Verlag, Berlin, in MARX-ENGELS, *Werke*, 2613, p. 43.

<sup>8</sup> *Ibid.*, in *Werke*, 26/2, p. 441.

Aux yeux des théoriciens modernes du bien-être, Malthus, leur maître, a eu encore un autre mérite fondamental : en économiste vulgaire, il se place toujours au niveau de la circulation, là où s'effectue la répartition et où les classes dominantes et leurs appendices écrèment largement les revenus produits par les autres. Ainsi met-il en relation l'indice du « revenu national » avec celui du « revenu individuel » et, par ce truchement, pose le problème tout à fait scabreux de la croissance de la population qui peut ou bien favoriser l'essor économique en apportant des bras supplémentaires à la production, ou bien dévorer une partie du produit à investir dans l'appareil productif.

Pour les classes dominantes et tous les économistes bourgeois quels qu'ils soient, la population est ainsi subordonnée à l'économie et n'est plus un principe naturel autonome. Elle sert, dans la mesure où elle est utile à la richesse, à la production qui est la fin en soi de la bourgeoisie industrielle, et aux biens immobiliers ou patrimoine qui est celle de la noblesse terrienne. Or, comme le rappelle la crise, les besoins de la production sont contradictoires et changeants — d'où les alternances de surpopulation et de sous-population qui ont des effets péremptoirs sur la main-d'œuvre et la... consommation.

Pour nous marxistes, la production sociale doit être au service de la population humaine et lui être subordonnée, ce qui n'est possible qu'après l'élimination du mercantilisme tant de la force de travail que des moyens et produits du travail. C'est seulement de ce point de vue que l'on peut se rendre compte de l'absurdité de la moderne alternative, tout à fait malthusienne, de l'économie bourgeoise : l'exaltation sans limite de la production et la conséquence stupide qu'en tirent les économistes bourgeois, la réduction de la population. Les classiques le faisaient pour assurer un taux de profit à la valorisation du capital aux dépens des salaires ; les théoriciens du prétendu bien-être, en dilapidant l'excès de production par le gaspillage et le gavage de certaines couches de surconsommateurs en période de prospérité et en résolvant la surproduction par des licenciements massifs de travailleurs en période de crise. C'est toujours l'incapacité bourgeoise de maîtriser les forces productives.

## Opposition bourgeoise entre industrie et agriculture

[Retour à la table des matières](#)

Quoi qu'il en soit, les malthusiens, qui se complaisent dans la sphère de la circulation, sont ainsi amenés malgré eux sur le terrain de la production où leurs manipulations mercantiles ne peuvent résister à la confrontation économique des forces productives au nombre social de consommateurs, qui se résout, en régime capitaliste, par l'antithèse surproduction/surpopulation,

C'est une grande victoire pour le marxisme, parce qu'il apparaît clairement que la médiation — ou cause — de cette antithèse se trouve dans la sphère de la production, puisque c'est le taux de profit qui décide si un travailleur doit être embauché ou non, s'il est surnuméraire ou non. Les théoriciens archi-vulgaires du bien-être qui déterminent leur plan de production et leur structure des revenus à partir de la sphère de la circulation ne peuvent que fermer les yeux sur le fait que la production capitaliste se meut dans la contradiction suivante qui en manifeste les limites et suscite les crises de surproduction : « Elle n'utilise le travail nécessaire que dans la mesure où il crée du surtravail et où celui-ci peut se réaliser sous forme de plus-value. Il pose donc le surtravail comme condition du travail nécessaire : la plus-value est la limite du travail matérialisé et de la valeur en général<sup>9</sup>. »

En escamotant les causes, tous les malthusiens, passés et présents, ne peuvent trouver des remèdes au mal. L'ironie que connaît aussi la sinistre économie capitaliste veut même parfois qu'ils proposent des mesures qui ne sont que l'expression du mal profond du mode de production bourgeois. Ainsi en va-t-il de la structure des prix » qu'ils proposent pour adapter la population à la production, en haussant le prix des vivres pour les masses et en baissant le prix des articles manufacturés. Marx montre que cette « structure des prix » est strictement déterminée par le mode de production capitaliste tout entier — le fait que dans l'industrie le capital, toujours plus assoiffé de profits, peut tourner quinze, vingt fois dans l'année en obtenant à chaque rotation son taux de profit qui se multiplie donc par quinze ou vingt dans l'année pour donner la somme finale de profit, alors que l'agriculture, avec ses « entraves naturelles », ne permet qu'une rotation dans l'année avec les seuls profits qui en résultent. La conséquence en est un prix relativement moins élevé des produits de l'industrie qui, outre la possibilité de nombreuses rotations, ne paie pas de droit d'accès au lieu de production (rente) comme le font les prix agricoles. En somme, le capital se sent mal à l'aise et néglige la sphère de l'agriculture qui fournit l'essentiel des moyens de subsistance aux hommes. Mais cette fameuse « structure des prix » chère aux malthusiens a encore des effets considérables, puisque le capital s'ingéniera à multiplier et à diversifier la production industrielle, donc les articles manufacturés, alors qu'il réduira la croissance du secteur agricole, donc des moyens de subsistance.

C'est évidemment Malthus qui, en tant que porte-parole des rentiers, prend comme un malin plaisir à décrire ces aspects sinistres, voire monstrueux du capitalisme, et c'est en quoi il s'oppose à Ricardo, et devient le père spirituel du capital sénile, hyperdéveloppé et surindustrialisé qui s'est fortement éloigné du schéma ricardien de la « production proportionnée ». De fait, l'économie classique estimait qu'il fallait accroître essentiellement la base de tout l'édifice productif que sont Les moyens de subsistance pour

---

<sup>9</sup> Cf. MARX, *Grundrisse*, 10/18, t. 2, p. 229. Et Marx de conclure : « Le capital est ainsi une contradiction vivante : il impose aux forces productives une limite spécifique, tout en les poussant à dépasser toute limite » (*ibid.*).

développer les forces productives du travail qui sont la source de toutes les richesses. A partir de là, et parallèlement, croissait le secteur de la production des moyens de production qui stimulait, par des moyens mécaniques et techniques, la force productive du travail, les deux évoluant de manière plus harmonieuse que dans le plan de Malthus qui déséquilibre tout l'édifice parce qu'il extorque une rente à l'agriculture et gonfle la sphère des articles de luxe de l'industrie manufacturière, en débilitant les sources vives de toute production — le travail humain et la terre <sup>10</sup>.

Il suscite ainsi les conditions proprement catastrophiques de la crise : à un pôle, la surproduction des articles manufacturés, fabriqués à bon marché et en quantités monstrueuses et, à l'autre pôle, la surpopulation aggravée par le déséquilibre entre le peu de moyens de subsistance créés et les énormes masses humaines, nécessitées par la valorisation accrue du capital.

En gaspillant les forces productives dans les secteurs de luxe, le schéma malthusien aggrave l'écart entre la richesse et la pauvreté — ce qui suscite précisément une masse de misère et de hargne propre à aiguïser la soif de subversion de l'odieux système économique qui frustre et torture le grand nombre comme à dessein.

## Défaite de Ricardo

[Retour à la table des matières](#)

Après Quesnay qui fut le représentant de la classe des propriétaires fonciers et des journaliers agricoles à l'époque où la plus-value extraite de l'agriculture était la condition préalable à l'essor de l'industrie capitaliste, Malthus se fit le porte-parole des rentiers fonciers et autres parasites du capitalisme développé qui ont pris le dessus aujourd'hui sur la bourgeoisie industrielle que défendait Ricardo à l'époque révolutionnaire du capital.

Il faut noter qu'au début de l'ère bourgeoise les classes dominantes étaient farouchement hostiles au malthusianisme qui, à leurs yeux, défendait les intérêts réactionnaires des classes surannées de l'époque féodale, en prônant une théorie de la population absurde pour elles, puisque le capital avait alors un besoin énorme de bras qu'il

---

<sup>10</sup> Dans son bref compte rendu du livre I du *Capital*, Engels résume comme suit les effets de l'accumulation capitaliste sur l'agriculture et le travailleur : « Agriculture : ici l'effet de l'évincement du travail par les machines est encore plus aigu, le paysan est remplacé par le journalier salarié, la petite manufacture domestique est détruite dans les campagnes, les antagonismes s'aggravent entre ville et campagne. Le travailleur des champs est éparpillé et affaibli, tandis que les ouvriers des villes sont concentrés, d'où le salaire des journaliers agricoles abaissé au minimum. En même temps, le sol est pillé : le couronnement du mode de production capitaliste, c'est qu'il sape la source de toute richesse : la terre et l'ouvrier » (*Werke*, t. 16, p. 287).

Dès le début de l'accumulation capitaliste, il était donc possible à Malthus de voir toute l'action négative que le capital avait sur les masses laborieuses et sur la terre.

devait se procurer à grand-peine en expropriant les paysans à la campagne et les petits-bourgeois à la ville, l'exploitation se faisant alors par l'allongement des heures de travail et l'augmentation du nombre des ouvriers, car les machines et la technique étaient encore peu développées. Lorsque le capital se mit en devoir de substituer la machinerie à la force de travail vivante, en extrayant la plus-value relative, le problème de la population ouvrière surnuméraire commença à se poser dans les pays de capitalisme développé, et la bourgeoisie manifesta alors de l'intérêt pour les théories de Malthus. De nos jours, en effet, le capitalisme exige avant tout un haut niveau de production de marchandises et une accumulation progressive rapide du capital. Or, dans les pays développés, les facteurs technologiques accumulés dans le travail mort augmentent la productivité du travail, cependant que l'apathie des syndicats et les mesures anti-ouvrières des patrons et de l'État bourgeois maintiennent un temps élevé de travail journalier <sup>11</sup>, de sorte que le capital est assuré d'une marge qu'il n'est plus si nécessaire de demander à la surpopulation.

Enfin, ce fut l'alliance des deux classes dominantes de la société bourgeoise, alliance facilitée par le fait que leurs intérêts économiques se soudèrent dans la phase sénile, parasitaire et impérialiste du capital, qui recherche désormais autant les rentes que le profit, avec ses monopoles non seulement sur la terre mais encore sur des branches d'industrie tout entières, avec ses trusts, cartels, holdings et sociétés multinationales de toutes sortes.

Dans le capitalisme développé, les malthusiens peuvent hausser le ton : ils ne parlent plus seulement au nom des propriétaires fonciers, mais pratiquement au nom de toutes les classes dominantes, et notamment des plus puissants capitalistes industriels. Ce n'est plus seulement l'agriculture qui donne un surprofit qui se transforme en rente. C'est tout le système mercantile lui-même qui pousse au surprofit et le suscite de plus en plus : « Tout surprofit normal, c'est-à-dire qui n'est pas produit par d'heureuses ventes fortuites ou des oscillations du prix du marché, est déterminé par la différence entre le prix individuel de production des marchandises d'un capital particulier et le prix général de production qui règle le prix de marché des marchandises de toute cette sphère de production <sup>12</sup>. »

Il y a d'abord de tels surprofits pour tous ceux qui disposent — avec le même titre de propriété sur la terre — de chutes naturelles d'eau, de mines, de gisements de toutes espèces et de sols où s'édifient aussi bien les maisons habitées que les manufactures ou fabriques nécessaires aux entrepreneurs industriels. Dans tous ces cas, l'organisation de la société

---

<sup>11</sup> En augmentant les heures de travail, en instaurant et en développant les heures supplémentaires ou en retardant l'âge de la retraite, comme ce fut le cas tout au long du cycle de « prospérité » qui est derrière nous, le capital fait d'un ouvrier un ouvrier et quart, voire un ouvrier et demi, de sorte qu'il réduit d'autant la population nécessaire au capital et, partant, augmente la surpopulation. En suggérant de telles solutions au capital, les démographes ont bien mérité du malthusianisme. Dans *Le Capital*, Marx écrivait : « Si la période ordinaire de la vie d'un ouvrier, étant donné la période ordinaire de travail, est de 30 ans, la valeur de la force de travail payée par jour est de  $1/(365 \times 30) = 1/10\,950$  de sa valeur totale » (livre I, Éditions sociales, t. 1, p. 259, n.). Si l'on retarde l'âge de la retraite de 10 ans, par exemple, cette valeur sera de  $1/(365 \times 40)$ , soit une diminution de valeur de  $1/4$  pour l'ouvrier.

<sup>12</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. III, Éditions sociales, t. 8, p. 34.

bourgeoise, fondée sur la garantie du patrimoine privé, assure une série de monopoles que seul le mercantilisme développe.

C'est ce qui arrive dès lors que l'État monopolise les cigarettes, qu'un puissant trust ou cartel fait main basse, mettons, sur les puits de pétrole de toute une région du monde ou sur la fabrication d'ampoules, voire qu'un « pool » international de capitalistes domine la production de charbon, d'acier ou d'uranium.

Le monopole industriel arrive au même résultat que le monopole sur la terre qui donne une rente, parce que la demande d'aliments est forte, si bien que le terrain « le moins fertile » fixe le prix de marché : il élève les prix au maximum, en restreignant artificiellement l'offre face à une demande toujours forte, si bien que les branches « les plus productives » pratiquent les prix les plus élevés, donc permettent une rente.

L'avantage des monopoles est déjà en germe dans les industries à productivité exceptionnelle<sup>13</sup>. Et mille autres secteurs occasionnellement privilégiés et protégés de l'économie mercantile donnent encore un surprofit se transformant en rente.

Cette manie des surprofits est un signe évident de dérèglement du mode de production. Dès le début, la rente dans l'agriculture avait freiné l'essor de l'industrie où le capital se développe le mieux et elle pesait sur le capital variable, puisque celui-ci s'échangeait essentiellement contre des moyens de subsistance grevés d'une rente. Aujourd'hui, à son tour, le capital industriel tire si Possible une rente de toute transaction, estimant que les ouvriers en supporteront, en dernière instance, le fardeau. C'est plus qu'une absurdité que de faire monter sans cesse les prix des articles manufacturés qui baissaient au début du capitalisme, c'est le signe que le dernier avantage du mode de production capitaliste se perd, autrement dit, que le capital a fait son temps.

Ces rentes mangent désormais le progrès. Elles n'ont pas seulement pour effet d'accroître la part du gâteau des classes dominantes et de diminuer celle des classes travailleuses, elles empêchent encore l'esclavage salarié de diminuer quantitativement : en dépit de l'amélioration de la technique et de la productivité du travail, ces surprofits entravent la possibilité de réduire au fur et à mesure le temps moyen de travail individuel, les heures de travail dans la journée, tout en élevant le standard général des consommateurs

---

<sup>13</sup> Jusqu'à égalisation du taux de profit au niveau moyen de tout le secteur d'une même production — ce que l'art *petit-bourgeois* du *marketing* moderne sait retarder au maximum —, il y a dans l'industrie un *surprofit* dérivant du même mécanisme mercantile qui fixe à tout article agricole un prix courant sur le marché à partir duquel il y a *rente* pour toute entreprise ayant un coût de production moindre : en supposant que le taux de la plus-value ou taux d'exploitation de la force de travail est constant, soit de 100 %, « c'est seulement dans les branches de production où, mettons, la composition du capital est de 80 c + 20 v que le *prix de production* + 20 % sur le capital avancé coïncide avec la *valeur* [soit le prix courant de 120]. Là où la composition organique est plus élevée (par exemple 90 c + 10 v), ce prix courant est au-dessus de la valeur obtenue [c'est-à-dire 110 qui permet un surprofit], alors qu'inversement il est au-dessous de la valeur obtenue si la composition organique est plus basse, par exemple 70 c + 30 v [soit 130] » (cf. lettre de Marx à Engels, 30 avril 1868).

— comme ce devrait être le cas après l'application de la science et du machinisme au procès de production.

La rente et les surprofits accroissent toujours plus la différence entre la valeur sociale des objets d'utilité et le prix auquel le consommateur les obtient, et ce n'est pas là la moindre cause de cette inflation qui gangrène de plus en plus le capitalisme devenu sénile et parasitaire et qui creuse encore le fossé entre riches et pauvres, non seulement entre les classes, mais encore entre les nations bourgeoises.

Dans la phase ultime du capitalisme, le prix courant de marché ne baisse pratiquement plus — et la société cesse de bénéficier des résultats positifs de la croissance des forces productives du travail qui stimulent les autres entreprises à se hausser à ce même niveau de productivité et de technologie.

Tous ces secteurs privilégiés, les industries de pointe, les monopoles de toutes sortes, qui jouissent d'une rente parasitaire comme dans l'agriculture, protégée par excellence dilapident non seulement les surprofits en pots-de-vin, prébendes et faux frais, mais grossissent encore les classes oisives, chères à Malthus, voire corrompent toute une frange de la classe ouvrière qui participe plus ou moins à la consommation d'objets de luxe, de gadgets plus ou moins inutiles, stupides ou malsains.

Dans la jungle de l'affairisme et du mercantilisme, le moindre avantage économique est exploité à fond et multiplié par tous les ressorts de la corruption, par le « détournement » du pouvoir politique : si le libre-échange profite le plus à telle branche, on l'instaurera pour elle ; si le protectionnisme avantage telle autre, on dressera les barrières et on organisera les chicanes douanières.

C'est l'impérialisme dominant des États-Unis qui a le plus développé tout ce système. En prenant appui sur la concentration des moyens de production qui s'est réalisée chez eux et sur l'avance technologique dont ils jouissent, ils ont pratiquement étendu le mécanisme des surprofits à l'industrie, la composition organique élevée de leur capital leur permettant de vendre presque toujours leurs produits largement au-dessus de leur prix de production — profit courant compris —, et ce non seulement vis-à-vis des pays du tiers monde, mais encore vis-à-vis des pays capitalistes moins développés qu'eux. Leur force militaire et financière leur permet ensuite de contrôler massivement les sources de matières premières des continents de couleur, en détournant à leur profit une part énorme de la classique rente.

Dans la conception du capitalisme révolutionnaire de Ricardo, il fallait abolir la rente, parce que, dans l'agriculture au sens large du terme, toute exploitation plus fertile que la plus mauvaise qui fixait le prix courant de marché touchait un surprofit d'autant plus élevé que l'arriération de ses concurrents était plus prononcée, si bien que son avantage était lié à la stagnation économique pour la société et sa force tournée à la maintenir et la diffuser dans le pays. A cette aberration économique, il opposait l'industrie où l'entreprise la plus féconde fixait pour toutes les autres le prix de l'article produit, de sorte que les entreprises

retardataires étaient poussées à rejoindre ce niveau plus productif si elles voulaient survivre dans la concurrence. Il voulait, en conséquence, introduire aux dépens des propriétaires fonciers ce même principe et attribuer comme impôt la rente à la collectivité. Ce dessein aurait servi aussi les intérêts des ouvriers, grands utilisateurs de produits agricoles : « L'intérêt des propriétaires fonciers est toujours opposé aux intérêts de toutes les autres classes de la société, car leur situation n'est jamais aussi florissante qu'au temps où la nourriture est rare et chère, alors qu'il serait avantageux pour tous les hommes qu'ils puissent acheter bon marché leurs denrées alimentaires (ce qui implique une production abondante)<sup>14</sup>. »

Si, dans la lutte contre Malthus, Ricardo fut battu, c'est essentiellement parce que le capitalisme développé, cessant d'être révolutionnaire, est devenu de plus en plus parasitaire. Pour triompher de la sorte, Malthus n'avait pas besoin de fourbir des armes théoriques nouvelles, plus efficaces que celles de Ricardo. Au contraire, il reprit simplement les armes tombées des mains des théoriciens du capitalisme révolutionnaire pour les émousser en glissant dans l'économie vulgaire. Ainsi Malthus retombe-t-il dans la théorie précricardienne des mercantilistes en expliquant sa rente par une surcharge des prix dans la circulation : cf. infra, p. 253, note 9.

## Rente et parasitisme intellectuel

[Retour à la table des matières](#)

En digne représentant de la classe des rentiers et parasites de toutes sortes, Malthus ne pouvait que plagier les théories des autres et gâcher les notions les plus solidement définies antérieurement, sans jamais faire preuve d'une originalité quelconque.

Les privilèges liés à la rente, Malthus les reporte sur sa théorie de la population, à savoir que les oisifs accapareurs de plus-value sont les créateurs et les maîtres de la richesse, régulent et organisent ce qui doit être produit à leur image et dans leur intérêt, alors que les producteurs ne sont que des gens stériles, « puisqu'ils reçoivent très exactement l'équivalent pour leur travail », autrement dit qu'ils touchent le peu qu'ils donnent, ce rapport, confortable pour la minorité et inique pour la grande masse, assurant à la société un niveau de population optimal.

Or cette théorie n'est qu'une resucée corrompue de celle des physiocrates qui furent les vrais pères de la théorie de la rente capitaliste<sup>15</sup>, lorsque l'accumulation initiale dans toute

---

<sup>14</sup> Cf. David RICARDO, *Works and Correspondance*, Straffa's ed., vol. 4, p. 21.

<sup>15</sup> Comme les capitalistes industriels, les propriétaires fonciers ont été des révolutionnaires au début de l'ère bourgeoise, en « éclaircissant les campagnes », et en prolétarisant les couches les plus conservatrices de la société, les travailleurs parcellaires, paysans et artisans. C'est ce que Marx exprime, par exemple, dans son article sur *l'Émigration forcée* (p. 96-101) où il souligne les avantages

la société se faisait à partir de la terre, cet instrument de production supplémentaire, dont l'excédent permit de mettre à la disposition de l'industrie les matières premières et les bras en suffisance. A une époque où cette théorie avait déjà fait son temps et était supplantée par la théorie de la valeur de Ricardo qui voyait dans le travail au sein de la production, quelle qu'elle soit, la source de toute richesse, Malthus renoua avec les physiocrates et, faute d'argument scientifique, fit appel au Père éternel. A ses yeux, la rente n'est pas un simple monopole, au contraire, a c'est le clair signe d'une propriété parfaitement inestimable de la terre que Dieu a accordée aux hommes — la propriété de pouvoir nourrir plus d'hommes qu'il n'en faut pour la travailler <sup>16</sup> ».

Or, dès 1777, le fermier Anderson avait donné le coup de grâce aux physiocrates qui pensaient que la rente était due à l'exceptionnelle productivité de l'agriculture, et donc dérivée de la fertilité spécifique du sol (don de Dieu pour Malthus, qui sanctifie ainsi la rente... et les rentiers). Il renversait tout simplement le problème, en affirmant : ce n'est pas la rente du sol qui détermine le prix des produits, mais le prix des produits qui détermine la rente. Dieu n'était plus rien d'autre que le mercantilisme, puisque le terrain de productivité le plus faible fixe le prix courant de marché, de sorte que les terrains plus productifs donnent une rente au-delà de ce prix.

Engels souligne que l'économie bourgeoise est essentiellement chrétienne, notamment son théorème que la terre de péché n'est pas capable de nourrir l'humanité. Depuis qu'il a été chassé du Paradis terrestre, l'homme a quelque chose de vil et de bas en lui, et il est condamné au travail qui est pénible et repoussant, voire dégradant. La distinction religieuse entre Esprit et Matière permet d'établir une hiérarchie indispensable aux classes dirigeantes qui s'assimilent à une pure élite <sup>17</sup>, distinguée, choisie et voulue par Dieu, raffinée et cultivée, spirituelle et, surtout, libérée de tout travail répugnant, tandis que les ouvriers sont ramenés au rang des bêtes. De plus, les pauvres sont matérialistes, sales, grossiers, misérables, incultes et bassement intéressés aux choses immédiates de la vie et — faute impardonnable aux yeux de Malthus — innombrables. C'est ce qui fit écrire à Engels : « *La*

---

de la grande propriété moderne sur l'économie parcellaire pour élever aussi les forces productives : cf. *aussi* infra, p. 173-174.

<sup>16</sup> Malthus, *Inquiry into the Nature and Progress of Rent, and the Principles by which it is regulated*, Londres, 1815.

<sup>17</sup> De la même façon, les activités intellectuelles et artistiques sont considérées comme nobles et sublimes et sont réservées à une élite qui n'a fait qu'accaparer le temps libre créé par les ouvriers dans le procès du travail : « Cet antagonisme entre la richesse qui ne travaille pas et la pauvreté qui travaille pour vivre fait surgir à son tour une contradiction au niveau de la science : le savoir et le travail se séparent, le premier s'opposant au travail comme capital ou comme article de luxe du riche » (Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/1, p. 280 ; cité dans MARX-ENGELS, *Critique de l'éducation et de l'enseignement*, P.C.M., p. 7-8). [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

*théorie malthusienne n'est que l'expression économique du dogme religieux qui oppose l'esprit à la nature et aboutit à la corruption de l'un et de l'autre*<sup>18</sup>. »

En opposant l'esprit et la matière, le christianisme cultive l'idée de châtement et en vient à juger bénéfiques les fléaux qui extirpent les plaies humaines, la vie de la multitude des pécheurs. La société capitaliste est foncièrement patriarcale : la femme est le diable, car elle enfante et séduit... l'homme. Le malthusianisme exprime cette haine pour la vie, « cette détestation profonde et tenace à l'endroit de l'enfant », selon la formule de Carole Sandrei (La Société contre l'enfant, Stock, 1977). Le capital place la richesse matérielle au-dessus de la vie, et la très chrétienne et capitaliste Amérique a inventé la bombe à neutrons qui détruit la vie humaine et préserve les biens matériels. Nul mieux qu'un curé, habitué à manier l'anathème et à scruter les âmes, ne pouvait aussi froidement rendre les pauvres eux-mêmes responsables de leur pauvreté.

*« Ce qui caractérise Malthus, c'est sa vulgarité foncière de sentiments, vulgarité que seul peut se permettre un curé qui voit dans la misère la punition du péché originel et qui a besoin en général de cette « vallée de larmes », ce qui ne l'empêche pas en même temps — à cause de ses grasses prébendes et à l'aide du dogme de la prédestination — de juger bon d'adoucir aux classes dirigeantes le séjour dans cette même vallée de larmes*<sup>19</sup>. »

## Rente propriétaire et « surcharge » mercantile

[Retour à la table des matières](#)

Cette haine contre Malthus s'adresse non à une personne contingente, mais au représentant théorique de la troisième des classes fondamentales de la société — celle des

---

<sup>18</sup> Cf. ENGELS, Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie, in Werke, 1, p. 520. Dès 1844, Marx écrivait dans ses *Manuscrits philosophico-économiques* : « L'économie politique — cette science de la richesse — est donc en même temps la science du renoncement, des privations, de l'épargne. [...] Elle est donc — malgré son côté profane et voluptueux une vraie science morale, la plus morale des sciences. [...] L'abstinence, comme principe de l'économie, se manifeste de la façon la plus éclatante dans sa *théorie de la population*. Il y a trop d'hommes : même l'existence est un pur luxe, et, si l'ouvrier est moral, il sera économe dans la procréation. La production de l'homme apparaît comme une calamité publique » (*Werke, Ergänzungsband*, 1, p. 549, 551).

L'économie politique est enfermée dans l'insoluble contradiction de la richesse et de la misère, parce qu'elle théorise une société divisée en classes antagoniques et que la production repose sur l'exploitation du travail d'autrui. L'école de Ricardo s'oppose à l'école malthusienne en revendiquant un seul pôle de la contradiction, sans comprendre que « gaspillage et épargne, luxe et dénuement, richesse et pauvreté sont les deux aspects d'une même réalité. [...] A l'un des pôles, Lauderdale, Malthus, etc., conseillent le *luxe* et maudissent l'épargne ; à l'autre, Say, Ricardo, etc., recommandent l'épargne et maudissent le luxe. Mais les premiers avouent qu'ils veulent le luxe pour produire le *travail*, c'est-à-dire l'épargne absolue ; les autres avouent qu'ils prônent l'épargne pour produire la *richesse*, c'est-à-dire le luxe » (*ibid.*, p. 550).

<sup>19</sup> Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/2, p. 110.

rentiers, classe qui condense en elle la perversion croissante de la forme de production capitaliste qui devient conservatrice, puis sénile et parasitaire, tandis que son centre d'intérêt se déplace de plus en plus des phénomènes de la production sur ceux de la circulation (de la commercialisation et de la consommation). C'est, en effet, le secteur privilégié où se fait la répartition des richesses, l'attribution des prorata à consommer ou à investir dans telle ou telle branche : « La distribution est la puissance en action de la propriété privée ».<sup>20</sup>

Or c'est aussi dans la circulation que s'effectue le renversement des choses en leur contraire qui permet à la classe des rentiers de passer pour une classe déterminante de la société et de concrétiser sa domination sociale. Dans la circulation où se réalise le capital, la marchandise se transforme en argent, divinité visible qui mue toutes les qualités et les activités humaines en leur contraire, engendre l'universelle confusion et perversion, en faisant fraterniser les choses inconciliables. La distribution prend le pas sur la production, le commerce sur le travail et l'esprit sur la matière. Cette inversion des choses qui évoque la magie est la fonction même de la circulation mercantile. Elle fait apparaître en outre le producteur comme un être dérisoire, bafoué par son propre produit, puisque celui-ci se métamorphose sur le marché en argent, puis indifféremment en chaussettes ou en allumettes. Mais, pour le producteur salarié, ce procès est encore plus dur, puisque le capitaliste s'est approprié de son produit et que lui-même n'a touché qu'une partie des heures de son travail. La circulation est donc le lieu favori des classes dominantes.

À partir d'elle, Malthus se prend pour le demiurge de toutes choses — et il fait passer la consommation pour plus importante que la production, les classes rentières pour plus nécessaires que les classes productives, en témoignant au travail une haine que même les industriels bourgeois à la Ricardo ne pouvaient partager, étant donné qu'ils considéraient le travail comme la source de toute valeur et de toute richesse.

Maniée par Malthus, l'économie politique bourgeoise devient monstrueuse et antisociale : l'impérite domine le savoir-faire, le jouisseur et l'oisif déterminent, avec l'argent et leur consommation futile et dépravée, quels seront les produits à créer, les secteurs de la production à développer — et le luxe inutile passe avant la consommation essentielle, comme l'armement, les moyens de guerre et de génocide priment le pain, l'habillement et le logement des masses.

C'est en étendant la définition de la rente foncière jusqu'à la notion mercantile de surcharge des prix au sein de la sphère des échanges sur le marché — le fameux surprofit — que Malthus put devenir, outre le porte-parole des propriétaires fonciers traditionnels, le père des classes moyennes d'hier et d'aujourd'hui<sup>21</sup>, et devenir — comme nous le verrons

---

<sup>20</sup> Cf. MARX, *Notes critiques sur l'ouvrage de J. Mill*, « *Éléments d'économie* », trad. fr. in K. MARX-Fr. ENGELS, *Les Utopistes*, Petite Collection Maspero, p. 157.

<sup>21</sup> Le marxiste, qui définit les classes à partir de leur fonction dans la production, a quelque mal à suivre le raisonnement de Malthus qui définit ses classes — rentière *et* moyenne — à partir de la circulation,

— le théoricien du moderne capitalisme, populaire des U.S.A. et de Russie. Dans le capitalisme sénile, la rente, au sens de surcharge chère à Malthus, profite également aux innombrables fonctionnaires de l'Église et de l'État, aux agents du capital qui assurent sa gestion, son administration, sa défense, sa justice, son impérialisme, la diffusion de ses idées, sa publicité écrite et parlée ; bref, à tous ceux qui, dans les pays « avancés », voient leurs revenus gonfler par les surprofits du capitalisme parasitaire — et cela va jusqu'aux innombrables services.

L'horrible faussaire Malthus ne retourne pas seulement le sens de toutes choses, en s'appuyant sur l'odieux mécanisme mercantile de l'échange entre équivalents qui règne dans la sphère de la circulation, mais extrapole encore ce résultat à la sphère naturelle de la population pour justifier, par une loi éternelle et irréfragable, la misère et la redondance des masses, dont le travail crée la richesse, la prodigalité et la prépondérance des classes oisives.

Malthus théorise ainsi l'abjection et la déchéance la plus vile d'un mode de production — celle qui fait passer pour surnuméraires et inutiles ceux-là mêmes qui produisent les richesses, et présente comme primordiaux les incapables, les jouisseurs et les oisifs. Il faut attendre la dernière des sociétés de classe pour développer une telle perversion des mérites, en jetant l'anathème sur ceux-là mêmes qui procurent aux parasites leurs moyens de jouir et de prospérer. L'infâme curé substitue au Dieu, garant de l'ordre éternel de l'économie politique de classe, le principe naturel — invariable et inné aux choses humaines — de la population, faisant ainsi preuve d'un racisme qui justifie la mort lente des masses les plus nombreuses et tous les génocides des travailleurs et des pauvres, qui sont l'incarnation du Mal aux yeux de tout propriétaire, de tout riche et de tout parvenu. Le malthusianisme s'avère ainsi la théorie de classe la plus anti-ouvrière qui soit.

## Les rentiers à la Malthus sont les pires

[Retour à la table des matières](#)

L'exploitation exercée par la bourgeoisie industrielle, si infâme soit-elle, n'en apporte pas moins à la société un avantage, puisqu'elle extorque au travail une plus-value dont une partie — la plus grande, au début — est réinvestie pour développer et multiplier les branches de la production, accroître la productivité, voire taire baisser le prix des produits manufacturés, sans parler du fait que le capital combine sans cesse davantage les forces du

---

où elles ont pour « fonction » de réaliser le capital et d'absorber la surproduction, « soit une troisième classe d'ACHETEURS qui paierait les marchandises à leur valeur nominale, sans en vendre pour sa part, sans rendre la politesse à son tour. [...] Or des acheteurs qui ne sont pas vendeurs sont forcément des consommateurs qui ne sont pas producteurs — des *consommateurs improductifs* ». D'où la théorie de la population de Malthus qui voudrait que « la masse de la classe moyenne croisse et que le prolétariat (travailleur) constitue une portion toujours relativement moindre de la population totale (*même s'il croît absolument*) » (cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/3, p. 44, 57)

travail par une coopération et une association toujours plus rationnelles et fécondes. En revanche, il saute aux yeux que la rente des propriétaires fonciers ainsi que les surprofits empochés par les parasites n'ajoutent absolument rien, mais sont au contraire à déduire de la plus-value ou richesse déjà créée par le travail sous le commandement de l'entrepreneur capitaliste. La propriété de la terre confère aux rentiers le monopole de l'alimentation et, par là, un droit de vie et de mort sur les populations.

Les limites du capital se manifestent dans l'agriculture, au fait qu'il trouve dans le rythme naturel de la terre une entrave à l'exploitation effrénée du travail. En conséquence, il ne parvient pas à évincer la propriété foncière qui a ses racines profondes dans la spoliation des vastes campagnes — et, faute de pouvoir supplanter son rival, il s'allie à la fin avec lui, puisque l'exploitation capitaliste dans l'industrie implique elle aussi un titre de propriété sur le travail mort accumulé par les générations laborieuses du passé. De la sorte, l'économie capitaliste de la terre aggrave au maximum pour les habitants des campagnes les conditions de travail et de vie — et les propriétaires fonciers s'acharnent à prolétarianiser les paysans pour agrandir leurs domaines, sans leur apporter eux-mêmes en compensation les avantages inhérents au progrès technique. Qui plus est, la rente foncière grève désormais même les articles industriels, puisqu'elle alourdit le coût des matières premières qui entrent dans leur fabrication.

Dans sa théorie de la rente, Marx souligne que l'existence d'écarts systématiques (surcharge chère à Malthus) entre le prix des denrées alimentaires et leur valeur a des conséquences fatales pour l'humanité sous le capitalisme, comme l'expérience le démontre amèrement, même aux masses des pays capitalistes développés<sup>22</sup> : avec la croissance de la production bourgeoise, on alimente de moins en moins bien l'espèce humaine, en dépit de l'essor croissant des forces productives en général. Ce déphasage entre l'industrie et l'agriculture, entre la section des moyens de subsistance et celle des moyens de production et articles de luxe provoque les crises du capitalisme. Il repose sur le fait que tous les produits agricoles sont vendus et payés par celui qui les consomme à un prix dépassant leur valeur. Contrairement à ce qu'affirme Malthus, ce résultat n'est pas dû à une loi naturelle, mais au mécanisme mercantile qui fixe le prix des denrées alimentaires d'après le prix de production du terrain le plus mauvais, tous les autres donnant une rente parasitaire que paie le consommateur, non certes l'improductif qui en profite, mais le productif qui travaille.

Le capitaliste Ricardo en était très ennuyé. En effet, il a besoin d'aliments très bon marché, parce que

---

<sup>22</sup> La Russie au capitalisme honteux ne maintient qu'au prix de lourdes subventions d'État *l'artifice* de bas prix alimentaires : « C'est ainsi qu'en 1976 l'État a dû consacrer 19 milliards de roubles pour subventionner ces prix. L'État dépense, en moyenne, 3,5 roubles pour la production et la vente d'un kilo de viande de première catégorie qui est vendu au prix de... 2 roubles. De la même façon, le kilo de beurre revient à 5 roubles, mais il n'est vendu que 3,6 roubles dans le secteur d'État » (cf. Jacques AMALRIC, « Un système plus souple des prix est progressivement mis en place [en Russie] », *Le Monde*, 6 avril 1977).

- 1) cela permet des bas salaires dans la mesure où l'industriel voit diminuer le coût des moyens de subsistance nécessaires à la reproduction de la force de travail, mais surtout
- 2) parce que le capitalisme gagnerait la partie et assurerait un progrès ininterrompu à l'humanité en promouvant un bien-être toujours croissant, si les aliments de base baissaient de prix et se multipliaient de la même manière que les produits de l'industrie, où le capital peut avoir un développement illimité — hélas ! pour lui, en théorie seulement du fait de sa liaison nécessaire avec l'agriculture.

C'est sur le développement inégal du capital dans l'industrie et l'agriculture que Marx a fondé sa formidable condamnation de la société mercantile du capital. Dès le siècle dernier, l'industrielle Angleterre a été hors d'état de se nourrir elle-même, malgré une expansion inouïe de ses forces productives — et aujourd'hui il en va pratiquement de même de tous les pays industriels d'Europe occidentale et orientale.

La Russie étant un pays d'industrialisation relativement récente, nous possédons des statistiques assez parlantes sur la disparité d'évolution de son industrie et de son agriculture qui fonde le développement capitaliste inégal à tous les niveaux (indice divergent des prix, rythme discordant d'expansion de chaque secteur, etc.) et témoigne de l'anarchie d'une production qui se fait non selon les besoins humains, mais selon la capacité de susciter des profits.

Voici quelques données sur la croissance divergente des divers secteurs de la production : en trente-deux années, de 1913 à 1955, la production d'acier, de fonte, de charbon, de pétrole et de machines a augmenté de 39 fois, tandis que celle des biens de consommation n'a augmenté que de 9 fois. Encore faut-il noter ici que l'industrie participe, elle aussi, à la production de biens de consommation. Comme le capital peut y multiplier ses rotations dans l'année et donc y taire de gros profits si bien que le taux de croissance y est particulièrement élevé, l'industrie manufacturière a fortement contribué à l'accroissement des biens de consommation, et l'indice en est encore gonflé par le fait que de nombreux appareils et produits n'existaient pas encore dans la Russie de 1913. Ainsi enregistre-t-on que, de 1913 à 1955, le nombre des réfrigérateurs a augmenté de 50 fois, celui des machines à laver de 80, des motos de 24 et... celui des appareils de radio et de télévision de 150 fois. Par ailleurs, les produits de première nécessité ont augmenté beaucoup moins : le sucre de 2,8 fois, alors que la population passait de 155 millions à environ 200 millions en 1955. Les tissus de laine augmentaient de 2,5 fois, tout comme les tissus de coton — et les céréales ont même baissé pour ce qui est de la consommation par tête.

La brillante Amérique n'échappe pas à la loi de la baisse de consommation des principales denrées alimentaires, comme en témoigne l'évolution du nombre de calories par jour et par personne. De 3 520 calories en 1902, elle est passée progressivement à 3 200 en 1955, la perte alimentaire étant pour ces quarante-trois ans de 9%, d'autres sources vont

même jusqu'à dire qu'on n'en est plus en 1975 qu'à 3 050 calories, la perte est alors de 13%.

Mais revenons à la Russie pour laquelle nous avons les données statistiques portant sur le secteur A (production de moyens de production) et le secteur B (biens de consommation). Il nous suffit de donner les chiffres sur la part de chacun de ces deux secteurs dans la production globale pour constater une fatale disparité d'évolution. Voici la part du secteur A (industrie lourde) en 1913, 1917, 1928, 1940, 1946 et 1955 : 33,3 %, 38,1 %, 39,5 %, 61,2 %, 65,9 % et 70,8 % : elle croît au rythme de l'accumulation capitaliste, la série parallèle des biens de consommation diminue régulièrement pour ces mêmes années : 66,7 %, 61,9 %, 60,5 %, 38,8 %, 34,1 %, 29,2 % <sup>23</sup>.

Aujourd'hui, la Russie a dépassé son rival américain dans de nombreux secteurs de l'industrie lourde, non seulement pour la masse produite, mais encore par tête d'habitant. C'est le cas pour l'électricité, le ciment, le minerai de fer et le charbon. Cependant, dans le même temps les queues s'allongent devant les magasins de vivres.

## Irlande et tiers monde

[Retour à la table des matières](#)

En fait, la Russie, longtemps isolée du reste du monde par le protectionnisme, ne fournit pas l'exemple le plus classique de la crise agricole et alimentaire qui accompagne l'essor de l'industrie capitaliste. L'Angleterre que nous décrit Marx, et les pays occidentaux d'aujourd'hui ont suscité une crise agraire autrement catastrophique, parce qu'ils sont bien plus colonialistes et impérialistes que les régimes actuels de l'Est et se nourrissent en grande partie des produits de pays tiers. Pour obtenir ce résultat, ils ont pour ainsi dire exporté dans les pays dépendants les conditions catastrophiques de l'agriculture sous le régime capitaliste. La bourgeoisie manufacturière anglaise, modèle classique entre tous, rêvait de faire de l'Angleterre l'atelier industriel du monde entier, sa ville, et de tous les autres pays

---

<sup>23</sup> Il existe certes un moyen — même en régime capitaliste — de ranimer l'agriculture : lui injecter à très fortes doses des capitaux, en transférant les investissements de l'industrie à l'agriculture. Mais ce ne peut être qu'un expédient tout à fait transitoire, puisqu'il *contrecarre* l'accumulation rapide du capital dans l'industrie et qu'en Russie les secteurs de l'industrie lourde prennent eux aussi du retard par rapport aux prévisions des plans — et l'on fait appel à l'étranger. Ainsi, un tiers de la production de ciment s'effectue dans des usines livrées « clés en main » (et à crédit souvent) par les Occidentaux. On ne saurait, en effet, juguler longtemps les secteurs à haut rendement de profits et de capitaux additionnels pour soutenir un secteur où ces mêmes rendements sont bas. Ce serait transférer la crise de l'agriculture dans l'industrie qui, avec la baisse tendancielle du taux de profit, a une soif de plus en plus grande de capitaux, comme en témoigne, par exemple, le fait que les Russes ont une balance commerciale de plus en plus déficitaire et font de plus en plus appel aux capitaux de l'Ouest, lui-même endetté jusqu'au cou.

et continents sa campagne, qui devait croupir dans l'activité agricole et lui fournir à bon marché les moyens de subsistance et les matières premières à transformer.

En étudiant l'Irlande qui fut le premier des pays dépendant d'une métropole industrialisée et préfigure le sort du tiers monde moderne, Marx montre que la question agraire, avec l'incapacité du capital à alimenter ses populations par son besoin irrépensible de faire des profits et de tirer des rentes et des surprofits des pays les plus pauvres, explique également le colonialisme et l'impérialisme.

A ce propos, Marx souligne, dans le fameux chapitre sur l'accumulation, que le capital crée une double masse de misère : à un pôle de la société, celle des peuples dépendants dont il empêche l'essor industriel et qu'il tient dans l'arriération barbare de l'agriculture qui déchoit dans le monde capitaliste<sup>24</sup> ; à l'autre, celle du prolétariat exploité et, lui aussi, surnuméraire. Dans les textes sur l'Irlande que nous publions dans ce recueil, Marx décrit minutieusement le mécanisme de cette dépendance : la métropole industriellement développée projette ou exporte sur la verte Eire ses conditions agraires, en la ruinant complètement et « sans même donner à ses cultivateurs les moyens de compenser la perte des éléments constitutifs de son sol. » Elle est livrée à la pire classe de la société bourgeoise, les rentiers chers à Malthus, qui saccagent son sol et pillent sa main-d'œuvre ; bref, ce pays devient arriéré comme le tiers monde ou les régions plus ou moins sous-développées des opulentes métropoles : le sud de l'Italie, la Bretagne, la Corse, etc. La métropole y perpétue les atroces conditions de l'accumulation primitive, en y « éclaircissant les campagnes », en substituant le bétail aux humains, en rendant surnuméraires les travailleurs. Le mouvement de concentration de la propriété terrienne ne s'effectue pas en apportant un progrès soutenu à l'agriculture, il dégrade la terre et la nature ambiante, alors que le travail humain intense améliorerait avec les générations le sol travaillé. Pire encore : la rente se fait plus grasse lorsque le travail diminue dans le produit ; l'élevage du bétail dans les prés clos est plus rémunérateur que le travail des champs, tandis que la monoculture devient plus rentable que l'horticulture séculaire du paysan traditionnel.

L'Irlande est évidemment le paradis, le champ de prédilection du représentant des classes parasites — Malthus. La population y est toujours trop nombreuse, et il y trouve la confirmation qu'il faut détruire les surnuméraires pour accroître la richesse des rentiers. Marx se rend sur le même terrain pour réfuter les thèses malthusiennes, en se fondant sur les données statistiques fournies par les classes dominantes elles-mêmes : à mesure que la population diminue, la production elle-même s'amenuise et le revenu national baisse, la technique et l'organisation de la vie sociale régressent ; le seul « progrès » est une légère augmentation du revenu annuel de la catégorie supérieure des propriétaires fonciers.

---

<sup>24</sup> Cf. les chapitres intitulés « Dissolution des sociétés précapitalistes extra-européennes » et « Accumulation primitive en Angleterre et outre-mer », in MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, p. 101-107.

De même que le capital mécanisé rend les ouvriers surnuméraires, l'accumulation impérialiste suscite dans les pays pauvres une surpopulation qu'il accable de ses « pollutions ». Des deux, il tire une main-d'œuvre aux périodes de boom de l'inférieure économie capitaliste. Dans la phase sénile de l'industrie automatisée des pays développés, le patronat n'a plus guère besoin de recourir aux esclaves de couleur pour valoriser le capital. Les surnuméraires des pays du tiers monde s'entassent alors dans de gigantesques bidonvilles autour des capitales et des grandes villes, tandis que l'industrie se concentre toujours davantage dans les métropoles, où l'effarante surproduction engendre une classe stérile de plus en plus nombreuse de consommateurs et de travailleurs improductifs qui sont nécessaires au maintien d'un tel ordre dégénéré, théorisé par Malthus dès l'aube du capitalisme.

## Le capital singe Malthus

[Retour à la table des matières](#)

Étant privée des moyens de son travail et de l'acquis technique créé par les générations passées, la masse humaine du tiers monde se trouve être en surnombre eu égard aux conditions de valorisation du capital. Il s'agit donc, pour l'impérialisme blanc, de résorber cette surpopulation, d'après le « principe de la population » de Malthus.

Au cours de cet après-guerre, les continents de couleur ont ainsi été mis à feu et à sang pour maintenir les conditions d'exploitation cyniques du capital des métropoles : la France, simplement pour tirer quelques avantages économiques pour certains de ses nationaux, n'a pas hésité à mener une guerre qui a anéanti environ huit cent mille innocents en Algérie ; une semblable opération avait été conduite en Indochine, à Madagascar, etc. Les guerres coloniales prirent de plus en plus l'allure de véritables génocides, justifiés à l'arrière-plan par la nécessité d'anéantir la population « qui grouille dans ces pays ». Lors de la chute de Sukarno, sous prétexte de faire la chasse aux communistes, les forces de répression massacrèrent en six mois — de fin 1965 à début 1966 — un million de paysans installés par la réforme agraire sur les terres des anciens propriétaires fonciers : les raisons politiques masquent les sinistres intérêts de la propriété foncière parasitaire. Depuis l'éviction des Portugais, les soldats indonésiens ont tué quelque 150 000 personnes dans l'ancienne Timor, soit plus de 15 % de la population<sup>25</sup>. Et puis il y a eu la guerre du Biafra, les

---

<sup>25</sup> C'est toujours comme bras séculier des métropoles blanches qu'opèrent les gouvernements fantoches des pays dépendants : « Nous avons demandé des navires de guerre aux Pays-Bas (dont l'Indonésie est une ancienne colonie) ; peut-être des armements lourds nous seront-ils livrés par les États-Unis », déclare M. Malik, ministre indonésien des Affaires étrangères le 14 mars 1977 (cf. *Le Monde*, 17-3-1977).

Les chiffres sur l'Indonésie et Timor cités ci-dessus sont extraits de l'article de José RAMOS-HORTA, « Le Vietnam de l'Indonésie », *Le Monde* du 27-1-1977.

massacres en Amérique latine, en Afrique, au Vietnam, en Corée, au Pakistan, au Bangladesh, etc. : le capital mène une guerre meurtrière aux masses pauvres. Comme la dernière guerre ne s'est pas achevée par un traité de paix, les guerres ne se déclarent plus : à chaque jour qui se lève, il faut sacrifier des malheureux au Moloch impérialiste, et la sinistre ombre du faussaire Malthus se profile dans les fumées du massacre.

Il y a deux manières de compter la population surnuméraire qui sera anéantie dans la troisième guerre mondiale qui suivra l'actuelle gigantesque crise de surproduction capitaliste, si la révolution ne l'empêche d'éclater. La première n'est pas pour déplaire aux malthusiens modernes de couleur blanche, puisque la catastrophe s'abattra essentiellement sur les peuples de couleur, en réduisant le nombre de bouches et en augmentant donc leur part du gâteau : d'ores et déjà, nous dit la presse d'information, on peut dire que 500 millions d'Asiatiques, d'Africains et de Latino-Américains ne pourront être nourris dans les années 1980<sup>26</sup> et — si la population augmente au même taux et la production agricole suit la même évolution que ces dernières années — ils périront de faim, comme récemment au Sahel, en Inde, en Ethiopie, en Egypte où, en une lueur fulgurante de conscience sociale, les masses s'en prirent directement en janvier 1977 à la cause de leurs malheurs, en attaquant l'ignoble pouvoir établi du capital.

La seconde parvient au même chiffre, mais en reliant la catastrophe au mode de production capitaliste — et la faux de la Mort se trouve détournée vers d'autres pays. Elle prend comme mesure l'acier qui est le baromètre de l'expansion capitaliste : avec une production dans le monde de 3,6 millions de tonnes d'acier environ, la guerre de 1870 a fait dans les 300 000 morts ; avec 55,2 millions de tonnes en 1914-1918, la première des grandes guerres mondiales de l'ère impérialiste, il y eut environ 5 millions de tués ; avec les 119 millions de tonnes en 1939, il y en eut environ 57 millions dans la suivante. Avec l'accélération dans l'efficacité de l'industrie de guerre constatée depuis 1914, on peut arriver à un nouveau décuplement des victimes du prochain conflit impérialiste, soit, avec les 721 millions de tonnes déjà produites en 1974, au chiffre astronomique de 500 millions de morts<sup>27</sup>. Guerre ou paix, le résultat est inéluctablement le même, si on laisse libre cours

---

L'Occident chrétien et hypocrite dépasse indubitablement en horreur les génocides réalisés par les pays de l'Est, tout aussi capitalistes mais moins développés, qui projettent surtout sur une fraction de leur propre population les horreurs inhérentes à l'accumulation capitaliste qui substitue, dans l'industrie, les machines au travail vivant et, dans l'agriculture, le bétail aux humains. Ce ne sont pas les « crimes de Staline », mais *les lois de développement du capital et de son accumulation*, qui ont suscité les goulags, le fait que 10 à 12 % de la population se trouvait en permanence dans les bagnes, les colonies de travail et les camps de rééducation, soit dans les 20 millions d'habitants « surnuméraires », châtiés à la Malthus.

<sup>26</sup> Le Dr Timmer, de l'université de Cornell, a démontré à la Conférence internationale des nutritionnistes de New York en décembre 1976 que la faim dans le monde n'est pas due à une loi naturelle, mais aux iniques rapports de distribution (capitalistes) : « A l'heure actuelle, on produit de quoi fournir à chaque individu 65 grammes de protéines et 3 000 calories par jour. Malgré cela, un *demi-milliard d'êtres humains* meurent de faim ou sont sous-alimentés » (cf. *Le Monde*, 12/13-12-1976).

<sup>27</sup> Cf. *Le Fil du temps*, n° 11, sur la « Crise actuelle et Stratégie révolutionnaire », p. 34-36.

au déterminisme inhérent au système capitaliste de production, que seule brise la révolution qui ne peut pas non plus être pacifique.

L'actuelle hypercrise de surproduction combine ainsi la faim qui frappe les surnuméraires à l'excès de production, exactement selon le schéma classique des crises dans la vision de Marx<sup>28</sup>. Ces dernières années, les famines se sont généralisées dans les continents de couleur, tandis que toute l'Europe industrialisée — y compris l'Europe de l'Est — en appelle de plus en plus à l'Amérique pour se nourrir, cette Amérique qui a des excédents du fait surtout que sa population de sédentaires, motorisés et automatisés, stupéfiés et drogués de mille façons, ne fait plus de travail physique et ne consomme, par exemple, que 65 kg de farine contre 140 kg par an en Russie<sup>29</sup>. Depuis la crise de 1974, la pénurie de vivres se fait sentir à l'échelle mondiale et se répercute sur l'indice des prix (et donc aussi sur la consommation) des pays blancs privilégiés : les pommes de terre ont commencé à manquer, le café coûte cinq fois plus cher au prix de gros, le cacao, le thé, etc., suivent — et l'on parle de rationner la viande en Italie<sup>30</sup> comme on en parle dans une vulgaire démocratie populaire, en Pologne, par exemple.

A l'autre pôle, la surproduction industrielle atteint son paroxysme, comme le montre l'indice du chômage — et là encore l'acier est le secteur pilote, le plus sévèrement touché par la crise. Une moderne Marie-Antoinette nous dira peut-être bientôt : si vous n'avez pas de pain, mangez donc de l'acier !

## Encore les suggestions de Malthus

[Retour à la table des matières](#)

Toute cette évolution catastrophique n'a rien à voir avec les thèses simplistes de Malthus sur la progression géométrique des humains et la progression arithmétique dans le

---

Ce chiffre d'un demi-milliard correspond donc à celui qu'avancent les spécialistes de la F.A.O. et autres services qui « se préoccupent » de la faim dans le monde.

<sup>28</sup> Cf. MARX-ENGELS, *La Crise*, 10/18 (en préparation).

<sup>29</sup> De fait, la Russie produit presque autant de céréales que les U.S.A. En 1975, les Américains ont engrangé 204,4 millions de tonnes et la Russie 186,6 millions (notons qu'en 1976 elle a produit plus que les U.S.A. en 1975, soit 223,8 millions de tonnes ; cependant, il faut remarquer que son effort a porté tout particulièrement sur les céréales cette année-là, et la récolte de pommes de terre n'a été que de 85 millions de tonnes contre 100 dans les dix années précédentes, etc.).

Toute la politique des actuels gouvernements archi-conservateurs tend à aggraver la pénurie alimentaire, ne serait-ce que pour complaire à leur électorat paysan, le plus borné de tous. Ainsi le Marché commun fait-il hausser le prix des aliments au maximum, d'abord en créant des surplus ruineux, afin de tenir les prix élevés pour le reste que vendent ces affameurs, ensuite en réduisant la production au niveau de cette demande étranglée par les hauts prix. Le moindre contretemps est dès lors catastrophique.

<sup>30</sup> Cf. Livio BURATO, « Le Déficit en viande de l'Italie », *Le Monde*, 30-11-1976.

règne animal et végétal, bien que ses résultats évoquent ces sinistres perspectives. Dans les conditions de vie et de production capitalistes, sa suggestion est si forte que Darwin, par exemple, qui avait observé que les végétaux et les animaux avaient tendance à croître suivant la progression géométrique, bien plus vite que les humains, y trouvait cependant une confirmation du principe de la population du diabolique curé, comme le note Marx, page 135 de notre anthologie.

Les massacres qui déciment cycliquement la « surpopulation » humaine « croissante » ne proviennent pas d'une « loi naturelle », mais des lois économiques du développement capitaliste : d'une part, les moyens de production se concentrent dans quelques rares pays privilégiés, ce qui en frustre les multitudes du plus grand nombre de pays ; d'autre part, le capital investit de préférence dans l'industrie lourde, l'armement, les productions de luxe de tous genres, en négligeant l'agriculture et les moyens de subsistance nécessaires. Cette fatalité n'en est pas une, elle n'est déterminée que par le mode de production capitaliste qui n'est que transitoire dans la succession des modes de production et de société de l'histoire humaine <sup>31</sup>.

En analysant les lois de l'accumulation capitaliste, Marx note d'emblée que le capital sévit dans les campagnes où il prétend créer un excédent de population qu'il arrache à l'agriculture pour les embastiller dans les manufactures qui manquent de bras, en donnant ainsi un coup fatal à la productive culture pour des raisons mercantiles de rentabilité et de profit et non de productivité technique ou naturelle. L'obstacle est purement économique, car techniquement rien ne s'oppose au transfert à l'agriculture des forces productives développées, par l'accumulation, dans l'industrie des métropoles.

Dans le fameux chapitre du *Capital* sur l'accumulation primitive, Marx décrit comment les campagnes de l'Ecosse, du Pays de Galles et surtout d'Irlande furent ruinées par l'essor de l'industrie anglaise et les bras « en surnombre D drainés dans ses manufactures, tandis que l'impériale Grande-Bretagne tirait des matières premières et des moyens de subsistance de ses colonies d'Amérique du Nord, de l'Inde, de l'Australie, etc. La France, dont l'essor industriel et l'accumulation de capital furent infiniment plus lents, tira également de ses colonies un grand nombre de ses moyens de subsistance (vin, arachide, bananes, café, cacao, etc.) et développa un capitalisme usuraire. Ce n'est qu'après la perte de son empire colonial que le capital français dut créer, sur le territoire national même, une agriculture « adéquate », et en vingt-cinq ans ce fut le départ de deux paysans sur trois, la « surpopulation » capitaliste frappant enfin de plein fouet, dans la métropole même, le secteur agricole, ce souffre-douleur de la production capitaliste <sup>32</sup>.

---

<sup>31</sup> Cf. *Le Fil du temps*, n° 9, sur le déterminisme de « La succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste », p. 78-83.

<sup>32</sup> A présent, les économistes bourgeois nous expliquent gravement que, si l'Allemagne a une forte avance économique sur la France et souffre moins de la crise, c'est qu'elle n'était pas accablée de colonies.

Lorsqu'au cours du développement capitaliste la fabrique mécanisée, voire automatisée, se substitua lentement à la manufacture qui employait beaucoup de bras, il y eut une nouvelle création de surnuméraires qui est l'indice capitaliste d'un nouvel accroissement des forces productives obtenu par l'introduction massive des machines et l'application des sciences naturelles, chimiques et physiques au procès de travail. Mais, pour ce faire, le capital investit toujours plus là où la productivité et les profits peuvent être au maximum, en gonflant la valeur d'échange aux dépens de la valeur d'usage, et délaisse plus ou moins les activités et les productions mêmes primordiales par leur utilité, afin de produire pour produire, et ce de manière de plus en plus antisociale. Certes, pour les marxistes, la tâche qui consiste à accroître les forces productives à tout prix est transitoirement progressive, mais elle est bientôt accomplie, et déjà dans le Manifeste de 1848 Marx observait que la société anglaise souffrait d'un excès de capacités de production — et le cycle des crises, ponctué de guerres et de révolutions, suit son cours.

## La surproduction engendre la surpopulation

[Retour à la table des matières](#)

Ce que les malthusiens d'hier et d'aujourd'hui sont incapables de saisir, c'est que la surproduction suscite la surpopulation, et que la solution au problème de la surpopulation consiste à cesser de surproduire, pour équilibrer production et population — ce qui exige l'abolition des conditions mercantiles qui donnent la prééminence à la production sur la population dans le développement des forces productives et détournent celles-ci de leurs fonctions humaines. Les conditions économiques suscitent toujours une masse de population qui leur correspond. Sous le capitalisme, la surproduction, en créant ici la surconsommation qui fait baisser la natalité pour être encore plus riche, suscite la surpopulation là où l'on sous-consomme, parce que la misère entraîne l'augmentation de la population : cf. 236, note 43.

Pour Engels, la contradiction entre surproduction et surpopulation caractérise le mode de production capitaliste qui est, par définition, création de plus-value, donc portion congrue au travail vivant : « On peut fort bien briser cette contradiction, tout simplement en la résolvant — en faisant fusionner les intérêts qui sont aujourd'hui contradictoires, on détruit l'antagonisme entre surpopulation, d'un côté, et surabondance de richesses, de l'autre. Et ainsi disparaîtrait ce phénomène prodigieux — plus surprenant même que tous

---

Le mouvement révolutionnaire des pays de couleur anti-impérialistes n'eut pas seulement pour effet une prolétarisation accélérée de la paysannerie, mais encore la reprise de la lutte des classes dans les métropoles colonialistes d'Europe occidentale : Angleterre, Belgique, France, Portugal, etc. (cf. « La crise économique et sociale de mai 1968 », *Le Fil du temps*, n° 3, notamment le chapitre sur « Les luttes des peuples de couleur et l'Industrialisation française »).

les miracles de toutes les religions réunies —, le fait qu'une nation doive mourir de faim devant ses vaines richesses et la surabondance de ses biens<sup>33</sup>. »

L'absurdité « malthusienne » se retrouve dans la principale mesure d'assainissement économique proposée par les différents gouvernements dans l'actuelle crise aiguë de surproduction : diminuer encore le pouvoir d'achat des salariés. Ils ne font que défendre ainsi les intérêts immédiats des capitalistes sans remédier à la crise elle-même : à la suite de la baisse tendancielle du taux de profit, les patrons voient leurs revenus menacés et ils cherchent à accroître leur part en diminuant les salaires, quitte à aggraver la surproduction par une baisse générale du pouvoir d'achat.

La solution — révolutionnaire et douloureuse pour les infectes classes moyennes si nombreuses dans les pays développés — est de répartir les secteurs de production conformément aux besoins de la population, au lieu de produire pour produire selon la loi de la recherche de la plus-value ou de la production maximale de valeurs d'échange. Là encore, ce sera le niveau atteint par les forces productives — et non l'absurde loi naturelle de Malthus, contre laquelle l'homme ne peut rien — qui déterminera le niveau de la population. Dans l'économie non mercantile, la principale force productive sera l'homme lui-même, pleinement épanoui, qui organisera, de façon consciente et humaine, aussi bien sa propre production que celle des objets matériels.

Le fait que le capital suscite le chômage, quand il substitue les machines aux hommes pour multiplier encore les forces productives, démontre que les forces de travail ne sont en surnombre qu'en raison de la soif de profit du capital, et non parce qu'il y a moins de richesses produites qu'auparavant. L'une des forces qui eût pu freiner le gonflement de la surpopulation, ce sont les syndicats<sup>34</sup>, mais ils furent incapables, d'une part, de faire baisser les heures de travail pour qu'un salaire continue d'être versé pour tous, ce qui permettrait d'absorber la production accrue, et, d'autre part, d'orienter la production vers la fabrication de produits nécessaires au sens de plus en plus large, en imposant que l'accroissement des forces productives serve les besoins humains, même s'il faut développer des secteurs moins générateurs de plus-value.

---

<sup>33</sup> Cf. ENGELS, « Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie », *Annales franco-allemandes*, Paris, 1844.

Les crises et les guerres périodiques remettent en harmonie la surproduction et la surpopulation grâce à la violence — Marx l'a toujours souligné dans ses analyses de la *crise*. Si la surpopulation existe, c'est que l'on n'a pas produit pour cet excédent de population, mais pour d'autres buts : on a produit pour produire, en dévoyant la production de sa fonction de satisfaire les besoins humains.

C'est pourquoi il faut considérer, dans ce recueil, la manière dont la production a été dévoyée, canalisée vers la production de choses inutiles, secondaires, absurdes, malsaines, tout en négligeant la fabrication d'articles nécessaires — procès qui a permis et la surproduction et la surpopulation. Ce problème est si important que toute la seconde partie de ce recueil lui est consacré.

<sup>34</sup> Cf. le chapitre « La Critique des limites syndicales » et notamment p. 173-175 et p. 214-215 du recueil de MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. 1, Petite collection Maspero.

## Folie de la surproduction capitaliste

[Retour à la table des matières](#)

Avec leur logique, les bourgeois ne peuvent expliquer l'« explosion démographique » des continents de couleur. Ils ne peuvent voir que le volcan de la production qui éructe des quantités croissantes de marchandises dans les pays blancs est du capital concentré, formidablement centralisé, qui a donc exproprié dans le passé une masse humaine énorme dans tous les continents — la richesse pourrait-elle être aussi démesurée si, à l'autre pôle, il n'y avait une concentration aussi gigantesque de la misère <sup>35</sup> ?

La folie de la production pour la production atteint ici des sommets tout aussi vertigineux que là la procréation de la misère. Une race menacée dans ses moyens d'existence se défend en proliférant. Or cette menace se concrétise lorsque le producteur traditionnel est converti en pure force de travail, c'est-à-dire que le capital l'a dépouillé — par la violence économique et physique — de ses instruments de travail et donc de son produit, de sorte qu'il n'a même plus les aliments qu'il lui faut obtenir désormais en vendant sa force de travail — s'il trouve à la vendre. Or cette phase initiale de l'accumulation du capital se perpétue dans les pays de couleur, où végète par voie de conséquence une masse misérable sans cesse croissante. Cette impuissance des masses explique par ailleurs qu'elles soient gouvernées par des fantoches aux mains des grands intérêts impérialistes qui pillent le sol et le sous-sol de ces pays dont la substance vitale va alimenter les métropoles blanches.

Le programme de la société communiste se fixera pour tâche primordiale l'arrêt de la course folle vers l'accumulation effrénée du capital et le rétablissement de la saine hiérarchie de la production <sup>36</sup> en faisant passer les moyens de subsistance avant les articles

---

<sup>35</sup> On pourrait dire la même chose d'une manière plus technique : étant donné la composition organique déjà extrêmement élevée du fait du développement atteint par les forces productives, le *taux* de profit moyen est forcément très bas — et l'un des moyens d'augmenter néanmoins le rendement mercantile des entreprises, c'est d'accroître la *masse* des profits pour compenser la baisse de son *taux*. Il suffit, pour obtenir ce résultat, d'accroître la taille de l'entreprise en la faisant fusionner avec d'autres et en éliminant, par exemple, les postes doubles ou d'autres faux frais. Cette concentration élève ainsi la « productivité » de l'entreprise et lui procure même momentanément des surprofits — jusqu'au moment où les autres entreprises auront atteint ce même niveau, et le prix du marché aussi.

Ce phénomène de la concentration est inhérent à l'accumulation et se trouve accéléré par la baisse tendancielle du taux de profit. Il tue pratiquement dans l'œuf les tentatives des pays accédant à peine au mode de production d'entrer en concurrence avec les pays développés dans le domaine industriel. Ils ne peuvent pas compenser leur faiblesse technique, même en comprimant au maximum les salaires, c'est-à-dire en s'imposant d'emblée des conditions d'exploitation atroce. Ils ont à faire à des géants et à une accumulation ancienne.

<sup>36</sup> Ainsi Engels écrivait-il à Marx, le 14 août 1851 — « Plus j'avance dans cette merde [l'étude de l'économie politique], plus j'en arrive à la conviction que la réforme de l'agriculture — et donc aussi de la merde des rapports de propriété qui en découlent — est l'alpha et l'oméga de la révolution future. Sans quoi, le père Malthus aurait raison. »

de luxe et même avant l'industrie lourde chère à Staline, tout acquis à l'idée insensée de faire participer la Russie à la stupide production d'acier, qui, en 1980, devrait atteindre les 800 millions de tonnes par an dans le monde. C'est avec une déflation de cette production qu'on freinera le flot démographique, la véritable défense de l'espèce pouvant signifier aussi que l'on s'oppose à l'inflation de l'espèce. Mais cette défense n'a qu'un seul nom : communisme, et non folle accumulation du capital.

## Fonctions de destruction

[Retour à la table des matières](#)

La définition la plus haute que Marx donne du capital, à savoir que le travail mort passé — installations productives, machines, procédés physiques et chimiques, capacités technologiques accumulés par toutes les générations, association et coopération — domine le travail vivant actuel et possède une assignation sur le travail vivant futur, n'a absolument rien d'abstrait. Elle explique l'énorme efficacité du travail vivant actuel, ainsi que le fait que le capital n'a plus guère besoin d'accroître sa masse, tandis qu'il a un besoin impérieux — ressenti vivement par Malthus — de dilapider cet excès de capacités productives.

Il est urgent d'arrêter la course infernale de l'accumulation qui aboutit au fait qu'une partie de l'humanité — parasitaire de l'espèce entière puisqu'elle jouit des forces productives tirées du monde entier et de la terre améliorée par toutes les générations antérieures — brûle et détruit les superprofits et les supervaleurs en un cycle de folie, et rend toujours plus incommodes et insensées ses propres conditions d'existence. Concentrée dans quelques pays privilégiés, l'actuelle éléphantiasis de la production, pour les neuf dixièmes inutiles à la saine vie de ses habitants, a déterminé une superstructure doctrinale qui suggère irrésistiblement la sinistre théorie de Malthus, en invoquant — quitte à les demander à des forces infernales — des consommateurs qui engloutissent sans répit ce que l'accumulation éructe.

L'Amérique, qui en 1945 concentrait sur son territoire près de la moitié des forces productives de l'humanité, n'a pas subi, comme l'Europe, les destructions qui ont résorbé la surproduction du cycle 1920-1939. C'est donc elle qui a utilisé à fond les deux grands moyens de résorber la surproduction de manière bourgeoise : la théorie à usage interne du bien-être du capitalisme populaire, en développant une classe de mangeurs de la plus-value en excédent, dont la fonction est de gaspiller les forces productives existantes en absorbant leurs produits même absurdes et inutiles, et la théorie impérialiste, à usage externe, de la guerre froide, par la course aux armements lancée dès 1947, inventée en premier lieu pour résorber la crise de surproduction américaine.

La course aux armements n'est de toute évidence qu'un moyen de survivre pour le capitalisme sénile, devenu trop productif et exigeant un gaspillage énorme de forces productives. Des économistes américains ont calculé que les U.S.A. n'ont réussi à résorber le chômage, qui atteignait en 1938 le taux de 19 %, qu'en engageant plus de 25 % de la force de travail dans l'industrie de l'armement<sup>37</sup>, qui dilapide, en outre, des masses gigantesques de matières premières, d'installations et de machines. Mais, ce n'est pas tout, la stratégie politique de l'impérialisme américain a consisté à amener les Russes à s'engager dans une course aussi folle à l'armement, avec la stupide théorie de l'équilibre de la terreur, acceptée par Staline, qui se plaçait sur le même terrain que l'adversaire, au lieu d'adopter une politique militaire révolutionnaire, infiniment plus efficace<sup>38</sup>. Le résultat en fut une dilapidation effrénée des forces productives en Russie aussi, qui souffrait alors, contrairement à l'Amérique, non d'un excès, mais d'un manque de forces productives. C'est ce qui rendit, et rend encore, si pénible à la population russe le procès de l'industrialisation.

Aujourd'hui, la course aux armements, imposée par les Etats-Unis au début de ce cycle historique, s'est généralisée au monde entier, et il est particulièrement odieux de voir les gouvernements de pays indigents tels que l'Egypte proposer des armes au Congo de Mobutu pour maintenir l'ordre établi, qui est celui de la faim et de la misère des masses ainsi que du gaspillage systématique des forces productives.

S'il est clair que l'armement est l'un des moyens les plus efficaces de l'arsenal néo-malthusien pour résorber la surproduction par la dilapidation des forces productives et la surpopulation par des guerres dévastatrices, le rapport entre le malthusianisme et le moderne bien-être qui suscite une surpopulation d'improductifs et de dilapideurs absorbant la surproduction est moins évident.

Considérons donc ce rapport.

## Malthus, instigateur du moderne bien-être

Les modernes théoriciens du bien-être ou welfare n'ont absolument rien inventé ni rien produit de nouveau. Ils n'ont fait que ramasser les miettes des théories du passé, et, comme nous allons le voir, celles plutôt maigres de Malthus.

---

<sup>37</sup> Cf. Paul M. SWEEZY, « (Capitalism for Worse », *Monthly Review*, février 1974.

<sup>38</sup> La critique théorique de cette stratégie militaire de Staline, qui est fatale à la Russie non seulement dans le domaine militaire (comme en témoigne l'actuel repli général des Russes devant l'expansion américaine au Moyen-Orient, en Inde et en Chine, etc.), mais encore dans le domaine économique avec l'endettement croissant des Russes vis-à-vis de l'Occident, est exposé dans *Le Fil du temps*, n° 12, « La Perspective révolutionnaire de la crise », p. 70-72.

Toute cette économie est vulgaire et, pire encore — selon l'expression moderne —, supervulgaire : les welfaristes déforment et travestissent sous un démocratisme mercantile les superprofits des pays archicapitalistes qui ont accumulé chez eux le capital productif du monde entier et rejeté la misère sur les peuples de couleur, de sorte qu'ils peuvent dilapider le patrimoine commun au seul bénéfice des privilégiés blancs, en satisfaisant le goût dissipateur des classes oisives et jouisseuses ou des improductifs qui s'agitent sans rien faire — en outre, ils ont le front de faire miroiter la prospérité à leurs ouvriers, broyés dans l'engrenage d'un machinisme inhumain.

En renouant avec Malthus, les welfaristes reprennent ses armes de guerre contre le prolétariat qu'ils s'efforcent de dissoudre dans la démocratie économique du capitalisme populaire, en faisant de lui non seulement un simple producteur qui subsiste tant bien que mal, mais encore un jouisseur et un épargnant ; bref, un malheureux qui à la fois produit, consomme et investit du capital.

Malthus avait fait le premier pas, en rejetant à l'arrière-plan les catégories fondamentales de la production — capital constant, capital variable et plus-value —, pour affirmer que l'économie était mue par des valeurs idéales et morales, parfaitement subjectives, mais sordidement matérielles, à l'image des classes oisives et jouisseuses, à l'abri de tout besoin matériel et se croyant affranchies de tout déterminisme économique : « Dans la société, cette classe [des rentiers et des improductifs] représentera la consommation, comme la classe capitaliste représentera la production pour la production — l'une incarnant la “propension à la dépense”, l'autre la “propension à l'accumulation”<sup>39</sup> ».

Ce que Malthus, avec un certain sens théorique, considérait au niveau des classes et de la société, les welfaristes modernes, en bons chrétiens subjectivistes, le projettent dans l'individu même, en l'ancrant dans sa nature : l'homo economicus moderne est formé de la trinité de facteurs psychologiques impondérables que sont la « propension à consommer », la « propension à s'équiper » et la « propension à épargner », fruits du « penchant à la

---

<sup>39</sup> Cf. MALTHUS, *Principles of Political Economy*, 2<sup>e</sup> édit., p. 326.

Dans le livre I du *Capital*, Marx souligne que, pour éviter un conflit désastreux entre le penchant à la jouissance et l'envie de s'enrichir, Malthus proposait de « tenir rigoureusement séparées la passion pour la dépense et la passion pour l'accumulation » — et il rappelle qu'au début de l'ère capitaliste les entrepreneurs étaient de simples instruments d'accumulation : « Dans les trente premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, un fabricant de Manchester qui eût offert à ses convives une pinte de vin étranger se serait exposé au caquet et aux hochements de tête de tous ses voisins.

« Avant l'apparition des machines, la consommation des fabricants, le soir dans les tavernes où ils se rassemblaient, ne s'élevait jamais à plus de six pence (62 centimes ½) pour un verre de punch et un penny pour un rouleau de tabac. C'est en 1758, et ceci fait époque, que l'on vit pour la première fois un homme engagé dans les affaires avec un équipage à lui ! » (Éditions sociales, t. 3, p. 35.)

jouissance » des classes rentières et du « penchant à accumuler », non par un acte productif, mais par l'abstinence<sup>40</sup>, des classes bourgeoises.

En effaçant les distinctions de classe et, surtout, l'exploitation du travailleur étouffé par le bien-être, Keynes se rattache à Malthus par l'intermédiaire de Sismondi et de Rodbertus, dont Marx a fait table rase dans le livre IV du *Capital*. Si Malthus et Sismondi ont polémique contre les économistes classiques, c'est parce qu'ils faisaient dériver la richesse sociale non de la production, mais de la consommation, misérable pour les masses et pléthorique pour les privilégiés — qui est non seulement la solution aux problèmes de surproduction de l'appareil économique, mais encore un remède à la poussée démographique<sup>41</sup>. Sur cette lancée, Sismondi et Rodbertus voient l'origine de tous les heurts et les crises au sein de la production dans une harmonisation défectueuse de la production à la consommation, et ils proposent de stimuler et d'exalter la consommation — et Rodbertus fit un pas de plus en direction du capitalisme populaire en voyant la cause de troubles économiques dans la trop faible consommation des ouvriers. Keynes n'a vraiment rien inventé. Il s'est permis simplement le culot de proposer aux ouvriers de creuser sur la lune des trous que d'autres referment, pour maintenir le plein emploi (avec des horaires de travail élevés) afin de stimuler les revenus et, partant, la consommation<sup>42</sup>.

Une fois affirmée la primauté de la consommation sur la production, les théoriciens du bien-être ont beau jeu de nier les différences de classes qui naissent des rapports de production. Le capital étant démocratisé et dilué dans chaque individu, ils peuvent mettre au rencart non seulement les rentiers et leurs appendices, mais encore les entrepreneurs et les ouvriers. Dès lors, ils imaginent une société où le patrimoine de toutes les entreprises appartient à tous les citoyens, ou du moins à leurs employés qui peuvent en être des actionnaires — et les ouvriers deviennent même des cogestionnaires !!! Cela leur permet d'introduire, au niveau individuel, le concept malthusien, barbouillé de l'idéal de la liberté,

---

<sup>40</sup> L'économie vulgaire, cantonnée dans la circulation, ne voit plus le procès de l'accumulation que comme une question d'argent ou de richesses, dont on *se prive* pour investir (cf. la polémique de Marx contre la théorie de l'abstinence de Senior dans *Le Capital*, I, Editions sociales, p. 31-49).

<sup>41</sup> Malthus a encore trouvé l'occasion de plagier — comme l'observe Marx : « Qui penserait à première vue que les *Principles of Political Economy* de Malthus ne sont qu'une traduction malthusienne des *Nouveaux principes de l'économie politique* de Sismondi ? Il en est pourtant ainsi. L'ouvrage de Sismondi parut en 1819. Un an plus tard, Malthus en donnait la caricature anglaise » (cf., dans ce recueil, p. 297).

<sup>42</sup> Ce n'est pas par simplification abusive que nous parlons de l'économie à la Malthus dans la phase sénile du capital : les bourgeois eux-mêmes admettent désormais l'identité entre économie fasciste et économie du bien-être : « Au milieu des années 30, il existait aussi une application avant la lettre du système keynésien. C'était la politique d'Adolf Hitler... Celui-ci avait trouvé moyen de guérir le sous-emploi avant que Keynes ait fini d'expliquer comment cela se fait. » (GALBRAITH, *L'Argent*, Gallimard, 1977.) Dans son *Economie allemande sous le nazisme* (Maspero, 1971, p. 78), Ch. Bettelheim cite l'exemple édifiant de la manière dont le revenu national allemand augmenta de 1,3 milliard en 1933, après que plus de 2 millions de chômeurs eurent « reçu » un emploi *sans que la masse des salaires et traitements ait augmenté d'un poil* : brave Malthus aussi à l'aise en chemise brune qu'en soutane démocratique !

selon lequel chacun peut assouvir, à sa guise, sa propension à consommer ou à épargner (accumuler).

Or c'est là qu'apparaît la véritable « finesse » malthusienne de la doctrine du bien-être. Elle établit que l'output (recette individuelle) est autre chose que le véritable bien-être, puisqu'il peut être amputé, chaque individu étant libre de le subdiviser en biens de consommation ou en épargne, en jouissant ou en investissant avec de doux cadeaux au capital, en un mariage contre nature de l'exploité avec l'exploiteur. Le choix dépendra du goût de chaque particulier et de ceux qui prévalent dans la société (soumise au battage publicitaire), voire de la fameuse « structure des prix », c'est-à-dire des facilités de certaines consommations à prix réduits, de la promotion de certaines autres par le soutien des prix, des primes à l'épargne et, enfin, du crédit qui permet des achats avec une capacité d'acquisition anticipée <sup>43</sup>.

En imaginant ainsi que le revenu du travail et celui de la richesse pleuvent sur tous, que tous aussi épargnent et contribuent à accumuler pour de nouveaux investissements, on impose aux revenus les plus bas le pesant tribut de l'épargne, on grève les bien maigres ressources des moins rémunérés. C'est le franc cynisme du slogan de Thorez à la libération : « *Retrousses les manches (travaillez plus) !* », que cache la formule : « *Faire investir ceux qui sont nus* <sup>44</sup> ! »

Ce système, inexorablement mercantile, assujettit les producteurs-consommateurs à souscrire des traites sur leur propre avenir en un esclavage plus vil et plus dégradant que l'ancien. Il leur impose d'avoir un corps et deux âmes, avec la propension de jouir, et celle de produire. Il met sur la carcasse du travailleur qui subit l'essentiel de l'oppression sociale, la livrée du jouisseur et du gaspilleur : horrible déchéance pour le travail au comble de ses capacités productives.

## Perversion des rapports sociaux

Dès lors que l'ouvrier est noyé dans le peuple et que toute trace de classes est effacée en économie politique, c'est le capital qui dicte directement, sans fard, ses impératifs à la

---

<sup>43</sup> Le crédit n'est pas une nouveauté, mais une rechute dans les rapports de servage et de contrainte par corps propre au féodalisme qui liait l'homme à la terre et au patrimoine (cf. *Le Fil du temps*, n° 12, p. 13-18). De nos jours, le crédit est devenu le pilier de l'impérialisme américain tant pour ce qui est de la pénétration économique que de l'écroulement des superprofits dans le monde.

<sup>44</sup> Dans le schéma de l'accumulation de Ricardo et de Marx, l'accumulation est demandée à la plus-value et non au salaire : elle est à la charge du profit et de la rente, et non déduite du salaire versé. Lorsque la société est divisée en ses trois classes fondamentales, il n'y a pas d'intérêt ni de sens à utiliser des expédients pour soutirer le peu que touchent les ouvriers mal rémunérés. Ce n'est pas là seulement une question de logique, mais encore d'efficacité, car le rythme de l'accumulation ricardien du début de l'ère capitaliste est infiniment plus rapide que celui de sa phase sénile du bien-être corrompu des classes dirigeantes malthusiennes.

production — ou, dans Le langage dégénéré des welfaristes, ses « propensions » à ses sujets. Alors le capital développe sans vergogne les secteurs de production où il accumule le plus de profits, sans égard pour les besoins essentiels du reste du monde <sup>45</sup>. Le secteur du luxe passe avant celui des moyens de subsistance, l'automobile est remplacée chaque trois ans, tandis qu'on épargne sur la nourriture ; on singe — comme on peut — la consommation des rentiers et des bourgeois de la pire espèce.

Malthus a inauguré cette évolution qui triomphe impudemment dans la moderne société de consommation, en biffant la production au profit de la jouissance. Sa fameuse structure des prix a lancé le haut prix et la faible consommation des aliments, l'abus croissant de biens et de services, de gadgets de luxe, de fanfreluches, d'engins à moteur, etc.

Cette évolution contre nature impose l'usage des choses futiles et secondaires, sans que soient satisfaits les besoins les plus essentiels pour les larges masses, à savoir s'alimenter sainement, se vêtir et se loger pratiquement et avoir quelques heures de repos chaque jour. <sup>46</sup>

Tant que l'économie demeure dans les limites de l'entreprise et du mercantilisme, on ne peut voir apparaître clairement la solution : cesser de consommer en créant des besoins qui non seulement ne sont pas nécessaires, mais artificiels, nuisibles et dommageables, si bien que cesser de les satisfaire serait un véritable soulagement. Il faut donc finir d'épargner et d'accumuler, et, face à l'énorme capacité productive atteinte par le travail aujourd'hui, il faut diminuer le travail employé dans la production de manière draconienne, et dans le seul mode possible, réduire d'un coup et fortement la journée de travail <sup>47</sup>.

---

<sup>45</sup> Tandis que le capital prêche le plein emploi là où il dispose de machines hyperproductives, il fait croupir cyniquement les masses du tiers monde dans le chômage : un homme sur trois est sans travail dans le tiers monde, ce qui fait (grosso modo) 350 millions de chômeurs (et leurs familles nombreuses) ; c'est ce que révèle un rapport publié par l'Association mondiale de la lutte contre la faim en juin 1971.

L'inégalité de répartition des moyens de production est une source essentielle du gaspillage de la force de travail humaine. Ainsi les kolkhozes hybrides de la parcelle (lopin individuel) et de l'entreprise agricole gaspillent-ils le travail dans les petits champs privés où un travail intensif s'effectue avec des instruments rudimentaires, tandis que les machines agricoles modernes dorment dans les hangars de l'entreprise « coopérative ».

<sup>46</sup> Seul le communisme pourra assurer des conditions de vie matérielles décentes — logement, moyens de communication, alimentation, etc. —, en brisant la cellule familiale qui est la micro-organisation d'une société foncièrement individualiste, où l'homme est amputé, isolé et se meurt dans un cadre mesquin par rapport aux immenses possibilités de la vie en société. L'alpha et l'omega du communisme, qui est absolument hors de portée des nains opportunistes sous-bourgeois, est qu'il faut socialiser et collectiviser la sphère *privée*, sur la base économique, déjà actuellement développée, des forces productives socialisées. A partir de cet acquis collectif, la consommation sera rendue grandissement collective, elle aussi, et changera complètement de nature (cf. MARX-ENGELS, *Utopisme et Communauté de l'avenir*, P.C.M., p. 37-44).

<sup>47</sup> Le pivot autour duquel s'axe le programme de passage de la société communiste est la réduction de la journée de travail par l'obligation du travail productif pour tous et l'arrêt de la course folle à la surproduction et donc à la surpopulation (cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. 2, « Réduction de la journée de travail », p. 92-107).

Les solutions malthusiennes qui fondent l'idéal de vie américain <sup>48</sup> n'est qu'un style de vie dégénéré du capitalisme sénile qui pèse essentiellement sur les forces vives des travailleurs qui sont sucés de leur vie propre et démoralisés par l'excès de travail fastidieux et par l'inutilité de leurs productions. Ce style de vie, le capital, au fur et à mesure de son développement, l'impose à tous les pays, de l'Est comme de l'Ouest, sous la forme mystifiée d'une propension à s'« américaniser ».

Cet entrelacement abject du capital et du travail dans le capitalisme sénile, du fait des surprofits et des capacités hyperproductives du travail au moyen de la technologie monopolisée par quelques pays, corrompt et renverse tout le mode de rémunération, en établissant une hiérarchie des salaires — à laquelle les syndicats lient trop souvent les ouvriers — qui concrétise l'idéologie parasitaire des classes oisives et constitue la pire brimade pour le travail productif et manuel : plus un travail est dur et plus il se situe dans la sphère profonde de la production, moins il est payé et appuyé ; les rémunérations croissent à mesure que le travail devient plus agréable et plus stérile, voire franchement inutile. Cette tendance soutient le parasitisme individuel qui veut que chacun cherche, avec acharnement, à tirer parti de « ses » talents (que développe l'éducation payée par tous) au profit de l'individu singulier et au détriment des producteurs et du développement général.

La recherche du profit pour le profit fait éviter les investissements qui ne sont pas rentables dans l'immédiat et explique que le capital se précipite dans le développement des services et de l'appareil bancaire et commercial <sup>49</sup> où — tout en étant renversé — le taux de

---

<sup>48</sup> « Le nombre d'Américains travaillant 55 heures par semaine est passé de 20,5 % en 1950 à 26,9 % en 1970. Durant la même période, le nombre des chômeurs est passé de 5 % à 10 % environ. [...] Si l'on tient compte du temps dépensé pour se rendre au lieu de travail, du travail proprement dit et des travaux plus ou moins ménagers, ils travaillent en moyenne 10 heures 30 par jour ; la récession aidant, nombre d'Américains ont un deuxième "job" ou font des heures supplémentaires. Même si, sur le plan de l'horaire du travail, on a enregistré une légère amélioration, elle est effacée par le fait que le nombre d'épouses qui travaillent a doublé en vingt ans et que le nombre d'heures de travail fourni par un couple américain, chaque semaine, est plus élevé qu'il ne l'était au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. [...] Pour qu'une famille américaine moyenne puisse payer son loyer, remplir une fois par semaine son réfrigérateur, envoyer ses enfants à l'école et s'offrir une fois l'an 15 ou 20 jours de vacances, il faut que le papa et la maman travaillent tous les deux et à plein temps » (cf. Louis WITZNITZER, « Trop de temps libre ? », *Le Monde*, 5/6-12-1976).

L'embauche des femmes et des enfants permet au capital de diminuer la masse de population qu'il faut à la production, donc de peser sur le temps de travail nécessaire, puisque le salaire individuel — comme dans sa définition — ne permet plus de *reproduire* l'ouvrier, c'est-à-dire d'alimenter une famille.

Soit dit en passant, le capital trouve aussi le moyen d'éviter que le salaire soit calculé pour faire vivre et se reproduire le travailleur, en important des ouvriers adultes c tout faits » des pays sous-développés.

<sup>49</sup> C'est évidemment là où la richesse, une fois produite, se concentre et s'entasse que les profiteurs découvrent leur paradis : « Un grand nombre de parasites se pressent autour du capital pour y puiser à tel ou tel titre une quantité suffisante pour empêcher l'ouvrier de pouvoir jamais s'en sortir » (cf. MARX, *Grundrisse*, t. 4, p. 26).

Un voleur trouve plus de butin chez les riches oisifs que chez les prolétaires productifs — ce qui ne signifie pas que les riches oisifs soient la source de la richesse.

profit est plus élevé, alors que ces secteurs ne font qu'éponger les richesses déjà existantes, la plus-value pléthoriquement créée dans la sphère de production.

Dans ces conditions, les travailleurs improductifs se multiplient à un rythme bien plus rapide que les travailleurs productifs, comblant les vœux des welfaristes, qui créent des revenus à partir de n'importe quel travail, et de Malthus, qui préfère la croissance du nombre des oisifs et des mangeurs de plus-value à celle du nombre des ouvriers productifs.

Ce système implique que le capital extorque un maximum de profit. Dès lors, la rationalisation et les gains de productivité sont poussés au paroxysme dans la sphère de la production (qui comprend les transports et les communications physiques, non mercantiles), afin de dégager les profits les plus grands possible, suscitant un rythme de travail infernal et des coupes sombres dans les rangs des ouvriers rendus surnuméraires.

Cette obscène idéologie malthusienne, qui incline à négliger les objets essentiels, dont par définition les classes rentières riches sont déjà nanties, ne constitue qu'un phénomène secondaire au début du capitalisme, lorsque la bourgeoisie industrielle n'a pas encore de traits parasites. Ce n'est qu'avec la pléthore de forces productives et la mise au rencart d'une énorme partie de l'humanité, rendue surnuméraire, que le capital trouve des difficultés de débouchés et fabrique des articles de plus en plus sophistiqués et inutiles, puisqu'il ne satisfait que la demande solvable, circonscrite dans les limites du système capitaliste mercantile. Ce n'est donc qu'à l'époque du capitalisme sénile, hyperconcentré et hyperproductif — au stade suprême du développement capitaliste, selon l'expression de Lénine — que le malthusianisme parasite triomphe en imprégnant tous les rapports capitalistes. C'est la société de consommation du welfare, avec le règne de la télévision, du réfrigérateur, de la machine à laver, de l'automobile et de cent autres appareils qui sont autant de machines sophistiquées, gaspillées dans des unités d'emploi minuscules : le home, saint des saints bourgeois.

La théorie du bien-être, tout à fait malthusienne, résout de la manière la plus abjecte la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste : la socialisation des forces productives au sein de la production et l'appropriation privée des produits dans la sphère de la distribution<sup>50</sup>. C'est ce qui apparaît, par exemple, dans le fait que les machines, fruits de combinaisons et de moyens sociaux, sont dégradées au niveau de la stupide cellule

---

<sup>50</sup> C'est dans cette sphère immédiate qui affecte directement la vie quotidienne des masses que la dictature du prolétariat sera amenée à mettre le feu et le fer — et rien ne sert de dire que le *Manifeste* prévoit que le communisme ne touchera pas aux « objets personnels » —, quand une automobile implique la transformation d'un champ arable en stérile trajectoire de béton, que les appareils agricoles manquent dans le monde alors qu'on fabrique en série des joujoux pour « se promener après le travail » et que le pétrole coule à flots vers quelques pays privilégiés. Le capitalisme sénile corrompt dans la vie quotidienne une large frange de la classe ouvrière — la fameuse aristocratie —, et il l'attire dans les bras de la bourgeoisie *nationale* et de l'impérialisme. Cette branche pourrie du prolétariat a une peur bleue de la révolution et fait tout pour l'éviter, car la perspective de la dictature du prolétariat l'effraie, comme la simple proposition d'abolir la différence entre ville et campagne.

familiale individuelle, alors que les continents de couleur manquent des moyens de travail et de production les plus élémentaires. Enfin, la qualité des produits dégénère, même par rapport à la conception d'antan de la consommation raffinée des classes rentières à la Malthus, sous l'aiguillon bourgeois de la production d'objets de masse qui comportent le moins de travail vivant possible dans la fabrication de la plus nombreuse camelote possible. On en arrive ainsi à une dépravation de la « propension à jouir », avec des consommations vicieuses, ce cancer de toute société en décomposition depuis la Rome antique. A la fin, le bien-être se transforme en son contraire, le mal-être, l'anxiété, la nausée.

## Comble de la déchéance

[Retour à la table des matières](#)

Ceux qui sont le plus affligés de la dégénérescence croissante du capitalisme des pays avancés, ce sont les ouvriers, gangrenés par le mode de vie de leurs pires adversaires, les bourgeois déchus au rang des parasites. Le capitalisme hyperdéveloppé et centralisé dans quelques métropoles capitalistes et impérialistes écrase sous sa botte le prolétariat. Il lui a fait perdre, durant des périodes historiques entières, ses nobles caractéristiques de classe révolutionnaire et s'efforce de lui enlever, autant que possible, la qualité de travailleur productif, non seulement de valeurs d'échange, mais encore de valeurs d'usage (utilités).

Le capitalisme sénile accroît toujours plus les articles de luxe aux dépens des moyens de subsistance, en s'efforçant de transformer les ouvriers eux-mêmes en « articles de luxe <sup>51</sup> ». Qui plus est, après avoir substitué de plus en plus les machines aux ouvriers, le capital tend — comme on le voit après la longue période de prospérité et de « bien-être », lorsque le capital s'enfonce progressivement dans la crise — à faire des ouvriers des pauvres, des chômeurs et des... assistés.

Prenons l'exemple américain, le paradis du bien-être, le modèle de tous les pays capitalistes — « celui qui à tous les autres montre leur avenir ».

Au cours de la guerre du Vietnam, en pleine agitation des Noirs aux Etats-Unis, après tout un cycle de prospérité, on apprend subitement qu'il y avait 25 millions de pauvres au Pays du bien-être. Ils se sont accrus depuis, et d'autres catégories de malheureux sont venus

---

<sup>51</sup> C'est l'expression même de Marx, cf. *Le Capital*, livre II : « Le paiement des services représente une partie des dépenses de luxe des capitalistes, ces ouvriers eux-mêmes étant dans cette mesure des articles de luxe » (Editions sociales, t. 5, p. 63).

Dans le même ordre d'idée, Engels écrivait : « Une partie de la bourgeoisie, comme des ouvriers, est directement achetée. L'une par les filouteries colossales du crédit, qui font passer l'argent de la poche des petits capitalistes dans celle des grands capitalistes ; l'autre, par de grands travaux nationaux qui concentrent dans les grandes villes, à côté du prolétariat normal et indépendant, un PROLÉTARIAT ARTIFICIEL ET IMPÉRIAL, soumis au gouvernement » (« La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand », trad. fr. in MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, L'Herne, p. 483).

s'y ajouter. Ainsi, depuis la crise de 1974, « la pauvreté n'est plus un sujet brûlant aux Etats-Unis », et le slogan de « guerre à la pauvreté » a été mis au rencart. Le mal s'amplifie : en 1976, un fonds de 17,4 milliards a été mis en place pour assister QUATORZE MILLIONS de personnes (y compris leurs familles) au titre de chômage.

D'ores et déjà, le budget de tous les ASSISTÉS américains — les libéraux voient dans la tendance à son augmentation le spectre d'une Amérique transformée en nation d'assistés — est énorme, puisqu'il s'élève à près du tiers du budget du gouvernement américain. Si l'on tient compte du fait que la Sécurité sociale est tout à fait embryonnaire au pays du dollar, il est clair que l'institution sert en gros à soutenir ceux qui crèveraient de misère à côté de l'opulence et du gaspillage.

Et les milieux officiels de déclarer à l'intention... de ceux qui travaillent encore : « Il faut se convaincre que désormais ceux qui travaillent recevront de MOINS EN MOINS, tandis que ceux qui ne travaillent pas recevront de plus en plus <sup>52</sup>. » Et de crier à la banqueroute : « Si les programmes d'assistance dans les vingt années à venir croissent au même rythme que pendant les vingt dernières années, le total des dépenses de l'Etat représenterait plus du double de notre produit national <sup>53</sup> ! »

Déjà la crise a sérieusement écorné les revenus des travailleurs : les « pauvres qui travaillent » deviennent de plus en plus nombreux, puisque — selon les statistiques — ils représentent un ouvrier sur trois, soit un Américain sur dix : « Les deux tiers des familles américaines ne peuvent, sans s'endetter, payer leur loyer et leurs études d'un de leurs enfants dans une université d'Etat. A peu près la moitié des Américains ne pouvaient se payer trois semaines de vacances dans l'année <sup>54</sup>. »

La paupérisation gagne les masses : les 28 millions de familles dont le revenu était de 16 300 dollars en 1973 ont vu avec l'inflation leur pouvoir d'achat diminuer de 19 % entre 1970 et 1973. Le problème devient préoccupant, car il ne s'agit pas ici d'assistés, mais d'ouvriers qui travaillent encore et qui ont des moyens de défense, si leurs syndicats et eux-mêmes luttent contre la dégradation croissante de leur niveau de vie.

Malthus triomphe impudemment dans les théories modernes du bien-être qui s'enferment dans l'alternative de l'augmentation continue de la production et de l'adéquation à celle-ci de la population sur la base mercantile, car aujourd'hui — du fait du développement inouï des forces productives — ce rapport donne une augmentation de la production industrielle entraînant une diminution de la population active. En effet, les facteurs qui augmentent la productivité du travail et maintiennent un temps élevé de travail

---

<sup>52</sup> Cf. Jacqueline GRAPIN, « L'Oncle Sam retourne sa veste », *Le Monde*, 10-9-1975. La déclaration est de Mr. Arthur Burns.

<sup>53</sup> Cf. brochure de présentation du budget fédéral américain de 1976, cité dans l'article de la note précédente.

<sup>54</sup> Cf. « Les Pauvres aux Etats-Unis », *Le Monde*, 19-3-1976.

journalier lui assurent une marge qu'il n'est plus nécessaire de demander à la surpopulation, comme ce fut le cas au début de l'ère capitaliste.

Dans la crise actuelle, le capital tend essentiellement à privilégier l'indice de la production, au nom du sauvetage de l'économie nationale, au détriment de celui de la population — et c'est le chômage massif. Nous assistons ainsi à l'essor d'un système d'assistance et de prévoyance sociales administré par l'Etat pour les ouvriers.

Dans les pays hyperdéveloppés, les pressions de toutes sortes de la classe ouvrière sur le capital contraignent donc de plus en plus celui-ci à s'adosser à des garanties analogues à celles qui « honoraient » les antiques classes et pouvoirs seigneuriaux qui pourvoyaient, en toute circonstance, au boire, au manger et au dormir de leur suite.

Or ce système rabaisse tout simplement les producteurs par excellence que sont les ouvriers au niveau d'une bande d'impotents et d'assistés<sup>55</sup>.

En fait, la bourgeoisie est sous le coup de la condamnation formidable de Marx, lancée dans le Manifeste : « La classe dominante s'avère désormais incapable de régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave au sein de son esclavage, parce qu'elle est contrainte de le laisser déchoir dans une situation où elle doit le nourrir, au lieu d'être nourrie par lui. La société ne peut plus vivre sous cette domination, c'est dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec les besoins de la société » (fin du chapitre « Bourgeois et Prolétaires »).

À la misère sans nom des continents de couleur, il faut donc ajouter désormais la pauvreté et le chômage croissants dans les métropoles superdéveloppées<sup>56</sup>. Cela donne une idée de l'ampleur catastrophique de la crise qui tenaille désormais le capitalisme mondial. Or la crise et la pauvreté dans les pays hautement développés démontrent que ce n'est pas

---

<sup>55</sup> Les analyses de Marx servant de base au programme politique et social du prolétariat révolutionnaire, il importe d'en tirer des mots d'ordre pratiques pour le mouvement ouvrier. Il saute aux yeux qu'au plan syndical la lutte doit être menée essentiellement contre les licenciements, les ouvriers devant refuser systématiquement de tomber au niveau des assistés, en reprenant la fière formule de leurs ancêtres de 1831 à Lyon : « Mourir en combattant ou vivre en travaillant », et en lançant le mot d'ordre du changement de société ou, plus précisément, de la destruction du capital, si on leur oppose les nécessités économiques présentes (cf. MARX-ENGELS, *Les Utopistes*, P.C.M., p. 120).

<sup>56</sup> Les Américains ont parfaitement saisi la quintessence de l'enseignement de Malthus : quiconque possède une terre plus féconde détient une arme d'une puissance inégalée entre ses mains. Ainsi les U.S.A. ont-ils porté l'impérialisme au comble de son raffinement, en utilisant la faim dans le monde pour imposer leur politique et leur principe des droits de tous les hommes à être exploités et échinés par eux, qui sont assis sur leur capital de surplus alimentaires. Beau complément à l'usage des autres de la théorie du bien-être ! Ils n'ont rien inventé ; ils ont simplement le cynisme conséquent du capitaliste qui, dès le début de l'accumulation primitive, a dépouillé les producteurs de la propriété, de leurs instruments de travail, de leurs matières premières et *donc* du produit de leur travail, si bien qu'ils vinrent à manquer de leurs moyens de subsistance, devenant ainsi une pure force de travail, obligée, si elle veut trouver à manger, de se vendre à qui veut bien l'acheter.

d'une pénurie de capitaux et de forces productives, mais au contraire de leur excès que souffre l'humanité.

Dès lors que les ouvriers prendront conscience que le chômage et la misère n'ont pas — comme l'enseignait Malthus — une cause naturelle, mais sociale et économique, ils donneront un prolongement révolutionnaire à l'actuelle crise générale du capitalisme.

## Première partie

---

### CRITIQUE DU PRINCIPE DE LA POPULATION DE MALTHUS

Les nôtres se sont laissé octroyer la « loi d'airain » de Lassalle qui se fonde sur une conception économique parfaitement dépassée, à savoir que l'ouvrier moyen ne touche que le minimum de salaire pour son travail, et ce du fait que, d'après la théorie de la population de Malthus, les ouvriers sont toujours en surnombre (c'était effectivement le raisonnement de Lassalle).

Dans son chapitre sur l'accumulation du capital, Marx a réfuté dans le détail le fondement malthusien de la loi que Lassalle a empruntée à Malthus et Ricardo (*en falsifiant ce dernier*) et qu'il expose, par exemple dans son Manuel pour les ouvriers.

Engels à August Bebel, 18-20 mars 1875.

### La mystification de la surpopulation

[Retour à la table des matières](#)

La lutte qui oppose le capital au capital, le travail au travail, la terre à la terre, met la production dans un état d'activité fébrile qui inverse les rapports naturels et rationnels<sup>57</sup>. Aucun capital ne peut résister à la concurrence de l'autre s'il ne porte son activité à son paroxysme. Nul bien-fonds ne peut être cultivé avec profit si sa capacité de production ne s'accroît pas constamment. Aucun travailleur ne peut résister à ses concurrents s'il ne consacre pas toutes ses forces au travail. En somme, celui qui se trouve engagé dans la lutte

---

<sup>57</sup> Cf. ENGELS, « Umrisse zu einer Kritik der Nationaloekonomie », *Annales franco-allemandes* ; cf. *Werke*, t. 1, p. 516-521.

Dans ce texte, Engels fait preuve d'une impressionnante sérénité d'esprit pour juger de la théorie de la population de Malthus. Il montre comment le capital se donne nécessairement une superstructure de pensée malthusienne pour justifier son horreur et ses contradictions qui seraient absurdes si le système capitaliste n'était pas un mode de production progressif dans la série historique, donc *nécessaire* transitoirement.

de la concurrence ne peut se maintenir que s'il tend au maximum toutes ses forces et renonce à tout projet véritablement humain.

Cette tension exagérée provoque nécessairement à un moment l'épuisement des forces. Lorsque les fluctuations de la concurrence faiblissent, l'offre et la demande, la production et la consommation s'équilibrent à peu près ; nous atteignons un palier dans le développement de la production où l'on trouve, d'un côté, de telles forces de travail en excédent qu'il ne reste plus rien pour vivre à la grande masse de la nation, que les gens meurent de faim en face d'une trop grande abondance. Depuis longtemps déjà, l'Angleterre se trouve dans cette situation démentielle, cette vivante absurdité. Si la production oscille plus fortement — comme elle le fait nécessairement à la suite d'un tel état économique, c'est l'alternance de prospérité et de crise, de surproduction et de marasme. Les économistes n'ont jamais pu s'expliquer cette situation insensée ; pour la justifier, ils ont inventé la théorie de la population qui est aussi insensée, sinon plus, que cette contradiction entre la richesse qui fait face au même moment à la misère. Il n'est pas donné aux économistes de voir la vérité ; ils ne sont pas en mesure de comprendre que cette contradiction est le simple effet de la concurrence, parce que sinon toute leur théorie s'écroulerait.

Pour nous, l'explication est toute simple. Les forces de production qui sont à la disposition de l'humanité n'ont pas de limites. Le rendement de la terre peut progresser indéfiniment par l'application de capital, de travail et de science. Selon les calculs des économistes et statisticiens les plus éminents, la Grande-Bretagne « surpeuplée » peut être en mesure, en l'espace de dix ans, de produire assez de blé pour nourrir le sextuple de sa population actuelle. Le capital s'accroît chaque jour, les forces de travail augmentent avec la population et la science domine chaque jour davantage les forces de la nature et les met au service des hommes. Qui plus est, cette immense capacité de production, maniée en toute conscience et dans l'intérêt de tous, réduirait bientôt à un minimum la part de travail incombant aux hommes. Si ceux-ci sont livrés à la concurrence, elle aboutit au même résultat, mais au sein de la contradiction<sup>58</sup>.

---

58 La confiance d'Engels dans l'« essor irrésistible des forces productives » — quel que soit le mode de production, puisque « Jamais une société ne disparaît avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir en son sein » (MARX, « Préface de 1859 » à la *Critique de l'économie politique*) — est impressionnante. De fait, elle est confirmée par l'évolution la plus récente. Ce n'est pas seulement la Chine qui a augmenté de façon spectaculaire sa production agricole. A la fin des années 1960, l'Inde elle-même a doublé sa récolte de blé en l'espace de six ans. Le Mexique, les Philippines, le Pakistan et la Turquie augmentèrent formidablement leurs productions céréalières. Grâce aux engrais, de nouveaux efforts seraient susceptibles de doubler le rendement des variétés indigènes, s'ils étaient entrepris correctement (cf. Lester R. BROWN, « Perspectives alimentaires dans le monde », *Futuribles*, n° 6, 1976).

En ce qui concerne le développement « formidable » des forces productives dans l'agriculture des pays développés, citons simplement quelques chiffres sur les Etats-Unis : « Le volume de la production américaine a augmenté d'environ 50 % en vingt ans, alors que la main-d'œuvre a diminué de moitié » — ce qui donne une augmentation de la productivité plus grande que dans l'industrie. « La superficie

Une partie du sol du pays sera exploitée selon les meilleures méthodes, tandis qu'une autre partie (en Grande-Bretagne et en Irlande, elle représente 30 millions d'acres de bonne terre) reste en friche. Une partie du capital circule à une vitesse prodigieuse ; l'autre partie repose comme capital mort dans les coffres-forts. Une partie de la population laborieuse produit de quatorze à seize heures par jour, alors que l'autre demeure inemployée, désœuvrée, et meurt de faim. Aujourd'hui, cette répartition est ou bien simultanée dans le temps, ou bien consécutive, le plein emploi succédant alors au désœuvrement général. Aujourd'hui, le commerce est entièrement prospère, la demande est très importante, la main-d'œuvre est entièrement employée, le capital circule avec une vélocité admirable, l'agriculture est florissante, les ouvriers travaillent à se ruiner la santé ; demain, c'est l'engorgement et la stagnation de la production. Alors l'agriculture ne vaut plus la peine d'être mise en valeur, de vastes étendues du pays restent en friche, le capital se fige dans sa course, les ouvriers n'ont plus de travail et tout le pays est affligé d'un excédent de richesses et d'un excédent de population. Cette évolution des choses, les économistes ne peuvent la reconnaître comme correcte, sans quoi ils devraient, comme nous l'avons dit, prôner l'abandon de tout le système fondé sur la concurrence. Ils devraient admettre la stupidité de la contradiction entre production et consommation, entre population excédentaire et surabondance de richesses. Mais, dès lors que les faits ne pouvaient plus être niés, il fallut bien mettre la réalité en accord avec la théorie — et l'on inventa la théorie de la population.

Malthus, l'auteur de cette doctrine, soutient que la population pèse constamment sur les moyens de subsistance. A peine la production s'élève-t-elle que la population augmente dans la même proportion. Cette tendance inhérente à la population de se multiplier au-delà des ressources disponibles serait la cause de toute misère et de tout vice. S'il y a trop d'hommes, il faut s'en débarrasser d'une manière ou d'une autre, par la mort violente, ou par la faim. Or, cela fait, il se crée de nouveau une lacune, qui ne tardera pas à être de nouveau comblée par d'autres facteurs d'accroissement de la population — et c'est l'ancienne misère qui recommence. Qui plus est, ce cycle se manifeste en toutes circonstances, non seulement en plein milieu de la civilisation, mais encore dans l'état naturel ; les sauvages de Nouvelle-Hollande, qui vivent à raison d'un habitant au mille carré, souffrent autant de surpopulation que l'Angleterre. En somme, si nous voulons être logiques, il nous faut avouer que la terre était déjà surpeuplée quand un seul homme l'habitait. Les conséquences de cette théorie sont les suivantes : comme les pauvres sont précisément les plus nombreux, il ne faut rien faire pour eux, si ce n'est de leur faciliter

---

cultivée pour les céréales a baissé de 50 millions d'acres entre 1950 et 1970. En mars 1972, la National Farmers Union annonçait que 2 000 exploitations étaient abandonnées chaque semaine. Le remplacement de l'homme par les machines de plus en plus puissantes a été rendu possible par un changement complet des structures » (cf. *La Crise de l'impérialisme et la Troisième Guerre mondiale*, la contribution de Yann FITT, p. 41, Cahiers libres 310-311, Maspero, 1976).

Est-ce à dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Engels lui-même souligne que cette surabondance de forces productives engendre la faim, la disette et le paupérisme généralisé tant qu'elles évoluent dans les contradictions du système bourgeois.

autant que possible la mort par inanition, de les convaincre que cet état de choses ne peut être changé, et que pour toute leur classe il n'est d'autre salut qu'une reproduction aussi limitée que possible. Si ce n'est pas réalisable, il est toujours loisible à l'Etat d'organiser un service public chargé de mettre à mort sans douleur les enfants des pauvres, comme l'a proposé « Marcus<sup>59</sup> ». Ainsi, chaque famille ouvrière serait autorisée à avoir deux enfants et demi, mais tous ceux qui viendraient en plus devraient être tués sans douleur. Faire l'aumône serait un délit, parce qu'elle encouragerait la croissance d'une population surnuméraire. Il serait très avantageux de faire passer la pauvreté pour un crime et de convertir les maisons de travail (workhouses) des pauvres en des établissements pénitentiaires, comme cela se fait déjà en Angleterre, avec la nouvelle loi « libérale » sur les pauvres. E est vrai que cette théorie cadre très mal avec l'enseignement de la Bible sur la perfection de Dieu et de sa création, mais « c'est une mauvaise réfutation que d'opposer la Bible à des faits » !

Faut-il exposer avec plus de détails encore cette infâme et vile doctrine, ce blasphème abominable contre l'homme et la nature, et considérer quelles en sont ses conséquences supplémentaires ? Ici, l'immoralité des économistes atteint son paroxysme. Que sont toutes les guerres et les horreurs du système du monopole en regard de cette théorie ? Or c'est elle précisément qui est la clé de voûte de tout le système libéral, de la liberté de commerce et de l'industrie. Sa chute entraînerait celle de tout l'édifice. Dès lors qu'il est établi que la concurrence est la cause de la misère, de la pauvreté et du crime, qui donc oserait se hasarder à dire un mot pour la défendre ?

Dans l'ouvrage mentionné ci-dessus, Alison a ébranlé la théorie de Malthus, en appelant à la capacité productive de la terre, et en opposant au principe malthusien le fait que chaque adulte est en mesure de produire plus qu'il ne peut consommer. C'est un fait sans lequel l'humanité ne pourrait s'accroître, voire subsister — sinon comment pourrait bien vivre la génération montante ?

Mais Alison ne va pas au fond des choses, et c'est pourquoi, en fin de compte, il revient à la même conclusion que Malthus. Il démontre, certes, que le principe de Malthus est faux, mais il est incapable de réfuter les faits qui ont conduit celui-ci à son principe.

Si Malthus n'avait pas eu une vision aussi unilatérale des choses, il aurait sans doute observé que la population ou la main-d'œuvre en surnombre est toujours liée à une surabondance de richesses, un excédent de capital et une propriété foncière pléthorique. La force de travail n'est trop nombreuse que là où, en général, les forces de production sont trop grandes. La situation de chaque pays surpeuplé — de l'Angleterre notamment, à l'époque où Malthus se mit à écrire — le démontre à ne pas s'y tromper. Tels étaient les

---

<sup>59</sup> Marcus est le pseudonyme d'un auteur anglais qui publia en 1838 un pamphlet intitulé *On the Possibility of Limiting Populoussiness*, dans lequel les idées de Malthus étaient poussées à leur paroxysme.

faits que Malthus eût dû considérer dans leur ensemble, et cette expérience l'aurait conduit à la juste conclusion. Au lieu de cela, il extrait un seul de ces faits et néglige tous les autres sans s'en préoccuper — et il aboutit à son absurde conclusion.

La deuxième erreur qu'il commit, ce fut de confondre les moyens de subsistance avec les moyens de l'emploi des travailleurs. Il est vrai que la population pèse de nos jours sur les moyens de l'emploi, que le nombre des hommes qui sont engendrés est réglé par celui de ceux qui peuvent être employés ; bref, que la production de forces de travail a été déterminée jusqu'ici par les lois de la concurrence et se trouve donc soumise aux crises périodiques et autres fluctuations économiques. La constatation de ces faits doit être portée au crédit de Malthus<sup>60</sup>. Mais les moyens d'emploi sont tout autre chose que les moyens de subsistance. Les moyens d'emploi se développent seulement comme résultat dernier de la croissance des capacités industrielles des machines et du capital, tandis que les moyens de subsistance s'accroissent dès lors que l'on se met à augmenter les forces productives qui les fabriquent. Une nouvelle contradiction surgit ici dans l'économie. La demande chère aux économistes n'est pas la véritable demande, ce qu'ils appellent consommation est tout artificiel. Pour l'économiste, il n'y a que ceux qui peuvent offrir un équivalent en échange de ce qu'ils reçoivent qui sont de véritables demandeurs, des consommateurs réels. Cependant, si c'est un fait que tout adulte produit plus qu'il ne peut consommer lui-même, que les enfants sont comme les arbres, qui apportent en retour bien plus que ce que l'on a placé en eux — et ce sont assurément là des faits solides —, on est fondé à croire que chaque ouvrier devrait pouvoir produire bien plus qu'il ne lui en faut, si bien que la communauté devrait être ravie de lui fournir tout ce dont il a besoin. Ainsi, on pourrait imaginer qu'une grande famille serait un don précieux pour la communauté. Mais les économistes, avec leur point de vue grossier, ne connaissent pas d'autre équivalent que celui qu'on leur paie en argent sonnante et trébuchant. Ils sont si empêtrés dans leurs contradictions que les faits les plus frappants ne les touchent pas plus que les principes les plus scientifiques.

On peut fort bien briser cette contradiction, tout simplement en la résolvant — en faisant fusionner les intérêts qui sont aujourd'hui en conflit entre eux, on détruit l'antagonisme entre surpopulation, d'un côté, et surabondance de richesses, de l'autre. Ainsi disparaîtrait ce phénomène prodigieux — plus surprenant même que tous les miracles de toutes les religions réunies —, le fait qu'une nation doive mourir de faim devant ses vaines richesses et la surabondance de ses biens. Et du même coup en fermera la bouche de ceux qui affirment que la terre n'est pas capable de nourrir l'humanité. Cette assertion relève bel et bien de la plus haute sagesse de l'économie chrétienne. Or, que notre économie soit essentiellement chrétienne, c'est ce que je pourrai démontrer pour chacune de ses

---

<sup>60</sup> Dans son Dialogue avec Malthus, Engels ne manque pas de souligner ce qui aurait pu contribuer à faire prendre conscience aux hommes de l'aspect sans doute le plus horrible de la société de classes, si Malthus n'avait pas proposé des remèdes encore plus infâmes pour permettre à ce système de se perpétuer.

propositions et de ses catégories, et je ne manquerai pas de le faire à l'occasion. La théorie malthusienne n'est que l'expression économique du dogme religieux qui oppose l'esprit à la nature et aboutit à la corruption de l'un et de l'autre.

J'espère avoir démontré, dans la sphère économique aussi, toute l'inanité de cette contradiction, qui a été dissoute depuis longtemps dans le domaine de la religion. Au reste, je dénie tout sérieux à la théorie malthusienne tant que l'on n'aura pas commencé à m'expliquer, sur la base de cette théorie elle-même, comment l'excédent de richesses peut faire mourir de faim un peuple et comment cela peut être mis en accord avec la raison.

La théorie malthusienne n'est, au demeurant, qu'une transition nécessaire qui nous a porté infiniment plus loin<sup>61</sup>. Grâce à elle, comme aussi grâce à l'économie politique en général, notre attention a été tournée vers tout ce que la terre et l'humanité renferment de puissances productives — avec cette conséquence : nous sommes guéris pour toujours de la peur de la surpopulation après avoir triomphé du désespoir des économistes. C'est d'elle que nous tirons les arguments économiques les plus puissants en faveur d'une organisation nouvelle de la société. Même si Malthus avait parfaitement raison, ce ne serait qu'un motif supplémentaire pour entreprendre aussitôt cette révolution, parce qu'elle seule pourrait donner aux masses les capacités morales nécessaires à une limitation de leur instinct de reproduction<sup>62</sup>, que Malthus a présentées comme le remède le plus efficace et le plus simple contre la surpopulation. Cette théorie de la population a révélé l'extrême avilissement de l'humanité, en raison de sa sujétion aux conditions de la concurrence. Elle nous a montré qu'en dernière analyse la propriété privée fait de l'homme une marchandise, dont la production, ou la destruction, dépend uniquement de la demande, et que le système de la concurrence a immolé des millions d'hommes et continue de le faire chaque jour. Tout cela, nous l'avons vu, et c'est ce qui nous incite à vouloir abolir cet abaissement de l'homme, en supprimant la propriété privée, la concurrence et le conflit des intérêts.

Cependant, afin d'enlever toute base à la crainte universelle de la surpopulation, revenons une fois de plus au rapport entre les forces productives et la population. Malthus part d'un calcul sur lequel repose tout son système. A l'en croire, la population augmente

---

<sup>61</sup> C'est sur la base du développement atteint par la société capitaliste que s'effectue le mouvement communiste, après la rupture révolutionnaire et le changement de rapports sociaux correspondant. Dans le même sens qu'Engels, Marx écrivait : « Le capital tend à retirer à chaque industrie son fondement *naturel* et à transférer ses conditions de production dans un réseau de rapports généraux, en transformant ce qui semblait superflu en une nécessité produite historiquement. [...] Le *luxe* s'oppose à la *nécessité naturelle*. On appelle besoins nécessaires les besoins d'un individu ramené à l'état naturel. Le développement de l'industrie abolit aussi bien cette nécessité naturelle que le luxe (de manière CONTRADICTOIRE, en ce sens qu'elle recrée en face du luxe un ÉTALON SOCIAL MESURANT CE QUI EST NÉCESSAIRE) » (*Grundrisse*, t. 3, p. 40). Ce passage à la société communiste fait l'objet du recueil de Marx-Engels sur *La Société communiste*, en préparation.

<sup>62</sup> La véritable défense de l'espèce peut signifier aussi s'opposer à l'inflation de ses membres, mais, comme le dit Engels par ailleurs (cf. plus loin, p. 103), les hommes infiniment plus développés du communisme sauront mieux que nous penser et résoudre ce problème.

en progression géométrique :  $1 + 2 + 4 + 8 + 16 + 32$ , etc., et la force productive de la terre en progression arithmétique :  $1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6$ . La différence saute aux yeux : elle est terrifiante. Mais est-ce juste ? Qui donc a jamais prouvé que le rendement de la terre augmentait en progression arithmétique ? La superficie du sol est limitée. C'est exact. Mais la force de travail applicable à cet espace croît en même temps que la population<sup>63</sup>. Admettons même que l'accroissement du rendement ainsi obtenu ne soit pas proportionnel à celui des forces du travail. Il reste alors encore un troisième élément, qui cependant ne compte pour rien aux yeux des économistes : la science, dont les progrès sont infinis et au moins aussi rapides que ceux de la population. Quels progrès l'agriculture de ce siècle ne doit-elle pas à la seule chimie, voire uniquement à deux hommes — Sir Humphrey Davy et Justus Liebig ? Or la science s'accroît au moins aussi vite que la population, celle-ci progressant par rapport à la génération précédente. La science, elle, progresse en fonction de la masse des connaissances que lui ont transmises toutes les générations antérieures. Dans les conditions les plus ordinaires, elle suivrait donc également une progression géométrique. Or qu'est-ce qui est impossible à la science ?

Quoi qu'il en soit, il est absurde de parler de surpopulation tant que « la vallée du Mississippi, à elle toute seule, renferme assez de terres en friche pour que l'on puisse y installer toute la population de l'Europe<sup>64</sup> » ; tant qu'un tiers de la terre seulement est estimé avoir été mis en culture et que la production de ce tiers peut être augmentée de six fois, et plus, par simple application d'amendements qui nous sont déjà familiers.

## Le malthusianisme : une déclaration de guerre ouverte au prolétariat

[Retour à la table des matières](#)

En attendant, la déclaration de guerre la plus brutale que la bourgeoisie ait lancée contre le prolétariat, c'est la théorie de la population de Malthus et la nouvelle loi des pauvres qu'elle a inspirée<sup>65</sup>. Nous avons déjà fait allusion en de multiples occasions à la théorie de Malthus. Nous rappellerons simplement ici ses principales conclusions : la terre est perpétuellement surpeuplée, de sorte que la pauvreté, la misère, la disette et l'immoralité doivent toujours dominer ; que c'est le sort de l'humanité d'être éternellement condamnée à exister en trop grand nombre, donc en classes diverses, dont certaines sont plus ou moins riches, cultivées et morales, et les autres plus ou moins pauvres, misérables, ignorantes et

---

<sup>63</sup> Engels admet implicitement que tous les hommes soient productifs et mettent la main à la pâte — ce qui est loin d'être le cas dans la société capitaliste.

<sup>64</sup> La citation est extraite de l'ouvrage susmentionné d'ALISON, vol. 1, p. 548.

<sup>65</sup> Cf. ENGELS, La Situation des classes laborieuses en Angleterre, 1845, in MARX-ENGELS, Werke, t. 2, p. 493-496. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

immorales. Il s'ensuit dans la pratique — et Malthus lui-même tire ces conclusions — que la charité et les caisses de pauvres sont à proprement parler une absurdité, puisqu'elles ne servent qu'à maintenir en vie et à faire se multiplier la population en excédent, dont la concurrence ne fait que peser sur les salaires ; que l'occupation des miséreux par l'administration des pauvres est également déraisonnable, puisqu'une quantité fixe, tout à fait déterminée, de produits peut être consommée ; que, pour chaque ouvrier en chômage qui est occupé, on en jette un autre sur le pavé, de sorte que la libre entreprise privée se trouve lésée par chaque intervention de l'Assistance publique dans l'industrie ; qu'il ne s'agit donc pas de nourrir la population en surnombre, mais de la limiter autant que possible, d'une façon ou d'une autre.

Malthus déclare, en termes non voilés, que le droit qu'a tout homme vivant sur cette terre de manger, de boire et de se vêtir est un pur non-sens. Il cite à ce propos les paroles d'un poète : le pauvre arrive « au banquet de la Nature » et ne trouve aucun couvert mis pour lui, puis il ajoute que la Nature lui enjoint alors de ficher le camp, c puisqu'avant de naître il n'a pas demandé à la société si elle voulait de lui <sup>66</sup> ».

Telle est maintenant la théorie favorite de toute authentique bourgeoisie anglaise, et tout naturellement, puisqu'elle est devenue pour celle-ci la justification la plus commode, sans parler de ce qu'elle renferme une bonne part de vérité sur les conditions actuellement existantes. Dès lors, il ne s'agit plus de rendre active la « population excédentaire », en l'employant utilement, mais simplement de la faire mourir de faim de la manière la plus commode et de l'empêcher de mettre trop d'enfants au monde. Et rien n'est plus facile en fait — à condition que la population en surnombre reconnaisse elle-même qu'elle est superflue et se laisse aller gentiment à mourir de faim. Cependant, en dépit des efforts les plus tenaces de la bourgeoisie philanthropique, il n'est guère d'espoir dans l'immédiat de faire partager ces idées aux ouvriers. Les prolétaires se sont plutôt mis en tête qu'avec leurs

---

<sup>66</sup> Engels évoque ici le passage suggestif suivant de Malthus : *c* Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a *aucun droit* à la plus petite portion de nourriture et, en fait, il est de trop. Au grand banquet de la Nature, il n'a pas de couvert pour lui. Elle lui *commande* de s'en aller et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut pas recourir à la compassion de quelques-uns des convives du festin. Si ces convives se lèvent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement et demandent la même faveur. Le bruit qu'il existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux quémandeurs. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait auparavant se change en disette et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent dans toutes les parties de la salle et par les clameurs importunes de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments qu'on leur avait laissé espérer. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise en enfreignant les ordres stricts à l'égard des intrus, donnés par la grande maîtresse du banquet, laquelle désirait que tous ses hôtes fussent abondamment pourvus et, sentant qu'elle ne pouvait pourvoir un nombre illimité de convives, refusait *par un souci d'humanité* d'admettre des nouveaux venus quand la table était déjà remplie » (MALTHUS, *Essai sur le principe de la population*, trad. fr. de Guillaumin, 1845, p. 531-532).

maines zélées ce sont précisément eux qui sont les plus utiles, tandis que les riches messieurs capitalistes, qui ne font rien, sont en trop.

Toutefois, comme les riches détiennent toujours le pouvoir, les prolétaires doivent subir le fait que la loi — si eux-mêmes ne veulent pas l'admettre volontairement — les déclare, eux, réellement superflus<sup>67</sup>. C'est ce qui est arrivé avec la nouvelle loi des pauvres. La vieille législation sur les pauvres, qui reposait sur l'ordonnance de 1601 (la 431<sup>e</sup> année du règne d'Elisabeth), partait encore naïvement de l'idée que la paroisse avait le devoir de subvenir à la vie des pauvres. Quiconque n'avait pas de travail recevait une aide et, à la longue, le pauvre considérait que la paroisse était dans l'obligation de le préserver de la mort par inanition. Il revendiqua son assistance hebdomadaire comme s'il s'agissait d'un droit et non d'une faveur — et c'en fut trop à la fin pour la bourgeoisie. En 1833, alors que la bourgeoisie était tout juste arrivée au pouvoir grâce au Reform Bill et que le paupérisme avait atteint son apogée dans les districts campagnards, elle se mit aussitôt en devoir de réformer aussi, selon ses vues, la législation sur les pauvres. Elle désigna une commission d'enquête pour l'application de la législation sur les pauvres, et celle-ci découvrit une grande quantité d'abus : tout d'abord, que toute la classe laborieuse des campagnes était paupérisée et entièrement ou partiellement dépendante de la caisse des pauvres, qui, lorsque les salaires étaient trop bas, versait aux pauvres un supplément ; ensuite que, dans ce système grâce auquel le chômeur pouvait vivre, celui qui était mal payé, mais gratifié d'une nombreuse famille était assisté, le père d'enfants illégitimes était tenu de payer une pension alimentaire ; bref, que ce système qui reconnaissait en général que le pauvre avait besoin de protection, ruinait le pays :

*« C'était une entrave pour l'industrie, une récompense aux mariages irréfléchis, un stimulant à l'accroissement de la population et le moyen de contrebalancer l'effet d'une population accrue sur les salaires ; c'était une institution nationale en vue de décourager les ouvriers honnêtes et industriels, de protéger les paresseux, les vicieux et les imprévoyants, de détruire les liens familiaux, d'empêcher systématiquement l'accumulation des capitaux, de dissoudre le capital existant et de ruiner les payeurs d'impôt, sans parler de ce qu'elle constituait une prime pour les enfants illégitimes en pourvoyant à leur alimentation »* (Extrait littéral d'un rapport des commissaires de la Loi des Pauvres<sup>68</sup>).

Cette description des effets de l'ancienne législation sur les pauvres est certainement tout à fait exacte ; les secours favorisent la paresse et accroissent la surpopulation. Dans les

---

<sup>67</sup> Engels remarque ici que la question de savoir quelle classe fait partie de l'excédent de population est certes dictée par le mode de production et les rapports sociaux qui en découlent, mais elle est sanctionnée par le pouvoir politique contre lequel une prise de conscience de classe peut amener le prolétariat à se rebeller — la question se pose à chaque fois que le chômage devient un problème général.

<sup>68</sup> Extrait des informations reçues par les commissaires à la Loi des Pauvres et publiées par les autorités, Londres, 1833. (Note d'Engels.)

conditions sociales actuelles, il est tout à fait clair que le pauvre est obligé d'être un égoïste et que, s'il en a le choix et s'il vit tout aussi bien, il préfère ne rien faire plutôt que de travailler. Mais, la seule conclusion à en tirer, c'est que les actuelles conditions sociales ne valent rien, et non pas — comme en concluent les commissaires malthusiens — que la pauvreté doit être traitée comme un crime et lourdement pénalisée, afin de servir d'avertissement aux autres, selon la théorie de l'intimidation.

Ces sages malthusiens étaient si fermement convaincus de l'infaillibilité, de leur théorie qu'ils n'hésitèrent pas un seul instant à placer les pauvres dans le lit de Procuste de leurs conceptions économiques et de les traiter avec la plus révoltante dureté. A l'instar de Malthus et des autres partisans de la libre concurrence, ils étaient convaincus que le mieux serait de laisser le soin à chacun de se tirer tout seul d'affaire et d'appliquer le laisser-faire avec conséquence.

Ils eussent préféré abolir purement et simplement la législation sur les pauvres. Toutefois, comme ils n'en avaient ni le courage ni l'autorité, ils proposèrent une Loi sur les Pauvres la plus malthusienne possible qui, parce qu'elle intervient activement est encore plus barbare que le laisser-faire qui reste passif. Nous avons vu que Malthus traite le pauvre qui recherche un emploi comme un criminel en lui accolant l'étiquette de « superflu » et recommande à la société de le punir de la mort par inanition. Les commissaires n'étaient tout de même pas aussi barbares ; la mort par inanition pure et simple a quelque chose de trop horrible, même pour un commissaire de la Loi des Pauvres. « Bien, dirent-ils, vous autres pauvres, vous avez le droit d'exister, mais seulement d'exister. Le droit de vous reproduire, vous ne l'avez pas, et pas plus celui d'exister humainement. Vous êtes une plaie publique et, si nous ne pouvons pas vous supprimer directement, comme toute autre plaie publique, vous devez tout de même sentir que vous en êtes une, et il faut au moins vous brider et vous mettre hors d'état de produire d'autres “inutiles et superflus”, soit directement, soit par l'exemple de votre paresse et de votre pauvreté. Vous pouvez vivre, mais vous vivrez comme un avertissement salutaire pour ceux qui seraient amenés à devenir eux aussi des “inutiles”<sup>69</sup>. »

---

<sup>69</sup> En critiquant le système d'assistance publique anglais d'alors, Engels dépeint directement l'idéologie bourgeoise qui, curieusement, part de l'idée de *travail* pour traiter précisément les membres de la classe ouvrière d'inutiles et de superflus, parce qu'elle est incapable de leur donner un emploi, sans parler du fait qu'elle-même est une classe oisive. L'idéologie est donc parfaitement hypocrite, mais elle est typique de toute la conscience bourgeoise : reprendre la valeur du *travail* à la classe qu'elle exploite et bafoue, pour la retourner contre cette même classe. Cette idéologie imprègne toute la conscience des pays capitalistes et se retourne curieusement vers des souffre-douleur parfois inattendus. Ainsi toute l'Angleterre était-elle considérée par certains comme une « nation d'assistés » après sa c libération » par les troupes américaines : « Le peuple anglais, stimulé par une longue présence des soldats américains lance un regard d'envie sur le standard de vie américain. Si nous [les Américains] ne sommes pas prêts à faire place à 50 millions de bouches anglaises à notre table, nous verrons que la famine saisira de nouveau les rues de Londres » (cf. William VOGT, *Road to Survival*, 1949, p. 71-72).

Ils proposèrent donc une nouvelle Loi sur les Pauvres, qui passa au Parlement en 1834 et est encore en vigueur. Tous les secours en argent ou en aliments furent supprimés ; la seule assistance permise fut l'admission dans les maisons de travail (workhouses) que l'on se mit aussitôt à construire partout. L'organisation de ces maisons du travail, ou — comme le peuple les appelle — ces bastilles de la Loi des Pauvres, est telle qu'elle fait reculer d'effroi quiconque a la moindre perspective de se tirer d'affaire sans cette forme de charité publique. Pour être sûr que la caisse des pauvres ne soit mise à contribution que dans les cas les plus extrêmes et que les efforts de chacun soient tendus au maximum avant de s'adresser à la charité publique, la maison du travail doit y rendre le séjour aussi repoussant que l'esprit raffiné d'un malthusien peut l'imaginer.

## Conséquences de la loi malthusienne de la population

[Retour à la table des matières](#)

C'est en nous tournant vers l'Angleterre que nous découvrirons le mieux le rapport du paupérisme organisé de manière politique<sup>70</sup>. En Angleterre, la misère des ouvriers n'est pas partielle, mais universelle : elle ne se limite pas aux régions industrielles, elle s'étend même aux districts agricoles. Cette évolution n'en est pas ici à son début, elle revient cycliquement depuis un siècle environ.

Or quelle idée se font du paupérisme la bourgeoisie anglaise, ainsi que le gouvernement et la presse qui lui sont liés ?

Dans la mesure où la bourgeoisie anglaise reconnaît le paupérisme comme effet de sa politique, les whigs en rejettent la faute sur les tories et les tories sur les whigs. A en croire les whigs, la source principale du paupérisme, c'est le monopole de la grande propriété foncière et les lois de prohibition contre l'importation du blé. A en croire les tories, tout le mal provient du libéralisme, de la concurrence au sein d'un réseau trop vaste de fabriques. Aucun des deux partis ne trouve la cause dans la politique tout court, mais plutôt dans celle du parti adverse. En conséquence, aucun d'eux ne songe à changer la société...

Qui plus est, c'est dans la Loi des Pauvres elle-même que le Parlement découvrit la source principale du paupérisme aigu en Angleterre : le moyen légal contre la misère sociale — la bienfaisance — favorise la misère sociale !

Quant au paupérisme en général, c'est une loi éternelle de la nature, d'après la théorie de Malthus : « Comme la population tend sans cesse à dépasser les moyens de subsistance,

---

<sup>70</sup> Cf. MARX, « Notes relatives à l'article Le Roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien », *Vorwärts* ; cf. *Werke*, 1, p. 395-398. Dans cet article, Marx met en évidence l'incapacité de l'Etat bourgeois à s'attaquer aux causes véritables des maux dus au capitalisme.

la bienfaisance est pure folie, c'est un encouragement public à la misère. L'Etat n'a rien d'autre à faire que d'abandonner les miséreux à leur sort et, tout au plus, à faciliter la mort des pauvres <sup>71</sup>. »

Cette théorie humanitaire, le Parlement la complète par l'idée que le paupérisme est un malheur suscité par l'ouvrier lui-même. Il n'y a donc pas lieu de l'en prévenir comme d'un malheur, mais de l'en châtier comme d'un crime. Ainsi naquirent les workhouses, autrement dit les « maisons de travail pour indigents », dont l'organisation intérieure empêche, par son horreur, les miséreux d'y chercher refuge contre la mort par inanition. Dans ces maisons du travail, la bienfaisance est savamment combinée avec la vengeance de la bourgeoisie contre les miséreux qui font appel à sa charité.

Ainsi, l'Angleterre a tout d'abord essayé d'éliminer le paupérisme grâce à la bienfaisance et aux mesures administratives. Puis elle considéra que le paupérisme faisait des progrès incessants non seulement comme conséquence nécessaire de l'industrie moderne, mais encore par l'effet même de la taxe anglaise sur les pauvres. Elle ne vit plus alors qu'une particularité de la législation anglaise dans la misère universelle. Ce que l'on attribuait d'abord aux faiblesses du système de bienfaisance, on l'attribue maintenant à ses excès. C'est pourquoi on imputa finalement aux pauvres la faute de leur misère, et ils furent châtiés en conséquence.

La conclusion générale à laquelle en est arrivée la politique en Angleterre, c'est qu'en dépit des mesures administratives le paupérisme a fini par s'accroître jusqu'à devenir une institution nationale, si bien qu'on l'a soumise à une véritable administration bien ramifiée et fort étendue, dont la tâche n'est pas seulement de l'étouffer, mais de le discipliner et de le perpétuer. Cette administration a donc renoncé à tarir activement la source du paupérisme : elle se contente à chaque fois qu'elle resurgit à la surface du pays officiel de lui creuser une tombe mortuaire avec une tendresse toute policière. Loin de dépasser le cadre des mesures de bienfaisance administratives, l'Etat anglais en est revenu en deçà. Il ne fait plus qu'administrer les pauvres qui sont assez désespérés pour se laisser capturer et enfermer.

---

<sup>71</sup> Marx a extrait cette citation de l'ouvrage de Eugène BURET, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris, 1840, vol. 1, p. 152. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

## Propositions pour remédier à la déplorable situation ouvrière

Nous devons considérer la troisième proposition qui a entraîné et entraîne journellement, sur le plan pratique, des conséquences très importantes, à savoir la théorie malthusienne <sup>72</sup>.

Toute cette théorie — pour autant qu'elle nous intéresse ici — aboutit à ce qui suit : a) le niveau du salaire dépend de la proportion des bras qui s'offrent aux bras qui sont demandés. Le salaire peut donc s'accroître de deux manières : ou bien lorsque le capital qui met en mouvement le travail s'accroît si rapidement que la demande d'ouvriers augmente plus rapidement que leur offre ; ou bien lorsque la population s'accroît si lentement que la concurrence entre les ouvriers reste faible, de sorte que le capital productif n'augmente pas rapidement <sup>73</sup>.

Vous, les ouvriers, vous ne pouvez exercer aucune influence sur l'un des pôles du rapport, celui de la croissance du capital productif. En revanche, vous le pouvez bien sur l'autre : vous pouvez diminuer l'offre chez les ouvriers, c'est-à-dire la concurrence entre les ouvriers, en faisant le moins possible d'enfants.

Pour dévoiler toute la bêtise, l'abjection et l'hypocrisie de cette doctrine, il suffit de dire :

b) (ceci est à placer sous I : influence de l'accroissement des forces productives sur le salaire.) Le salaire s'accroît lorsque s'accroît la demande de travail. Cette demande s'élève lorsque le capital, qui met en mouvement le travail, s'élève, autrement dit lorsque le capital productif augmente.

Or il convient ici de faire deux remarques importantes :

1. Une condition essentielle de la hausse du salaire est la croissance aussi rapide que possible du capital productif. La condition principale pour que l'ouvrier soit dans une

---

<sup>72</sup> Cf. MARX, « *Le Salaire* », *Werke*, t. 6, p. 546-553. Marx a préparé ce manuscrit en liaison avec son étude sur *Travail salarié et Capital* (1847). Avant d'en arriver aux propositions malthusiennes pour remédier à la condition effroyable des travailleurs, Marx avait analysé deux autres propositions : 1) le *système des caisses d'épargne* grâce auquel les ouvriers réussiraient à participer à la gestion de la production et 2) l'*instruction* en général, et professionnelle en particulier, grâce à quoi s'effectuerait une promotion sociale. Si l'on y ajoute la proposition malthusienne de *régler l'offre et la demande des bras* par la limitation des naissances, soit le plein emploi, on a toute la théorie moderne du bien-être.

<sup>73</sup> En bon économiste vulgaire, Malthus ne se place jamais dans la sphère de la production, mais dans celle de la circulation, car, ce qu'il a en vue, c'est de régler le problème de l'offre et de la demande (de bras), en se plaçant délibérément au niveau brutal et bourgeois de la lutte pour la vie qui se déclenche lorsque les hommes se laissent aller à la concurrence.

En ce qui concerne le rapport entre le malthusianisme et le concept darwinien de la lutte pour la vie, cf. la lettre d'Engels à Lavrov du 12-17 novembre 1875, in MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, Moscou, 1970, t. 3, p. 507-510.

situation supportable est donc d'abaisser de plus en plus sa condition par rapport à la classe bourgeoise, en augmentant le plus possible la puissance de son adversaire — le capital. Autrement dit, l'ouvrier ne peut se trouver dans une situation supportable qu'à la condition d'engendrer et de renforcer la puissance qui lui est hostile, son propre antagoniste. A cette condition — produire cette puissance qui lui est hostile —, il voit s'écouler de celle-ci des possibilités d'emploi qui font à nouveau de lui une partie du capital productif et le levier qui augmente ce capital et lui imprime un mouvement de croissance accéléré.

Notons en passant que, si l'on a compris ce rapport entre le capital et le travail, les tentatives de conciliation de Fourier <sup>74</sup> ou d'autres apparaissent dans tout leur ridicule.

2. Après avoir expliqué ce rapport absurde, nous devons faire face à un argument encore plus important, à savoir : que veut dire croissance du capital productif — et dans quelles conditions se déroule-t-elle ?

Croissance du capital équivaut à accumulation et concentration du capital. Au fur et à mesure que le capital s'accumule et se concentre, il conduit, d'une part, au travail à une échelle plus grande et, par conséquent, à une nouvelle division du travail qui le simplifie encore davantage ; d'autre part à l'introduction du machinisme sur une plus grande échelle, avec l'emploi de nouvelles machines.

Cela signifie qu'à mesure que le capital productif s'accroît la concurrence entre les ouvriers grandit, parce que la division du travail est simplifiée et que chaque branche de travail devient plus accessible à tous.

La concurrence grandit, en outre, entre eux, parce qu'ils entrent dans la même mesure en concurrence avec les machines qui leur font perdre leur gagne-pain. En élargissant sans cesse l'échelle de la production alors que la concurrence entre les capitaux fait baisser de plus en plus l'intérêt de l'argent, la concentration et l'accumulation du capital productif entraînent donc les conséquences suivantes.

Les petites entreprises industrielles sont ruinées face à la concurrence des grandes et des pans entiers de la classe bourgeoise tombent dans la classe ouvrière. La concurrence entre les ouvriers augmente donc avec la ruine des petits industriels, suite fatale de l'accroissement du capital productif.

Tandis que l'intérêt de l'argent baisse, les petits capitalistes, qui auparavant ne participaient pas directement à l'industrie, sont poussés à y entrer — ce qui fournit de nouvelles victimes à la grande industrie. En conséquence, de ce côté également, la classe ouvrière s'accroît, et la concurrence entre les ouvriers s'aggrave.

---

<sup>74</sup> Dans son système, Fourier associait trois éléments de la production — le capital, le travail et le talent —, et il rétribuait chacun des associés proportionnellement à son concours en capital, en travail et en talent.

Comme l'accroissement des forces productives a pour effet le travail à une plus grande échelle, la surproduction momentanée devient une nécessité de plus en plus impérieuse, tandis que le marché mondial s'élargit de plus en plus et que la concurrence universelle s'accroît, de sorte que les crises deviennent de plus en plus violentes. Tout cela a stimulé momentanément les ouvriers à se marier et à se multiplier. Agglomérés et concentrés en masses toujours plus grandes, leurs salaires deviennent d'autant plus aléatoires. Toute nouvelle crise suscite donc immédiatement une concurrence beaucoup plus forte entre les ouvriers.

En somme, la croissance des forces productives, les moyens de communication plus rapides, la circulation accélérée, la rotation fébrile du capital, en augmentant encore la production dans le même temps, font nécessairement que l'on produise au maximum, suivant la loi de la concurrence. Cela signifie que la production s'effectue dans des conditions de plus en plus difficiles — et, pour soutenir la concurrence dans cet état de choses, il faut travailler sur une échelle sans cesse croissante, et le capital se concentre dans un nombre de mains toujours moins nombreuses. Or, pour que cette production à une échelle croissante soit fructueuse, il faut élargir constamment et démesurément la division du travail et l'application de machines.

Etant une partie du capital, l'ouvrier subit ces conditions toujours plus difficiles de la production. Il doit produire davantage pour un salaire moindre et donner plus de travail pour des frais de production en diminution constante. Le minimum lui-même est ainsi abaissé à une dépense de force plus grande, à des jouissances de la vie minimales.

En somme, l'accroissement des forces productives entraîne la domination renforcée du grand capital, une crétinisation et un simplisme toujours plus grands de la machine appelée ouvrier, la concurrence directe entre les ouvriers aggravée par la division plus grande du travail, par le machinisme, par la prime à la production mécanique, par la concurrence des couches ruinées de la bourgeoisie, etc.

Nous pouvons formuler cela de façon plus schématique :

Le capital productif se compose de trois éléments :

1. la matière première à transformer ;
2. les machines et les matériaux, tels le charbon, etc., nécessaires pour actionner les machines, entretenir les installations, etc. ;
3. la partie du capital destinée à subvenir aux ouvriers.

Or quel est le rapport entre ces trois éléments au cours du processus d'accroissement du capital productif ?

La croissance du capital productif implique sa concentration et son exploitation à une échelle sans cesse grandissante, la seule qui soit désormais rentable.

Une grande partie du capital sera donc convertie directement en instruments de travail et sera mise en œuvre comme tels — et plus les forces productives s'accroîtront, plus cette partie du capital convertie directement en machines sera grande.

L'accroissement du machinisme et de la division du travail permet de produire beaucoup plus dans un temps plus court. Il faut donc que la masse des matières premières s'accroisse dans les mêmes proportions. A mesure que le capital productif s'accroît, la partie du capital sous forme de matières premières s'accroît le plus. Reste la troisième partie du capital productif, destinée à la subsistance de l'ouvrier, c'est-à-dire la partie qui se change en salaire.

Quel est le rapport entre l'accroissement de cette partie aux deux autres ?

La disproportion croît en progression géométrique, et non arithmétique <sup>75</sup>.

Du fait de la division du travail accrue, un seul ouvrier produit autant que produisaient trois, quatre, cinq précédemment, et la machine produit le même effet à une échelle bien supérieure encore.

Dès l'abord, il saute donc aux yeux que la croissance des parties du capital productif converties en machines et en matières premières ne s'accompagne pas d'un accroissement comparable de la partie destinée au salaire. Sinon, le but recherché par l'emploi des machines et la division du travail accrue ne serait pas atteint. Il en résulte manifestement que la partie du capital productif destinée au salaire ne s'accroît pas dans la même mesure que la partie destinée aux machines et aux matières premières <sup>76</sup>. Bien plus, à mesure que s'accroît le capital productif, c'est-à-dire la puissance du capital comme tel, s'accroît aussi la disproportion entre le capital avancé en matières premières et en machines, d'une part, et le capital déboursé en salaires, d'autre part. Cela signifie que la partie du capital productif

---

<sup>75</sup> Marx renverse purement et simplement le schéma malthusien selon lequel c'est la population qui croît en progression géométrique.

Cependant, il faut remarquer que le capital, pour des raisons de valorisation dues au taux de profit, ne peut développer que l'industrie en progression géométrique. Il faudra un mode de production supérieur, non mercantile, pour éliminer l'opposition entre agriculture et industrie.

<sup>76</sup> Etant donné que le capital devient de plus en plus productif, un même ouvrier travaille une masse toujours croissante de matières premières et, avec l'augmentation du machinisme, il résulte que la composition organique plus élevée du capital entraîne une baisse croissante du taux de profit : « Le taux de profit varie donc en sens inverse du prix de la matière première. De là résulte notamment l'importance particulière, pour les pays industriels, d'avoir des matières premières à bas prix » (MARX, *Le Capital*, 1. III ; Editions sociales, t. 6, p. 124).

Il y a ainsi deux pôles de l'exploitation capitaliste ou mieux impérialiste — la force de travail ouvrière et les pays coloniaux ou dépendants, dont sont tirées les matières premières : « Si l'on excepte le salaire, c'est-à-dire le capital variable, l'élément le plus important de la production est la *matière première*. [...] La question revêt un aspect différent quant à la matière première : si son prix augmente, il se peut qu'il soit impossible de la reconstituer intégralement, une fois déduit le salaire, à partir de la valeur de la marchandise. De fortes fluctuations de prix provoquent donc des perturbations. *A de telles fluctuations sont particulièrement sujets les produits agricoles proprement dits, les matières premières de nature organique, etc.* Il s'ensuit que la demande de ces matières premières croît plus rapidement que l'offre — d'où l'augmentation de leur prix (et la baisse du taux de profit) » (*ibid.*, p. 158-159).

destinée au salaire devient de plus en plus petite par rapport à la partie réservée aux machines et aux matières premières <sup>77</sup>.

Dès lors qu'il a investi plus de capital en machines, le capitaliste est obligé d'avancer plus de capital dans l'achat de matières premières et de l'énergie nécessaire à actionner les machines. Or, s'il a employé auparavant 100 ouvriers, il ne lui en faut plus que 50 peut-être aujourd'hui. S'il voulait continuer d'employer les 100, il lui faudrait plus que doubler les autres parties du capital — ce qui accroîtrait encore la disproportion. Il en congédiera donc 50, ou bien les 100 devront travailler pour le salaire de 50 ouvriers auparavant. Il y aura donc des ouvriers surnuméraires sur le marché.

En améliorant la division du travail, il suffira d'augmenter le capital avancé en matières premières et, à la place de trois ouvriers, il y en aura peut-être un seul.

Supposons toutefois le cas le plus favorable. Le capitaliste donne à son entreprise une extension telle qu'il peut non seulement garder le nombre précédent de ses ouvriers — et il est clair que peu lui chaut d'attendre longtemps pour le faire —, mais encore de l'augmenter. Il lui faudra alors accroître la production dans des proportions énormes, et la disproportion entre le nombre d'ouvriers et les forces productives serait infiniment plus grande. La surproduction s'en trouverait accélérée et, à la crise suivante, il y aurait plus que jamais des ouvriers sans emploi.

Par conséquent, une loi générale découle nécessairement de la nature des rapports entre le capital et le travail : avec l'accroissement des forces productives, la partie du capital productif convertie en machines et en matières premières, c'est-à-dire le capital constant, s'accroît dans des proportions infiniment plus grandes que la partie destinée au salaire <sup>78</sup>. En d'autres termes, la part de la masse totale du capital productif qui revient en partage aux ouvriers se fait de plus en plus petite, de sorte que la concurrence entre eux devient de plus en plus violente. C'est dire que l'accroissement du capital entraîne la diminution

---

<sup>77</sup> Ce n'est pas le principe malthusien, mais le capital — supposant la domination du travail mort sur le travail vivant et, dans sa forme hyperdéveloppée, une importance écrasante de la matière première — qui donne ce résultat horrible, véritable clé de l'histoire contemporaine : les *pays clairsemés roulent les pays denses*. De fait, les Etats-Unis et la Russie, immenses pays pourvus de richesses minérales gigantesques, exploitent toutes les autres nations.

La genèse de l'hégémonie blanche sur les peuples de couleur dément les thèses malthusiennes : les Blancs étaient alors fort nombreux en Europe et leur colonisation fut la plus féroce là où les peuples de couleur étaient les moins denses (Amérique du Nord et du Sud, Afrique et Australie). Ils allèrent jusqu'à exterminer les indigènes là où ils étaient clairsemés (Etats-Unis, Canada, Australie, notamment), tandis qu'ils durent refréner leur brutalité là où la population était plus dense — en Asie, notamment en Chine et en Inde.

<sup>78</sup> Cependant, avec la productivité croissante du travail, la production de machines diminuera de prix, sans parler du fait que les machines s'avéreront toujours plus efficaces, si bien que la part du capital avancée en argent pour les machines n'augmentera pas — et de loin — dans la même proportion que les matières premières, dont le coût de production ne peut s'abaisser autant que celui des machines, puisqu'elles ne peuvent être produites autant que les machines par les machines, sans parler du fait que les matières premières, étant liées à la terre, sont grevées d'une rente.

proportionnelle des moyens d'occupation et de subsistance des ouvriers, si bien que la population ouvrière croît infiniment plus vite que ses moyens d'occupation<sup>79</sup>. Cet écart ne cesse de se creuser à mesure que le capital productif augmente en général.

Si l'on cherche à compenser la disproportion dont nous avons parlé plus haut, on ne fait que l'accroître en progression géométrique — et, pour la réajuster ensuite en période de crise, il faut l'accroître encore davantage.

Cette loi découle directement du rapport entre le capital et l'ouvrier : elle change la situation la plus favorable pour lui — l'accroissement rapide du capital productif — en situation défavorable pour l'ouvrier. De cette loi sociale, les bourgeois ont donc fait une loi de la nature, en affirmant que la population croît plus vite que les moyens d'emploi et de subsistance.

Ils ne veulent pas comprendre que c'est l'augmentation du capital productif qui implique cette contradiction croissante. Mais nous y reviendrons.

Les forces productives, notamment les forces productives socialisées par le travail des ouvriers eux-mêmes, non seulement ne leur sont pas payées, mais sont encore dirigées contre eux.

D'où une première absurdité.

Comme nous l'avons vu, lorsque le capital productif s'accroît — cas le plus favorable que supposent les économistes —, donc lorsque la demande de travail augmente relativement, la nature de l'industrie moderne et du capital fait que les moyens d'emploi pour les ouvriers n'augmentent pas dans la même mesure. Les mêmes facteurs qui font croître le capital productif augmentent plus rapidement encore la disproportion entre l'offre et la demande de travail ; en un mot, l'accroissement des forces productives augmente en même temps la disproportion entre les ouvriers et leurs moyens d'occupation. L'augmentation des moyens de subsistance et celle de la population n'y sont pour rien. Le déséquilibre résulte nécessairement de la nature de la grande industrie et des rapports entre le travail et le capital.

Mais, si le Capital productif n'augmente que lentement, s'il reste stationnaire ou diminue, le nombre des ouvriers est toujours trop grand par rapport à la demande de travail. Dans les deux cas, le plus favorable et le plus défavorable, il résulte du rapport entre le travail et le capital, de la nature même du capital, que l'offre de main-d'œuvre sera toujours supérieure à la demande de travail.

Il est absurde d'imaginer que la classe ouvrière dans son ensemble puisse décider de ne pas faire d'enfants — d'autant que sa situation fait au contraire de la satisfaction de

---

<sup>79</sup> Ainsi se creuse le fossé entre articles industriels et moyens de subsistance essentiellement tirés du secteur agricole, de sorte que l'agriculture se développera à un rythme bien moindre que l'industrie, et le progrès technologique ne pourra donc pas s'y réaliser dans la même mesure.

l'instinct sexuel son plaisir principal, en le développant même unilatéralement. Après avoir ravalé l'existence des ouvriers au niveau le plus bas, la bourgeoisie s'efforce encore de réduire au minimum leurs forces de procréation.

Au demeurant, il ressort de ce qui suit que la bourgeoisie ne prend pas très au sérieux cette phraséologie et ces remèdes bourgeois :

1. en substituant aux adultes les enfants, l'industrie moderne accorde une véritable prime à la procréation ;
2. la grande industrie exige sans cesse une armée de réserve d'ouvriers sans emploi pour les périodes de surproduction. Le but principal de la bourgeoisie, face à l'ouvrier en général, n'est-il pas d'avoir la marchandise-travail aussi bon marché, que possible ? Il faut donc que l'offre de cette marchandise soit la plus nombreuse possible par rapport à la demande, c'est-à-dire qu'il y ait la plus grande surpopulation possible.

La surpopulation correspond donc à l'intérêt de la bourgeoisie — et celle-ci sait bien que ses bons conseils ne peuvent être suivis par les ouvriers <sup>80</sup>.

Comme le capital ne s'accroît que s'il occupe des ouvriers, l'augmentation du capital implique celle du prolétariat Or nous avons vu qu'il est dans la nature du rapport entre le capital et le travail que l'augmentation du prolétariat doit se produire relativement plus vite <sup>81</sup>.

---

<sup>80</sup> Comme la médecine ne peut rien changer au fait que la société capitaliste augmente de plus en plus la pathologie, et que les dépenses de Sécurité sociale seront toujours à la traîne des maladies, les moyens de la contraception ne pourront pas changer en gros le taux de l'accroissement démographique, celui-ci étant déterminé par le développement inégal et heurté du capitalisme qui implique la plus-value, donc la surpopulation et la surproduction. L'intervention technique, plus ou moins consciente, dans ces rapports ne changera rien au déterminisme économique fondamental. Au contraire, ces interventions sont elles-mêmes déterminées par lui et sont ce qu'elles sont.

Il faudrait détruire la notion même de prolétariat, et donc les rapports de classe, pour changer les « lois de la population ». En effet, si, d'une part, le prolétariat se définit comme la force de travail vivante qui, dans le procès de production, est la seule source de la richesse, le capital constant ne faisant que répercuter dans le produit sa valeur (créée par le travail vivant), il est, d'autre part, de toute nécessité aussi, la souche de la « nation » qui a pour fonction — comme à Rome — d'engendrer et de reproduire la force de travail humaine, en faisant des enfants qui prendront la relève dans le procès de travail toujours plus large.

À Kautsky qui lui demandait ce qu'il pensait de la contraception, Engels répondait logiquement : « On ne va donc pas agrandir la corbeille de pain, mais la fameuse petite éponge. Ce qui n'empêchera nullement que ce procédé ou un autre peut être très pratique dans les familles bourgeoises pour maintenir le nombre des enfants en rapport avec la fortune, pour ne pas ruiner la santé de la femme par des accouchements trop fréquents, etc. Il n'en reste pas moins que cela demeure une affaire privée, entre l'homme et la femme et, de toute façon, du médecin de famille (moi-même, j'ai conseillé, dans ce cas, ce que vous appelez le « procédé de Raciborski »), et que nos prolétaires ne continueront pas moins, avant comme après, à faire honneur à leur nom avec une descendance prolifique » (10 février 1883).

<sup>81</sup> Par rapport aux moyens d'emploi du capital — ce qui est autre chose que les forces productives et le potentiel économique de richesses —, le prolétariat est toujours plus nombreux, ne serait-ce que pour

Cependant, la théorie qui se donne volontiers pour une loi de la nature — à savoir que la population s'accroît plus vite que les moyens de subsistance — est d'autant plus chère au bourgeois qu'elle lui donne bonne conscience qu'elle fait de sa dureté de cœur une vertu morale, en transformant des effets sociaux en effets naturels. Elle lui sert de prétexte pour considérer les privations et la ruine du prolétariat avec le même regard tranquille qu'il pose sur d'autres événements naturels, et lui permet enfin d'affirmer que le prolétariat est lui-même responsable de sa misère. Après tout, le prolétariat, en étant raisonnable, n'a qu'à mettre un frein à ses instincts, en empêchant, par son contrôle moral, la loi naturelle de prendre un tour pernicieux.

On peut considérer que la législation de l'assistance publique aux pauvres est une application de cette théorie. Dératisation, arsenic, maisons de travail (workhouses), paupérisation généralisée. Les moulins à bras et autres procédés de travail archaïques resurgissent en pleine civilisation elle-même et faisant corps avec elle. C'est la barbarie lépreuse, la barbarie en tant que lèpre de la civilisation. Les maisons de travail, bastilles à l'usage des ouvriers, la femme séparée, de l'homme...

## La théorie de la population

[Retour à la table des matières](#)

Quand on étudie l'économie d'un pays, on considère d'abord sa population : sa division en classes et sa répartition dans les villes et la campagne <sup>82</sup>. On poursuit par l'hydrographie, les différentes branches de production, l'exportation et l'importation, la production et la consommation annuelles, les prix, etc.

Il pourrait sembler de bonne méthode de commencer par la base solide qu'est le réel et le concret, c'est-à-dire d'aborder l'économie par la population qui constitue la racine et le sujet de tout le procès social de production. Toutefois, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que c'est faux. La population est une abstraction si je néglige, par exemple, les classes dont elle se compose. A leur tour, ces classes sont vides de sens, si j'ignore les éléments sur lesquels elles reposent, par exemple le travail salarié, le capital, etc. Or ces derniers impliquent l'échange, la division du travail, les prix, etc.

Si je commençais donc tout simplement par la population, j'aurais une vision chaotique de l'ensemble <sup>83</sup>. En revanche, si je procédais par une analyse de plus en plus poussée, j'en

---

satisfaire la demande dans la courte phase de boom de l'économie. Ce n'est tout de même pas les hommes qui vont constituer une entrave au développement du capital !

<sup>82</sup> Les passages suivants sont extraits de MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, 1857-1858, p. 21-22, 497-501.

<sup>83</sup> Dans ce texte, Marx définit sa méthode scientifique d'analyse, et — contrairement à Malthus qui établit sa théorie de la population à partir de prémisses abstraites — il suit l'évolution démographique à partir des conditions historiques et économiques réelles.

viendrais à des notions de plus en plus simples. En partant du concret dont j'aurais la perception, je passerais à des abstractions de plus en plus minces pour aboutir aux catégories les plus simples. Arrivé à ce point, il faudrait refaire le voyage en sens inverse pour aboutir de nouveau, enfin, à la population. Mais cette fois, je n'aurais pas une idée chaotique du tout, mais un riche ensemble de déterminations et de rapports complexes.

Historiquement, telle fut la première démarche de l'économie politique à sa naissance, Les économistes du XVII<sup>e</sup> siècle, par exemple, commencent toujours par un ensemble vivant, mettons la population, la nation, l'Etat, plusieurs Etats, etc. Mais, au moyen de l'analyse, ils finissent toujours par découvrir un certain nombre de rapports généraux abstraits qui sont déterminants, tels la division du travail, l'argent, la valeur, etc. Dès que ces catégories ont été plus ou moins élaborées et abstraites, ils échafaudent les systèmes économiques qui, à partir de notions simples — tels le travail, la division du travail, le besoin, la valeur d'échange —, s'élèvent jusqu'à l'Etat, la population, l'échange entre les nations et le marché mondial. C'est manifestement la méthode scientifique correcte. Le concret est concret parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, c'est l'unité de la diversité. Pour la pensée, il est un processus de synthèse et un résultat, non un point de départ. A nos yeux, il est le point de départ de la réalité, donc aussi de l'intuition et de la représentation...

---

Il constate d'emblée que, dans les sociétés de classes, dont la capitaliste est le sommet, ce n'est pas l'homme qui détermine sa production ou commande à la nature ambiante ou à la sienne propre. Etant lui-même aliéné, il est dirigé en tous sens par les rapports économiques qui le subjuguent et lui imposent leurs lois, de sorte qu'il n'est pas cause, mais effet, les déterminations matérielles ayant donc primauté sur les conditions et le développement de l'homme lui-même.

Dans l'étude démographique, Marx ne part donc pas de la population, mais y revient après avoir analysé les conditions économiques de chaque mode de production spécifique qui se développe dans des conditions de milieu déterminées. Dans le capitalisme, ces conditions de production se dressent en face des hommes comme des puissances objectives, réifiées et autonomes, et ce sont les lois de l'accumulation et du marché (concurrence) qui régissent la production et la distribution des hommes. Certes, à un stade donné de l'évolution des forces productives, ce rapport entre économie et hommes se renversera, et l'homme conquerra la primauté, en établissant des rapports collectifs rationnels avec les autres hommes et avec la nature, par l'intermédiaire d'une production consciente et communautaire, de sorte qu'il pourra dominer et contrôler son propre devenir et, par conséquent aussi, les lois de la population.

La théorie de la population de Marx-Engels s'inscrit dans tout cet arc historique immense, défini dès les *Manuscrits parisiens de 1844* comme le devenir, d'abord inconscient, puis conscient, de l'homme grâce à son travail.

Aujourd'hui, la surpopulation dans les deux sens — celle qui croupit dans la misère dans les pays qui manquent d'industrie, à laquelle vient s'ajouter maintenant l'immense armée de réserve industrielle et des chômeurs des pays développés, et celle des classes parasitaires que le capitalisme a développées au maximum pour consommer sa surproduction — devient catastrophique, et les phénomènes de la population, comme le phénomène de l'accumulation, échappent au contrôle des classes dirigeantes, la surproduction comme la surpopulation devenant, à la fin, catastrophiques pour le capital. Cette contradiction fatale devient alors un puissant levier de la révolution qui rétablira la mesure entre production des choses et celle des hommes. D'ores et déjà, l'humanité pressent qu'elle dispose de tous les moyens techniques et matériels pour dominer la nature ambiante aussi bien qu'humaine.

La méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret est, pour la pensée, la manière de s'approprier le concret, de le reproduire sous la forme du concret pensé. Mais ce n'est en aucune manière le procès de genèse du concret lui-même. La catégorie économique la plus simple, mettons la valeur d'échange, suppose une population, et celle-ci produit dans des conditions déterminées et implique, à son tour, un certain type de famille, de commune ou d'Etat, etc. Elle ne peut donc exister que sous forme d'un rapport unilatéral et abstrait au sein d'un ensemble concret, vivant et déjà donné. En revanche, comme catégorie, la valeur d'échange a une existence antédiluvienne...

Si nous ne considérons pas le temps de travail comme la journée d'un seul ouvrier, mais d'un nombre indéterminé d'ouvriers, tous les rapports de population interviennent à ce point ; les fondements de la théorie de la population sont donc à étudier dans le premier chapitre du Capital, au même titre que le profit, le prix, le crédit, etc. [...]

Si le travailleur est libre, c'est qu'il est déjà virtuellement un pauvre<sup>84</sup>. Par suite des conditions économiques, il est une pure force de travail vivante, c'est dire qu'il est assujéti aux besoins de la vie. Il subit tous les besoins sans disposer des moyens objectifs pour réaliser sa force de travail.

Si le capitaliste n'a pas besoin de surtravail, l'ouvrier ne pourra effectuer son travail nécessaire ni produire ses moyens de subsistance et, s'il ne peut les obtenir au moyen de l'échange, il ne pourra compter que sur les aumônes que d'autres voudront bien prélever sur leur revenu. En tant que travailleur, il ne peut vivre que s'il échange sa force de travail contre la fraction du capital constituant le fonds du travail. Pour lui, cet échange est fortuit, puisqu'il est lié à des conditions qui n'ont rien à voir avec celles de sa vie organique. C'est donc un pauvre virtuel.

Par suite des conditions de la production capitaliste, l'ouvrier doit produire toujours plus de surtravail, tandis que le travail nécessaire qu'il a rendu libre augmente par ailleurs. Les risques de sa paupérisation augmentent donc au fur et à mesure. En effet, au développement de surtravail correspond celui de la surpopulation<sup>85</sup>.

---

<sup>84</sup> Sa méthode amène tout logiquement Marx à situer les problèmes de population et de surpopulation de notre société bourgeoise dans le chapitre de l'accumulation — aussi bien primitive qu'élargie — du *Capital* (livre I). D'emblée, la dissolution du mode de production féodal, sous l'action corrosive de l'argent, a créé une énorme masse de bras libres qui sera mise à la disposition de l'argent-capital. Puis c'est à partir de cette accumulation de pauvreté ici, et de richesse là que continuera à se développer le mode de production capitaliste, créateur par excellence de surtravail et donc de surpopulation.

<sup>85</sup> Marx énonce d'emblée le rapport fondamental qui règle l'évolution de la population ou la masse de surpopulation, à savoir la création historiquement toujours plus massive de la plus-value. Les statistiques nous apprennent que 17 % de la population humaine consomment 87 % des richesses et de l'énergie du globe, et les seuls Etats-Unis, qui forment 6,5 % de la population mondiale, utilisent la moitié des matières premières produites dans le monde. A la folle surproduction de biens matériels dans quelques pays de capitalisme développé, où sont concentrés les moyens de production accumulés aux dépens de toute l'humanité, correspond la formidable expansion démographique dans les autres continents.

Chaque mode de production a ses propres lois de l'accroissement de la population et de la surpopulation, cette dernière étant synonyme de paupérisme. Ces lois se ramènent purement et simplement au rapport déterminé de l'individu vivant vis-à-vis de ses conditions de production et de reproduction, en tant que membre de la société, puisqu'il ne travaille et ne s'approprie qu'en société.

La dissolution de ces rapports prive tel individu ou telle partie de la population des conditions de reproduction propres à cette base déterminée. Ainsi se forme une surpopulation non seulement dénuée de toute ressource, mais encore dépouillée du moyen de se procurer par son travail de quoi subsister — c'est la masse des pauvres.

Ce n'est que dans le mode de production capitaliste que le paupérisme tire son origine du travail, et, qui plus est, du développement des forces productives du travail.

En somme, à un niveau déterminé de la production sociale, il peut y avoir ou non surpopulation, et ses effets peuvent varier. Chez les Anciens, les colonies d'émigrants constituaient, par exemple, une surpopulation, la population ne pouvant subsister plus longtemps dans le même espace sur la base matérielle de la propriété, c'est-à-dire les conditions de production données. Le montant de cette surpopulation peut paraître dérisoire, si on la compare avec celle qui existe dans les conditions modernes de la production. En outre, elle était loin d'être constituée par des pauvres, contrairement aux plébéiens romains du panem et circenses. La surpopulation, qui provoqua les grandes migrations de peuples, supposait encore d'autres conditions.

Dans toutes les formes de production archaïques, l'appropriation ne reposait pas sur le développement des forces productives, mais sur un certain rapport des individus avec leurs conditions de production (formes de propriété). Celles-ci représentaient autant d'entraves préalables aux forces productives, et l'on se contentait de reproduire les conditions existantes. En conséquence, l'accroissement de la population, qui résume à lui tout seul le développement de toutes les forces productives, devait trouver devant lui un obstacle extérieur, si bien qu'il apparaissait comme quelque chose qui devait être restreint. Les

---

Par définition, surproduction et surpopulation sont dissociées, et cela se traduit aussi par une localisation particulière du point de vue géographique ; les deux procès de production (celui des hommes et celui des marchandises) procèdent de fait dans des sphères différentes, mais toutes deux sont dominées par le capital. La crise actuelle démontrera que la surproduction d'hommes est non moins explosive que celle des marchandises, et elle unira le mouvement révolutionnaire de tous les continents contre le capitalisme.

La progression de la population mondiale au cours des siècles montre à l'évidence que l'expansion actuelle de la démographie, notamment dans le tiers monde, gagné en dernier par le procès d'accumulation capitaliste, correspond bien. à l'accumulation de plus en plus rapide du capital : « Depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, la population du monde a doublé une première fois en 400 ans [et encore le chiffre de la population était-il bas], puis une seconde fois en 200 ans et une troisième fois en 100. On estime qu'en ce moment même elle est en train de doubler en 50 ans et qu'elle doublera sans doute encore une fois en 25 ans. Transposé en chiffres, cela donne 375 millions en l'an 1250 ; 700 millions en 1650 ; un milliard 500 millions en 1850 ; deux milliards et demi en 1950 ; six milliards en 2000... » (cf. préface de Pierre THEIL à MALTHUS, *Essai sur le principe de population*, Gonthier, 1963, p. 8).

conditions de la communauté n'étaient compatibles qu'avec une masse déterminée de population.

Les limites de la population dépendent de l'élasticité de la forme de production déterminée ; elles varient, se contractent ou se dilatent, selon ses conditions. C'est pourquoi la surpopulation des peuples chasseurs est toute différente de celle des Athéniens<sup>86</sup>, et cette dernière de celle des Germains.

Le taux d'accroissement absolu de la population se modifie en conséquence, ainsi que le taux de surpopulation et de population. La base productive détermine à chaque fois la surpopulation, aussi bien que la population optimale. La population, c'est donc à la fois la surpopulation et la population qu'une base productive donnée peut créer. Les limites de la population adéquate indiquent en même temps celles de la surpopulation — ou, mieux, leur base est identique. De même, le travail nécessaire et le surtravail réunis forment le travail sur une base donnée.

Au demeurant, Malthus n'a pas inventé la théorie qui porte son nom ; il s'est contenté de s'en approprier la gloire en la diffusant avec le zèle d'un vrai curé. On relève deux choses importantes chez lui : d'abord, l'expression brutale qu'il donne à un principe brutal du capital ; ensuite, l'affirmation selon laquelle la surpopulation est un fait uniforme dans les diverses phases historiques du développement économique. Or, cela, il n'a pu le démontrer, car rien n'est plus dépourvu d'esprit critique que ses compilations d'ouvrages historiques et de récits de voyages qu'il a allégrement entassés pêle-mêle. Sa théorie est parfaitement erronée et puéile.

1. Il considère la surpopulation comme une donnée uniforme tout au long de l'histoire ; il n'en saisit pas les différences spécifiques. Il ramène donc des données très complexes et éminemment variables à un seul rapport, dont l'un des facteurs est la propagation naturelle de l'espèce humaine et l'autre la reproduction naturelle des végétaux ou des moyens de subsistance. Il les présente comme deux grandeurs, la première augmentant en fonction géométrique, la seconde en fonction arithmétique. Il transforme ainsi des rapports historiquement différents en un rapport numérique, bâti en l'air et fondé sur aucune loi naturelle ou historique.

Il suppose qu'il existe une différence fondamentale entre la reproduction des hommes et celle des végétaux. Notre singe de Malthus admet ainsi que l'accroissement de l'humanité, autrement dit le procès naturel de la propagation de l'espèce humaine, est un pur et simple processus naturel auquel il faut imposer des restrictions et des entraves artificielles pour qu'il ne s'effectue pas en progression géométrique.

---

<sup>86</sup> Dans le *New York Daily Tribune* du 22-3-1853, Marx a consacré un article passionnant sur l'« Emigration forcée » où il évoquait la régulation des populations dans les sociétés antiques, grecque et romaine (cf. trad. fr. in MARX-ENGELS, *Critique de l'éducation et de l'enseignement*, P.C.M., p. 178-179).

L'histoire aurait dû lui apprendre que la population se développe selon des rapports sociaux très divers, et que la surpopulation est, elle aussi, un rapport historique. La population n'est pas déterminée par des chiffres, ni par une limite absolue de productivité des aliments. Ce sont, au contraire, les conditions déterminées de production qui lui fixent ses limites et déterminent aussi le niveau de la surpopulation. Chez les Athéniens, par exemple, la surpopulation apparaît singulièrement faible.

En somme, les conditions de production déterminent le caractère de la surpopulation. Une surpopulation de libres Athéniens qui se transforment en colons se distingue tout à fait d'une surpopulation ouvrière que l'on embastille dans les workhouses (maisons de travail). De même, la surpopulation de mendiants qui, au Moyen Age, consomme le surproduit des couvents diffère de celle que créent aujourd'hui les fabriques <sup>87</sup>.

Malthus fait donc abstraction des lois historiques qui régissent le mouvement de la population. L'histoire de la nature de l'homme obéit certes aux lois naturelles, mais il ne faut pas confondre pour autant les lois purement naturelles de l'homme, à un certain niveau historique, avec le développement des forces productives déterminé par son propre procès historique déterminé. L'homme — naturel — de Malthus, abstrait de l'humanité historiquement déterminée, n'existe que dans son esprit, et, avec lui, le mode géométrique de la propagation de l'espèce. L'histoire et la propagation réelles ne lui ont pas appris que la propagation de son homme naturel est abstraite du procès historique ; au contraire, la propagation réelle lui apparaît comme une application de la théorie malthusienne.

Les conditions immanentes de l'histoire en ce qui concerne la population et la surpopulation lui apparaissent, à chaque niveau, comme autant d'obstacles artificiels qui ont empêché la population de progresser à la Malthus. Les conditions réelles dans lesquelles les hommes se produisent et se reproduisent historiquement lui apparaissent comme autant d'entraves à la reproduction de l'homme naturel, créature de Malthus.

---

<sup>87</sup> Les formes précapitalistes de surpopulation doivent soigneusement être distinguées de ses formes actuelles, puisqu'elles sont *abolies* dans celles-ci (non au sens de *supprimé*, mais de radicalement *transformé*).

Lorsque la production de dizaines, voire de centaines, de milliers de travailleurs (esclaves ou serfs) est appropriée par un seul individu, il saute aux yeux que celui-ci ne peut consommer à lui tout seul la totalité de ce produit : il y a surproduction en même temps que surpopulation, bien que la production soit suffisante pour tous.

C'est cette concentration qui a écarté de la production un grand nombre de personnes, et le propriétaire foncier patriarcal s'en fait une suite, ou clientèle, dont il subvient aux besoins et dont il se sert comme d'un instrument de puissance personnelle. On le voit, la production de plus-value implique une espèce de surpopulation, indispensable à la consommation de la surproduction.

Lorsque le capital surgit, il dissout les suites féodales qui consomment l'excès de valeurs d'usage produites par les serfs sous la domination du seigneur. Il le fait en substituant la valeur d'échange à la valeur d'usage, avec la diffusion de l'argent. Désormais, la surproduction est monnayée et dépensée par le propriétaire foncier lui-même soit en étant investie, soit en étant changée en articles de luxe (dont le nombre s'accroît avec le commerce extérieur). Chacun vit désormais en économie mercantile et utilise l'argent pour se procurer ce dont il a besoin — et la surpopulation change complètement de forme.

Au reste, la production de nourriture semble, à ses yeux, trouver des limites en elle-même, alors qu'elle est limitée et déterminée par l'action humaine. Les fougères recouvraient toute la terre. Leur reproduction a cessé, faute d'espace. Mais leur croissance ne suivait aucune progression arithmétique. On aimerait savoir où Malthus a constaté que la reproduction des libres produits naturels s'arrêtait de par leur propre mouvement, en dehors de tout obstacle extérieur. Il transforme les limites immanentes et historiquement variables de la propagation de l'espèce humaine en obstacles extérieurs, et ces derniers en lois naturelles de la reproduction de l'espèce.

2. Il rapporte sottement une quantité déterminée d'hommes à une quantité déterminée de nourriture<sup>88</sup>. Aussitôt, Ricardo<sup>89</sup> lui a opposé, à juste titre, que la quantité de céréales disponible n'a absolument rien à voir avec l'ouvrier sans emploi. En d'autres termes, ce sont les moyens de l'emploi, et non les moyens de subsistance, qui font entrer l'ouvrier dans la catégorie de la surpopulation. En réalité, il faut concevoir cette formule d'une façon plus générale encore, et la rapporter à la médiation sociale, grâce à laquelle l'individu est en mesure de se relier aux moyens de sa reproduction et aux produits, c'est-à-dire aux conditions de production et aux rapports de l'individu avec elles.

L'esclavage ne connaissait pas de limite à Athènes, car sa reproduction se situait en dehors des articles de première nécessité productibles. A-t-on jamais entendu dire qu'il y ait eu un excédent d'esclaves dans l'Antiquité ? Au contraire, le besoin en augmentait sans cesse. Il y existait néanmoins une surpopulation de non-travailleurs (au sens immédiat). Cependant, ils n'étaient pas trop nombreux par rapport à la nourriture existante, bien qu'ils eussent perdu les conditions grâce auxquelles ils auraient pu se l'approprier.

Les travailleurs surnuméraires, c'est-à-dire les êtres humains privés de propriété et aptes au travail, sont une invention propre à l'époque du capital. Les mendiants qui s'accrochaient aux couvents, dont ils contribuaient à manger les surproduits, appartiennent à la même classe que les courtisans qui forment la suite des princes et seigneurs féodaux. Les uns et les autres illustrent le fait que le surproduit ne pouvait alors être consommé tout entier par les rares individus qui se l'appropriaient. Les larbins de nos jours ne sont qu'une variante moderne des courtisans de jadis.

La surpopulation des peuples chasseurs, qui se révèle dans la lutte des différentes tribus entre elles, ne démontre en aucune manière que la terre ne pouvait nourrir un aussi petit nombre d'habitants. Elle démontre bien plutôt que les conditions de reproduction exigeaient un très grand territoire pour un petit nombre de chasseurs.

On ne trouve nulle part de rapport entre la population et la masse absolue — d'ailleurs inexistante — de moyens de subsistance. Il s'agit, en fait, d'un rapport avec les conditions de production et de reproduction de ces moyens qui englobent les conditions de la

---

<sup>88</sup> Cf. MALTHUS, *An Inquiry...*, p. 7, 15, 19.

<sup>89</sup> Cf. RICARDO, *On the Principles...*, p. 493, 495.

reproduction humaine aussi bien que celles de la population totale et de la surpopulation relative. Ce surplus est tout à fait relatif : il n'a aucun rapport avec les moyens de subsistance en général, mais avec le mode de leur production. C'est donc uniquement un excédent pour un niveau donné de développement.

3. À vrai dire, Malthus n'a rien à voir avec ce dernier point, à savoir l'effet dû à la rente foncière (qui exprime simplement le fait que Ricardo théorisait la phase économique, où l'agriculture était très en retard sur la manufacture ; ce décalage est inhérent à la production bourgeoise, bien qu'il soit éminemment variable. Mais tout cela n'a pas à être traité ici).

## Évolution de la population aux deux stades historiques de la production capitaliste

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les formes de surtravail exigent une augmentation de la population<sup>90</sup>. Dans la première phase du capitalisme, ce sera l'accroissement de la population OUVRIÈRE, puis, dans la seconde, celui de la population EN GÉNÉRAL, étant donné qu'il faut alors un développement de la science, etc. De toute façon, la population apparaît toujours comme la source première de la richesse...

Bien que l'augmentation des forces productives due à la division et à la combinaison du travail repose sur un accroissement absolu des forces de travail utilisées, celles-ci diminuent nécessairement par rapport au capital qui les met en œuvre.

Dans la première phase — celle du développement du surtravail absolu —, la masse de travail utilisée doit augmenter parallèlement au capital employé, tandis que, dans la seconde, elle augmente dans un rapport moindre, ou plus exactement en fonction inverse de la force productive...

La loi de la première phase, selon laquelle le nombre d'heures de surtravail augmente, se mue dès lors en celle selon laquelle le nombre des ouvriers nécessaires diminue.

La plus-value absolue est déterminée par la longueur absolue de la journée de travail au-delà du temps de travail nécessaire. Le temps de travail nécessaire produit simplement de la valeur d'usage, des subsistances. La journée de surtravail crée la valeur d'échange, la

---

<sup>90</sup> Cf. MARX, *Grundrisse, loc. cit.*, p. 655, 656, 657, 659-661.

Dans ce passage tout à fait fondamental, Marx a prévu clairement la phase seconde, actuelle, des *pays capitalistes développés*, où la masse des ouvriers productifs a tendance à diminuer — étant donné la monstrueuse accumulation du capital et de la technique, concentrée dans quelques rares pays du monde — par rapport aux spécialistes et tertiaires « cultivés » qui effectuent, en tant qu'agents salariés, les fonctions du capital.

richesse. C'est essentiellement la plus-value absolue qui est produite au cours du premier stade du travail industriel...

Au second stade, on produit essentiellement la plus-value relative, due au développement des forces productives de l'ouvrier. Par rapport à sa journée de travail, elle représente une diminution du temps de travail nécessaire, et, par rapport à la population, une diminution de la population ouvrière nécessaire (c'est donc une forme contradictoire). C'est sous cette forme que le mode de production capitaliste revêt directement un caractère industriel et révèle sa nature éminemment historique...

Le capital tend, bien sûr, à combiner la plus-value absolue et la plus-value relative, c'est-à-dire la plus grande extension de la journée de travail et l'augmentation croissante des journées de travail simultanées, tout en réduisant au minimum le temps de travail nécessaire, d'une part, et le nombre des ouvriers nécessaires, d'autre part <sup>91</sup>.

Voici comment se déroule le procès : avec une population ouvrière et une longueur de la journée de travail données, c'est-à-dire une longueur de la journée multipliée par le nombre des journées de travail effectuées simultanément, on ne saurait augmenter le surtravail que de manière relative, par une force productive accrue du travail, dont la possibilité est offerte par l'accroissement de la population et par la formation professionnelle (ce qui implique une certaine quantité de temps libre pour ceux qui ne travaillent pas ou ne travaillent pas directement, c'est-à-dire le développement des capacités intellectuelles, etc. : l'appropriation scientifique de la nature).

A un certain niveau de développement des forces productives, le surtravail ne peut être augmenté que d'une manière absolue, grâce à la transformation d'une partie plus grande de la population en travailleur et par un accroissement du nombre des journées de travail simultanément employées.

Dans un premier mouvement, la population ouvrière relative diminue, mais non son nombre absolu. Dans un second, la population ouvrière augmente. Ces deux tendances appartiennent de toute nécessité au capital. L'unité de ces deux tendances contradictoires — véritable contradiction vivante — se réalise seulement avec le développement du machinisme.

Au premier stade, le rapport entre la population inactive et ouvrière est faible. Au second stade, étant donné que la proportion de travail vivant exigé croît plus lentement que le volume du capital employé, le pourcentage de la population non travailleuse s'élève davantage que celui de la population laborieuse.

---

<sup>91</sup> Au stade développé, le capital s'efforce d'accroître la masse absolue des ouvriers, mais n'y parvient, au fond, qu'aux périodes de boom, tandis que, dans les pays du tiers monde, la prolétarisation avance à pas de géant : la combinaison des deux donne un accroissement absolu du nombre des ouvriers.

## Population et modes de production

[Retour à la table des matières](#)

Le retard involontaire de ma réponse m'a permis dans l'intervalle de recevoir votre brochure sur la question ouvrière. Je l'ai lue avec un certain intérêt<sup>92</sup>. J'ai été frappé, moi aussi, lorsque j'ai lu pour la première fois Darwin, par l'analogie remarquable entre son exposé sur la vie des plantes et des animaux et la théorie de Malthus. Seulement, j'en suis venu à une autre conclusion que vous, à savoir que rien ne discrédite autant l'évolution bourgeoise moderne que le fait qu'elle ne soit pas capable d'aller au-delà de formes économiques évoquant l'idée qu'on se fait du règne animal. Pour nous, les prétendues « lois économiques » ne sont pas des lois éternelles de la nature, mais des lois historiques, naissant et disparaissant à un moment donné, et le code de l'économie politique moderne — pour autant que les économistes l'ont dressé avec objectivité et exactitude — n'est pour nous que le système des lois et des conditions dans lesquelles la société bourgeoise moderne peut subsister, soit, en un mot : l'expression abstraite et le résumé des conditions de sa production et de ses échanges. En conséquence, pour nous, aucune de ces lois qui expriment des conditions spécifiquement bourgeoises ne survit à la société bourgeoise moderne. Les lois qui ont été plus ou moins valables pour toute l'histoire antérieure n'expriment précisément que des conditions communes à toutes les formes de société reposant sur la domination et l'exploitation de classe. Nous rangeons dans le premier groupe de lois ce que l'on appelle des lois (bourgeoises) de Ricardo, qui ne sont valables ni pour le servage féodal ni pour l'esclavage antique, et, dans le second groupe de lois, tout ce qui tient debout dans la théorie dite de Malthus.

Le curé Malthus a volé à ses prédécesseurs cette théorie comme toutes ses autres idées ; tout ce qui lui appartient, c'est l'application purement arbitraire des deux progressions géométrique et arithmétique. En Angleterre, cette théorie elle-même a été depuis longtemps ramenée à des proportions raisonnables par les économistes ; la population ne pèse pas sur les moyens de subsistance, mais sur ceux de l'emploi ; l'humanité serait capable de les accroître bien plus rapidement que ne le permettent les conditions de la société bourgeoise moderne. Pour nous, c'est une raison de plus pour déclarer qu'il faut faire tomber cette société bourgeoise qui est un frein au développement.

Vous-même, vous posez la question de savoir comment on pourrait mettre en harmonie l'accroissement de la population et celui des moyens de subsistance. Mais, hormis une phrase dans votre préface, je ne trouve pas la moindre tentative pour résoudre cette question.

---

<sup>92</sup> Cf. Engels à F. A. Lange, le 29 mars 1865.  
L'ouvrage de Lange auquel Engels fait allusion est *Die Arbeiterfrage in ihrer Bedeutung für Gegenwart und Zukunft beleuchtet*. Dans sa lettre à Marx du 11 mars 1865, Engels en dit qu'il est très confus, plein d'idées malthusiennes mêlées d'éléments darwiniens.

Nous partons de la prémisse que les forces mêmes qui ont créé la société bourgeoise moderne — la machine à vapeur, le machinisme moderne, la colonisation en masse, les chemins de fer et les navires à vapeur, le commerce mondial — et qui d'ores et déjà, au travers des crises commerciales permanentes, œuvrent à sa ruine et à sa destruction — que ces mêmes moyens de production et d'échange suffiront aussi à renverser, en très peu de temps, le rapport et à augmenter la force productive de chacun au point de pouvoir produire pour la consommation de 2, 3, 4, 5, 6 individus. Il sera possible de distraire assez d'énergies à l'industrie des villes pour appliquer à l'agriculture de tout autres forces que celles qui y agissent maintenant ; la science sera enfin employée dans l'agriculture à une grande échelle et avec la même cohérence systématique que dans l'industrie ; l'exploitation des régions d'une fertilité inépuisable, du fait de la nature elle-même, en Europe du Sud-Est et dans l'Ouest de l'Amérique sera entreprise à une échelle colossale, pratiquement inconnue jusqu'ici. Une fois toutes ces régions mises en culture, s'il se produit alors une pénurie, ce sera le moment de tirer la sonnette d'alarme.

On produit trop peu — telle serait la cause de tous les malheurs. Mais pourquoi produit-on trop peu ? Nullement parce que les limites de la production — même pour aujourd'hui et avec les moyens actuels — sont dépassées, mais bien parce que la limite de la production n'est pas fixée par le nombre des estomacs affamés, mais tout au contraire par le nombre des porte-monnaie capables d'acheter et de payer. La société bourgeoise ne peut pas et ne veut pas produire plus qu'il n'existe de moyens solvables. Les estomacs insolvable et le travail qui ne peut être utilisé avec profit, et qui n'est donc pas en mesure d'acheter, tombent dans la rubrique statistique des décès. Dès lors qu'un soudain boom économique fait croître l'industrie, comme cela arrive cycliquement, ce travail devient utilisable avec profit — et il touche de l'argent pour acheter, et l'on trouve toujours les moyens de subsistance nécessaires. Tel est l'éternel cercle vicieux dans lequel tourne toute l'économie bourgeoise. On suppose les conditions bourgeoises comme un tout, et alors on démontre que chaque partie de ce tout est une partie nécessaire — donc une « loi éternelle ».

L'Office pour l'émigration coloniale publie les chiffres suivants sur l'émigration d'Angleterre<sup>93</sup>, d'Écosse et d'Irlande vers toutes les autres parties du monde pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1847 au 30 juin 1852 :

---

<sup>93</sup> Cf. MARX, « Emigration forcée », *New York Daily Tribune*, 22 mars 1853 ; in *Werke*, t. 8, p. 541-545. Marx procède ici d'après la formule *definitio est negatio* : il oppose le développement de la population des sociétés esclavagistes, etc., de l'Antiquité à celui de la société bourgeoise. Dans les sociétés précapitalistes, la population est de manière immédiate une force productive, et sa forte croissance provoque un changement des rapports sociaux, alors que sous le capitalisme elle est déterminée par la base économique : selon l'expression de Marx, l'accumulation capitaliste est la variable indépendante et la population la variable dépendante.

	ANGLETERRE	ÉCOSSE	IRLANDE	TOTAL
1847	34 685	8 616	214 969	258 270
1848	58 865	11 505	177 719	248 089
1849	73 613	17 127	208 758	299 498
1850	57 843	15 154	207 852	280 849
1851	69 557	18 646	247 763	335 966
1852 (à juin)	40 767	11 562	143 375	195 704
Total	335 330	82 610	1 200 436	1 618 376

Et cet Office d'observer : « On admet que les neuf dixièmes de ceux qui émigrent par Liverpool sont des Irlandais. Les trois quarts des émigrants de l'Écosse sont des Celtes qui viennent ou bien des Hauts Plateaux ou bien de l'Irlande, via Glasgow. »

Ainsi donc, les quatre cinquièmes de toute l'émigration sont des Celtes d'Irlande, du Haut Plateau et des îles de l'Écosse. L'Économist de Londres remarque à propos de cette émigration :

*« Elle est la conséquence de l'effondrement du système social qui repose sur l'économie naine et la culture des pommes de terre. » Et d'ajouter — « L'émigration de la partie superflue de la population d'Irlande et du Haut Plateau écossais est une condition préalable indispensable pour toutes les espèces d'améliorations. [...] Les revenus n'ont aucunement souffert de la famine de 1846-1847, ni de l'émigration consécutive. Au contraire, ses revenus NETS ont atteint 4 281 999 £ en 1851, soit quelque 184 000 £ de plus qu'en 1843. »*

On précipite donc d'abord la population dans la misère, puis, si l'on ne peut plus rien extraire d'elle et qu'elle tombe à la charge du pays, on la chasse — et on fait le compte des revenus nets ! C'est là aussi le principe que Ricardo a inscrit dans son ouvrage si adulé, *Principles of Political Economy*. Si le profit annuel d'un capitaliste s'élève à 2 000 £, il n'a pas à se préoccuper s'il emploie cent ou mille ouvriers. « Le véritable revenu de la nation n'est-il pas identique ? », demande Ricardo. Si le revenu net d'une nation, de la rente foncière et du profit reste le même, il est égal, qu'il provienne de dix ou de douze millions d'habitants. Sismondi rétorque à cela dans ses *Nouveaux Principes d'économie politique* que, d'après cette opinion, peu importe que toute la population disparaisse et que le roi (à l'époque, il n'y avait pas encore de reine, mais un roi) reste tout seul au milieu de l'île, à condition qu'une machine automatique lui permette d'avoir les mêmes revenus nets, que

produisait auparavant une population de vingt millions. Cette notion grammaticale qui s'appelle a revenu net » ne subirait en effet aucun dommage dans ce cas.

Dans l'une de mes correspondances précédentes, j'ai déjà donné un exemple de la manière dont on « éclaircissait » les campagnes du Haut Plateau écossais. Voici un extrait du Galway Mercury qui illustre la manière dont on obtient de force l'émigration.

*« Dans l'ouest de l'Irlande, les gens meurent en masse dans les campagnes. Les domaines de Connaught se sont associés en silence pour extirper tous les petits propriétaires comme de la mauvaise herbe, en conduisant contre eux une véritable guerre d'anéantissement. [...] Dans cette province, des atrocités horribles se produisent quotidiennement, et le public n'en sait absolument rien. »*

Toutefois, ce ne sont pas seulement les habitants paupérisés de la verte île de l'Eire et du Haut Plateau écossais qui ont été balayés par les améliorations agricoles et par « l'effondrement du système social suranné ». Ce ne sont pas seulement les solides journaliers d'Angleterre, de Galles et de la basse Ecosse, auxquels les fonctionnaires de l'Office de l'émigration paient la traversée. La roue des « améliorations » passe même sur une autre classe qui était jusqu'ici la plus sédentaire d'Angleterre. Une soif d'émigration étonnamment vive se manifeste subitement parmi les petits métayers anglais, notamment parmi ceux qui possèdent un lourd terrain argileux. Les sombres perspectives de récolte, le manque de capitaux en vue d'entreprendre de vastes amendements sur leurs terres afin de pouvoir payer leur métayage ne leur laissent pas d'autre choix que de se chercher une nouvelle patrie et une nouvelle terre. Je ne parle pas ici de l'émigration suscitée par la soif de l'or, mais seulement des émigrations forcées en raison du système de métayage, de la concentration des domaines, de l'application des machines au travail de la terre et l'introduction de la grande production moderne dans l'agriculture.

Dans les Etats antiques, à Grèce et à Rome, l'émigration forcée, qui revêtait la forme d'instauration périodique de colonies, constituait un membre normal de la structure sociale. Tout le système de ces Etats était édifié sur une limitation déterminée du nombre de la population qui ne devait pas être dépassée sous peine de mettre en péril la base même de la civilisation antique. Mais pourquoi en était-il ainsi ? Parce que l'application des sciences naturelles y était entièrement ignorée dans la production matérielle. Pour rester civilisés, ils ne devaient rester qu'à un petit nombre. Sinon, ils eussent dû se soumettre à ce dur tourment corporel qui transformait le libre citoyen en esclave. Le défaut de forces productives rendait la citoyenneté dépendante d'un rapport numérique déterminé auquel il ne fallait pas toucher. Le seul remède en était donc l'émigration forcée.

C'est cette même pression démographique sur les forces productives qui poussa jadis les barbares des Hauts Plateaux d'Asie à envahir le Vieux Monde. C'était la même cause, encore que sous forme différente. Pour rester barbares, il fallait rester en petit nombre. C'était des peuples de pasteurs et de chasseurs, des tribus belliqueuses, dont le mode de

production exigeait pour chaque individu de larges étendues — comme c'est le cas aujourd'hui encore dans les tribus indiennes d'Amérique du Nord.

Mais il en va tout autrement de la grande émigration forcée à laquelle nous assistons aujourd'hui. Ce n'est pas le manque de forces productives qui crée désormais l'excédent de population, c'est l'accroissement des forces productives qui exige une réduction de la population et élimine l'excédent par la mort par inanition ou par émigration. Ce n'est pas la population qui pèse sur la force productive, mais la force productive sur la population.

Or je ne partage ni l'opinion de Ricardo, qui voit dans le revenu net un Moloch à qui il faut sacrifier sans murmure des peuples entiers, ni la conception de Sismondi qui, dans sa philanthropie hypochondriaque, veut conserver à toute force des méthodes surannées dans l'agriculture et souhaiterait au diable la science aussi bien que l'industrie — comme Platon bannit jadis les poètes de sa République. Dans la société, nous assistons à une révolution silencieuse, et nul ne peut lui échapper. Elle ne se préoccupe pas plus des existences humaines qu'elle ruine, qu'un séisme des maisons qu'il détruit. Il lui faut donc écraser les classes et les races qui sont trop faibles pour maîtriser les conditions de vie nouvelles<sup>94</sup>. Peut-il y avoir quelque chose de plus puéril et de myope que les conceptions de ces économistes qui croient le plus sérieusement du monde que ces misérables conditions de transition<sup>95</sup> signifient simplement que la société s'adapte à la frénésie d'accumulation des capitalistes, qu'ils soient propriétaires fonciers ou bourgeois d'argent ?

En Grande-Bretagne, le cours de ce processus est parfaitement clair. L'application de méthodes scientifiques à la production chasse les hommes des campagnes, en les concentrant dans les villes industrielles.

« Les commissaires de l'émigration, sauf à quelques tisserands de Spitalfields et de Paisley, n'ont fourni de secours à aucun ouvrier de l'industrie. Les quelques-uns qui ont émigré l'ont fait à leurs propres frais, et il n'y en a pas eu au fond », écrit l'Economist.

L'Economist sait parfaitement qu'ils n'eussent pu émigrer à leurs propres frais, et que la bourgeoisie industrielle ne les eût pas aidés dans cette entreprise. Où cela mène-t-il donc ? La population paysanne, l'élément le plus sédentaire et le plus conservateur de la société moderne, disparaît, tandis que le prolétariat moderne, précisément à cause du mode de production moderne, se concentre dans des centres puissants, tout autour des gigantesques forces productives, dont la genèse correspond au martyrologe des ouvriers. Qui empêchera les ouvriers de faire un pas de plus et de s'emparer de ces forces qui se sont

---

<sup>94</sup> Ce n'est pas que Marx considère les Irlandais, chassés de chez eux, comme une race ou une classe vaincue — au contraire (cf. *infra*, p. 127).

<sup>95</sup> Marx reconnaît la nécessité *historique* du capital, c'est-à-dire qu'il a constitué un progrès vis-à-vis du féodalisme, mais il souligne que c'est « une misérable condition *transitoire* » — ce qui signifie que c'est un régime désormais *condamné*, la tâche du prolétariat étant de l'abattre. Reconnaître la nécessité historique du capitalisme n'est pas revendiquer pour soi-même ses pompes et ses basses œuvres, puisque le capitalisme est l'œuvre *spécifique* de la *bourgeoisie*.

emparées jusqu'ici d'eux-mêmes ? Quelle est la puissance qui pourrait leur résister ? Aucune. En vain, on en appellera aux « droits de la propriété ». Les économistes bourgeois reconnaissent eux-mêmes que les révolutions modernes dans le mode de production ont détruit le système suranné de société et son mode de propriété. Ces révolutions ont déjà EXPROPRIÉ les hommes des clans écossais, les travailleurs parcellaires et les petits métayers irlandais, les libres paysans anglais, les tisserands, les innombrables artisans, et des générations entières d'enfants et de femmes qui travaillent désormais dans les fabriques ; elles exproprieront aussi les propriétaires fonciers et les patrons du coton, lorsque les temps seront mûrs.

Le ciel lance des éclairs sur le continent européen, mais la terre elle-même tremble en Angleterre où commence la véritable révolution de la société moderne.

Même si les socialistes de la chaire nous demandent avec obstination, à nous socialistes prolétariens, de résoudre pour eux le problème de savoir comment éviter la menace d'une surpopulation croissante et le risque consécutif d'un effondrement du nouvel ordre social, ce n'est pas pour moi une raison, tant s'en faut, pour leur faire ce plaisir<sup>96</sup>. C'est à mon sens pure perte de temps que de dissiper chez ces gens les doutes et perplexités qu'ils doivent à leur propre superscience et confusion. Ainsi ne vais-je pas, par exemple, réfuter toutes les horribles salades qu'un Schäffle, à lui tout seul, a élucubrées dans ses nombreux et volumineux compendiums. Il faudrait déjà un très gros volume pour corriger seulement toutes les fausses citations que ces messieurs ont extraites du Capital et mises entre guillemets. Qu'ils commencent donc d'abord à apprendre à lire et à recopier avant de réclamer que nous répondions à leurs questions.

Au reste, je ne considère pas du tout que cette question soit brûlante, alors que la jeune production de masse américaine et la véritable grande agriculture<sup>97</sup> commencent tout juste à nous menacer d'étouffement pur et simple sous le flot des moyens de subsistance — ce qui prélude à un bouleversement qui doit avoir pour conséquence, entre autres, de commencer à peupler la terre. Ce que tu en dis à la page 169-170 de ton ouvrage sur l'Influence de l'accroissement de la population sur le progrès de la société glisse un peu facilement sur ce point. Enfin, la révolution qui attend l'Europe exige assurément un fort accroissement de la population.

Les calculs d'Euler sur la population ont exactement la même valeur que ceux qui ont été effectués sur la couronne autrichienne qui, placée en l'an 1 de notre ère avec intérêts

---

<sup>96</sup> Cf. Engels à Karl Kautsky, le 1<sup>er</sup> février 1881.

<sup>97</sup> Effectivement, le mode de production capitaliste ne gagne véritablement l'agriculture qu'à la fin de son cycle, lorsque l'industrie est complètement développée, et nous avons constaté aussi en France qu'il a fallu attendre cet après-guerre pour que la plupart des petits cultivateurs soient expropriés. Comme le note Engels, le développement des Etats-Unis a longtemps été freiné par le manque de population, et aujourd'hui encore sa densité par kilomètre carré est beaucoup moins forte qu'en Europe occidentale.

composés, double chaque treize ans la valeur accumulée, autrement dit donne aujourd'hui la somme formidable d'environ  $1 \times 2^{144}/60$  florins — ce qui représente une masse de métal-argent plus grosse que la terre. Lorsque tu dis, page 169, que les conditions sociales existant en Amérique ne diffèrent guère de celles que l'on trouve en Europe, cela ne peut s'appliquer qu'aux grandes villes de la côte — et encore si l'on n'en considère que les aspects juridiques formels. La grande masse de la population américaine vit assurément dans des conditions qui sont extrêmement favorables à la croissance de la population. C'est ce que démontre le flux des émigrations. Néanmoins, il aura fallu plus de trente ans pour que sa population double. Il n'y a donc pas à se faire de souci.

Il existe certes la possibilité, abstraite pour l'heure, que le nombre des humains devienne si grand qu'il faille poser des limites à leur multiplication. Mais, si la société communiste devait à un moment donné se trouver obligée de régler également la production d'hommes, après avoir déjà réglé la production des choses, on peut affirmer que c'est précisément cette société — et cette société seule — qui pourra s'en acquitter avec succès. Attendre d'une telle société rationnellement organisée un résultat qui se développe déjà sans plan actuellement en France et en Basse-Autriche<sup>98</sup>, voilà qui ne m'apparaît pas bien difficile. De toute façon, ce sera l'affaire de ces générations de décider si, quand et comment elles voudront le faire, et quels moyens elles entendront employer à cet effet. Je ne me sens pas appelé à faire des propositions ou à donner des conseils à ce propos. Alors les humains seront certainement pour le moins aussi intelligents que nous.

Au reste, j'écrivais dès 1844 dans les *Annales franco-allemandes*, p. 109 :

*« Même si Malthus avait entièrement raison, ce ne serait qu'un motif supplémentaire pour entreprendre aussitôt cette révolution (socialiste), parce qu'elle seule pourra donner aux masses les capacités morales nécessaires à une limitation de leur instinct de reproduction que Malthus lui-même a présentées comme le remède le plus efficace et le plus simple contre la surpopulation<sup>99</sup>. »*

---

<sup>98</sup> La France, comme la Basse-Autriche, n'a connu pendant longtemps qu'un accroissement plus que modeste de sa population, contrairement aux autres pays d'Europe, du fait que l'économie de petite production marchande — par exemple, la paysannerie parcellaire — y prédomina longtemps. Or cette économie parcellaire serait détruite par un accroissement important de la population, puisqu'il faudrait morceler encore davantage les instruments de production. La natalité s'est donc adaptée, comme toujours — et cet exemple le montre lumineusement — à la nature des conditions économiques.

<sup>99</sup> Nous avons traduit tout le passage d'Engels extrait des *Annales franco-allemandes* dans le présent recueil, p. 57-65.

## Création de plus-value signifie surproduction et surpopulation

[Retour à la table des matières](#)

La plus-value est reconvertie en capital additionnel et se manifeste donc comme création de capital nouveau ou de capital élargi <sup>100</sup>. Le capital ne se réalise pas seulement, il crée encore du capital. Le procès d'accumulation est donc immanent au procès de production capitaliste ; il implique la création de nouveaux ouvriers salariés, comme de nouveaux moyens de réalisation et d'augmentation du capital existant, soit que le capital s'assujettisse des couches de population qui jusque-là lui échappaient encore, par exemple les femmes et les enfants, soit qu'il se soumette un nombre accru de travailleurs à la suite de l'augmentation naturelle de population.

À y regarder de plus près, on s'aperçoit que le capital règle, selon les exigences de son exploitation, la production des forces de travail et des masses humaines exploitées <sup>101</sup>. Le capital ne produit donc pas seulement le capital, mais encore une masse croissante d'hommes, substance grâce à laquelle seule il peut opérer comme capital additionnel. Le travail ne produit pas seulement — en opposition à lui-même et à une échelle sans cesse élargie — les conditions de travail sous forme de capital, le capital produit, sur une échelle toujours élargie, les travailleurs salariés productifs dont il a besoin. Le travail produit ses propres conditions de production comme capital, et le capital produit le travail, sous forme salariée, comme moyen de le réaliser comme capital.

La production capitaliste n'est pas seulement reproduction du rapport, elle en est la reproduction à une échelle toujours plus large. Dans la mesure même où, avec le mode de

---

<sup>100</sup> Cf. MARX, *Le Sixième Chapitre inédit du « Capital »*, 10/18, p. 259-260.

Dans les textes qui suivent, Marx explicite la loi capitaliste de la population selon laquelle la surproduction de capital par la création incessante de plus-value entraîne nécessairement une surproduction d'humains. Deux séries de textes de Marx — l'un sur la France, l'autre sur l'Irlande — illustrent ensuite l'évolution de la population qui caractérise la première phase capitaliste. A propos de la France, Marx montre qu'une faible population n'est pas bénéfique pour son approvisionnement en richesses, voire pour sa santé physique, et à propos de l'émigration irlandaise, créée par le capitalisme développé d'Angleterre, il note que l'excès de capital prévaut toujours sur l'excès d'hommes — ce qui réfute les craintes des malthusiens, puisque les forces productives croissent plus rapidement que la population.

<sup>101</sup> Par « masses humaines exploitées », il faut entendre non seulement celles qui ont trouvé du travail dans le procès de production, mais encore celles qui en sont exclues et, à l'avantage du capital, font pression sur les salaires et les conditions de travail de ceux qui sont occupés. En effet, le capital détermine non seulement le nombre des occupés, mais encore des chômeurs.

En homme de science qu'il est, contrairement à Malthus, Marx déduit les lois de la population de règles non pas abstraites du temps et de l'espace, mais déterminées par la base fondamentale de l'économie, qui varie selon les modes de production, voire évolue au sein de chacun d'eux.

Au début du capitalisme, alors que celui-ci est révolutionnaire et accroît de manière gigantesque les forces productives par comparaison au mode de production féodal, la population n'est guère en surnombre, puisque le phénomène de la surproduction n'est pas encore massif.

production capitaliste, se développe la force de production sociale du travail, la richesse accumulée en face de l'ouvrier augmente et le domine en tant que capital : le monde de la richesse gonfle devant l'ouvrier comme un monde qui lui est étranger et qui le domine, à mesure qu'augmentent pour lui pauvreté, gêne et dépendance. Son dénuement accompagne cette pléthore, tandis qu'augmente encore la masse de ce vivant moyen de production du capital qu'est le prolétariat ouvrier.

La croissance du capital va donc de pair avec l'augmentation du prolétariat : ce sont deux produits jaillissant aux pôles opposés d'un seul et même procès.

Le rapport est non seulement reproduit, mais il produit encore sur une échelle toujours plus massive, en créant toujours plus d'ouvriers et en s'assujettissant des branches de production sans cesse nouvelles. Tandis qu'il se reproduit — comme nous l'avons souligné, lors de la description du mode de production spécifiquement capitaliste — dans des conditions toujours plus favorables à l'un de ses pôles, celui des capitalistes, il se reproduit dans des conditions toujours plus défavorables à l'autre, celui des ouvriers salariés.

## Coup d'œil sur la France

[Retour à la table des matières](#)

« Les malthusiens anglais citent la France comme un pays “heureux” où la population se maintient à un niveau “inférieur au maximum” (!)<sup>102</sup>. » Ils sont évidemment aussi ignorants des circonstances françaises que le sont en Allemagne les commis-voyageurs du libre-échange à la Faucher des conditions anglaises. La dernière Enquête agricole permet de constater quelle est en France la situation du « prolétariat foncier », et le dernier ouvrage de M. Pierre Vinçard nous apprend quelle est la situation du prolétariat industriel. Le rapport du général Allard sur le projet de réforme de l'armée apporte quelques lumières sur la situation des masses populaires en France. Parmi les jeunes Français qui ont atteint l'âge

---

<sup>102</sup> Cf. MARX, *Das Kapital. Kritik der politischen Oekonomie*, erster Band, Buch 1 : « Der Produktionsprozess des Kapitals », Hamburg, Otto Meissner, 1867.

Ce texte, qui figurait dans la première édition allemande du *Capital*, n'a pas retrouvé sa place dans l'édition allemande à la fin du chapitre XXIII, ni dans l'édition française à la fin du chapitre XXV sur la loi générale de l'accumulation capitaliste.

Cette note de Marx témoigne de l'évolution heurtée, voire désastreuse, de la démographie en France, non en raison certes de particularités raciales françaises, mais du cours dramatique de son histoire et des déficiences de son économie. Est-il besoin de dire que cet exemple contredit à plein les thèses de Malthus sur la population, celui-ci voyant le bonheur dans une faible population qui n'est ici que la conséquence de la stagnation d'une économie petite-bourgeoise parcellaire dans l'agriculture, l'artisanat et le commerce qui entraîne une limitation des naissances pour permettre le maintien des structures naines de production et de propriété, antérieures au développement de la grande industrie moderne. L'industrialisation et l'accroissement démographique correspondant ne se sont vérifiés vraiment en France qu'une fois que l'empire colonial a été perdu et que la bourgeoisie a surmonté — grâce à la dégénérescence du mouvement ouvrier, symbolisée par le « Retrousser les manches » de Thorez en 1945 — sa sainte peur du prolétariat qui, depuis 1793, menaçait périodiquement son pouvoir.

de tirer au sort pour la conscription, il n'y en a que 198 000 de nubiles à l'âge de 21 ans. Ces 198 000 Français, à qui le règlement permet de fonder une famille, se décomposent dans les catégories suivantes : 12 000 dispensés, 20 000 libérés ou remplacés et 166 000 exemptés. De cette dernière catégorie, plus de 100 000 sont exemptés pour insuffisance de taille et autres déficiences, qui ne leur confèrent pas une aptitude spéciale pour le mariage. Plus de la moitié de ces jeunes gens entre dans la catégorie des infirmes et rachitiques que les Lacédémoniens auraient précipités du haut du Taygète. De l'autre moitié, un bon quart est composé de fils adultes de veuves, à qui leur situation de famille interdit pratiquement le mariage, un autre quart est formé de libérés, c'est-à-dire de membres des classes riches <sup>103</sup>. Voici ce qu'en dit la Liberté, organe d'Émile de Girardin, le 18 mars 1867 : « *La classe riche est la plus mauvaise pour ce qui est de la reproduction de la race. A la vérité, la statistique prouve que les aristocraties s'éteignent d'elles-mêmes et qu'après quelques siècles les races royales elles-mêmes tombent souvent dans le crétinisme et la folie héréditaire.* »

Sur le continent européen, l'influence de la production capitaliste, qui ruine la race humaine par l'excès de travail, la division du travail, l'assujettissement à la machine, les mutilations corporelles des enfants et des femmes, une vie misérable, etc., se développe parallèlement au gonflement de la soldatesque nationale, des dettes publiques, des impôts, de la stratégie distinguée, etc. Si cela continue, on aura inévitablement la vérification de la grave prophétie que lançait le demi-Russe et parfait Moscovite Herzen (ce bel esprit, soit

---

<sup>103</sup> Si l'on compare l'Angleterre (que l'on peut considérer comme le pays modèle d'un développement économique du capitalisme) à la France « retardataire », on constate deux choses : 1) qu'un essor régulier de l'accumulation capitaliste entraîne un développement conforme de la démographie, ce qui confirme 2) que l'économie détermine l'évolution démographique, qui n'est pas un phénomène « naturel », comme le voudrait Malthus.

En 1300, le Royaume-Uni avait une densité de 10 hab. au km<sup>2</sup> ; en 1600, de 17 ; en 1700, de 42. Sa croissance démographique a été continue et importante, comme son évolution économique qui a conduit ce pays à être le premier pays capitaliste industriel du monde. En 1800, cette densité était de 58, puis, après un essor formidable de son économie au XIX<sup>e</sup> siècle, elle a atteint 215 en 1900. Avec les guerres qui la ravageaient et les dissensions du féodalisme qui n'en finissaient pas, la France a eu une densité qui témoigne d'une évolution plus heurtée : en 1300, 40 ; en 1400, 28 ; en 1500, 42 ; en 1600, 50. De 1300 à 1400, elle s'est dépeuplée de 30 %, pour se repeupler, mais moins que l'Angleterre et même l'Allemagne. En 1900, elle était de 76 et de 96 en 1974. De 1900 à 1950 (soit avant la seconde vague massive de travailleurs étrangers à partir de 1965), 5 millions d'étrangers sont venus s'installer définitivement en France, et, n'était cet afflux de vie nouvelle, la population eût largement reculé au cours de cette période, car ces « étrangers » ont fait souche en France et abondamment procréé, ce qui a pour effet d'internationaliser le prolétariat de ce pays.

Cela confirme le rapport étroit existant entre accroissement de la population et taux d'accumulation capitaliste. Marx l'établit avec un soin particulier pour le Royaume-Uni au paragraphe 5a du chapitre XXIII du I<sup>er</sup> livre du *Capital*, où il donne la moyenne annuelle en % de l'augmentation de la population pour les décennies de 1811 à 1861 : 1,533, 1,446, 1,326, 1,216 et 1,141. Elle diminue encore de 1871 à 1931 : 1,130, 1,156, 1,115, 1,120, 1,108, 1,050 et 1,050. Comme l'Angleterre est un pays de vieux capitalisme, le niveau de l'accumulation y est très faible, et la population ne fait plus guère que se reproduire. Comme en France, aux États-Unis, en Allemagne de l'Ouest et de l'Est, le taux de fécondité, qui doit être de 210 pour assumer une même reproduction, oscille entre 200 et 140 depuis 1972.

dit en passant, a fait des découvertes sur le communisme « russe », non point en Russie, mais dans l'ouvrage du conseiller d'Etat prussien Haxthausen) : « *L'Europe se régénère par le knout et par l'injection obligatoire de sang kalmuck.* »

## Fabrication de surnuméraires par l'industrie et le colonialisme

[Retour à la table des matières](#)

Le machinisme provoque, d'une part, une augmentation directe de la demande en matières premières. C'est ainsi que la machine à égrener le coton a fait croître la production de coton<sup>104</sup>. D'autre part, le bas prix des produits manufacturés et le révolutionnement opéré dans le réseau des transports et des communications fournissent les armes pour conquérir les marchés extérieurs. En ruinant la production artisanale des autres pays, l'industrie mécanique les transforme par la force en terres de production des matières premières dont elle a besoin. C'est ainsi que l'Inde a été contrainte de produire du coton, de la laine, du chanvre, du jute, de l'indigo, etc., pour la Grande-Bretagne.

En rendant continuellement surnuméraires les ouvriers des pays où fonctionne la grande industrie, celle-ci cultive comme en serre chaude l'émigration forcée et la colonisation de pays étrangers, qui deviennent des sources d'approvisionnement en matières premières de la métropole. Ainsi l'Australie, par exemple, est-elle devenue une immense réserve de laine pour l'Angleterre. Une nouvelle division internationale du travail, imposée par les centres principaux de la grande industrie, convertit de cette façon une partie du globe en champ de production agricole pour l'autre partie, qui est la zone de production spécifiquement industrielle. Cette révolution entraîne des bouleversements dans l'agriculture, sur lesquels nous ne nous arrêtons pas ici.

## L'Irlande, première colonie anglaise

[Retour à la table des matières](#)

Des gendarmes, des curés, des avocats, des bureaucrates et des propriétaires de domaines seigneuriaux vivent en masse en Irlande où l'industrie fait complètement

---

<sup>104</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. 1, in *Werke*, t. 23, p. 474-475.

Marx relie ici les phénomènes de la population aux bouleversements que subit le mode de production avec le développement du machinisme. A propos de l'effet des inventions mécaniques sur le développement de l'esclavage aux Etats-Unis, cf. « La Crise en Angleterre », p. 58-59, in MARX-ENGELS, *La Guerre civile aux Etats-Unis*, 10/18.

défait<sup>105</sup>. On ne saurait comprendre de quoi vit toute cette faune de parasites, si la misère des paysans n'en constituait pas la contrepartie. Les « mesures de coercition » laissent des traces visibles partout, le gouvernement fourre son nez dans toutes les affaires, et il n'y a nulle trace du prétendu autogouvernement. L'Irlande peut être considérée comme la première colonie anglaise, et comme une colonie qui, en raison de sa proximité, est encore administrée dans le vieux style — et l'on constate ici déjà que la prétendue liberté civique des Anglais repose sur l'oppression des colonies. Dans aucun pays, je n'ai vu autant de gendarmes — et l'image du gendarme prussien éméché est parfaite ici avec les constables, armés de carabines, baïonnettes et menottes...

Dans tout l'Ouest, et en particulier dans la région de Calway, le pays est couvert de maisons paysannes en ruines, dont la plupart n'ont été abandonnées que depuis 1846 [à la suite de la famine des années 1845-1847 qui fit environ un million de morts]. Je n'ai jamais cru qu'une famine pût avoir une réalité aussi tangible. Des villages entiers sont en ruines, et, au milieu de tout cela, les magnifiques parcs des petits propriétaires fonciers, qui sont pratiquement les seuls à y habiter encore. Ce sont pour la plupart des avocats. La famine, l'émigration et le vidage des campagnes de leurs habitants ont eu ensemble ce résultat...

Que de fois les Irlandais n'ont-ils pas tenté de s'en sortir. Chaque fois, ils ont été écrasés, politiquement et industriellement. Au moyen d'une oppression systématique, ils sont devenus artificiellement une nation sous-prolétarisée (*verlumpt*<sup>106</sup>) — et désormais, c'est connu, ils ont pour vocation de fournir l'Angleterre, l'Amérique, l'Australie, etc., en putains, travailleurs occasionnels, maquereaux, truands, charlatans, mendiants et autres gueux. Ce caractère dépenaillé et canaille se retrouve dans l'aristocratie. Alors que les propriétaires fonciers sont partout ailleurs embourgeoisés, ils traînent ici dans la gueusaille. Leurs résidences sont entourées d'immenses et magnifiques parcs, mais tout autour c'est le désert, et on ne voit pas d'où peut bien leur venir l'argent. Ces gaillards sont à mourir de rire.

## Irlande. Emigration

C'est en Angleterre que l'on observe comment l'augmentation ou la diminution de la population ouvrière dans le cycle décennal de l'industrie exerce une influence sensible sur

---

<sup>105</sup> Cf. Engels à Marx, 23 mai 1856.

Engels rend compte à son ami d'un voyage en Irlande, pays qui apparaît comme la synthèse des régions arriérées et colonies de toute métropole industrielle sous le capitalisme.

<sup>106</sup> Pour qualifier ces nations, Engels utilise le terme de *verlumpt* qui se retrouve dans l'expression *lumpenproletariat*, ce qui met en évidence que ces nations sont paupérisées du fait des métropoles capitalistes, et constituent des nations-lazares, avec la précarité de vie qui caractérise la surpopulation de l'ère bourgeoise.

le marché du travail <sup>107</sup>. Nous prenons ce pays pour modèle, parce que le mode de production capitaliste y est développé, alors que, sur le continent, il se meut encore essentiellement sur le terrain non adéquat d'une économie paysanne. Bref, c'est en Angleterre que l'on saisit le mieux les effets produits par les besoins de valorisation du capital sur l'expansion et la contraction de la population.

Il faut remarquer tout d'abord que l'émigration du capital (c'est-à-dire la portion de revenu annuel placée comme capital à l'étranger, et notamment aux colonies et aux Etats-Unis d'Amérique) est, et de loin, supérieure, eu égard à l'augmentation annuelle de population. Au reste, les migrants anglais sont essentiellement des ruraux, fils de métayers, etc., et non pas des ouvriers. Jusqu'ici, l'émigration a été plus que compensée par l'immigration en provenance d'Irlande.

Aux périodes de stagnation et de crise, l'émigration tend à augmenter : c'est alors aussi que la portion de capital additionnel envoyée à l'étranger est la plus forte. Aux périodes où l'émigration humaine diminue, l'émigration de capital additionnel diminue aussi. Le rapport absolu entre capital et force de travail utilisée dans un pays est donc peu affecté par les fluctuations de l'émigration, puisque les deux mouvements sont parallèles. Si l'émigration prenait en Angleterre des proportions graves par rapport à l'augmentation annuelle de la population, c'en serait fait de sa position hégémonique sur le marché mondial <sup>108</sup>.

---

<sup>107</sup> Cf. MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 296-299. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Dans les extraits suivants, *l'Irlande* est au centre de la controverse entre Malthus et Marx, le premier y trouvant le modèle de sa théorie de la surpopulation, et le second se plaçant sur ce même terrain pour démontrer qu'il faut une naïveté de pédant pour appliquer aux conditions économiques du XIX<sup>e</sup> siècle et à son mouvement de la population correspondant un étalon emprunté au XIV<sup>e</sup> siècle (peste noire).

En effet, Malthus se fonde sur les effets de la peste noire qui, de 1347 à 1350, fit périr le quart de la population de l'Europe occidentale pour établir son fameux dogme selon lequel la misère provient de l'excès absolu de la population et que l'équilibre se rétablit grâce au dépeuplement.

Après la famine de 1846 qui anéantit en Irlande plus d'un million d'individus, Marx reprend la polémique avec Malthus et démontre, chiffres en main, que la misère dans les diverses provinces d'Irlande est en raison inverse à la densité de la population et non en raison directe, puisque le dépeuplement croissant de l'Irlande n'a amené qu'une baisse de sa production, une misère généralisée, abstraction faite de la couche de plus en plus réduite des gros propriétaires fonciers qui vivent de leurs rentes.

En fait, c'est le capitalisme qui, selon ses besoins, crée la surpopulation ou le dépeuplement. Ainsi, pour pallier ses crises de surproduction, suscite-t-il les guerres impérialistes qui visent en premier les maisons des civils, les usines et les habitants paisibles à l'arrière du front, en vue de résoudre la surproduction de gens et de capital qui empêche un moment le capital de faire des profits, la loi de la baisse tendancielle du profit ayant atteint le minimum de valorisation du capital après une longue période d'expansion de la production bourgeoise.

<sup>108</sup> Si nous comparons l'industrielle Angleterre à l'agriculture Irlande, nous voyons encore se confirmer la thèse de Marx selon laquelle l'accroissement de la population va de pair avec l'accroissement de la production. La Grande-Bretagne a vu l'indice de sa production industrielle passer de 1851 à 1955 de 100 à 1350. Sa population était en 1850 de 27,5 millions d'habitants ou, sans l'actuelle Eire, de 22 millions, alors qu'elle en a 54 millions en 1971, soit plus du double seulement. Depuis 1800, cette même

L'émigration irlandaise, depuis 1848, a contredit toutes les attentes et prévisions des malthusiens : 1) ils avaient proclamé qu'il est exclu que l'émigration dépasse le niveau de l'augmentation de la population. Les Irlandais, en dépit de leur pauvreté, ont résolu la difficulté en ce sens que ceux qui ont déjà émigré couvrent chaque année la plus grande partie des frais de voyage de ceux qui sont encore sur place ; 2) ces messieurs n'avaient-ils pas prédit que la famine, qui avait balayé un million d'Irlandais en 1847 et provoqué un exode massif, aurait exactement le même effet que la peste noire au XIV<sup>e</sup> siècle en Angleterre ? Or c'est exactement l'inverse qui s'est produit. La production a baissé plus vite que la population, et il en a été de même des moyens d'employer les ouvriers agricoles, bien que le salaire actuel de ceux-ci ne dépasse pas celui de 1847, compte tenu des variations du prix moyen des aliments. La population est pourtant tombée de 8 à 4,5 millions environ au cours de ces quinze dernières années. Toutefois, la production de bétail s'est quelque peu accrue, et lord Dufferin, qui veut convertir l'Irlande en un simple pâturage à moutons, a parfaitement raison lorsqu'il affirme que les Irlandais sont encore trop nombreux. En attendant, ils ne transportent pas seulement en Amérique leurs os, mais encore tout leur corps vivant : l'exoriarie *aliquis ultor*<sup>109</sup> sera terrible outre-Atlantique.

Jetons un coup d'œil sur l'évolution des principales denrées agricoles au cours des deux dernières années :

	1864	1865	Baisse
Blé	875 782	826 783	48 999
Avoine	7 826 332	7 659 727	166 605
Orge	761 909	732 017	29 892
Baies	15 160	13 989	6 171
Pommes de terre	4 312 388	3 865 990	446 398
Navets	3 467 659	3301 683	165 976
Lin	64 506	39 561	24 945

population a quadruplé, avec une densité de 229 aujourd'hui, alors que l'Irlande du Nord n'en est qu'à 103, et l'Irlande du Sud à 44. L'Irlande n'a donc pas pu combler son retard.

<sup>109</sup> La citation complète (tirée de VIRGILE, « Imprécations de Didon », *L'Énéide*, IV, 625) est : *Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor* (*Qu'un vengeur naisse un jour de nos cendres*). Effectivement, Marx souligne que les Irlandais sont bien vivants en Amérique — et les Etats-Unis ont vengé la malheureuse Irlande, en ravissant à l'Angleterre sa position hégémonique dans l'économie mondiale, ce qui, en théorie, préfigure le déclin et la mort du capitalisme dans le premier pays industriel du monde, de par les *simples* lois inhérentes au capital, le prolétariat étant l'exécuteur de cette sentence historique au moment de la révolution.

SOURCE OFFICIELLE : Agricultural Statistics d'Irlande, Dublin, 1866, p. 4.

Cependant, des individus s'enrichissent <sup>110</sup> alors que le pays se ruine rapidement, comme le montre l'évolution des gros revenus :

	1864	1865
Revenus entre 3 000 — 4 000 £	46	50
Revenus entre 4 000 — 5 000 £	19	28
Revenus entre 5 000 — 10 000 £	30	44
Revenus entre 10 000 — 50 000 £	23	25

Enfin, il y a trois personnes dont chacune a un revenu de 87 706 et trois autres dont chacune a 91 509. Cf. Income and Property Tax Return, 7 august 1886. Lord Dufferin, qui compte parmi ces « surnuméraires », a donc bien raison d'estimer que l'Irlande compte toujours encore trop d'habitants !

## Déportation et génocide comme bases de la richesse bourgeoise : l'Irlande

Pour conclure cette section (sur l'accumulation), nous devons passer d'Angleterre en Irlande <sup>111</sup>. Voyons d'abord les faits qui y sont décisifs.

---

<sup>110</sup> Ceux qui s'enrichissent, ce sont évidemment les gros propriétaires fonciers, dont les pâturages grandissent et se concentrent en peu de mains, tandis qu'ils s'appuient sur l'impérialiste Angleterre qui consomme la viande et le lait irlandais, le bétail profitant du dépeuplement humain.

<sup>111</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. 1, chap. XXV, sect. 6, « Illustrations de la loi générale de l'accumulation capitaliste ».

Dans ce passage, Marx décrit comment l'Angleterre hautement capitaliste projette ses conditions agraires catastrophiques sur le territoire irlandais, en le ruinant tout entier.

L'Irlande est ainsi le modèle classique — minutieusement étudié par Marx — des actuels pays du tiers monde, voire des innombrables régions sous-développées des métropoles industrialisées, dont le sol est pillé par le centre développé auquel ils servent d'atelier agricole, de réserve de main-d'œuvre et de matières premières, voire de lieu de plaisir et de tourisme, comme l'Ecosse, dont l'immense territoire avait été transformé en rendez-vous de chasse des classes dominantes anglaises.

Dans ces textes, Marx décrit soigneusement les diverses faces de l'« impérialisme » des métropoles qui suscitent une prolétarisation et une paupérisation massives des pays *dépendants* en général, qui n'attendent pas la seconde phase du développement capitaliste, avec la substitution des machines à la main-d'œuvre, pour subir la ruineuse surpopulation caractéristique de l'époque capitaliste. Ces malheureux pays subissent les ravages du capitalisme sous la forme du colonialisme, sans éprouver les effets « positifs » de l'industrialisation, ressentis essentiellement par les pays blancs.

La population de l'Irlande avait atteint en 1841 le chiffre de 8 222 664 habitants ; en 1851, elle était tombée à 6 623 985, en 1861, à 5 850 309 et, en 1866, à 5 millions et demi, soit à peu près au même niveau qu'en 1801. Le déclin commença avec la famine de 1846, de telle sorte que l'Irlande, en moins de vingt ans, perdit plus de 5/16<sup>e</sup> de sa population <sup>112</sup>. De mai 1851 à juillet 1865, la somme totale de ses émigrants s'éleva à 1 591 487 personnes, l'émigration des cinq dernières années, de 1861 à 1865, portant sur plus d'un demi-million. De 1851 à 1861, le nombre des maisons habitées diminua de 52 990. Dans la même décennie, le nombre des métairies au-dessous de 30 acres augmenta de 61 000 et celui des métairies de plus de 30 acres de 109 000, tandis que le montant total de toutes les métairies diminuait de 120 000, diminution qui était donc due exclusivement à la suppression des fermes de moins de 15 acres, autrement dit à leur centralisation.

La décroissance de la population s'accompagna naturellement d'une diminution de la masse de ce qui est produit. Il suffit pour notre but de considérer les cinq années de 1861 à 1866, pendant lesquelles plus d'un demi-million émigra, tandis que la population déclinait d'un tiers de million. [...]

En 1865, la catégorie « herbages » se gonfla de 127 470 acres du fait surtout que la superficie du sol désignée sous le nom de « terres incultes et marais tourbeux » (bog) diminua de 101 543 acres. Si l'on compare 1865 à 1864, la production de céréales diminua de 246 667 quarts (le quarter anglais équivaut à 290,78 litres), dont 48 999 de froment, 166 605 d'avoine, 29 892 d'orge, etc. La diminution des pommes de terre, malgré l'extension de la surface cultivée en 1865, a été de 446 398 tonnes, etc. [...]

L'augmentation des revenus du profit par an n'a été, de 1853 à 1864, que de 0,93 % en moyenne, alors qu'elle était de 4,58 % pour la même période en Grande-Bretagne.

L'Angleterre, pays à production capitaliste développée et à caractère essentiellement industriel, serait morte d'une saignée de population telle que l'a subie l'Irlande. Mais à présent l'Irlande n'est plus qu'un district agricole de l'Angleterre, séparé d'elle par un large canal, et qui l'approvisionne en blé, laine, bétail et recrues pour son industrie et son armée.

---

<sup>112</sup> Population de l'Irlande : en 1801, 5 319 869 habitants en 1811, 6 084 996 ; en 1821, 6 869 544 ; en 1831, 7 828 347 et, en 1841, 8 222 664. (Note de Marx.)

En 1866, au moment où Marx écrit, la population irlandaise était descendue à environ 5 millions et demi, soit à son niveau de 1800 ! La famine de 1846 avait fait mourir plus d'un million d'Irlandais, et deux millions d'autres émigrèrent, en direction des Etats-Unis surtout, qui accueillirent de 1851 à 1865 un million six cent mille personnes.

L'Irlande, contrairement aux attentes des malthusiens, ne s'est jamais relevée de cette catastrophe démographique. Aujourd'hui, elle est divisée en deux : l'Eire indépendante et l'Irlande du Nord toujours incluse dans le Royaume-Uni. D'après les données de 1971, la première a 2 972 000 habitants et la seconde 1 527 000 — au total 4 498 000.

Le dépeuplement a arraché à la culture beaucoup de terres, a diminué considérablement le produit du sol <sup>113</sup> et, malgré l'extension de la superficie consacrée à l'élevage du bétail, a provoqué dans quelques secteurs de l'élevage un recul absolu et dans d'autres un progrès quasi insignifiant, car il est constamment interrompu par des reculs. Toutefois, au fur et à mesure de la décroissance de la population, les revenus du sol et les profits des fermiers se sont élevés en progression continue, ceux des fermiers avançant avec moins de régularité que ceux des propriétaires fonciers. L'explication en est simple. D'une part, la concentration des petites fermes dans les grandes et la transformation des terres arables en pâturages permettaient de convertir une plus grande partie du produit brut en surproduit, lequel grandit bien que le produit brut, dont il constitue une fraction, diminue. D'autre part, la valeur monétaire de ce surproduit s'élevait plus rapidement que sa masse, en raison de la hausse que le prix de la viande, de la laine, etc., subissait au cours des vingt dernières années, et particulièrement des dix dernières.

Des moyens de production parcellarisés qui sont utilisés par leurs propres producteurs comme moyens de travailler et de se procurer les subsistances, sans jamais se valoriser en s'incorporant du travail d'autrui, ne sont pas plus du capital que le produit consommé par son propre producteur n'est de la marchandise. Ainsi donc, la masse des moyens de production employés dans l'agriculture diminuait en même temps que la masse de la population, tandis que la masse du capital employé augmentait du fait qu'une partie des moyens de production parcellarisés auparavant s'étaient convertis en capital.

Tout le capital de l'Irlande appliqué hors de l'agriculture, dans l'industrie et le commerce, s'accumula lentement au cours des vingt dernières années et subit constamment de fortes fluctuations. La concentration de ses parties constitutives individuelles n'en fut que plus rapide. Enfin, quelque faible qu'en ait été l'accroissement absolu, il est toujours considérable par rapport à la dépopulation progressive.

Il se déroule ici, sous nos yeux et sur une grande échelle, un processus tel que l'économie orthodoxe ne pouvait en rêver de plus beau pour vérifier son dogme que la misère naît de la surpopulation absolue et que l'équilibre se rétablit grâce au dépeuplement. Il s'agit là d'une expérience bien plus importante, au plan économique, que celle de la peste noire survenue au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle et tant glorifiée par les malthusiens <sup>114</sup>. Notons en passant que, s'il faut avoir la naïveté d'un maître d'école pour prétendre vouloir appliquer aux conditions économiques du XIX<sup>e</sup> siècle et à son mouvement démographique un étalon emprunté au XIV<sup>e</sup> siècle, il faut avoir l'ignorance de ses écoliers pour citer cette peste qui

---

<sup>113</sup> Si le produit diminue aussi relativement par acre, il ne faut pas oublier que l'Angleterre, depuis un siècle et demi, a indirectement *exporté le soi de l'Irlande* sans même concéder à ses cultivateurs les moyens de compenser la perte des éléments constitutants du sol. (Note de Marx.)

<sup>114</sup> Une effroyable épidémie de peste, appelée aussi peste noire, sévit de 1347 à 1350 en Europe occidentale. Elle fit périr environ 25 millions de personnes, soit le quart de l'ensemble de la population européenne.

décima l'Europe en étant suivie d'effets tout à fait opposés sur les deux côtés de la Manche : tandis qu'en Angleterre ce fut l'enrichissement et l'affranchissement de la population des campagnes, en France ce fut son appauvrissement et son asservissement plus complets <sup>115</sup>.

La famine de 1846 tua plus d'un million de personnes en Irlande, mais ce n'étaient que de pauvres diables. Elle ne diminua en rien la richesse du pays. L'exode des vingt années qui suivirent, exode qui est toujours en train de gonfler, décima les hommes, mais non les moyens de production en même temps — comme l'avait fait en Allemagne, par exemple, la guerre de Trente Ans. Le génie irlandais découvrit une méthode toute nouvelle pour arracher, comme par un coup de baguette magique, un peuple malheureux au théâtre de sa misère et le transporter à des milliers de lieues plus loin. Les émigrants transplantés en Amérique envoient bon an mal an de l'argent au pays pour couvrir les frais de voyage de ceux qui y sont encore. Chaque troupe qui part entraîne le départ d'une autre troupe l'année suivante. Au lieu de coûter à l'Irlande, l'émigration forme ainsi une des branches les plus lucratives de son commerce d'exportation. Enfin, c'est une méthode systématique qui ne creuse pas seulement un vide passager dans les rangs de la population, mais lui enlève chaque année plus d'hommes que n'en remplace la génération, de sorte que le niveau absolu de la population baisse d'année en année <sup>116</sup>.

Or quelles ont été les conséquences pour les travailleurs restés en Irlande et libérés de la surpopulation ? Que la surpopulation relative est aujourd'hui aussi grande qu'avant 1846, que le salaire réel est aussi bas et le travail plus exténuant et que la misère des campagnes conduit derechef le pays à une nouvelle crise. Les causes en sont simples. La révolution agraire a marché du même pas que l'émigration. La production d'une relative population surnuméraire a été plus forte encore que sa diminution absolue, cependant que la transformation de la terre arable en pâturage devait avoir en Irlande un effet plus grave qu'en Angleterre : ici l'élevage du bétail augmente avec la culture fourragère, là elle diminue. Tandis que de vastes surfaces de champs autrefois cultivés en Irlande sont désormais laissées en friche ou transformées en herbages permanents une grande partie du sol non cultivé et de marais tourbeux, non utilisés auparavant, servent à étendre l'élevage du bétail. Les métayers petits et moyens — je range dans cette catégorie tous ceux qui ne cultivent pas plus de cent acres — forment les huit dixièmes du total <sup>117</sup>. Ils sont de plus en

---

<sup>115</sup> On sait que l'Irlande est considérée comme la terre promise du « principe de population ». Avant de publier son traité de la population, Thomas SADLER lança contre Malthus son fameux essai *Ireland, its Evils and their Remedies* (2<sup>e</sup> éd., Londres, 1829), où il démontre, par la statistique comparée des différentes provinces de l'Irlande et des divers districts de ces provinces, que la misère y règne non en raison directe de la densité de la population, comme le veut Malthus, mais, au contraire, en raison inverse de cette dernière. (Note de Marx.)

<sup>116</sup> Pour la période de 1851 à 1874, le nombre total des émigrés s'est élevé à 2 325 922. (Note de Marx.)

<sup>117</sup> Selon un tableau de MURPHY dans *Ireland, Industrial, Political and Social*, 1870, les 94,6 % des métairies n'atteignent pas cent acres, alors que 5,4 % les dépassent. (Note de Marx.)

plus écrasés par la concurrence de l'exploitation agricole capitaliste et en conséquence fournissent sans cesse de nouvelles recrues à la classe des journaliers salariés.

La seule grande industrie de l'Irlande, la fabrication de lin, n'emploie qu'un petit nombre d'hommes adultes et, malgré son expansion depuis l'enchérissement du coton de 1861 à 1866, n'occupe qu'une fraction proportionnellement peu importante de la population. Comme tout autre grande industrie moderne, elle produit, en raison des fluctuations fréquentes au sein de sa sphère, une constante surpopulation relative, et ce même lorsque la masse humaine qu'elle absorbe augmente en chiffres absolus. La misère de la population agricole constitue le piédestal de gigantesques manufactures de chemises et autres, dont l'armée ouvrière est dispersée en majeure partie dans les campagnes. On y retrouve le système déjà décrit du travail à domicile, système où l'insuffisance des salaires et la surexploitation servent de moyens méthodiques pour rendre les ouvriers surnuméraires. Enfin, bien que le dépeuplement ne puisse avoir en Irlande les mêmes conséquences destructrices que dans un pays de production capitaliste développée, il ne laisse pas de provoquer des contrecoups durables sur le marché intérieur. Les vides que l'émigration y creuse resserrent non seulement la demande locale de travail, mais encore les recettes des petits épiciers, des artisans et gens de métier, etc. D'où cette diminution des revenus inférieurs à 60 £.

Un exposé clair de la situation des journaliers agricoles salariés en Irlande se trouve dans les rapports publiés en 1870 par les inspecteurs de l'administration de la Loi des Pauvres <sup>118</sup>. Les fonctionnaires d'un gouvernement qui ne se maintient en Irlande que grâce aux baïonnettes et à l'état de siège, tantôt déclaré, tantôt dissimulé, doivent éviter tous les écarts de langage que dédaignent leurs collègues en Angleterre ; néanmoins, ils ne permettent pas à leurs maîtres de se bercer d'illusions. A les en croire, le taux des salaires, toujours très bas dans les campagnes, s'est néanmoins élevé de 50 à 60 % durant les vingt dernières années, et la moyenne hebdomadaire en est maintenant de 6 à 9 sh. En fait, c'est une baisse réelle qui se cache sous cette hausse apparente, puisque celle-ci ne compense même pas la hausse des articles de première nécessité survenue dans l'intervalle — comme on peut s'en convaincre des comptes officiels d'une maison de travail (workhouse) irlandaise :

MOYENNE HEBDOMADAIRE DES FRAIS D'ENTRETIEN PAR TÊTE

Année finissant	Nourriture	Vêtements	Total
le 29 septembre 1849	1 s. 3 ¼ d.	0 s. 3 d.	1 s. 6 ¼ d.
le 29 septembre 1869	2 s. 7 ¼ d.	0 s. 6 d.	3 s. 1 ¼ d.

<sup>118</sup> Cf. *Reports from the Poor Law Inspectors on the Wages of Agricultural Labourers in Ireland*, Dublin, 1870. Voir aussi *Agricultural Labourers (Ireland) Return, etc.*, 8, march 1861. (Note de Marx.)

Le prix des moyens de subsistance de première nécessité est donc actuellement plus du double qu'il y a vingt ans, et celui des vêtements a exactement doublé.

Même abstraction faite de cette disproportion, on s'exposerait à commettre de graves erreurs si l'on comparait simplement les taux de rémunération exprimés en monnaie aux deux époques. Avant la famine, la grande masse des salaires agricoles était payée en nature, et le paiement en argent n'en constituait que la partie la plus minime, alors qu'aujourd'hui le paiement en argent constitue la règle. Il s'ensuit qu'en toute occurrence, quel que fût le mouvement du salaire réel, son taux monétaire ne pouvait que monter.

« Avant la famine, le travailleur agricole jouissait d'un lopin de terre où il cultivait des pommes de terre et élevait des cochons et de la volaille. Mais, aujourd'hui, non seulement il est obligé d'acheter toutes ses denrées alimentaires, mais encore il voit disparaître les recettes que lui rapportait autrefois la vente de ses cochons, de ses poules et de ses œufs » (loc. cit., p. 29, 1).

De fait, les travailleurs agricoles se confondaient autrefois avec les petits métayers et ne formaient en général que l'arrière-ban des grandes et moyennes fermes où ils trouvaient à s'employer. Ce n'est qu'à partir de la catastrophe de 1846 qu'ils commencèrent à former une véritable fraction de la classe salariée, une classe particulière n'ayant avec les patrons qu'un rapport salarial qui s'exprime en termes monétaires.

Nous savons quelles étaient les conditions de leur logement en 1846. Depuis lors, elles n'ont fait qu'empirer. Une partie des journaliers agricoles, qui décroît du reste de jour en jour, habite encore sur les terres des fermiers dans des taudis encombrés, dont l'horreur dépasse de loin tout ce que les campagnes anglaises nous ont présenté de pire en ce genre. Et, à part quelques districts de la province de l'Ulster, cet état de choses est partout le même : au sud, dans les comtés de Cork, de Limerick, de Kilkenny, etc. ; à l'est dans les comtés de Wexford, de Wicklow, etc. ; au centre, dans les comtés de King, de Queen, de Dublin, etc. ; enfin, à l'ouest, dans les comtés de Sligo, de Roscommon, de Mayo, de Galway, etc. « C'est une honte, s'écrie l'un des inspecteurs, c'est une honte pour la religion et la civilisation de ce pays » (loc. cit., p. 12).

Pour rendre aux cultivateurs l'habitation de leurs tannières encore plus agréable, on confisque systématiquement les lopins de terre qui y ont été attachés de temps immémorial.

« La simple conscience de cette mise au ban auquel les contraignent les propriétaires fonciers et leurs agents a suscité chez les ouvriers agricoles des sentiments correspondants d'antagonisme et de haine contre ceux qui les traitent pour ainsi dire comme une race proscrite » (ibid.).

Le premier acte de la révolution agraire fut de raser à une échelle très vaste et comme sur un mot d'ordre donné d'en haut les cabanes situées sur le champ de travail. Ainsi de très nombreux travailleurs furent contraints de chercher refuge dans les villages et les villes des environs. Là, on les jeta comme un déchet dans les mansardes, les antres, les caves et

autres recoins des pires quartiers. C'est ainsi que des milliers de familles irlandaises qui, au dire même d'Anglais imbus de préjugés nationaux, se distinguaient par leur rare attachement au foyer, leur gaieté insouciant et la pureté de leurs mœurs domestiques, se trouvèrent soudain transplantées dans les serres chaudes de la corruption, Les hommes doivent maintenant chercher du travail chez les fermiers voisins et ne sont loués qu'à la journée, en subissant donc la forme de salaire la plus précaire. De la sorte, « ils ont maintenant à effectuer de longs trajets pour arriver aux fermes et en revenir, souvent mouillés comme des rats et exposés à d'autres rigueurs qui entraînent souvent l'affaiblissement, la maladie et le dénuement » (loc. cit., p. 25).

« Les villes devaient accueillir d'année en année ce qui était censé être l'excédent de bras des districts ruraux » — et puis on trouve étonnant « qu'il y ait un excédent de bras dans les villes et les villages et un manque de bras dans les districts ruraux » (loc. cit., p. 27, 26). La vérité est que ce manque ne se fait sentir « qu'à l'époque des opérations agricoles urgentes, au printemps et à l'automne, tandis qu'aux autres saisons de l'année beaucoup de bras restent oisifs [...] qu'après la récolte, d'octobre au printemps, il n'y a guère d'emploi pour eux » et qu'ils sont, en outre, pendant les saisons d'activité « exposés à perdre de nombreuses journées et à subir toute sorte d'interruptions de travail » (loc. cit., p. 1, 32, 25).

Ces résultats de la révolution agraire, c'est-à-dire de la transformation des champs arables en pâturages, de l'emploi des machines, de l'économie la plus rigoureuse de main-d'œuvre, etc., sont encore aggravés par les propriétaires fonciers modèles, ceux qui, au lieu de manger leurs rentes à l'étranger, daignent résider en Irlande, sur leurs domaines. Afin que la loi de l'offre et de la demande ne soit pas enfreinte, ces messieurs « tirent désormais presque tout leur approvisionnement en bras de leurs petits fermiers qui se voient contraints de faire la besogne de leurs maîtres et seigneurs à un taux de salaire généralement inférieur au taux courant payé aux journaliers ordinaires, et ce sans égard aucun aux inconvénients et aux pertes qui dérivent du fait qu'ils sont obligés de négliger leurs propres affaires aux périodes critiques des semailles et de la moisson » (loc. cit., p. 30).

La précarité et l'irrégularité de l'emploi, le retour fréquent et la longue durée des chômages forcés, tous ces symptômes d'une surpopulation relative sont donc consignés dans les rapports des inspecteurs de l'administration des pauvres comme autant de griefs du prolétariat agricole irlandais. On se souvient que nous avons rencontré chez le prolétariat agricole anglais des phénomènes analogues. Mais il y a cette différence : en Angleterre, pays industriel, la réserve industrielle se recrute dans les campagnes, tandis qu'en Irlande, pays d'agriculture, la réserve agricole se recrute dans les villes qui sont le refuge des travailleurs chassés de leur campagne ; là, la population en surnombre de l'agriculture se convertit en main-d'œuvre manufacturière ; ici la population chassée dans les villes, tout en continuant à déprimer le niveau des salaires urbains, reste attachée à l'agriculture et se trouve constamment renvoyée dans les campagnes à la recherche d'un travail.

Dans leurs rapports officiels, les inspecteurs résument ainsi la situation matérielle des journaliers agricoles :

« Bien qu'ils vivent avec la frugalité la plus extrême, leurs salaires suffisent à peine à leur procurer, à eux et à leurs familles, la nourriture et le logement ; il leur faut d'autres recettes pour les frais de vêtement... L'atmosphère de leurs logis en plus d'autres privations a rendu cette classe particulièrement sujette au typhus et à la tuberculose » (loc. cit., p. 21, 13).

En conséquence, on ne s'étonnera pas que, d'après le témoignage unanime des rapporteurs, un sinistre mécontentement pénètre les rangs de cette classe, qu'elle souhaite le retour du passé, déteste le présent, désespère de l'avenir, « cède aux influences pernicieuses des démagogues » et n'a qu'une idée fixe : émigrer en Amérique. Tel est le pays de cocagne que la dépopulation a fait de la verte Irlande, selon la théorie de Malthus qui voit dans une faible population la grande panacée.

Il suffit d'un exemple pour illustrer la vie heureuse dont jouissent les ouvriers manufacturiers irlandais : « Durant ma dernière inspection dans le nord de l'Irlande, dit l'inspecteur de fabrique anglais Robert Baker, j'ai été frappé des efforts faits par un ouvrier irlandais spécialisé pour donner, malgré une pauvreté de moyens extrême, de l'éducation à ses enfants. Voici la reproduction textuelle de sa déclaration telle que je l'ai entendue moi-même ; qu'il soit un ouvrier qualifié, c'est ce qui ressort du simple fait déjà qu'il soit employé dans la fabrication de marchandises destinées au marché de Manchester. Johnson : « Je suis apprêteur, et je travaille du lundi au vendredi de six heures du matin à onze heures du soir ; le samedi, nous terminons vers six heures du soir et nous avons trois heures pour manger et nous reposer. J'ai cinq enfants. Pour ce travail, je gagne 10 sh. 6 d. par semaine ; ma femme travaille aussi et touche 5 sh. par semaine. Ma fille aînée, âgée de douze ans, garde la maison. C'est notre cuisinière et notre seule aide. Elle prépare les plus petits pour l'école. Une fille qui passe devant notre maison me réveille à cinq heures et demi du matin. Nous ne mangeons rien avant d'aller au travail. L'enfant de douze ans prend soin des plus jeunes pendant toute la journée. Nous déjeunons à huit heures, et pour cela nous allons chez nous. Nous prenons du thé une fois par semaine ; les autres jours nous avons une bouillie, tantôt d'avoine, tantôt de farine de maïs, suivant que nos moyens nous permettent de nous les procurer. En hiver, nous avons un peu de sucre et d'eau avec notre farine de maïs. En été, nous récoltons quelques pommes de terre que nous avons plantées sur un petit bout de terrain, et, quand il n'y en a plus, nous revenons à la bouillie. C'est comme cela d'un bout à l'autre de l'année, dimanches et jours ouvrables. Je suis toujours très fatigué le soir, une fois ma journée finie. Il nous arrive quelquefois de voir un petit morceau de viande, mais bien rarement. Trois de nos enfants fréquentent l'école pour laquelle nous payons 1 d. par

semaine. Le loyer se monte à 9 d. par semaine. La tourbe pour le chauffage coûte au moins 1 sh. 6 d. tous les quinze jours » (Reports of Insp. of Fact. for 31<sup>st</sup> oct. 1866, p. 96)<sup>119</sup>.

Voilà la vie de l'Irlandais, voilà son salaire !

En fait, la misère irlandaise est de nouveau le sujet du jour en Angleterre. A la fin de 1866 et au commencement de 1867, l'un des magnats terriens de l'Irlande, lord Dufferin, fournit ses propres solutions, dans les colonnes du Times, s'entend. « Quelle humanité chez un si grand seigneur ! »

En 1864, trois appropriateurs de plus-value ont empoché 262 819 £. sur les 4 368 610 du profit total réalisé en Irlande ; en 1865, ces mêmes virtuoses de l'« abstinence » s'attribuèrent 274 528 £ sur les 4 669 979. En 1864, 26 accapareurs raflèrent 646 377 £, et 28 d'entre eux 736 448 en 1865. En 1864, 121 s'attribuèrent 1 076 912 £, tandis que 150 touchèrent 1 320 906 £ en 1865. En 1864, 1 131 accapareurs de plus-value ramassèrent 2 150 818 £, soit presque la moitié du profit total de l'année, alors que 1 194 d'entre eux accumulèrent en 1865 plus de la moitié du profit annuel total, soit 2 418 833 £. Mais la part du lion qu'un nombre infime de grands terriens se taillent sur le revenu annuel du sol en Irlande comme en Angleterre et en Ecosse est si monstrueuse que la sagesse d'Etat anglaise préfère ne pas fournir sur la répartition de la rente foncière les mêmes matériaux statistiques que sur la répartition du profit. Lord Dufferin est l'un de ces magnats terriens. Pour lui, c'est une idée aussi extravagante que malsaine de penser que les rentes foncières et les profits puissent jamais dépasser la mesure ou que leur excès se rattache à l'excès de la misère populaire : Sa Seigneurie s'en tient aux faits. Et c'est un fait qu'à mesure que le nombre de la population irlandaise baisse celui de la rente foncière y grossit ; que le dépeuplement assure « le bien-être » aux propriétaires fonciers, donc au sol et conséquemment au peuple qui n'est qu'un simple appendice du sol. Il déclare donc qu'il reste encore trop d'Irlandais en Irlande, et que le flot de l'émigration n'en emporte pas assez.

Pour être tout à fait heureuse, l'Irlande devrait se défaire encore pour le moins d'un tiers de million de travailleurs. Et que l'on ne vienne pas dire que ce lord, d'ailleurs très poète, soit un médecin de l'école de Sangrado qui, toutes les fois que le malade empirait, ordonnait une nouvelle saignée — jusqu'à ce qu'il ne restât plus au patient ni sang ni maladie. Non, lord Dufferin ne réclame que 450 000 victimes, au lieu de deux millions, sans quoi il ne faut pas songer à établir le millénium en Irlande. La preuve en est vite faite.

---

<sup>119</sup> Marx a ajouté la note suivante dans l'édition française du *Capital*, pour souligner la différence de sort entre le travailleur irlandais surexploité et l'aristocrate ouvrier anglais :  
« L'inspecteur Baker ajoute au passage cité cette réflexion :  
« Comment ne pas comparer cet ouvrier qualifié à l'air maladif avec les puddleurs du sud du Staffordshire, florissants et bien musclés, dont le salaire hebdomadaire égale, voire dépasse, le revenu de plus d'un gentleman et d'un savant, mais qui, néanmoins, restent au niveau du mendiant pour ce qui est de l'intelligence aussi bien que du comportement ! »

NOMBRE ET ÉTENDUE DES MÉTAIRIES EN IRLANDE EN 1864

1		2		3	
Moins de 1 acre		De 1 à 5 acres		De 5 à 15 acres	
NOMBRE SUPERFICIE		NOMBRE SUPERFICIE		NOMBRE SUPERFICIE	
48 653	25 394	80 037	288 916	176 368	1 836 310
4		5		6	
NOMBRE SUPERFICIE		NOMBRE SUPERFICIE		NOMBRE SUPERFICIE	
136 578	3 051 343	71 761	2 906 274	54 247	3 983 880
7		SUPERFICIE TOTALE			
NOMBRE SUPERFICIE		(y compris tourbiers et terres incultes)			
31 927	8 227 807	20 319 924 acres			

De 1851 à 1861, la centralisation a détruit essentiellement les métairies des trois catégories allant de 1 à 15 acres. Ce sont elles qui doivent disparaître avant toutes les autres. Cela a donné 307 058 fermiers « en surnombre », soit, en calculant les familles à la moyenne très basse de quatre membres, 1 228 232 personnes. Avec l'extravagante supposition que l'agriculture absorbe un quart de ce nombre, une fois sa révolution accomplie, il en restera toujours 921 174 pour l'émigration. Comme chacun le sait en Angleterre, les catégories 4, 5 et 6, de 15 à 100 acres, sont trop petites pour la culture en grand du blé, et elles n'entrent même pas en ligne de compte pour ce qui est de l'élevage. Sur la base des prémisses ci-dessus, il faut donc qu'un autre contingent de 788 761 personnes émigre. Et, comme l'appétit vient en mangeant (fr.), les gros terriens ne manqueront pas de découvrir bientôt qu'avec trois millions et demi d'habitants l'Irlande reste toujours misérable, parce que surpeuplée, de sorte qu'il faudra la dépeupler davantage pour qu'elle accomplisse sa véritable destination : former un immense pacage, un herbage assez vaste pour assouvir la faim dévorante des vampires anglais <sup>120</sup>.

<sup>120</sup> De cette conclusion de Marx, Engels tire en 1881 l'arrêt définitif suivant sur toute la classe de rentiers fonciers : « C'est pour le moins un euphémisme de dire qu'en Angleterre l'aristocratie foncière est une classe inutile sur le plan économique, alors qu'elle est devenu un cancer qui ronge l'Irlande et l'Écosse, dont elle dépeuple la terre et les campagnes. Le seul « mérite » que peuvent revendiquer les propriétaires fonciers d'Irlande et d'Écosse, c'est qu'ils provoquent des famines qui chassent les expropriés outre-Atlantique ou dans l'Au-Delà pour les remplacer par des moutons ou du gibier » (cf.

Nous démontrerons jusque dans le détail dans le livre III de ce livre, 6<sup>e</sup> section, chapitre XXXVII, qui traite de la rente foncière, que la législation anglaise a été systématiquement exploitée par les différents propriétaires fonciers pour imposer de force une révolution agraire et pour réduire, grâce aux disettes et à la famine, la population d'Irlande au minimum qui convient aux grands propriétaires fonciers. Nous y traiterons aussi de la situation des petits métayers et ouvriers agricoles. Il suffit ici de citer Nassau W. Senior qui écrit dans son livre posthume *Journals, Conversations and Essays relating to Ireland* (2 vol., Londres, 1868) : « Comme le docteur G. le remarque fort justement, nous avons d'abord notre loi sur les pauvres, et c'est déjà une arme excellente pour assurer la victoire des propriétaires fonciers. L'émigration en est une autre. Aucun ami de l'Irlande (lisez : de la domination anglaise en Irlande) ne peut souhaiter que la guerre (entre les propriétaires fonciers et les petits métayers celtes) se prolonge, et encore moins qu'elle s'achève par le triomphe des métayers. [...] Plus cette guerre finira promptement, plus rapidement l'Irlande deviendra un pays de pacage avec la population relativement faible que comporte ce genre de pays, mieux cela vaudra pour toutes les classes. »

Les lois anglaises sur les céréales de 1815 assuraient à l'Irlande le monopole de la libre importation de céréales en Grande-Bretagne, en favorisant donc de manière artificieuse la culture des céréales. Ce monopole fut soudainement annulé en 1846 lors de l'abolition des lois céréalières. Abstraction faite de toutes les autres circonstances, ce seul fait suffit à donner une impulsion puissante à la conversion des terres arables en pâturages, donc à la concentration des métairies après l'éviction des petits métayers. Après avoir vanté de 1815 à 1846 la fertilité du sol irlandais et proclamé à grands cris que ce sol avait été destiné par la nature elle-même à la culture des céréales, les agronomes, les économistes et les hommes politiques anglais découvrirent subitement que ce sol ne se prête guère à d'autres productions que celle des fourrages. Léonce de Lavergne s'est empressé de le répéter de l'autre côté de la Manche. Il n'y a sans doute qu'un homme sérieux comme M. de Lavergne pour donner dans de telles balivernes.

En somme, les procédés rémunérateurs pour les propriétaires fonciers en Irlande ont aussi, comme toute bonne chose en ce monde, leur mauvais côté. Tandis que la rente foncière s'accumule en Irlande, les Irlandais s'accumulent en même proportion aux Etats-Unis. L'Irlandais évincé par le bœuf et le mouton resurgit de l'autre côté de l'Atlantique sous forme du révolutionnaire Fenian. Et en face de la reine des mers en déclin qu'est la Grande-Bretagne se dresse de plus en plus menaçante la jeune République gigantesque des Etats-Unis :

---

ENGELS, « Classes sociales nécessaires et superflues », *The Labour Standard*, 6 août 1881, trad. fr. dans *Le Syndicalisme*, t. 2, Maspero, p. 37-41).

En somme, les provinces et pays dépendants sont pressurés plus lourdement que les métropoles et centres capitalistes. Le capital ne s'y contente pas simplement du profit normal qui est en partie réinvesti. Ce sont les propriétaires fonciers qui y prélèvent le plus souvent une rente supplémentaire, de connivence avec le capital qui les téléguidé, à l'affût de surprofits.

Un destin funeste frappe les Romains  
Et le crime du fratricide <sup>121</sup>.

## Plagiat intellectuel et parasitisme social

[Retour à la table des matières](#)

Anderson était fermier de son état <sup>122</sup>. Son premier ouvrage, où il ne mentionne qu'incidemment la question de la rente, parut en 1777, à l'époque où, dans l'esprit du grand public, James Stuart dominait l'économie politique, mais où l'attention générale se tournait déjà vers les Richesses des nations publiées l'année précédente. En revanche, l'ouvrage du fermier écossais ne pouvait éveiller l'intérêt du public, puisqu'il n'abordait qu'une discussion d'ordre pratique sans traiter ex professo de la rente, dont il n'expliquait la nature qu'en passant. C'est encore incidemment qu'il évoque de nouveau sa théorie dans un ou deux de ses Essais dans l'ouvrage en trois volumes publié par ses soins à l'intention surtout des fermiers et des agriculteurs sous le titre : *Essays relating to Agriculture and Rural Affairs* (3 vol., 1777-1796, Edimbourg). Il en va de même pour son *Recreations in Agriculture, Natural History, Arts and Miscellaneous Literature*, publié en 1797-1802, à Londres. Mais tout se serait passé autrement si Anderson avait eu conscience de l'importance de sa découverte et s'il avait exposé ses idées dans un ouvrage particulier sous la forme d'une étude sur la nature de la rente foncière ou s'il n'avait possédé qu'un peu de talent pour monnayer ses idées, comme le fit si fructueusement son compatriote MacCulloch avec les idées des autres. Lorsque sa théorie fut reproduite en 1815, elle parut aussitôt sous la forme d'une analyse théorique particulière sur la nature de la rente, comme il ressort déjà du seul titre des deux ouvrages suivants : Malthus, *Inquiry into the Nature and Progress of Rent*, et West, *Essay on the Application of Capital to Land*.

Malthus s'est inspiré de la théorie de la rente élaborée par Anderson afin de donner pour la première fois à sa loi de la population un fondement réel, de caractère économique et

---

<sup>121</sup> Cf. HORACE, *Epodes*, VII « Aux Romains ».

De fait, le déclin de la suprématie anglaise a trouvé son origine principale dans le développement gigantesque de sa rivale américaine, et les deux guerres mondiales en ont signé les étapes inexorables, comme Marx l'avait *prophétisé scientifiquement*.

Un parallèle s'impose : c'est le poète de la puissance impériale de Rome qui en a chanté l'immoralité et en a signé aussi la condamnation en raison du péché du meurtre de Rémus par Romulus, à la limite de la « Ville éternelle ». Une semblable malédiction pèse, pour les marxistes révolutionnaires, sur la tête d'Albion, ce vampire de nos frères irlandais, comme sur tous les monstres étatiques et impérialistes des temps modernes, fondés sur le fratricide social de l'aliénation du travail humain. Ce qui fut mythe et poésie peut être, après deux mille ans d'expérience sociale, loi scientifique chez Marx qui a prévu dans *Le Capital* le même cycle pour la société bourgeoise que celui que subirent les sociétés de droit esclavagiste de vie et de mort sur autrui.

<sup>122</sup> Cf. *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/2, p. 107-110.

historique aussi bien que naturel, alors que sa sottise, empruntée à des auteurs antérieurs, sur la progression géométrique et arithmétique, n'est qu'une pure absurdité, une hypothèse parfaitement chimérique. Malthus sut aussitôt exploiter l'occasion. Comme il le souligne lui-même dans sa préface, Ricardo fit de cette doctrine de la rente l'articulation principale de tout son système d'économie politique et lui donna — abstraction faite de l'exactitude — une importance théorique toute nouvelle.

Ricardo ne connaissait manifestement pas Anderson, puisque, dans la préface de ses *Principes d'économie politique*, il considère West et Malthus comme les pères de la loi de la rente foncière. A en juger par la manière originale avec laquelle West présente cette loi, il est possible que lui aussi ait ignoré l'existence de l'œuvre d'Anderson — comme Tooke ne connaissait pas Steuart. Pour Malthus, c'est différent. Une comparaison attentive avec les travaux d'Anderson démontre qu'il connaissait ce dernier et l'a exploité. Malthus est du reste plagiaire de profession. Il suffit de comparer la première édition de son traité sur la population à l'ouvrage du révérend Townsend (*A Dissertation on the Poor Laws*, 1786) pour se convaincre qu'il ne l'utilise pas comme matériau d'élaboration, mais ne fait que le paraphraser ou le recopier textuellement en plagiaire servile qu'il est, sans faire la moindre mention de l'auteur, dont il dissimule même l'existence. Sa façon d'exploiter Anderson est caractéristique. Anderson a préconisé un système de primes à l'exportation du blé et de taxes sur l'importation des céréales, non pas pour servir les intérêts des landlords, mais parce qu'il estimait que cette législation diminuerait le prix de production du blé et assurerait un développement uniforme des forces productives de l'agriculture. Malthus reprit cette conclusion pratique d'Anderson parce que — en fidèle adepte de l'Eglise d'Etat d'Angleterre — il était le sycophante professionnel de l'aristocratie terrienne dont il justifiait, sur le plan économique, les rentes, sinécures, dissipations, ainsi que le manque de cœur. Il ne défend les intérêts de la bourgeoisie industrielle que pour autant qu'ils coïncident avec ceux de la propriété foncière, de l'aristocratie, c'est-à-dire s'opposent à ceux des masses, du prolétariat ; mais, dès que les intérêts de la bourgeoisie et de l'aristocratie divergent ou entrent en conflit, il prend fait et cause pour l'aristocratie, contre la bourgeoisie. C'est pour cette raison qu'il se fait le défenseur des « travailleurs improductifs », de la surconsommation, etc.

La différence entre le terrain qui donne de la rente et celui qui n'en donne pas, ou entre les terrains qui donnent des rentes inégales, Anderson l'explique par l'infertilité relative du sol qui ne donne pas de rente ou ne donne qu'une faible rente, comparé au sol qui donne de la rente ou donne une rente plus forte. Cependant, il prend soin de dire expressément que les degrés de fertilité relative de différents terrains, par conséquent, de l'infertilité relative des mauvais terrains comparés aux bons, ne touchent en rien à la fertilité absolue de l'agriculture. Au contraire, il met en évidence que la fertilité absolue de toutes les catégories de terrains peut être constamment augmentée — et doit l'être lorsque la population s'accroît ; il ajoute même que l'inégalité de la fertilité de terrains différents peut être

progressivement réduite. Il dit que le développement de l'agriculture anglaise à son époque ne peut donner une idée de ce que sera son développement dans l'avenir. Il indique de plus que le prix des céréales peut être élevé et la rente faible dans tel pays, tandis qu'un autre pays présente la situation contraire. C'est ce qui découle de son principe même, puisque, dans les deux pays, l'existence et le montant des rentes sont déterminés par les différences de fertilité entre les terrains existants et non par la fertilité absolue ni par la fertilité moyenne de ces terrains. Il en conclut que la fertilité absolue de l'agriculture n'a absolument rien à voir avec la rente. C'est pour cela qu'il se révéla plus tard — comme nous le verrons ci-après — l'ennemi décidé de la théorie malthusienne de la population, sans se douter que sa propre théorie de la rente avait servi de base à l'élucubration monstrueuse de Malthus. La hausse du prix des céréales qui se produisit en Angleterre de 1750 à 1801, par comparaison à la période de 1700 à 1750, Anderson ne l'explique pas du tout par la mise en culture de sols de moins en moins fertiles, mais par l'influence de la législation sur l'agriculture durant ces deux périodes. Or que fait Malthus ?

À la place de sa chimère — elle aussi plagiée — de la progression géométrique et arithmétique qu'il conserva comme phraséologie, il utilisa la théorie d'Anderson pour confirmer sa théorie de la population. Il ne maintient l'application pratique qu'Anderson fait de la théorie que pour autant qu'elle sert les intérêts des grands propriétaires fonciers — ce qui suffit à montrer qu'il n'a pas davantage qu'Anderson compris la liaison de cette théorie avec le système de l'économie politique. Sans se préoccuper de la démonstration en sens contraire fournie par Anderson, Malthus la tourna contre le prolétariat laissant à Ricardo le mérite de réaliser le progrès théorique et pratique : progrès théorique en ce qu'il détermine la loi de la valeur de la marchandise, etc., et explicite la nature de la propriété foncière ; progrès pratique en ce qu'il nie la nécessité de la propriété privée du sol sur la base de la production bourgeoise et s'oppose à toutes les mesures étatiques, tels que les droits sur le blé qui accroissent cette propriété foncière. La seule conclusion pratique pour Malthus fut de se faire le défenseur des droits douaniers protecteurs réclarnés en 1815 par les landlords, c'est-à-dire d'assurer son service de sycophante de l'aristocratie foncière et de justifier de nouveau la misère de ceux qui produisent la richesse, en faisant cette fois-ci l'apologie des exploiters du travail, autrement dit, à cet égard, d'assurer son service de sycophante des capitalistes industriels.

Ce qui caractérise Malthus, c'est sa vulgarité foncière de sentiments, vulgarité que seul peut se permettre le curé qui voit dans la misère humaine la punition du péché originel et qui a besoin en général de cette « vallée de larmes », ce qui ne l'empêche en même temps — à cause de ses grasses prébendes et à l'aide du dogme de la prédestination — de juger bon d'adoucir aux classes dirigeantes le séjour dans cette même vallée de larmes. Cette bassesse de sentiments se manifeste dans tout son exposé, Premièrement, dans le plagiat éhonté et systématique. Deuxièmement, dans les conclusions pleines d'égards pour les

classes dominantes et démunies d'égards pour les classes laborieuses qu'il tire de toutes ses prémisses.

## Développement des forces productives

- comme principe fondamental de Ricardo dans son appréciation des phénomènes économiques.
- Défense par Malthus des éléments les plus parasites au sein des classes dominantes.
- Réfutation pratique de la théorie malthusienne de la population par Darwin

[Retour à la table des matières](#)

Ricardo considère, à juste titre, que pour son époque la production capitaliste est la plus avantageuse pour la production en général, ainsi que pour la production de richesses<sup>123</sup>. Il veut la production pour la production, et en cela il a raison<sup>124</sup>. Si l'on voulait prétendre, comme certains adversaires sentimentaux de Ricardo, que la production en tant que telle ne doit pas être un but, on oublierait que produire pour produire signifie en fin de compte développer toutes les forces productives humaines, donc développer la richesse de la nature humaine posée comme fin en soi. Si l'on oppose à ce but le bien-être de l'individu — comme l'a fait Sismondi —, on prétend que le développement de l'espèce doit être arrêté pour assurer le bien-être de l'individu, que, par exemple, il ne faut jamais faire de guerre, puisque les individus y sont tués. Sismondi n'a raison qu'à l'égard des économistes qui masquent ou nient cet antagonisme. Ce qu'il ne comprend pas, c'est que le développement des capacités de l'espèce humaine, bien qu'il se fasse d'abord aux dépens de la majorité des individus et même de certaines classes, brisera finalement cet antagonisme et se confondra avec le développement de l'individu ; en conséquence, le développement supérieur de l'individu ne s'achète que par un procès historique où les individus sont sacrifiés. Nous faisons abstraction ici du fait que toute son argumentation est vaine, puisque,

---

<sup>123</sup> Marx, Théories sur la plus-value, Werke, 26/2, p. 110-114.

<sup>124</sup> Mais le devenir du mode de production capitaliste décidera de l'issue de la confrontation — contre Ricardo et pour Malthus. Les contradictions de la formule « production pour la production » empêcheront que tous les hommes profitent de la pléthore de produits à bas prix. C'est donc le faussaire et tricheur Malthus qui l'emporte, car c'est la formule d'une société exploiteuse de classe. Elle ne peut s'étendre à l'agriculture, parce que la rente y surcharge les prix et fournit un revenu aux classes parasites, tandis qu'elle grève l'approvisionnement à bas prix, d'une part, des matières premières pour la bourgeoisie industrielle et, d'autre part, des moyens de subsistance pour les ouvriers. Cette « inflation » jugule et domine de plus en plus le procès de production qui dégénère.

dans le règne humain aussi bien que dans le règne animal et végétal, les avantages de l'espèce triomphent toujours au détriment de ceux des individus.

La brutalité de Ricardo n'est donc pas seulement scientifiquement honnête, elle est scientifiquement nécessaire. Peu lui importe, par conséquent, que le développement des forces productives tue la propriété foncière ou les ouvriers.

Si ce développement dévalorise le capital de la bourgeoisie industrielle, il est, pour Ricardo, tout autant le bienvenu. Si le développement de la force productive du travail déprécie de moitié le capital fixe existant, où est le mal ? demande Ricardo. C'est que la productivité du travail humain a doublé. Voilà de l'honnêteté scientifique. Si la conception de Ricardo sert, en somme, les intérêts de la bourgeoisie industrielle, c'est uniquement parce que et pour autant que ces intérêts se confondent avec celui de la production ou du développement productif du travail humain. Dès qu'il y a conflit entre l'intérêt de la bourgeoisie et l'intérêt de la production, Ricardo est tout aussi impitoyable pour la bourgeoisie que, dans les autres cas, pour l'aristocratie et le prolétariat.

Mais Malthus ! Ce misérable ne tire des prémisses scientifiquement établies — toujours dérobées aux autres — que des conclusions qui sont agréables et avantageuses à l'aristocratie contre la bourgeoisie, et à ces deux classes contre le prolétariat. Aussi ne veut-il pas la production pour la production ; il veut qu'elle maintienne et consolide ce qui existe déjà et dans la mesure où elle avantage des classes dirigeantes. Son premier ouvrage montrait déjà de façon remarquable comment le plagiat peut réussir aux dépens des œuvres originales. Il y poursuivait le but pratique de démontrer, dans l'intérêt du gouvernement anglais et de l'aristocratie terrienne, que les tendances progressistes de la Révolution française et de ses adeptes anglais n'étaient, au point de vue « économique », que de l'utopie. C'était un pamphlet où il faisait le panégyrique de l'état de choses existant et déblatérât contre le développement historique. En somme, c'était la justification de la guerre contre la France révolutionnaire. Ses écrits de 1815 sur les droits douaniers protecteurs et la rente foncière avaient pour but de corroborer l'apologie faite antérieurement de la misère des producteurs, de défendre en particulier la propriété foncière réactionnaire contre le capitalisme « éclairé », « libéral » et « progressiste », de justifier surtout la réaction que la législation anglaise préparait dans l'intérêt de l'aristocratie contre la bourgeoisie industrielle. Enfin, ses *Principles of Political Economy*, dirigées contre Ricardo, avaient essentiellement pour but d'imposer aux exigences absolues du capital « industriel » et aux lois qui président au développement de sa productivité, des limites qui seraient « avantageuses » et « agréables » à l'aristocratie terrienne, à l'Eglise d'Etat, dont Malthus fait partie, aux gouvernants et à tous les budgétivores. Or, de l'homme qui ne cherche pas à expliquer la science par elle-même, mais s'efforce de l'accommoder à ses intérêts propres, en faisant des emprunts qui lui sont extérieurs et étrangers, je dis qu'il est vil.

Ricardo n'a rien de vil lorsqu'il met les prolétaires sur le même rang que les machines, les bêtes de somme ou les marchandises : de son point de vue, la « production » exige que les prolétaires ne soient que de simples machines ou des bêtes de somme, et parce qu'ils ne sont, en fait, que de pures et simples marchandises dans la production capitaliste. Voilà qui est stoïque, objectif, scientifique. Toutes les fois qu'il peut le faire sans pécher contre sa science, Ricardo reste le philanthrope qu'il ne cessa d'être dans la pratique. Le curé Malthus, lui aussi, pour les besoins de la production, ravale l'ouvrier au rang de bête de somme, mais il le condamne, en outre, à mourir de faim et à vivre dans le célibat. Cependant, lorsque la même exigence de la production vient à diminuer la « rente » du landlord, la dîme de l'Eglise officielle, les privilèges du budgétivore, ou à heurter la fraction de la bourgeoisie dont l'intérêt freine le progrès de la production que défend l'autre fraction de la bourgeoisie industrielle — en un mot, quand il en va de l'intérêt de l'aristocratie opposée à la bourgeoisie, ou de l'intérêt de la bourgeoisie conservatrice et stagnante opposée à la bourgeoisie progressiste —, dans tous ces cas, le « calotin » Malthus ne sacrifie pas l'intérêt particulier à la production, mais fait de son mieux pour sacrifier les exigences de la production à l'intérêt particulier des classes dirigeantes ou de certaines fractions de celles-ci ; et, à cette fin, il falsifie ses conclusions scientifiques.

Telle est sa bassesse scientifique, son péché contre la science, sans parler de ses plagiats éhontés et systématiques. Les conclusions scientifiques de Malthus sont pleines de sollicitude pour les classes dirigeantes en général et pour les éléments réactionnaires de ces classes dirigeantes en particulier ; il falsifie la science pour servir ces intérêts. En revanche, elles sont brutales à l'égard des classes opprimées. Qui plus est, il n'est pas seulement brutal, mais affecte encore la brutalité, s'y complaît avec cynisme et exagère les conséquences pour autant qu'elles sont dirigées contre eux qui vivent dans la misère ; il dépasse même de loin la mesure de ce qui pouvait justifier scientifiquement son point de vue.

La haine de la classe ouvrière anglaise contre Malthus, ce calotin crieur de marché, comme Cobbet le désigne rudement, est donc pleinement justifiée. Avec un instinct judicieux, le peuple a compris qu'il avait devant lui non un homme de science, mais un avocat acheté, plaidant la cause des ennemis du peuple, thuriféraire éhonté des classes dirigeantes.

Celui qui a trouvé une idée peut l'exagérer tout en restant honnête ; le plagiaire qui l'exagère fait une affaire de ses exagérations.

Dans sa première édition, l'ouvrage de Malthus *On Population* n'apporte absolument rien de nouveau sur le plan scientifique, c'est une triviale capucinade, une version à la Abraham a Santa Clara<sup>125</sup> des thèmes traités par Townsend, Stewart, Wallace, Herbert, etc.

---

<sup>125</sup> Marx fait allusion à un frère prêcheur catholique (1642-1709), connu pour l'excentricité de ses discours et écrits.

Il veut en imposer surtout par sa forme populaire. Faut-il dès lors s'étonner qu'il se soit surtout attiré la haine populaire ?

Malthus n'a qu'un seul mérite : face à la misérable théorie de l'harmonie préconisée par l'économie politique bourgeoise, il met l'accent sur ses discordances avec une complaisance particulière. Bien qu'il n'ait pas lui-même découvert ces discordances, il les étale avec un zèle de vrai curé, les amplifie et les claironne sur le marché.

Charles Darwin, *On the Origin of Species by Means of Natural Selection, or the Preservation of Favored Races in the Struggle for Life* (2<sup>e</sup> éd., Londres, 1860), écrit dans son introduction : « Dans le prochain chapitre, nous allons étudier la lutte pour la vie parmi les êtres organiques du monde entier, telle qu'elle découle inévitablement de leur capacité tout à fait géométrique d'accroissement. C'est l'application de la théorie de Malthus au règne animal et au règne végétal tout entier. »

Dans son remarquable écrit, Darwin ne s'aperçoit pas qu'il renverse la théorie de Malthus, en découvrant la progression géométrique dans les règnes animal et végétal. La théorie de Malthus consiste précisément à opposer à la progression géométrique des hommes, établie par Wallace, sa chimérique progression arithmétique des animaux et des plantes. Dans l'ouvrage de Darwin, par exemple, à propos de l'extinction des espèces, nous trouvons la réfutation de caractère matériel et historique de la théorie de Malthus non seulement dans son principe fondamental, mais encore dans les détails. Au reste, dans la mesure où la théorie malthusienne repose sur la théorie de la rente d'Anderson, celui-ci l'avait déjà réfutée par avance.

## Deuxième partie

---

### CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE MALTHUS

Si la production capitaliste, au lieu d'être un mode de production absolu, a au contraire des limites, c'est précisément parce que le capital n'admet comme productif que ce qui permet de créer du profit. Pour produire de « façon productive », il faut un mode de production qui exclue la masse des producteurs d'une partie de la demande pour le produit ; il faut produire en opposition à une classe, dont la consommation n'est en aucun rapport avec la production — puisque c'est précisément cet excédent de production sur sa consommation qui donne le profit.

Il faut, par ailleurs, produire pour des classes qui consomment sans produire, en donnant à ce surproduit une forme qui puisse correspondre à une telle demande. Le capitaliste lui-même, s'il veut accumuler, ne doit pas, pour les produits qui entrent dans son revenu, demander à proportion de ce qu'il a produit — sans quoi il ne peut accumuler. Aussi Malthus lui oppose-t-il une classe, dont le rôle n'est pas d'accumuler, mais de consommer.

Marx, Théories sur la plus-value, in Werke, 26/3, p. 117.

[Retour à la table des matières](#)

# PRÉLIMINAIRE

## *La clé de l'économie*

[Retour à la table des matières](#)

La théorie économique de Malthus — mais qui s'est jamais préoccupé de ce fastidieux compendium ? — contredit son principe naturel de la population. Il y reconnaît que, dans la société réelle — capitaliste —, les hommes sont déterminés par leur fonction dans la production et la circulation <sup>126</sup>.

Pour perpétuer la formule bourgeoise de « la production pour la production », Malthus propose, en effet, de développer toujours plus les classes parasites pour absorber la surproduction, et de rendre surnuméraires les ouvriers, source de la richesse, si l'on ne peut plus les employer avec profit pour « produire pour la production ».

Contre cette vision monstrueuse, Marx persiste à qualifier de stériles, rentières, improductives et malsaines les classes « nécessaires » aux yeux de Malthus, et de productives celles qui travaillent utilement — et il oppose à Ricardo et à Malthus la formule d'une société non mercantile de « la production pour l'homme ». Mais tout d'abord, il souligne qu'à la fin de son cycle, le capital corrompt tous les rapports sociaux, désagrège et pervertit les classes, en gangrenant l'appareil de production et en dépravant la consommation. Et c'est le mode de production capitaliste lui-même qui amorce cette dégénérescence pathologique :

« L'idéal suprême de la production capitaliste est — en même temps qu'elle augmente de manière relative le produit net ou surproduit — de diminuer autant que possible le nombre de ceux qui vivent du salaire de leur travail et d'accroître le plus possible le nombre de ceux qui vivent du produit net <sup>127</sup>. »

D'où la monstrueuse distorsion de l'appareil de production, donc de la consommation humaine : « Le premier résultat de l'introduction des machines est d'augmenter la plus-value en même temps que la masse des produits en lesquels elle se réalise, c'est-à-dire d'accroître la matière qui sustente les couches correspondantes : la classe capitaliste et ses parasites. Leur richesse croissante et le nombre relativement moindre des ouvriers nécessaires à la production des moyens de subsistance essentiels engendrent avec les nouveaux besoins de luxe de nouveaux moyens de les satisfaire. Une partie plus

---

<sup>126</sup> Le capital décide si l'homme est « nécessaire » ou « superflu » — et de manière tout à fait spécifique, par le truchement de la forme *marchandise* : pour avoir ses moyens de subsistance, un ouvrier doit trouver d'abord à vendre sa force de travail. Les classes rentières passent par leur revenu, sous forme de la marchandise-argent.

<sup>127</sup> Cf. MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »* 10/18, p. 245.

considérable du produit social se convertit en surproduit, et une partie plus importante de celui-ci est produite et consommée en des formes plus variées et plus raffinées. En d'autres termes, la production de luxe s'accroît à un pôle et le paupérisme à l'autre<sup>128</sup>. »

Tout l'objet de cette seconde partie du recueil est de déterminer — en opposition à la dégénérescence de la production et de la consommation de la société capitaliste — quel sera le système des besoins que satisfera la production socialiste. C'est le problème fondamental que pose le capital lui-même, aux yeux de Marx : « Le développement de l'industrie abolit aussi bien la nécessité naturelle que le luxe (de manière contradictoire dans la société bourgeoise, en ce sens qu'elle recrée en face du luxe un ÉTALON SOCIAL MESURANT CE QUI EST NÉCESSAIRE)<sup>129</sup>. »

Le communisme développera un système de besoins et, en conséquence, un système de productions qui dépassera l'antagonisme capitaliste de la misère pour les masses travailleuses et de la surabondance et du luxe pour les classes bourgeoises et rentières, grossies des classes moyennes, dont le rôle est de surconsommer.

C'est ce qui nous amène à l'analyse des structures de classe de l'actuelle société capitaliste.

### *Conséquences politiques*

C'est une erreur — fréquente non seulement chez les adversaires de Marx, mais encore chez ses disciples — de croire que les classes moyennes ou impures sont en voie de disparition rapide, et que c'est seulement après leur totale extinction, lorsque le prolétariat formera la majorité écrasante au sein de la société, que seront réunies les conditions de la crise finale et de la révolution du capitalisme. Cette vision ouvriériste rejoint le gradualisme et le réformisme de Bernstein, pour lequel le capital va en accumulant les côtés positifs à mesure qu'il se développe, de sorte que l'on passe progressivement, voire pacifiquement, au socialisme. A l'inverse, le marxisme voit que le capital lui-même dégénère et oppose de

---

<sup>128</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. I, in MARX-ENGELS, *Werke*, t. 23, p. 468.

Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx souligne « l'accroissement continu des classes moyennes qui se situent entre les ouvriers, d'une part, et les capitalistes et propriétaires fonciers, d'autre part. Ces classes pèsent sur la base ouvrière, tandis qu'elles accroissent dans la société la sécurité et la puissance des classes supérieures » (*Werke*, 26/2, p. 576).

Le capital ne manifeste donc pas la tendance d'accroître lentement le luxe au fur et à mesure que les forces productives croissent et que les moyens de subsistance sont produits en suffisance. Il crée ce qui sert les classes dominantes et leur appendice, en faisant passer le luxe avant le nécessaire, alors que celui-ci n'est pas du tout assuré, et — comme le souligne Marx — cette évolution s'accroît avec l'essor du capitalisme. Les classes moyennes sont le fruit infecté de ce développement monstrueux du mode de production capitaliste.

<sup>129</sup> Cf. MARX, *Grundrisse*, t. 3, p. 40.

plus en plus d'obstacles à la révolution, déterminant des heurts de plus en plus violents — comme en témoignent les convulsions de la présente phase impérialiste.

Dire que le marxisme ignore et néglige l'évolution de plus en plus catastrophique du capitalisme serait tout aussi erroné que d'affirmer que le développement des classes hybrides ne peut en aucun cas influencer le rapport des forces, voire faire prévaloir l'une des classes fondamentales — bourgeoisie ou prolétariat — contre l'autre.

En fait, la clarification qu'exige la réfutation des thèses malthusiennes nous amène au problème le plus brûlant qui se pose depuis que l'opportunisme a basculé de l'autre côté, dans les bras des nouvelles classes modernes que Marx a appelées moyennes : celui de l'alliance du prolétariat avec d'autres classes.

Aujourd'hui, les classes impures, aux contours et à la nature mal définis, sont courtisées par les organisations ouvrières dégénérées, avec l'argument du « front unique » ou front populaire qu'il faut « élargir aux masses de plus en plus vastes » — d'abord en disant aux prolétaires de sacrifier leurs intérêts immédiats (et lointains) pour gagner de nouvelles couches ; puis en portant les revendications ouvrières au niveau des mois d'ordre vagues et délavés que l'on dit intéresser aussi les couches pauvres, toutes les couches populaires : la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, etc.

En fait, la tactique <sup>130</sup>, l'organisation et la théorie du parti de classe ont ainsi été ruinées. Depuis que le pauvre a pris la place du prolétaire et que le peuple s'est substitué à la classe, le nationalisme a évincé l'internationalisme — et il n'y a plus que marxisme frelaté et révolution trahie.

Le marxisme affirme non seulement qu'il y a trois — et non deux — classes fondamentales dans le capitalisme — le prolétariat, la bourgeoisie industrielle, marchande et financière, et les propriétaires fonciers —, mais encore que les couches impures ne font qu'augmenter (peut-être pas les artisans, boutiquiers et paysans parcellaires du passé, mais les classes moyennes modernes).

N'en déplaise à Malthus et à ses innombrables disciples, il n'y a que les classes bourgeoise et prolétarienne qui représentent un mode de production déterminé, capitalisme ou socialisme, et de nos jours seul le prolétariat porte en lui une forme de société et de production nouvelles, autrement dit est révolutionnaire. Mais ce fait, loin d'attirer à lui les classes moyennes, les repousse, car, impliquant l'abolition du droit sur le sol et sur le capital, c'est-à-dire l'abolition des classes qui le détiennent ou en vivent directement, le

---

<sup>130</sup> On a le front d'affirmer que Lénine a introduit cette *tactique souple* dans le mouvement ouvrier, Or voici quelle était sa définition de la tactique : trouver les points de heurt immédiat entre les classes en présence, afin de bien se définir soi-même et les autres, dissocier la « solidarité sociale », obtenue grâce à la mise en veilleuse des antagonismes dans la politique, rechercher les véritables *contrastes* et non une fallacieuse communauté d'intérêts, formuler les mots d'ordre qui font éclater les antagonismes — c'est cela la tactique, et non la creuse démagogie et la manœuvre qui ne reposent que sur des *illusions d'intérêt*.

socialisme brise aussi les formes d'appropriation privées et mercantiles qui assurent la survie de ces couches hybrides qui sont l'appendice des classes dominantes.

Les classes moyennes n'ont pas de fonction historique ou économique propre. Elles ne peuvent donc lutter pour un type de société qui soit le leur ou qui soit celui du socialisme. Certes, comme nous l'avons souligné, elles ne sont pas absentes des luttes économiques, sociales et politiques actuelles, mais elles n'ont pas de buts propres et leur importance ne peut être qu'annexe. Entre certaines fractions des classes moyennes issues du passé (artisans, paysans parcellaires), il peut y avoir à l'occasion un échange de bons procédés. De toute évidence, il ne faut en aucun cas les mettre sur le même pied que la classe des prolétaires salariés.

Qui plus est, comme ces classes tampons, ces classes intermédiaires, ne représentent absolument rien de spécifique dans l'histoire, il est clair qu'il y aura un moment où le prolétariat devra agir pour et par lui-même, un moment où il n'aura pas d'alliés, mais se trouvera devant un front unique d'ennemis.

### *Évolution des classes sociales*

Si les marxistes continuent de manier le schéma des trois classes fondamentales de la société, bien qu'ils soient parfaitement conscients que les classes impures y deviennent de plus en plus nombreuses, ce n'est pas pour des raisons quantitatives d'analyse concrète d'économie ou de sociologie, mais pour des mobiles qualitatifs, hautement politiques, révolutionnaires. En premier lieu, cette constatation leur tient présent à l'esprit que les conditions de lutte deviennent de plus en plus âpres, les ouvriers étant laminés dans l'appareil de production bourgeois et soumis à l'influence politique pernicieuse des couches sous-bourgeoises sans cesse croissantes.

Considérons donc, rapidement, les rapports numériques entre les classes de la société capitaliste et leur évolution. On sait que le capital passe par deux phases historiques : 1) celle où il dissout les classes moyennes issues du féodalisme qui détiennent la propriété de leurs moyens de travail parcellaires (paysans, artisans et boutiquiers), pour créer des prolétaires, et 2) celle où, parvenu au machinisme, il freine la prolétarianisation des couches parcellaires, substitue aux ouvriers les moyens mécaniques et se barde de nouvelles classes moyennes tampons pour se défendre contre les assauts du prolétariat révolutionnaire : les classes improductives ou parasitaires, les employés des services, les tertiaires, les fonctionnaires d'Etat, etc., ne cessent alors de gonfler.

Pour illustrer cette évolution, nous prendrons l'exemple de l'Italie qui s'est vraiment industrialisée plus récemment que la France, au cours bien plus heurté et plus lent. L'Annuaire statistique officiel de 1939 distingue entre population active (personnes disposant d'un revenu propre) et la population totale : sur 42 millions et demi, il y avait

environ 18 millions d'actifs, soit 43,4 %. De cette population active, 29 % étaient occupés dans l'industrie et 47 % dans l'agriculture. Par rapport à la population active totale, les ouvriers de l'industrie formaient 12 % et ceux de l'agriculture 47 %. En somme, les ouvriers formaient 33 % de la population active. Les pays ayant un indice « plus capitaliste » que l'Italie étaient alors la Belgique, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Hollande, la Suisse et, hors d'Europe, les Etats-Unis.

En 1973, après une vague formidable d'industrialisation (le produit national brut, indice de l'augmentation moyenne de la production étant environ 8 fois plus élevé en valeur constante), la population active ne dépassait pas 19 millions en Italie, soit à peine 34,1 % de la population totale qui s'élevait alors à 54 millions, tandis que ce pourcentage avait été de 43,4 % en 1939. L'industrie occupait 8 millions de personnes (en tout, y compris les employés et agents du capital), soit 42 % de la population active (contre 29 % en 1939), et l'agriculture 3,2 millions, soit 17 % (contre 47 %). Les services en occupaient 7,2 millions, soit 38 %. Disons — pour faire plaisir à Malthus — qu'en 1975 les 700 000 personnes appartenant à la bourgeoisie financière et spéculatrice ainsi qu'à la « bourgeoisie bureaucratique » touchaient à elles seules autant que les employés de l'industrie, douze fois plus nombreux qu'eux.

En 1976, la population active s'élevait à 20,8 millions en France, dont l'agriculture et la pêche occupaient 11,3 %, l'industrie 38,6 %, et les services 50,1 %.

Marx savait bien que la société bourgeoise est condamnée à traîner avec elle d'énormes masses de classes impures : « C'est sans conteste en Angleterre que la systématisation économique de la société moderne connaît son développement le plus poussé et le plus classique. Toutefois, même dans ce pays, la division en classes n'apparaît pas sous une forme pure. Là aussi les couches intermédiaires et transitoires estompent les démarcations précises (beaucoup moins toutefois à la campagne que dans les villes). Cependant, pour notre étude, cela est sans importance<sup>131</sup>. »

Dans la seconde phase du capitalisme, le progrès de la technique capitaliste s'en prend à la substance physique des deux classes fondamentales de la société moderne. En se concentrant, le capital élimine de plus en plus les bourgeois, tandis que, de l'autre côté, il développe une surpopulation spécifique, celle des ouvriers dont il éclaircit les rangs dans les usines et les chantiers. Les ouvriers deviennent surnuméraires du fait surtout de l'introduction des machines dans les secteurs qui utilisaient beaucoup de main-d'œuvre manuelle parce que liés à la terre : agriculture, mines, carrières, construction de maisons, de routes, de canaux, transports, etc. Les bourgeois diminuent<sup>132</sup>, du fait que les sociétés

---

<sup>131</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. III, chap. LII, in *Werke*, t. 25, p. 892.

<sup>132</sup> A la fin du chapitre sur « La Tendence historique de l'accumulation capitaliste » qui devait clore *Le Capital*, mais a été déplacé, sans doute pour des raisons de censure, avant le chapitre XXXIII, Marx décrit le phénomène de la c négation de la négation » qui illustre l'expropriation croissante des capitalistes *sous le capitalisme lui-même* : « Cette expropriation se réalise par le jeu des lois

anonymes, etc., se substituent aux affaires personnelles, et les fonctions de direction bourgeoise sont de plus en plus souvent remplies par des « agents stipendiés », les technocrates et les managers, les gestionnaires et les opérateurs économiques, les contremaîtres et les surveillants — tous des produits sous-bourgeois qui s'agitent autour des ouvriers pour les aiguillonner, les rouler, les escroquer, comme une nuée de mouches du coche.

Si les ouvriers en activité peuvent diminuer parfois dans tels pays très avancés durant certaines périodes de contraction du cycle économique au cours de la seconde phase du développement capitaliste, ils ne cessent de croître à l'échelle mondiale, du fait que le capital prolétarise à une échelle croissante les pays et continents demeurés jusque-là précapitalistes. De la sorte, le prolétariat demeure la seule classe homogène et fondamentale qui non seulement a un avenir, mais encore se renforce numériquement<sup>133</sup>, malgré la tentative capitaliste de freiner, dans les métropoles les plus développées, l'accroissement des ouvriers, en les remplaçant par des machines qui en sont le fruit et en créant des industries improductives et parasitaires en nombre toujours plus grand.

Nous avons omis d'énumérer dans nos statistiques la classe des propriétaires fonciers chère à Malthus. Nous avons déjà vu qu'elle ne faisait que gagner du terrain sur la classe des entrepreneurs capitalistes et que ses revenus croissaient plus vite que les profits industriels. Cette classe stérile se renforce en fonction de l'essor capitaliste, en se diluant dans de nouvelles couches parasitaires, improductives, sous-bourgeoises : les fameuses classes moyennes qui vivent des surprofits et rentes de toute sorte du système mercantile et impérialiste.

Nous avons souligné déjà que Malthus représentait les classes rentières en dissolution après Quesnay. Les classes moyennes dont il se fait le porte-parole sont, en somme, la synthèse de la décomposition des deux classes dominantes à la suite de la dégénérescence croissante de l'appareil productif capitaliste qui perd de vue la valeur d'usage au profit écrasant de la valeur d'échange.

C'est à ces innombrables classes moyennes que la révolution se heurtera essentiellement, puisque ce sont elles qui constituent la piétaille et la lie du système de

---

immanentes de la production capitaliste elle-même, par la centralisation des capitaux. Chacun des capitalistes en tue beaucoup d'autres. Parallèlement à cette centralisation ou *expropriation des nombreux capitalistes par quelques-uns* se développent à une échelle toujours croissante la socialisation du procès de travail, l'application consciente de la science à la technique, etc. » (*Werke*, t. 23, p. 790).

<sup>133</sup> « Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, affirme la *Pravda*, la classe ouvrière ne comptait pas plus de 10 millions de membres dans le monde ; au début des années trente, elle avait triplé ses effectifs pour arriver à plus d'un demi-milliard dans les années soixante. Selon la *Pravda*, ce demi-milliard se répartit ainsi : 160 millions pour l'Europe occidentale, 110 millions pour l'Amérique du Nord, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, 160 millions pour les pays socialistes, plus de 50 millions pour l'Amérique latine et, enfin, 120 millions pour les pays afro-asiatiques » (cf. *Le Monde* du 18-19 janvier 1976).

production capitaliste qui se corrompt de plus en plus. D'ores et déjà, c'est leur idéologie délétère qui infecte le mouvement ouvrier.

### *Schéma de l'évolution de la classe ouvrière*

La classe ouvrière évolue en fonction de toute l'accumulation du capital. Ce rapport ne peut donc s'exprimer dans le chiffre des ouvriers employés par le capital dans le cadre de l'entreprise, mais doit inclure tous les chômeurs de la société — et c'est le mérite de Malthus d'avoir attiré l'attention sur ce point essentiel, bien qu'il ne l'ait fait que pour brouiller les cartes avec son principe de la population et sa loi de la surpopulation qui, de son point de vue, ne touche que les ouvriers et non les mangeurs de plus-value.

Voyons d'abord dans ses grandes lignes le rapport entre capitalistes et prolétaires : le nombre des capitalistes et des entreprises diminue, tandis que leur importance économique augmente (du fait de la concentration et de la centralisation). Avec le progrès technique, cette croissance du capital social ou accumulation fait que la proportion du capital variable (salaires) diminue dans l'entreprise par rapport au capital total, cependant qu'en général — dans la société entière — la masse totale du capital variable (salaires) continue à augmenter. Considérons les fluctuations — tout autres que secondaires — de ce rapport :

Dans la phase ascendante, d'expansion et de prospérité, nous avons :

- augmentation du nombre des salariés employés dans l'industrie,
- augmentation du taux des salaires ;
- augmentation aussi de la productivité du travail.

Dans la phase descendante, de contraction et de crise alternée, nous avons :

- diminution du nombre des ouvriers employés ;
- augmentation trop lente, voire stagnation, de la masse des salaires,
- formation et extension de l'excédent relatif de la population ouvrière ou de l'armée de réserve.

En conséquence, Marx divise la population ouvrière<sup>134</sup> — la classe prolétarienne — dans les catégories suivantes :

---

<sup>134</sup> Notons que cette schématisation est *économique*, étant déterminée objectivement par les lois de la production bourgeoise, qui fait que le prolétariat est *une classe pour le capital*. La définition pleine et entière du prolétariat (qui englobe plus que les ouvriers employés ou en chômage) fait de lui *une classe pour soi*, qui se délimite consciemment vis-à-vis des autres classes et développe une activité spécifique, révolutionnaire, ce qui suppose qu'il se donne *un parti* de classe. Enfin, le prolétariat, au cours de ses luttes, s'érige en *classe dominante*, en fondant son État de la dictature du prolétariat, puis, après avoir

1. Une armée industrielle active, ouvriers employés.
2. Une surpopulation flottante : selon l'évolution de la technique et les modifications qu'elle entraîne dans la division du travail, les ouvriers en surnombre sont chassés des usines, puis plus ou moins réabsorbés si la masse de la production augmente fortement. C'est là où s'arrête la science des théoriciens du bien-être et du « plein emploi ».
3. Une surpopulation latente qui se forme dans les districts ruraux où les perfectionnements techniques rendent disponibles un grand nombre de travailleurs qui sont forcés d'émigrer vers les villes, afin d'offrir leurs services aux patrons industriels (phénomène de l'urbanisation et des bidonvilles), car ils ne peuvent vivre que difficilement en marge de l'économie agricole.
4. Une surpopulation stagnante : à partir d'elle se forme un excédent de travailleurs, tant pour l'industrie que l'agriculture, mais elle n'est que rarement appelée dans la grande industrie, Elle s'offre pour des travaux à haut degré d'exploitation de la force de travail, tel le travail à domicile ou les activités marginales à salaires très bas. Elle prend une part relativement plus grande dans la croissance totale de la classe ouvrière que les autres éléments.
5. Une surpopulation ouvrière paupérisée. Elle se subdivise en trois couches différentes :
  - a) les chômeurs chroniques, bien que capables de travailler ;
  - b) les orphelins ou enfants des pauvres assistés. Ces deux catégories sont à la disposition du capitalisme et peuvent, dans les métropoles développées, prendre du service actif au cours de la phase de grande expansion du capital ;
  - c) les ouvriers qui, à la suite de leur âge, d'invalidités ou de la suppression de leur métier sont définitivement éliminés du travail, les veuves, etc.
6. Le lumpenprolétariat, qui se place en dehors de la classe ouvrière : vagabonds, délinquants, mendiants, prostituées, toutes couches non productives qui ont une grande importance dans les métropoles modernes et, à la suite de la récente invasion capitaliste, dans les pays de couleur.

Dès que le capitalisme apparaît, et tout au long de son accumulation ou de sa « croissance », toute cette masse perd, du fait qu'elle est expropriée de sa terre, de ses instruments de travail et donc de ses moyens de subsistance (nourriture, habillement, logis, éducation, etc.), toute possibilité de vivre d'autre chose que de sa force de travail — et seule, de toute cette masse énorme, une minorité « privilégiée » trouve un emploi et reçoit un salaire. Le reste vit comme il peut.

---

éliminé les autres classes, se dissout lui-même à mesure que s'instaurent des rapports communistes (cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, P.C.M., t. 1, p. 19-44).

Malthus a eu le culot d'affronter cette question, tandis que ses disciples dégénérés ne la voient plus, leur horizon se bornant aux métropoles développées, et leur science aux périodes d'ascension et de boom de l'économie. Cette large définition que Marx donne du prolétariat au début du chapitre sur l'accumulation capitaliste et notamment dans le paragraphe 4 sur les « Diverses formes de la surpopulation relative » (que nous reproduisons p. 206-233), montre qu'il ne limite pas sa définition du prolétariat au cadre de l'entreprise bourgeoise, et qu'il ne la dérive pas simplement de l'antagonisme entre le salaire et le degré de profit du patron — ce qui restreindrait singulièrement la portée de la notion de prolétariat en le limitant au point 1, voire 2 et 3, de notre schéma ci-dessus.

L'antagonisme se situe au niveau de la société, c'est un antagonisme entre les classes, entre le prolétariat qui augmente dans la société — moins dans les pays développés que dans les pays « sous-développés » où s'accumule le prolétariat le plus souvent désoccupé, issu de la ruine des masses des sociétés précapitalistes qui végètent — et la bourgeoisie qui diminue, tandis que ses sous-produits, les classes moyennes profiteuses, croissent au maximum dans les métropoles développées.

Si l'on calcule la répartition de la plus-value entre la consommation personnelle des patrons et celle des parasites, les nouveaux investissements, etc., et les salaires, il faut donc bien prendre garde à ne pas diviser la masse des salaires par le nombre des ouvriers employés, mais par le nombre total des prolétaires. Si l'on effectue le calcul, en ne comptant que les prolétaires employés, on voit monter le taux de salaires et l'on en vient à encenser le capital, facteur de civilisation et de progrès ; si l'on prend en compte tous les prolétaires, on voit croître la faim, le paupérisme, la surpopulation — et s'exacerber l'antagonisme entre les classes, prémisse de la révolution sociale. C'est alors qu'apparaît en pleine lumière la loi fondamentale du développement capitaliste : plus il y a accumulation, moins il y a de bourgeois, plus il y a d'ouvriers, parmi lesquels les plus nombreux sont ceux qui sont en chômage, total ou partiel, et forment, en régime capitaliste, la surpopulation privée de ressources <sup>135</sup>.

---

<sup>135</sup> Le sens de l'évolution capitaliste, selon Marx, c'est que, quel que soit le taux de rémunération des salariés employés temporairement dans les usines, il y a augmentation du nombre *absolu et relatif* de tous ceux qui se trouvent en réserve et ne disposent même pas des ressources que pourrait leur fournir le travail de leurs bras. Voici le passage où Marx l'énonce sous le nom de la *loi de la misère croissante* liée au mécanisme capitaliste. « A mesure qu'augmentent la richesse sociale et le capital en fonction, ainsi que l'étendue et l'impétuosité de sa croissance, et donc la grandeur absolue du prolétariat et la force productive de son travail, croît aussi l'armée de réserve industrielle. Les mêmes causes qui développent la force d'expansion du capital provoquent la mise au rencart des forces du travail. La grandeur de l'armée de réserve industrielle croît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais, plus *cette armée de réserve grossit comparativement à l'armée active du travail*, plus se consolide la masse de la surpopulation dont la misère est en raison inverse aux tourments dus au travail de celle-là. Enfin, plus s'accroissent cette couche de Lazare de la classe ouvrière et cette armée de réserve industrielle, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. *Telle est la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste* » (*Le Capital*, 1. 1, sect. 7, chap. XXV, § 5 ; in *Werke*, t. 23, p. 673-674).

Il faut vraiment tourner le dos à toute méthode d'investigation scientifique et ériger la mauvaise foi et le parti pris borné en système de pensée pour attribuer cette évolution catastrophique de l'humanité à un principe naturel de population.

### *Misère au sens de Marx*

Cette loi n'est pas contredite par l'augmentation à l'échelle historique des salaires pour les ouvriers en activité ou par l'amélioration du standard de vie pour certaines catégories privilégiées. Mais, d'autre part, elle ne peut pas non plus être conjurée par des mesures législatives sociales dans le cadre de l'organisation capitaliste<sup>136</sup>.

Tout d'abord, les écrivains bourgeois exhortèrent les travailleurs à diminuer leur nombre s'ils ne voulaient pas « excéder » les besoins du capital, tout en sachant fort bien que cette autoréduction n'atteindrait jamais une cote d'alarme. Par la suite, ils admirent cyniquement que la pauvreté des classes inférieures était la meilleure condition de la prospérité de la nation. Aujourd'hui, après MARX, on ne rencontre plus de telles affirmations, car, ce qui domine, c'est l'hypocrite philanthropie sociale et la démagogie qui célèbre les remèdes apportés par l'assistance publique et l'Etat.

L'économiste vulgaire n'entend pauvre qu'au sens de « n'avoir rien à manger » — et de se poser aussitôt la question : qui pourvoit à son existence ? D'après les curés, c'est la charité chrétienne qui s'en charge, et Malthus y voit déjà un abus, puisqu'il propose de laisser mourir de faim ceux qui composent l'armée des surnuméraires.

Pour Marx, la misère, c'est ce qui fait que le Lazare prolétaire sort de la tombe du manque de ressources pour entrer dans le baignoire de la fabrique où il subit les tourments du surtravail, et vice versa. Et, si cette misère augmente, c'est parce qu'augmente sans cesse le nombre des prolétaires enfermés dans l'alternative impitoyable : ou bien s'échiner pour le capital, ou bien crever de faim. C'est uniquement dans le mode de production capitaliste

---

<sup>136</sup> Question stupide : mais alors quel est le rôle des syndicats ? C'est évidemment de défendre les conditions de vie de tous les prolétaires, en entraînant dans la lutte, le mouvement et l'organisation de classe les couches de plus en plus profondes de prolétaires, puis en passant à la fin à l'attaque contre le système paupérisateur du capital et du salariat (cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, P.C.M., t. 1, p. 5-16, 52-55).

Pour Marx, c'est aux syndicats, parce qu'ils sont les organisations *économiques* du prolétariat, qu'il revient d'affronter les problèmes surgis du chômage et de la concurrence entre travailleurs occupés et inoccupés (cf. *Le Capital*, 1. I ; Editions sociales, t. 3, p. 83). La traduction de Roy ne fait pas mention des syndicats dans ce contexte. En effet, le texte allemand dit : « quand ils organisent, grâce à leurs syndicats, un plan d'action commune *entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas*, afin d'atténuer les effets funestes de cette loi "naturelle" de la production capitaliste *sur l'ensemble* de la classe ouvrière... », là où la traduction française courante affirme : « dès qu'afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi "naturelle" de l'accumulation capitaliste ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune *entre les occupés et les non-occupés*... » (cf. tout le passage, sous le titre « De l'action combinée des travailleurs occupés et non-occupés », *Le Syndicalisme*, *op. cit.*, t. 1, p. 82-85).

que le travailleur lui-même crée les conditions de sa déchéance — du chômage croissant — au fur et à mesure qu'il développe les forces productives.

Ainsi la lutte de Marx n'est pas dirigée contre la pauvreté et ne vise pas non plus la richesse du travailleur. Richesse et pauvreté sont les deux antipodes de l'alternative bourgeoise, l'une étant la présupposition de l'autre <sup>137</sup>. Le salaire de ceux qui ont du travail s'élève indiscutablement en général au cours de la période progressive pacifique — après chaque nouvelle guerre.

Nul n'ignore plus que les incessantes guerres de l'ère impérialiste font entrer des millions et des millions d'hommes dans la masse de ceux qui n'ont rien à perdre. Elles aggravent donc considérablement la misère au sens marxiste : après les bombardements en tapis, les incendies, etc., les masses ne perdent pas seulement leur travail, mais encore — même dans les pays blancs développés — la petite réserve immobilière que constitue leur appartement ou leur maison. Les titres de propriété de la classe bourgeoise résistent en général bien mieux aux destructions matérielles, puisqu'il s'agit de « simples droits » à exploiter le travail futur d'autrui.

Dans notre dictionnaire économique marxiste, misère ne signifie pas basse rémunération du temps de travail. Si le capitaliste voit augmenter les forces productives de façon telle qu'il peut avoir le double de produit avec le même nombre d'ouvriers, il peut d'un cœur léger augmenter leurs salaires de 10 % : la plus-value relative et absolue s'est accrue énormément, tout comme la masse de plus-value accumulée. Le prolétaire n'est pas celui qui est mal payé, mais qui est sans propriété et sans réserve. Marx a défini ce terme en commentant un texte de 1857 (COLINS, L'Économie politique, source des révolutions et des utopies prétendues socialistes) qui disait que plus un pays a de prolétaires, plus il est riche. « Il faut entendre par prolétaire au sens économique, dit Marx, le salarié qui produit le capital et le fait fructifier, et que M. le Capital jette sur le pavé dès qu'il n'en a plus besoin » (Le Capital, 1. I, chap. XXV).

La diffusion « progressive » de ces conditions parmi les populations caractérise l'époque capitaliste tout entière. A l'époque prébourgeoise, l'artisan et le paysan — et même le serf de la glèbe — n'étaient pas réduits au paupérisme, sinon par la désagrégation du mode féodal en raison de l'accumulation primitive du capital, avec ce puissant dissolvant qu'est l'argent : « En plein servage, le serf est parvenu à devenir membre de la commune, de même que le roturier s'est élevé au rang de bourgeois sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend au-dessous des conditions de vie de sa propre classe » (Manifeste).

---

<sup>137</sup> Dans la société communiste, dit Engels, on ne parlera plus « de riches et de pauvres comme cela se fait de nos jours. Dans la production et la distribution des biens nécessaires à la vie, on supprimera le mode privé d'acquisition et le but de l'individu particulier de s'enrichir pour son propre compte avec des moyens privés » (« Discours d'Elberfeld », in ENGELS-MARX, *Utopisme et Communauté de l'avenir*, P.C.M., p. 30 ; cf. également p. 257).

Malgré l'embourgeoisement de la frange de l'aristocratie ouvrière durant la période de prospérité du capital — à la suite de la dégénérescence des organisations ouvrières révolutionnaires et de la défaite qu'est pour le prolétariat toute guerre impérialiste —, le mot d'ordre du Manifeste est et demeure : « Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne. Ils ont à détruire toutes garanties privées, toute sécurité privée antérieure » (ibid.).

Lors de l'accumulation, le capitalisme vide les bourses, les maisons, les champs, les boutiques de tous ces gens et en fait des sans-réserves, des non-possédants, dont le nombre va croissant. Il les réduit à être — au sens de Marx — des « esclaves salariés ». La misère croît et la richesse accrue se concentre, parce qu'il y a augmentation démesurée du nombre absolu et relatif des prolétaires qui ne détiennent rien et doivent manger tous les jours ce qu'ils gagnent au jour le jour. Rien n'est changé à ce phénomène économique, si le salaire de quelques-uns d'entre eux, à certains moments, dans certains métiers, dans certains pays, leur permet le bordel, le cinéma et — bonheur suprême ! — la souscription à L'Humanité.

Le prolétariat, en tant que CLASSE, n'est pas plus misérable, si le salaire baisse, comme il n'est pas plus riche si celui-ci augmente et que les prix descendent. En outre, « relativement à la masse totale du capital productif, les ouvriers ont une partie de plus en plus petite à se partager — et leur concurrence devient par conséquent de plus en plus vive <sup>138</sup> ».

Le prolétariat n'est donc pas plus riche, qu'il travaille ou qu'il soit chômeur, ces deux situations étant alternatives pour le prolétaire dans le capitalisme. Ainsi la plus longue période de prospérité américaine de cet après-guerre a commencé avec la guerre de Corée et ses millions de morts et de prolétarisés, puis elle a atteint son sommet, après quelques reculs, avec la guerre meurtrière du Vietnam — et depuis la crise s'est abattue sur les Etats-Unis eux-mêmes.

L'absence de réserves du prolétaire se fait sentir, et elle se camoufle dans les pays développés sous l'alternance des phases d'essor, de boom, puis de stagnation, de crises et de guerres. L'expropriation périodiquement renouvelée par la guerre mondiale grossit non seulement les rangs des sans-réserves, mais démasque comme mensonger le bien-être qui, une fois réalisé, constitue lui-même une entrave au développement capitaliste, comme le montrent tous les plans anti-crise des gouvernements du monde entier.

En somme, quiconque est tombé dans la classe salariée est misérable d'une façon absolue — ce qui n'exclut pas le cas particulier de quelqu'un qui peut s'en sortir, notamment si la guerre et les invasions lui donnent le bonheur de devenir cireur de bottes ou maquereau. Il n'y a pas de relativisme ni de progressisme qui tiennent. Quiconque a lu

---

<sup>138</sup> Les deux affirmations sont de Marx : le lecteur trouvera la première page 229 et la seconde page 79 de ce recueil.

la première page de Marx et vit dans l'actuelle phase sénile et meurtrière de l'impérialisme sans comprendre cela peut se supprimer sans dommage pour la société.

Au sens marxiste, le Manifeste définit la misère comme suit : le salaire devient de plus en plus INCERTAIN et les conditions de vie de l'ouvrier plus PRÉCAIRES. Donc : salaire incertain, mais non bas ; condition précaire, mais non modeste. Le libéralisme philanthropique et les « réformes de structures » de la direction des P.C. peuvent remédier ici et là aux salaires bas et aux conditions trop modestes — si toutefois nous ne vivions pas à une époque crétinisée. Cette conception et cette praxis s'opposent aux nôtres : elles restent enfermées dans le cadre de la société capitaliste et procèdent de manière gradualiste et progressiste. Nous opposons à l'incertitude et la précarité croissantes des grandes masses de l'humanité la révolution qui porte, de front, un coup direct au capital, lorsque les antagonismes se sont accumulés.

### *Le truc de Malthus*

Lorsqu'il sépare de manière absolue la population de la production, la première suivant les lois biologiques et la seconde les lois économiques, Malthus opère sa plus grande mystification : admettre que la force de travail productive est en proportion de la population — comme si toute la population travaillait et produisait des moyens de subsistance<sup>139</sup>. Or cette production est faible, et l'on pourrait élargir aisément la sphère du travail productif aux dépens de celle des produits de luxe, du travail improductif, etc. — ce qui constitue précisément le programme de la phase de la dictature du prolétariat qui généralise à tous le travail physique dans la production, en réduisant de façon draconienne les heures de travail pour permettre aux travailleurs de s'approprier les résultats de la science, de Part et de la

---

<sup>139</sup> Marx reprend cet argument — et y centre toute sa critique de Malthus — lorsqu'il démontre que la plus grande partie du capital fixe n'est pas utilisée pour fabriquer des moyens de subsistance — au contraire —, puisque la part de ceux-ci diminue sans cesse au fur et à mesure de l'accumulation capitaliste. Cette critique débouche dès lors sur une hiérarchie différente des articles à produire, sur un mode de production et de distribution nouveau, le communisme.

Marx est amené ainsi à dénoncer, par exemple, les manœuvres bourgeoises en vue d'augmenter la part du capital fixe au détriment du capital variable en pesant gravement sur les moyens de subsistance (cf. *Le Capital*, 1. II ; Editions sociales, t. 4, p. 291-294). Il y oppose les conditions communistes à celles du capitalisme, en expliquant que le capital a besoin d'une masse énorme de surpopulation latente qu'il lance au moment voulu dans des entreprises démesurées qui outrepassent même les capacités des forces productives existantes et anticipent largement sur l'avenir, *en transformant massivement du capital variable en capital fixe* par la création de branches de production nouvelles qui doivent être alimentées par le travail vivant dont les conditions s'aggravent parce que l'agriculture ne suit pas ce mouvement effréné, de sorte que la demande plus forte de moyens de subsistance a pour seul effet d'en faire hausser le prix *Le surtravail se trouve donc accru* aux dépens du capital variable des ouvriers par cette transformation intense de capital circulant en capital fixe.

technique, en vue, d'une part, d'accroître encore les forces productives <sup>140</sup> et, d'autre part, d'organiser un plan de production en fonction de besoins épanouis.

On ne peut réfuter Malthus en restant dans le cadre de l'économie mercantile — par exemple, à partir de l'économie bourgeoise classique de Ricardo, débordée par l'évolution du capital vers des formes parasitaires de rentes et de surprofits qui, dans sa phase sénile, donnent la primauté au luxe, à la dilapidation et au gaspillage.

Pourtant, la différence est grande entre la phase du capitalisme théorisée par Ricardo et celle théorisée par Malthus, puisque la première se caractérise par une économie et une épargne formidable de travail humain dans la production d'un objet utile. Cependant, les deux ont en commun que cette épargne de travail vivant se fait en vue de la production pour la production, Malthus proposant de créer une classe de purs consommateurs pour permettre l'épanouissement maximal de la production et Ricardo d'exercer l'ascèse pour tout mettre dans les investissements — ce qui n'a plus de sens une fois que les forces productives ont atteint un essor considérable.

Quoi qu'il en soit, Marx répète sans se lasser que le capitalisme lui-même a été pendant toute une phase historique un mode de production qui a permis une augmentation inouïe des forces productives, soit une épargne et une plus grande efficacité du travail — et Engels de remarquer, par exemple : « Tant qu'un mode de production se trouve dans le cours ascendant de son développement, il est acclamé même de ceux qui sont désavantagés par le mode de distribution existant. Cela a été le cas des ouvriers anglais lors de l'apparition de la grande industrie [...]. Les protestations qui s'élèvent alors ne trouvent absolument aucun écho parmi les masses exploitées <sup>141</sup>. »

Marx donne des exemples spectaculaires de l'accroissement de la productivité : les machines qui travaillent le coton dans l'Angleterre de 1840 font à elles seules autant de travail que 84 millions d'artisans auparavant <sup>142</sup>, et le nombre des machines n'a fait

---

<sup>140</sup> Le présent recueil fait le pont entre la *Critique de l'éducation et l'enseignement*, où l'on trouve de longs textes de Marx sur la genèse de l'homme épanoui en tous sens dans les sciences, les arts et la technique productive, et l'anthologie sur *La Société communiste*, dont la loi ne sera plus celle de la valeur-travail. Ce sera le temps libre qui formera la principale richesse, puisqu'il permet d'épanouir toutes les forces productives *de l'homme*, le capital ayant développé au maximum les forces productives *mécaniques*.

Le Proletariat révolutionnaire ne doit pas seulement lutter pour que soient versées les heures non payées de sa journée de travail. Ce temps au-delà du temps nécessaire, ce « temps libre », que se sont attribuées aujourd'hui les classes dominantes pour monopoliser « les affaires communes de la société : direction du procès de travail, administration de l'Etat et des affaires politiques, justice, science, beaux-arts, etc. », le prolétariat doit l'approprier lui-même pour s'émanciper de ses chaînes de classe, le temps libre « servant au développement complet de l'individu, ce qui agit en retour sur la force productive du travail et l'accroît » (Cf. MARX-ENGELS, *Critique de l'enseignement...* p. 7 et 179).

<sup>141</sup> Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, t. 20, p. 138. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>142</sup> Cf. MARX, *Manuscrits de 1844*, Editions sociales, p. 19. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

qu'augmenter ensuite. Ou bien : d'après A. Smith, 10 hommes fabriquaient de son temps, au moyen de la division du travail, plus de 48 000 épingles par jour. Une seule machine en fournit aujourd'hui 145 000 dans une journée de travail de 11 heures. Il suffit d'une femme ou d'une jeune fille pour surveiller quatre de ces machines et produire environ 600 000 épingles par jour, plus de 3 000 000 par semaine <sup>143</sup>. »

Si toutes ces forces productives étaient tournées vers la satisfaction des besoins essentiels de l'humanité, on rirait des malthusiens et de leurs frayeurs. S'il n'en est pas ainsi, c'est parce que l'excès des forces productives est gâché, la surproduction engendrant la surpopulation ; parce que l'économie tourne pour satisfaire les besoins factices, le travail étant de plus en plus employé improductivement : « L'accroissement extraordinaire de la productivité dans les sphères de la grande industrie, accompagné comme il est d'une exploitation plus intense et plus extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer progressivement une partie plus considérable de la classe ouvrière à des services improductifs <sup>144</sup>. » Et Marx de donner les chiffres impressionnants que voici sur la dilapidation des forces productives, d'après les statistiques anglaises de 1861 : sur quelque 20 millions, 8 millions d'individus des deux sexes et de tout âge, y compris les capitalistes, étaient employés dans la production, le commerce, la finance, etc. Sur cette masse, il y avait 1 098 261 travailleurs agricoles, et dans l'industrie (textiles, mines de charbon et de métal ainsi que dans les usines et manufactures de métal) 1 605 640 contre 1 208 648 domestiques privés et les millions d'autres improductifs.

Cette évolution s'aggrave encore dans le capitalisme sénile. Non seulement le capital dilapide une portion croissante du produit social, pour entretenir une classe sans cesse plus nombreuse de mangeurs de plus-value, mais il met encore à leur disposition des instruments productifs accrus pour des productions stériles, voire néfastes — comme celles que Marx cite dans ce contexte : les professions politiques et idéologiques « telles que gouvernement, police, clergé, magistrature, armée, savants, artistes, etc. <sup>145</sup> ». Mais ce n'est pas tout. Il s'y ajoute le fait proprement criminel de traiter des couches toujours plus nombreuses de prolétaires en surnuméraires, de façon transitoire ou permanente, et de transformer toujours plus d'ouvriers productifs en travailleurs de luxe ou en improductifs.

### *La science économique comme bêtise arrogante*

Lorsque Marx aborde l'étude de Petty dans les Théories sur la plus-value, il remarque que la théorie de la population de Malthus amène essentiellement à la critique des professions improductives et la définition du travail productif ou, mieux, la détermination

---

<sup>143</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. I ; Editions sociales, t. 2, p. 139.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 126 et 127.

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 126.

de ce qu'une société estime utile ou non de produire. Cette critique aboutit aujourd'hui à une condamnation sans appel de la société capitaliste.

Pour établir ces critères de jugement économique et social, il convient d'établir, pour tel système de production et de distribution, une sorte d'étalon qui mesure le travail nécessaire pour obtenir un certain effet utile ou pour satisfaire un besoin donné. Sans risque de se tromper, on peut dire que le gaspillage porte sur neuf dixièmes des forces productives dans l'actuel capitalisme sénile. Autrement dit, on pourrait atteindre le même effet utile avec le dixième des forces productives utilisées, en changeant de rapports de production — ce qui amènerait encore bien d'autres économies de travail et de matière, à quoi se résout en fin de compte l'accroissement de la productivité. C'est de telles révolutions dans l'efficacité du travail que résulte la nécessité d'un mode de production nouveau.

L'économiste moderne, lavé dans les mille eaux du mercantilisme, objectera que rien n'est plus vague et imprécis que l'utile et l'inutile, le nécessaire et le luxe, que la gamme des besoins humains est si infinie et changeante, que tout est si relatif et si complexe... que l'on ne peut rien en dire avec certitude. Allez donc savoir ! Il faut être bien naïf et ingénu pour affirmer quelque chose en la matière. L'étude et la spécialisation nous ont appris que le verre d'eau devient plus précieux que l'or dans le désert, puis se dévalorise complètement lorsqu'on n'a plus soif.

Il n'empêche que l'économiste a un sens aigu pour déterminer ce qui est utile aux classes dominantes, ce qui ne convient pas aux classes inférieures, et on peut être assuré qu'il n'est jamais à court de trucs pour relancer la consommation... rentable.

Dans son chapitre sur le travail productif et improductif du Chapitre inédit du « Capital », Marx explique la conception qui fleurit dans le capitalisme sénile : « Il faut tout l'esprit borné du bourgeois qui considère la forme capitaliste comme la forme absolue de la production, et donc sa forme naturelle, pour confondre ce qui est travail productif et ouvrier productif du point de vue du capital avec ce qui est travail productif en général, de sorte qu'il se satisfait de cette tautologie : est productif tout travail qui produit en général, c'est-à-dire qui aboutit à un produit ou valeur d'usage quelconque, voire à un résultat quel qu'il soit » (p. 225-226).

À ces apologistes purs et simples de la forme capitaliste, dit Marx, « il faut alors préférer des gens comme Malthus qui proclament ouvertement la nécessité et l'utilité des travailleurs improductifs et des parasites purs et simples <sup>146</sup>. »

En effet, Malthus ne pouvait pas ne pas reprendre cette distinction — ne fût-ce que pour la tronquer au profit de ses chères classes rentières. Cette distinction avait servi de cheval de bataille aux économistes classiques pour dénoncer le gaspillage et l'impéritie du mode

---

<sup>146</sup> Nous n'avons pas repris ce texte fondamental. Il est reproduit dans MARX-ENGELS, *Critique de l'éducation et de l'enseignement*, p. 172-175. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

de production féodal et prôner la supériorité de l'économie bourgeoise. Ainsi avait-elle condamné, comme Marx le rapporte dans le même texte, en termes très vifs toute la catégorie innombrable des professions idéologiques et politiques au sein de l'Etat de classe : « La grande masse des travailleurs prétendent “supérieurs” — fonctionnaires de l'Etat, militaires, artistes, médecins, prêtres, juges, avocats, etc., qui ne sont pas seulement improductifs, mais encore foncièrement destructifs, et savent néanmoins s'approprier une grande partie de la richesse matérielle — n'était pas flattée de se voir reléguée, du point de vue économique, dans la même classe que les bouffons et les domestiques et d'être considérée comme des co-consommateurs et parasites vivant aux dépens des véritables producteurs. » Et Marx de montrer comment la bourgeoisie, devenue conservatrice, se met à son tour « à magnifier et justifier n'importe quelle sphère d'activité, en montrant qu'elle est “en relation” avec la production matérielle, qu'elle en est le moyen <sup>147</sup> ».

Il saute aux yeux qu'en la matière il n'existe qu'un point de vue de parti pour juger de ce qui est utile ou inutile — celui de la bourgeoisie, révolutionnaire ou conservatrice, soit celui du mode de production capitaliste, ou celui du prolétariat révolutionnaire qui est celui du mode de production socialiste. Il convient d'ajouter que ce dernier point de vue correspond à une vision progressive et se base sur des critères d'appréciation scientifiques, alors que le point de vue bourgeois est celui du passé suranné et se fonde sur la valeur d'échange, l'argent, le profit, et non sur la valeur d'usage.

En somme, nous préférons le point de vue de la ménagère, dont Lénine voulait faire le ministre de l'Economie prolétarienne, au professeur d'économie, chef de gouvernement bourgeois.

### *Petite liste non exhaustive*

Les critères pour juger du caractère productif ou improductif d'un travail sont éminemment historiques et liés à l'essor déterminé des forces productives. Notre petit schéma partira donc du niveau du capitalisme développé de nos jours. Dans ce travail qui n'est pas académique ni personnel, mais de parti, il ne s'agit pas de traiter le sujet de manière exhaustive, d'« épuiser la question ». La praxis révolutionnaire s'en chargera, sous

---

<sup>147</sup> Dans le même texte, Marx souligne que le terme de « productif » n'est pas seulement utilisé pour déterminer une activité créatrice (de plus-value), soit au sens économique, mais surtout au sens « social » de justification et de valorisation d'une activité. Certes, toutes les activités improductives ne sont pas inutiles, pas plus que toutes les activités productives ne sont utiles, surtout dans leur détermination économique bourgeoise. Cependant, la distinction classique entre valeur d'échange et valeur d'usage d'une marchandise est un critère précieux pour déterminer si un travail est productif ou improductif — ce dernier ne créant pas de valeur d'usage, d'utilité. Au reste, point n'est besoin de déterminer exactement ce que produira la société communiste pour savoir que la valeur d'échange l'emporte de plus en plus sur la valeur d'usage dans la production capitaliste — ce qui ne sera plus le cas dans la production communiste, puisque le mercantilisme et la valeur d'échange y seront éliminés.

la pression non pas des idées, mais de la crise convulsive du capital. Il nous suffira ici, sur le papier, de procéder selon la méthode marxiste qui est productive, en donnant l'essentiel et en fournissant la solution aux questions qui se posent — pour nous, de dresser, à partir de la réalité horrible du capitalisme en décomposition délétère, une petite liste, toujours susceptible d'être complétée, mais suffisante pour condamner un mode de production qui est devenu destructeur et gaspille plus de richesses qu'il n'en crée,<sup>148</sup> d'une économie devenue désormais gravement antisociale, qu'il faut renverser, ce dont on ne convaincra jamais un bourgeois.

À tout seigneur tout honneur : comme il faut commencer par abattre et briser l'appareil d'Etat bourgeois avant d'ériger la dictature du travail qui renversera le cours honteux pris par l'humanité et sa production, mettons en tête de liste la série d'activités, que nous avons déjà vu dénoncées par les économistes bourgeois classiques comme étant « non seulement improductives, mais foncièrement destructives » dans une société civile — celles qui s'effectuent dans les superstructures politiques, juridiques et idéologiques liées plus ou moins directement à l'Etat<sup>149</sup>, soit des millions de « postes de travail » dans l'actuelle France : ce qui est vrai de l'Etat féodal suranné l'est aussi de l'éléphantinesque Etat capitaliste actuel.

Si l'on nous objectait que nous érigerions aussi un Etat de la dictature du prolétariat, nous répondrions ce que Marx a dit de la Commune : d'abord, comme tout Etat révolutionnaire, ce sera un Etat « bon marché », selon l'expression d'A. Smith ; ensuite, que notre Etat dépérira au fur et à mesure que s'instaureront des rapports communistes.

On notera que parfois Marx-Engels nuancent l'épithète de « travail improductif » : ici, en l'outrant au sens de nuisible, destructif, parasitaire, antisocial ou superflu ; là, en tenant compte aussi du fait qu'un certain nombre d'activités improductives sont parfois nécessaires à une activité productive déterminée. Ainsi le travail associé élargit-il cette notion : « Pour travailler productivement, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre ; il suffit d'être l'un des organes du travailleur collectif, de réaliser l'une de ses sous-fonctions<sup>150</sup>. » Mais ces cas particuliers, hybrides ou contingents, ne changent rien

---

<sup>148</sup> Les millions dansent devant nous et l'on se frotte les yeux, presque incapables de croire à l'ampleur des catastrophes que nous prépare le capitalisme. Ainsi lit-on dans *Le Monde* du 13-10-1976 sur « Les Déserts faits par l'homme » : « Les terres émergées ont une superficie de 150 millions de km<sup>2</sup>. Sur ce total, 50 millions de km<sup>2</sup>, au maximum, sont cultivables : 13 ou 14 millions sont réellement cultivés, alors qu'en quelques décennies 10 millions de kilomètres carrés ont été plus ou moins stérilisés par la faute de l'homme. » (Incorrigibles malthusiens, ces écologistes qui ne voient jamais la faute où elle se trouve — chez le capital, bien sûr —, ni les remèdes là où ils sont : la lutte révolutionnaire pour le renverser.)

<sup>149</sup> Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/1 ; passage cité, p. 159. Il s'agit en gros des mêmes activités « politiques et idéologiques » que nous avons énumérées p. 158 à partir du *Capital*.

<sup>150</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, in *Werke*, t. 23, p. 531. La traduction classique de Roy des Editions sociales reproduit par « remplir une fonction quelconque » ce que nous avons traduit par « réaliser l'une de ses sous-fonctions ».

à la définition fondamentale, scientifique. On ne peut les utiliser pour brouiller ce qui est essentiel et bien établi. On ne saurait, en tant que marxiste, les étendre, par exemple, aux activités de l'Etat d'une société devenue conservatrice, sous prétexte que les travailleurs ne pourraient produire, s'ils n'étaient pas assurés de le faire en toute sécurité.

Chaque mode de production implique des activités qui ne sont pas directement productives ; en fait, elles varient complètement d'un mode à l'autre et, à l'intérieur de chacun deux, selon son âge. Il saute aux yeux que ces activités improductives sont nombreuses dans les sociétés de classe mercantiles, où la valeur d'échange l'emporte sur la valeur d'usage<sup>151</sup>. En revanche, il est clair que l'utile, dans un sens qui peut devenir très large selon le développement des forces productives, aura une base infiniment plus solide dans une société communiste qui aura aboli la valeur d'échange et ne maintiendra plus que le critère de la valeur d'usage.

L'une des grandes sphères d'activité improductive est dans l'actuel capitalisme celle de la circulation mercantile. J. St. Mill l'appelle « le prix nécessaire de la division du travail » et Marx « faux frais inhérents à la production capitaliste ». Cette circulation doit être distinguée des transports nécessaires à la production et à la consommation<sup>152</sup>. Elle disparaît dans le communisme, ce qui élimine encore — depuis le banquier jusqu'au boutiquier — des « postes de travail » innombrables<sup>153</sup> : « S'ils travaillaient sous le régime de la propriété collective, ils n'effectueraient aucun échange ; ils consommeraient en commun, si bien que les frais d'échange disparaîtraient. [...] L'activité commerciale et surtout le commerce d'argent sont de purs et simples faux frais de production du capital, dans la mesure où ils représentent des opérations de la circulation proprement dite<sup>154</sup>. »

Etant donné que cet immense secteur ne crée pas de plus-value, mais « représente une déduction sur la valeur déjà créée » (ibid.), comment Messieurs les Capitalistes font-ils pour y « extorquer du profit » à leurs employés (qui ne sont ni productifs ni créateurs de plus-value pour autant) ? Ils leur rapportent « en contribuant à diminuer les frais de réalisation

---

<sup>151</sup> Marx montre cependant que, *par rapport au féodalisme*, l'introduction de la valeur d'échange dans la production a permis un essor considérable des forces productives en rendant « productifs », c'est-à-dire *profitables*, des travaux qui auparavant ne se faisaient qu'en déduction de la richesse nationale. Ainsi le budget de l'Etat de Louis XIV était-il diminué lorsqu'il commandait une route, alors que la construction d'une ligne de chemin de fer est hautement profitable, puisqu'elle sert à faire des profits, les usagers en payant les frais (cf. MARX, *Grundrisse*, t. 3, p. 33-56).

<sup>152</sup> Encore influe-t-elle grandement sur celle-ci, et Engels cite des cas où la spéculation mercantile a fait décupler la longueur des transports (cf. c Discours d'Elberfeld », *Utopisme et Communauté de l'avenir*, p. 31-33).

<sup>153</sup> A partir de 1967, soit quelques années après les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale, on a constaté en France aussi que désormais les *frais de circulation* dépassaient en moyenne les *frais de production*, non seulement Pour les denrées agricoles, mais encore les produits manufacturés.

<sup>154</sup> Cf. MARX, *Grundrisse*, 10/18, t. 3, p. 220.

de la plus-value, dans la mesure où ils effectuent un travail en partie non payé<sup>155</sup> » ou, en d'autres termes, a en réduisant les déductions à opérer sur les valeurs produites<sup>156</sup> ».

Considérons maintenant le capitaliste. Dans le même passage des *Grundrisse*, Marx répète que « le temps du capitaliste est du temps superflu, temps de non-travail, temps non créateur de valeur, bien que ce soit le capital qui réalise la valeur produite » (p. 222). Cependant, d'un point de vue indirect et non actif, « le capitaliste remplit une fonction productive, qui consiste à diriger et à exploiter le travail productif. Contrairement à ceux qui l'aident à manger la plus-value, il fait partie de la classe productive par excellence, bien qu'il ne soit pas dans un rapport immédiat et actif avec la production<sup>157</sup> ».

En somme, le capitaliste est productif non parce qu'il participe au travail dans la production, mais du fait que, par la violence politique, il a substitué au mode féodal et artisanal de produire le mode infiniment plus fécond du capital et qu'il assure, par sa violence économique, l'exploitation du travail et l'extorsion de la plus-value<sup>158</sup>. Marx fait de la sorte aussi la distinction entre productif au sens économique et au sens social (politique) pour le prolétariat qu'il définit comme productif du point de vue économique ET social (du fait qu'il est porteur d'un mode de production supérieur) : « De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même<sup>159</sup>. »

Cependant, cette fonction de commandant de l'économie qu'assure le capitaliste cesse bientôt d'être exercée par le bourgeois et « passe aux mains d'agents rémunérés, cependant que le capitaliste continue d'empocher sous forme de dividendes la rémunération pour des fonctions qu'il a cessé d'exercer depuis longtemps<sup>160</sup> ». Mais, dit Engels, ce « capitaliste

---

<sup>155</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. III, in *Werke*, t. 25, p. 311.

<sup>156</sup> Cf. MARX, *Grundrisse*, t. 3, p. 221.

<sup>157</sup> Cf. MARX, Un chapitre inédit du « Capital », 10/18, p. 240. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>158</sup> « La productivité du capital consiste, d'abord, même si l'on ne considère que la subsumption formelle du travail sous le capital, en la *contrainte au surtravail*, au travail qui dépasse la nécessité immédiate ; cette contrainte, le mode de production capitaliste la partage avec le mode de production antérieur, MAIS IL L'EXERCE D'UNE MANIÈRE PLUS FAVORABLE À LA PRODUCTION » (cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, livre IV du *Capital*, t. 1 ; Editions sociales, p. 456).

<sup>159</sup> Cf. MARX, *Misère de la philosophie*, Editions sociales, p. 178. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>160</sup> Cf. ENGELS, « Classes nécessaires et superflues », trad. fr. in MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. 2, p. 37-41. Et Engels ajoute : « Ainsi, à l'avenir, le capitaliste ne pourra plus justifier son profit comme "salaire de direction et de contrôle", car il ne dirige et ne contrôle plus rien. Souvenons-nous-en quand les défenseurs du capital nous écorchent les oreilles avec cette phrase creuse ! » (p. 40.) Les fonctions de surveillance et de commandement qui semblent justifier le profit de l'entrepreneur comme « salaire de direction » cessent bientôt en général d'être exercées par le capitaliste, et le sont par les salariés ; de la sorte l'évolution écarte un prétexte à arguties : « Le travail de surveillance et de direction apparaît nécessairement toutes les fois que le procès de production immédiat prend la forme d'un procès socialement combiné et qu'il n'est pas le travail isolé de producteurs indépendants » (MARX, *Le Capital*, 1. III ; Editions sociales, t. 7, p. 48). Et Marx de souligner que cette fonction à un

retraité » se met « à spéculer à cœur-joie dans les temples de Mammon » : alors son « existence n'est plus seulement superflue, mais encore ouvertement nuisible » (ibid.).

En ce qui concerne les propriétaires fonciers qui empochent la rente chère à Malthus, le pronostic est bref et sans appel : « C'est une classe INUTILE sur le plan économique, alors qu'elle est devenue un CANCER qui ronge l'Irlande et l'Ecosse » (ibid., p. 37), et Engels d'ajouter que l'aristocratie terrienne de la métropole britannique suivra bientôt la même voie.

### *Et puis les classes hybrides*

[Retour à la table des matières](#)

En ce qui concerne les artisans et les petits paysans qui disposent de leurs instruments de travail parcellaires de l'époque féodale, Marx dit qu'« ils n'entrent ni dans la catégorie des travailleurs productifs ni dans celle des travailleurs improductifs, bien qu'ils soient des producteurs de marchandises, car leur production n'est pas subsumée sous le mode de production capitaliste <sup>161</sup> ». A priori, cela ne préjuge en rien de l'utilité ou non de leurs travaux. Cependant, si ces travailleurs parcellaires, de même que les petits boutiquiers, survivent aussi nombreux et longtemps, avec leurs moyens de production d'un autre âge, donc dérisoires aujourd'hui, c'est essentiellement pour trois raisons : 1) le capital ne parvient pas à répartir également dans toutes les branches de production une même composition organique ou technique qui donnerait au travail une productivité moyenne élevée. Partout, la houe la plus archaïque coexiste avec les machines agricoles les plus perfectionnées, comme il apparaît en Russie dans les kolkhozes où l'entreprise moderne coexiste avec le lopin de terre privé ; 2) ces métiers d'un autre âge pourvoient à certains besoins qui sont d'autant plus nombreux que la population est éparpillée très irrégulièrement sur le territoire, du fait de l'opposition entre industrie et agriculture, ville et campagne, travail intellectuel (ou sédentaire) et travail manuel, et 3) parce que le capitalisme laisse subsister, en face de la production socialisée, la sphère d'appropriation et de distribution parcellaire privée. Prenons l'exemple de la famille. Celle-ci suscite un double gaspillage de forces productives : elle utilise des producteurs parcellaires qui travaillent au-dessous de la productivité moyenne et elle applique des produits SOCIAUX de la grande industrie à une unité économique parcellaire — machines à laver, à coudre, à tricoter, télévisions, frigos, congélateurs, appareils de climatisation et de chauffage sophistiqués, motos, automobiles, etc. Cette dilapidation de forces productives est infiniment supérieure

---

double rôle sous le capitalisme : surveiller et combiner le travail qui se fait en association — ce qui correspond à la valeur d'usage — et assurer le procès d'exploitation — ce qui correspond à la valeur d'échange.

<sup>161</sup> Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, Editions sociales, t. 1, p. 476.

à celle que l'on constate dans l'armement. A mesure que l'on passe de l'industrie socialement organisée à l'agriculture, au commerce, à la distribution et au home familial, bastion de la sphère de l'appropriation privée, le travail se parcellarise et son rendement baisse.

Le communisme supprimera ce gâchis en même temps que cette sphère privée de production et de consommation, en attaquant à la racine l'idéal de vie qui gangrène aujourd'hui toutes les couches de la société capitaliste développée. D'ores et déjà, on constate que le style de vie bourgeois aggravé par la prospérité de la société de consommation fait que l'augmentation du revenu monétaire et mercantile ne détermine pas une amélioration du régime alimentaire et physiologique de la collectivité, mais une corruption et une dégénérescence qui multiplie les pathologies. Si l'on veut le communisme, il faut établir un module de traitement de l'homme social, même comme organisme physique, et avant tout comme organisme physique. Il est honteux de chanter victoire — comme le font les Russes — quand on a choisi ce modèle en Amérique, dans la pourriture de la dégénérescence bourgeoise, qu'il ne faut pas traiter avec une plate imitation, mais avec le fer et le feu de la dictature sur la nourriture, le logement et les idées.

### *Les professions sublimes*

[Retour à la table des matières](#)

Marx cite, par ailleurs, de nombreux autres métiers, voués à être des services improductifs, parce qu'ils ne peuvent être pratiqués vraiment par des travailleurs productifs salariés pour des raisons objectives ou idéologiques (du fait de la « demande » dictée par les besoins bourgeois). Marx étudie ces métiers parmi « les manifestations du capitalisme dans le domaine de la production non matérielle <sup>162</sup> ». Leur marchandise peut être séparée parfois de leur auteur : livres, tableaux, sculptures ; parfois, elle ne le peut que difficilement : artistes, exécutants, orateurs, acteurs, enseignants, médecins, prêtres, etc. Pour les exploiter de manière capitaliste, la technique et l'art modernes s'évertuent à dissocier les deux, à fixer et à retenir le produit de l'homme de l'art — par exemple, dans les disques, le film du cinéma et de la télévision, l'audio-visuel.

En général, avec le capital, l'art et la pensée se dégradent, parce qu'ils se monnaient. La sélection féroce qui écarte tous les esprits originaux suscite le culte de la vedette qui parodie et copie toutes les œuvres et tous les artistes du passé et du présent qu'elle tue en les avilissant, tandis qu'elle déprave le goût du grand public. L'art dès lors frelaté se décompose rapidement. C'est seulement lorsque les masses se seront approprié le temps libre — base de tout art et de toute création — et que seront éliminés les professionnels et

---

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 479-480.

les spécialistes (vénaux par définition) que l'on peut s'attendre à un épanouissement de la création et du goût du beau <sup>163</sup>.

Lorsqu'on a la mauvaise idée d'ouvrir aujourd'hui un poste de radio ou de télévision, on se fait arroser prestement d'un flot de merde, mélange de publicité mercantile et de politique honteuse préparé par des lèche-culs stipendiés.

Il est symptomatique de la « civilisation capitaliste » que, à l'instar du capital qui se sent mal à l'aise dans la production des moyens de subsistance qui sont indispensables pour l'homme — l'agriculture essentiellement —, le capital traite comme un luxe les arts, la science et les lettres et ne parvient pas à les adapter à son type d'exploitation. Il les range ou bien dans les services improductifs, ou bien parmi les activités « qui enrichissent les entrepreneurs de théâtre ou d'établissements de distraction <sup>164</sup> ».

En ce qui concerne les services en général, Marx remarque : « *Ici, l'argent et le travail ne s'échangent l'un contre l'autre que comme marchandises. Au lieu que cet échange produise dans ce cas du capital, il est une dépense de revenu* <sup>165</sup>. »

« *Toutes les fois que le travail est acheté pour être employé comme valeur d'usage à titre de service — et non pas comme facteur vivant, échangé contre le capital variable en vue d'être incorporé au procès de production capitaliste —, il n'est pas productif. Dans ce cas, en effet, le travail est consommé pour sa valeur d'usage et ne crée donc pas de valeurs d'échange. N'étant pas consommé de manière productive, c'est du travail improductif. Le capitaliste ne lui fait pas face comme capitaliste représentant le capital, puisqu'il échange son argent sous forme de revenu, et non de capital, contre du travail* <sup>166</sup>. » Bref, l'argent opère ici comme moyen de circulation, non comme capital.

Les enseignants payés par l'Etat vivent ainsi de la plus-value déjà créée et époncée sous forme d'impôts. Mais même les enseignants dans les établissements privés, « bien qu'ils ne soient pas des travailleurs productifs vis-à-vis des élèves, le sont vis-à-vis des entrepreneurs <sup>167</sup> » (qu'ils enrichissent).

---

<sup>163</sup> Cf. MARX-Engels, Critique de l'éducation et de l'enseignement, P.C.M., p. 22-27. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>164</sup> Cf. MARX, Théories sur la plus-value, loc. cit., p. 476.

<sup>165</sup> Cf. MARX, Théories sur la plus-value, p. 476.

<sup>166</sup> Cf. MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 228. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>167</sup> Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, p. 480.

On peut admettre que les enseignants ne sont pas des travailleurs productifs vis-à-vis des élèves, parce qu'ils transmettent « les idées dominantes qui sont celles des classes dominantes » et que le travailleur productif — mais non le capital — est séparé et privé de la science, de l'art et du savoir — ce qui entrave gravement la force productive de la source de toute richesse, la force de travail vivante (cf. les chapitres « Science, force du capital », « La Science, étrangère à l'ouvrier jusque dans la production », « La Science, instrument d'oppression de classe » (p. 158-164) et « La Condition de l'épanouissement de l'homme » (p. 178-180), in MARX-ENGELS, *Critique de l'éducation*.

Mais, ajoute Marx, « tous ces phénomènes de la production capitaliste dans ce domaine sont si insignifiants, comparés à l'ensemble de la production, qu'on peut les laisser totalement de côté ».

### *Pillage des ouvriers productifs*

[Retour à la table des matières](#)

Le patron d'un travailleur peut s'enrichir sans que celui-ci crée de la plus-value, l'opération portant sur du revenu, de la plus-value déjà créée, et le patron s'enrichissant des heures non payées au prestataire de service, mais payées par la clientèle qui dépense ses revenus. En somme, l'affaire n'enrichit pas la société, dont la plus-value créée passe simplement dans la poche d'un autre entrepreneur privé.

C'est la circulation, et non la production, qui permet à ces travaux d'être productifs de richesse pour le patron particulier, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de création de richesse supplémentaire par ces sortes de travailleurs : nous sommes dans la sphère chère à Malthus.

Certaines activités développées par les travailleurs parcellaires ou ceux dont la marchandise ne peut que difficilement se séparer de leur auteur sont utiles du point de vue de leur valeur d'usage — encore qu'il faille faire de graves réserves même pour ceux qui paraissent le plus indispensable dans la société actuelle — celle des médecins, par exemple, étant donné qu'ils « produisent à la fois la santé et la maladie », sans arrêter la progression selon une série géométrique, pour parler le langage de Malthus, des pathologies que suscite le système de vie de la société bourgeoise <sup>168</sup>.

Il ne fait pas de doute que l'homme de la société communiste non mercantile aura des besoins tout différents — et n'aura plus besoin de l'art pratiqué dans les sociétés vénales. Cela ne veut pas dire qu'il n'aura pas de besoins — il n'en aura pas au sens bourgeois, mais d'autant plus au sens humain et collectif.

Marx affirme que les innombrables professions liées de près ou de loin aux exigences mercantiles du capitalisme seront purement et simplement supprimées. C'est du « travail double », parfaitement inutile du point de vue de la valeur d'usage. Les patrons de ces employés, par le biais des heures non payées, détournent une part de la plus-value créée uniquement par les ouvriers productifs, lorsque le capital productif fait appel au service de ces « tertiaires » — ce qui est inévitable, étant donné les rapports mercantiles qui entourent de toute part le capital. Le procédé vaut d'être souligné, parce qu'il est caractéristique de toutes les sphères où s'activent les classes moyennes — qu'elles soient salariées ou non. Une petite citation pour l'illustrer : « Si le travail non payé de l'ouvrier crée directement la

---

<sup>168</sup> En 1976, la France a dépensé près de 120 milliards pour se soigner, deux fois plus que pour l'éducation nationale. Question complémentaire : combien a-t-on dépensé, pour rendre les gens malades à ce point ?

plus-value pour le capital productif, le travail non payé au salarié commercial procure au capital commercial une participation à cette plus-value <sup>169</sup>. »

En somme, toutes ces professions improductives pèsent, plus ou moins directement, sur le travail productif :

« Ce qui caractérise tous les travaux improductifs, c'est que — comme pour l'achat de toutes les autres marchandises en vue de la consommation — je n'en dispose que DANS LA MESURE OU J'EXPLOITE DES TRAVAILLEURS PRODUCTIFS. C'est pourquoi, de toutes les personnes, c'est le travailleur productif qui a le moins de possibilités de commander sur les prestations de service des travailleurs improductifs, bien qu'il ait le plus à payer pour les services non volontaires (Etat, impôts). Mais, d'autre part, mon pouvoir d'employer des travailleurs productifs ne croît nullement dans la mesure où j'emploie des travailleurs improductifs : au contraire, il décroît dans la même mesure <sup>170</sup> », puisque ceux-ci ne créent pas de plus-value, mais mangent celle dont disposent les travailleurs productifs.

### *Au cœur de la question*

[Retour à la table des matières](#)

La méthode matérialiste de Marx permet de définir clairement les catégories sociales. Les classes dirigeantes et les couches moyennes, leur appendice, sont rattachées au revenu issu de la plus-value et elles consomment les produits de la section de luxe, sans parler de ce qu'elles écrèment la section fondamentale des moyens de subsistance. Or, les ouvriers — économiquement liés au capital variable — sont les créateurs de toute la richesse de la société (plus-value) et consomment normalement les moyens de subsistance : « Le capital variable n'est qu'une forme historique particulière du fonds des moyens de subsistance ou fonds du travail dont l'ouvrier a besoin pour se maintenir lui-même en vie et se reproduire, et qu'il doit, dans tous les modes de production sociaux, produire et reproduire lui-même <sup>171</sup>. »

Pour voir clairement, comme le dit Marx, la primauté de la section des moyens de subsistance parce que source de toutes les autres productions, il faut considérer le procès de la reproduction globale de la richesse et ne pas limiter son champ de vision à l'entreprise particulière. « Les faits changent d'aspect, si l'on envisage non plus le capitaliste et l'ouvrier individuels, mais toute la classe des capitalistes et celle des ouvriers, non plus les procès de production isolés de marchandises, mais le procès de production capitaliste dans son flux et dans son extension à la société. On voit alors que, quand le capitaliste convertit

---

<sup>169</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. III, in *Werke*, t. 25, p. 305.

<sup>170</sup> Cf. MARX, Théories sur la plus-value, in *Werke*, 2611, p. 381.

<sup>171</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. I, in *Werke*, t. 23, p. 593.

une fraction de son capital en force de travail, il valorise du même coup tout son capital. Il fait d'une pierre deux coups. Il profite non seulement de ce qu'il reçoit de l'ouvrier, mais encore de ce qu'il lui donne <sup>172</sup>. »

Le secret, bien dissimulé par la production capitaliste qui implique bourgeois et propriétaires fonciers exploitant de concert les ouvriers, c'est que la consommation de l'ouvrier n'est pas productive pour lui, mais l'est à plusieurs titres pour le capital <sup>173</sup>. Les profits sur les moyens de subsistance (qui sont le contenu matériel du capital variable ou salaire) sont de trois ordres : 1. le capitaliste extorque une plus-value aux ouvriers qui les produisent ; 2. il leur vend ces produits majorés de la rente foncière (qui frappe les produits agricoles, les loyers, etc.), 3. à partir du capital variable nourrissant les ouvriers, ceux-ci produisent la plus-value dans toutes les autres sphères (production des moyens de production et produits de luxe). En somme : toute la valeur vient du capital variable (force de travail vivante, ou moyens de subsistance), c'est la source de toutes les richesses : cf. infra, p. 242.

Dans le secteur des produits de luxe, le capital extorque de la plus-value au capital variable à raison des heures non payées aux ouvriers, mais leur produit est purement et simplement détruit dans la « consommation » et ne sert donc pas à la reproduction du capital. La section de production des moyens de production est moins « productive » que celle des moyens de subsistance, puisque son produit entre dans la reproduction (les autres sphères de production) simplement comme capital constant qui répercute sa valeur dans le produit, la valeur additionnelle ne provenant que de la force de travail vivante si l'on considère le procès d'ensemble. Telle est la clé pour le difficile texte de Marx sur la critique de la loi de la valeur de Malthus que nous avons reproduit en conclusion de ce recueil (p. 243-301).

L'unité de la classe ouvrière se soude doublement : 1. dans toutes les sections de la production sociale, le capital lui extorque de la plus-value, mais avec des effets variables, comme on l'a vu, 2. en consommant leurs moyens de subsistance, les ouvriers supportent une surcharge (rente). On sait que le niveau du salaire ne se fixe pas en fonction de la productivité ou de la valeur du produit du travail de l'ouvrier, comme le suggère le salaire aux pièces, mais par la somme nécessaire à produire ou à reproduire la force de travail, soit par la valeur des moyens de subsistance.

La rente qui grève les produits en provenance de la terre — la surcharge des prix chère à Malthus — ne provient donc pas uniquement du surtravail extorqué aux salariés agricoles. Tous les salariés de l'agriculture et de l'industrie productive ou non voient une partie de leur surtravail Passer aux propriétaires fonciers, lorsqu'ils paient leurs moyens de

---

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 597.

<sup>173</sup> Marx souligne même que certains capitalistes n'ont pas manqué de tirer parti de cette constatation, en forçant leurs ouvriers des mines à prendre « une nourriture plus substantielle à la place de celle qui le serait moins » (cf. *Le Capital*, 1. I, in *Werke*, t. 23, p. 598).

subsistance plus cher. Il s'agit donc d'un véritable transfert de plus-value à l'échelle de la société au profit des rentiers. Cela peut prendre la forme des fameuses subventions qui passent de l'industrie à l'agriculture soit pour « soutenir » les prix, stocker (pour vendre plus cher ensuite), soit pour procurer à la paysannerie à bon marché des machines, des engrais, ou gratuitement des installations collectives, routes, écoles, canaux, relais de télévision, etc. etc.

Le colonialisme et l'expansion impérialiste s'inscrivent également dans ce mouvement de la rente, puisqu'en gagnant des terres nouvelles la grande propriété s'accroît et que les pays dépendants fournissent alors matières premières et moyens de subsistance aux métropoles industrielles. C'est là que s'est nouée en deux temps l'alliance, fatale à Ricardo, entre bourgeois industriels et propriétaires fonciers : 1. le formidable accroissement de la force de travail à l'aube capitaliste a permis une baisse considérable des frais de production des moyens de subsistance qui a rendu caduque les exploitations naines des petits paysans parcellaires, ainsi ruinés et expropriés, avec l'effet de créer la grande propriété foncière capitaliste. L'extension outre-mer de la grande agriculture a permis de coloniser des continents entiers avec ce résultat fondamental : faire baisser le prix des moyens de subsistance et donc les salaires — ce qui eut pour effet de lancer la grande industrie en Angleterre au milieu du siècle dernier (cf. infra, p. 98, 100, 188 et 219). De fait, les statistiques indiquent que les prix ont baissé des deux tiers de 1810 à 1867. 2. La grande propriété foncière étant ainsi créée sur une base capitaliste, les classes dominantes utilisent une autre tactique pour, faire baisser les salaires et gonfler leurs revenus : augmenter le prix des moyens de subsistance, et diminuer par là le pouvoir d'achat réel des ouvriers, tout en laissant intact leur montant monétaire, alors purement nominal. Avec cette surcharge, se développe l'industrie de luxe pour les classes parasitaires chères à Malthus. De la sorte, deux politiques des salaires, apparemment contraires, aboutissent également à faire baisser la valeur de la force de travail (bas salaire nominal avec bas prix des moyens de subsistance, mais moins bas que les salaires ; salaire nominal élevé, mais prix encore plus élevé des moyens de subsistance)<sup>174</sup>. La première politique permet de lancer la grande industrie, et la seconde de faire vivre grassement les classes dominantes et leurs appendices dans le capitalisme sénile.

Comme notre parti n'a cessé de le répéter, la clé pour comprendre le mécanisme du capital, du chômage, du paupérisme et de la faim dans le monde est la question agraire<sup>175</sup>, le capitalisme se définissant fondamentalement comme une révolution partielle, agraire, qui

---

<sup>174</sup> Cette baisse continue ne signifie aucunement que nous n'ions qu'une certaine aristocratie ouvrière ne peut acheter plus d'objets qu'autrefois. Elle démontre simplement que le capital et la rente peuvent opérer des ponctions effroyables sur la carcasse de l'ouvrier, dont la productivité a augmenté de façon inimaginable là où les moyens techniques sont concentrés. Au chapitre 16 du Livre II du *Capital*, Marx parle d'un taux de plus-value, non pas de 100 %, soit 100 de salaire pour 100 de profit, mais de 1 000 pour 100 — dans l'industrie, bien sûr.

<sup>175</sup> Cf. *Les Fils du temps*, n<sup>os</sup> 2, 6 et 7, consacrés à « Marxisme et Question agraire ».

aboutit à une catastrophe, à une nouvelle révolution qui abolira l'opposition entre industrie et agriculture, entre ville et campagne, entre l'homme et la nature, en éliminant la production mercantile qui permet le profit aussi bien que la rente.

Mais finissons-en avec la petite liste des activités et productions à éliminer sous le communisme.

### *La production de luxe*

[Retour à la table des matières](#)

Comme Marx le montre dans *Le Capital* (1. II ; Editions sociales, t. 5, p. 49-64), sur les secteurs I et II de la production capitaliste, les ouvriers peuvent parfois participer à la consommation d'articles de luxe, de même que les classes dominantes contribuent largement à la consommation des moyens de subsistance. De ce fait, il s'établit une frange de production et de consommation entre les classes, et le moyen de corrompre une fraction de la classe des travailleurs — l'aristocratie ouvrière.

Mais, si étendus que puissent être ces phénomènes pour la classe ouvrière de certains pays, à certaines époques transitoires, on ne peut en faire la règle générale qui changerait la définition même des classes — et les malthusiens sont là pour nous rappeler que la paupérisation est plus importante que la diffusion de la richesse.

En conséquence, Marx définit la production de luxe comme n'entrant pas dans la force de travail des ouvriers pour la conserver, l'accroître et la développer : « Par produit de luxe, il faut entendre ici toute production qui n'entre pas dans la reproduction de la force de travail<sup>176</sup> » ; elle est donc stérile.

Ainsi, comme nous l'avons vu, c'est toujours le travail productif qui est la base fondamentale, parce que la mesure à partir de laquelle la production de luxe peut s'effectuer : « L'économie politique courante est incapable de dire quoi que ce soit de sensé — même du point de vue capitaliste — sur les limites de la production de luxe. Cependant, la question devient très simple, si l'on analyse correctement les éléments du procès de reproduction. Du point de vue capitaliste, le luxe devient condamnable dès lors que le procès de reproduction — ou son progrès exigé par la simple progression naturelle de la population — trouve un frein dans l'application disproportionnée de TRAVAIL PRODUCTIF À LA CRÉATION D'ARTICLES QUI NE SERVENT PAS À LA REPRODUCTION, de sorte qu'il y a reproduction insuffisante des moyens de subsistance et des moyens de production nécessaires<sup>177</sup> ».

---

<sup>176</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. III, in *Werke*, t. 25, p. 116.

<sup>177</sup> Cf. MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, 10/18, p. 235-236.

Marx poursuit en disant que le travailleur de luxe crée de la plus-value pour son patron, bien qu'il ne contribue pas à augmenter les forces productives de la société. Cependant, par le mécanisme du mercantilisme qui fait que, si l'on échange un objet de luxe contre des denrées alimentaires, c'est comme si l'on avait produit soi-même des moyens de subsistance, le capitalisme développé, avec l'échange inégal du fait de la diversité de la composition organique du capital <sup>178</sup>, peut déséquilibrer la production de tous les peuples du tiers monde qui produisent des matières premières et des moyens de subsistance, et touchent en échange des produits de luxe et des canons pour leurs classes dominantes. La production de luxe ne dégrade donc pas seulement l'ouvrier de ce secteur en article de luxe <sup>179</sup> ».

En assimilant l'ouvrier à sa production, Marx n'est pas seulement matérialiste, il substitue encore, en économie, le critère de la valeur d'usage, de l'utilité propre à la société humaine du communisme, à celui de la valeur d'échange de la société mercantile. Cette distinction échappe à tous ceux qui ne lisent *Le Capital* que comme un manuel brillant de l'économie politique existante, au lieu d'y voir une critique faite à partir du programme de la société communiste. Ainsi, dans la citation suivante, le critère d'improductif outrepassait-il les notions bourgeoises d'économie, en distinguant entre la valeur d'échange (du capitaliste) et la valeur d'usage (du consommateur) : « *Le producteur de tabac est productif, bien que la consommation de tabac soit improductive* <sup>180</sup>. »

Cet après-guerre insensé, qui a fait passer la production mondiale de 119 millions de tonnes d'acier par an en 1939 (prélude à la dernière guerre de destruction massive de la surproduction et de la surpopulation) à plus de 721 millions de tonnes par an en 1974, a mis en évidence une sphère massive de dilapidation des forces productives, l'industrie lourde, chère à Staline et plus encore à l'économie occidentale qui a développé, à partir d'elle, outre l'armement, une folle production de luxe et de pacotille : cf. p. 301, note 27.

L'éléphantiasis monstrueuse de l'industrie démontre clairement que le capital est PRODUCTION POUR LA PRODUCTION et n'a plus d'égards pour la subsistance des masses. Aussi cette folie de la production industrielle suscite-t-elle périodiquement les graves crises et guerres destructives qui sont « la forme la plus frappante de l'avertissement qui est donné au capitalisme de céder la place à un mode de production supérieur, et de disparaître <sup>181</sup> ».

Le bilan de la société de bien-être est effrayant : la drogue du crédit et de l'inflation a poussé à l'hystérique surproduction de quelques pays privilégiés qui ont saccagé, en une ou

---

<sup>178</sup> Cf. la note 13, page 16 de la Présentation sur le mécanisme des surprofits *dans* les industries de pointe. Cf. également *Grandrisse*, t. 4, le chapitre intitulé « Deux nations peuvent procéder entre elles à des échanges d'après la loi du profit, de telle sorte qu'elles y gagnent toutes deux, bien que l'une exploite et vole constamment l'autre » (p. 171-181).

<sup>179</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. II ; Editions sociales, t. 5, p. 63.

<sup>180</sup> Cf. MARX, *Grundrisse*, t. 2, p. 85, note.

<sup>181</sup> *Ibid.*, t. 4, P. 17.

deux générations, les ressources créées par la Nature durant des millions d'années, en suscitant ici une surconsommation perverse et dégénérée, et là une surpopulation monstrueuse pour les peuples de couleur qui croupissent dans une misère atroce et subissent les guerres et la répression en série. Ce monde devenu dément, parce qu'il préfère l'argent à la vie, le profit au travail, le parasitisme à la production, le luxe au nécessaire, s'écroule déjà dans des convulsions terribles. La production du monde de demain, ne serait-ce que pour survivre, partira de l'essentiel, des moyens de subsistance pour tous — ce qui implique le transfert du pouvoir à la classe la plus nombreuse et la plus misérable de la société ».

La société communiste implique donc des coupes sombres dans les branches de production et d'activité du capitalisme : des pans entiers de l'économie mercantiles seront abattus, en réalisant une économie de travail, de matières premières, de machines et de production correspondante.

## Décroissance de la demande de travail au cours du processus d'accumulation du capital

[Retour à la table des matières](#)

Barton a indubitablement un très grand mérite<sup>182</sup>. A. Smith croit que la demande de travail augmente en raison directe de l'accumulation du capital. Malthus déduit la surpopulation du fait que le capital n'est pas accumulé aussi rapidement ni reproduit à une échelle aussi croissante que la population. Barton fut le premier à mettre en évidence que les différents organes constitutifs du capital ne croissent pas dans les mêmes proportions uniformes que l'accumulation et le développement des forces productives, mais, au contraire, que, dans le procès de la croissance, la partie du capital qui se résout en salaires diminue par rapport à la partie (qu'il appelle capital fixe) qui, pour ce qui est de sa grandeur, n'affecte que de façon insignifiante la demande de travail. En conséquence, il établit le premier le principe essentiel selon lequel « le nombre des ouvriers occupés n'est pas

---

<sup>182</sup> Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/2, p. 580-588.

Dans cette seconde partie, Marx-Engels analysent les mécanismes complexes que le capital met sur place pour évincer la main-d'œuvre du procès de travail (susciter une surpopulation), afin de créer de la plus-value (surproduire) — ce qui le conduit à négliger de plus en plus la *valeur d'usage* (utilité) des articles produits, au profit de leur *valeur d'échange*. Ces mécanismes — par exemple, la transformation croissante de capital circulant en capital fixe aux dépens du capital variable — sont bien différents de la stupide et vulgaire *surcharge* des prix dans la circulation, dont parle Malthus pour justifier sa rente partout et toujours. Marx analyse ici l'évolution de la surpopulation spécifique du capitalisme. Dans sa démonstration, il s'appuie sur une première découverte économique, faite par l'économiste classique, John Barton, qui relie le mouvement de la population ouvrière à la capacité totale d'achat des salaires touchés par les ouvriers, et non à la richesse totale produite par l'essor des forces productives, puisqu'une partie en est absorbée par les classes stériles, mais douées d'un solide appétit, et une autre réinvestie, etc.

proportionnel à la richesse de la nation <sup>183</sup> » et qu'il est relativement plus grand dans un pays à faible développement industriel que dans un pays de développement industriel avancé.

Dans la 3<sup>e</sup> édition de ses *Principles*, Ricardo — après avoir suivi purement et simplement les traces d'A. Smith dans ses éditions précédentes — accueille, au chapitre XXXI consacré au machinisme, la correction de Barton, mais de la façon unilatérale dont Barton la donne lui-même. Le seul point où il aille plus loin — point important du reste — c'est le suivant : non seulement il admet — comme Barton — la proposition selon laquelle la demande de travail ne croît pas proportionnellement au développement des machines, mais encore que les machines elles-mêmes rendent « les hommes superflus <sup>184</sup> », et créent donc de la surpopulation. Mais il limite à tort cet effet au cas qui ne se présente que dans l'agriculture et qu'il étend néanmoins à l'industrie, à savoir que le produit net augmente aux dépens du produit brut. C'était néanmoins, en germe, la réfutation de l'absurde « théorie de la population » (de Malthus), et notamment de l'affirmation des économistes vulgaires que les ouvriers doivent s'efforcer de contenir leur accroissement au-dessous de la mesure de l'accumulation du capital.

Il résulte, au contraire, de l'exposé de Barton et de Ricardo, qu'une telle limitation de croissance de la population ouvrière par la réduction de l'offre de travail et la hausse du prix de la force de travail vivante qui s'ensuivraient ne ferait qu'accélérer l'emploi des machines, soit la conversion de capital circulant en capital fixe — ce qui créerait une surpopulation artificielle, surpopulation qui serait, en règle générale, provoquée par le manque non pas de moyens de subsistance, mais de moyens d'employer les ouvriers, d'une baisse de la demande réelle d'emploi.

L'erreur ou la lacune de Barton, c'est qu'il ne conçoit la différenciation ou composition organique du capital que sous la forme qu'elle revêt dans le procès de circulation, comme capital fixe et capital circulant. Cette différence, les physiocrates l'ont déjà découverte, et Smith l'a développée, et elle est devenue par la suite un préjugé des économistes, en ce sens qu'ils ne voient plus, dans la composition organique du capital, que cette seule différence — qu'ils reprennent telle quelle de leurs prédécesseurs. Cette différence, qui résulte du procès de circulation <sup>185</sup>, a certes une grande influence sur la production de la richesse en général, donc également sur la partie qui constitue le fonds destiné au travail. Mais ce n'est

---

<sup>183</sup> Cf. John BARTON, *Observations on the Circumstances which Influence the Condition of the Labouring Classes of Society*, Londres, 1817, p. 16.

<sup>184</sup> Cf. David RICARDO, *Principles of Political Economy*, Sraffa ed., vol. 1, p. 390.

<sup>185</sup> Cette façon de ne considérer les phénomènes économiques qu'à partir de la circulation est caractéristique de l'économie vulgaire. Le capital fixe ne peut être saisi à partir de cet angle de vue, puisque c'est plus ou moins le travail mort accumulé par toutes les générations. Le capital constant comprend d'abord les matières premières et les matières auxiliaires consommées comme lubrifiants, combustibles, etc., et la partie du capital *fixe* circulant dans le procès de production comme capital *constant*, la partie usée des machines, installations, etc. Les bourgeois actuels confondent ces deux notions dans leur catégorie du patrimoine.

pas ce qui est décisif ici. La différence entre du capital fixe tel que les machines, les bâtiments, le bétail, etc., et le capital circulant ne joue pas vis-à-vis du travail, elle existe simplement dans leur mode de circulation et de reproduction.

Le rapport direct entre les divers éléments constitutifs du capital et le travail vivant ne dérive pas du phénomène du procès de circulation, mais résulte du procès de production immédiat : c'est le rapport entre le capital constant et le capital variable, qui ne diffèrent que par leur rapport au travail vivant.

C'est ainsi que Barton dit par exemple, que la demande de travail ne dépend pas du capital fixe, mais du capital circulant. Mais une partie du capital circulant — la matière première et les matières instrumentales — ne s'échange pas plus que les machines contre du travail vivant. Dans toutes les branches d'industrie, où la matière première entre comme élément du procès de valorisation, elle constitue — dans la mesure où nous ne considérons que la partie du capital fixe qui entre dans la marchandise — la partie la plus importante de la fraction de capital qui ne s'exprime pas en salaire. Une autre partie du capital circulant, à savoir le capital marchandise, se compose d'articles de consommation qui entrent dans le revenu de la classe non productive. L'accroissement de ces deux fractions du capital tout comme la croissance du capital fixe cessent donc d'avoir une influence sur la demande de travail. A cela s'ajoute que la partie du capital circulant qui se décompose en matières premières et en matières auxiliaires augmente dans la même proportion, sinon plus, que la partie qui s'exprime en machines, etc.

Ramsay a poursuivi l'élaboration de la différenciation de Barton, en l'améliorant, mais en restant lié à ses prémisses. En fait, il réduit la différence au capital constant et au capital variable, mais il continue d'appeler capital constant le capital fixe, bien qu'il y fasse entrer les matières premières, etc., tout comme il appelle capital variable le capital circulant qui n'est pas dépensé directement en salaire. Nous reviendrons sur ce sujet plus tard, lorsque nous traiterons des théories de Ramsay <sup>186</sup>. Quoiqu'il en soit, tout cela démontre qu'il fallait expliciter ce point.

Une fois que l'on a bien compris cette différence du capital constant et du capital variable, qui est directement liée au procès de production immédiat et se déduit du rapport des différents éléments constituants du capital avec le travail vivant, on voit qu'elle n'a rien

---

<sup>186</sup> Le fait d'établir quelles sont les parties du capital constant qui sont en liaison avec le capital variable permet de déterminer également l'effet de ce dernier sur le développement du capital, et, selon Marx, Ramsay est parvenu à des conclusions intéressantes à partir de la détermination de ces rapports ; « Ramsay et d'autres économistes distinguent avec raison l'augmentation de la productivité selon qu'elle s'effectue dans les branches d'industrie produisant le capital fixe, les moyens de subsistance ou les articles de luxe. Dans le secteur de production de ces derniers, *elle ne peut pas diminuer le temps de travail nécessaire*, à moins que les articles de luxe ne s'échangent contre des produits agricoles de nations étrangères — ce qui équivaudrait à une augmentation de productivité, dans l'agriculture. » (MARX, *Grundrisse*, t. 4, p. 20.)

à voir avec la masse absolue des articles de consommation produits, bien qu'elle dépende beaucoup de la manière dont elle se réalise.

Cependant, la manière dont le revenu brut se réalise dans des marchandises différentes n'est pas — comme Ricardo l'admet et Barton l'indique — la cause, mais l'effet des lois immanentes de la production capitaliste, qui font que, par rapport au montant total du produit, la part qui forme le fonds pour la reproduction de la classe ouvrière diminue sans cesse. Si une grande partie du capital se compose de machinerie, de matières premières et auxiliaires, etc., une faible portion de toute la classe ouvrière sera employée dans la reproduction des moyens de subsistance qui entrent dans la consommation des ouvriers. Or cette diminution relative dans la reproduction du capital variable n'est pas la cause, mais au contraire l'effet d'une moindre demande relative du travail.

De même, si un nombre plus grand d'ouvriers sont employés à la production des articles de consommation correspondant au revenu en général, ils produiront des articles de consommation qui entreront dans la consommation et la dépense des revenus des capitalistes, des propriétaires fonciers et de tous leurs caudataires de l'Etat, de l'Eglise, etc., tandis qu'un nombre moindre, produira des articles destinés au revenu des ouvriers. Mais c'est une fois de plus l'effet et non pas la cause. Lorsque les rapports sociaux entre l'ouvrier et le capitaliste seront changés par un révolutionnement des conditions régissant la production capitaliste, tout cela prendra une tout autre tournure. Pour employer l'expression de Ricardo, le revenu serait « réalisé dans des marchandises différentes ».

Il faut remarquer qu'il n'y a pas de contrainte irréfragable dans les conditions dites physiques de la production. Lorsque les ouvriers seront au pouvoir et pourront produire pour eux-mêmes, ils parviendront en peu de temps et sans beaucoup de peine à mettre — suivant la phraséologie des économistes vulgaires — le capital à la hauteur de leurs besoins.

La différence vraiment essentielle est celle-ci : les ouvriers trouvent-ils en face d'eux les moyens de production sous forme de capital et ne peuvent-ils les utiliser que dans la mesure où ils augmentent le surproduit et la plus-value au profit de leurs employeurs, ou bien, au lieu d'être assujettis à ces moyens de production, les emploient-ils eux-mêmes, en étant des sujets dominants qui agissent sur ces mêmes moyens de production pour produire la richesse pour leur propre compte ? Cela implique évidemment que la production capitaliste ait déjà développé les forces productives du travail en général à un niveau suffisant pour que cette révolution puisse se produire.

Prenons l'exemple de cet automne 1862 : la misère des ouvriers en chômage dans le Lancashire, alors que, sur le marché financier de Londres, on avait « beaucoup de peine à trouver à investir son argent », ce qui avait suscité la formation de sociétés véreuses de spéculation, puisqu'il était difficile de trouver à placer son argent même à 2 %. Or, d'après la théorie de Ricardo, étant donné que, d'un côté, il y avait du capital en excédent à Londres

et que, de l'autre côté, il y avait des forces de travail inemployées à Manchester, il aurait fallu que se créent des emplois pour eux ».

## Barton à propos de l'évolution du salariat et de la croissance de la population

[Retour à la table des matières](#)

Barton explique ensuite que l'accumulation du capital ne fait augmenter que lentement la demande de travail, si la population ne s'est pas préalablement accrue au point que le taux des salaires était bas.

*« Le rapport qui, à un moment donné, existe entre le salaire et le produit total du travail détermine l'emploi du capital comme capital fixe ou comme capital circulant » (p. 17).*

*« Si le salaire baisse, tandis que le prix des marchandises reste stationnaire ou que ce prix monte et le salaire ne change pas, l'employeur voit augmenter son profit, et il est poussé à occuper plus d'ouvriers. En revanche, si les salaires montent proportionnellement aux marchandises, le fabricant se limite au minimum d'ouvriers et cherche à tout faire au moyen de machines » (p. 17, 18).*

*« Nous disposons d'assez de faits avérés pour établir qu'à la suite d'une hausse progressive du salaire la population s'est accrue bien plus lentement dans la première moitié du dernier siècle que dans la seconde moitié, où le prix réel du salaire tombait rapidement » (p. 25).*

*« Une hausse du salaire par elle-même n'accroît presque jamais la population ouvrière ; une baisse de salaire peut amener rapidement ce résultat. Par exemple, si l'Anglais réduisait ses exigences au point de tomber au niveau de l'Irlandais, l'entrepreneur engagerait des ouvriers en proportion de leur coût moindre d'entretien » (p. 26).*

*« Ce qui empêche les ouvriers de se marier, c'est plutôt la difficulté de trouver du travail que la faiblesse des salaires » (p. 27).*

« On peut admettre que tout accroissement de la richesse tend à créer une nouvelle demande d'ouvriers. Or, de toutes les marchandises, le travail est celle dont la production exige le plus de temps. » C'est la raison pour laquelle le taux du salaire peut longtemps rester au-dessous de la moyenne. En effet, de toutes les marchandises, le travail est celle qui se retire le plus difficilement du marché, celle dont, par conséquent, l'offre s'équilibre le plus difficilement avec la demande. « Le travail est donc — aussi la marchandise dont l'accroissement de la demande fera le plus monter le prix ; et comme toute hausse du salaire amène une réduction dix fois plus grande du profit, il est clair que l'accroissement du capital

n'influera que très lentement sur l'accroissement de la demande effective de travail, et encore s'il n'y a pas au préalable une augmentation de la population telle que le taux du salaire soit maintenu bas » (p. 28).

**Barton** établit ici différents théorèmes.

**Premièrement** : ce n'est pas la hausse du salaire qui, en soi, fait augmenter la population ouvrière ; c'est plutôt une baisse du salaire qui la fera monter facilement et rapidement. En voici la preuve : dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le salaire a monté graduellement et la population s'est développée lentement ; en revanche, dans la seconde moitié, le salaire réel a subi une forte baisse et la population ouvrière s'est accrue rapidement. Et en voici la cause : ce qui empêche les ouvriers de se marier, c'est la difficulté de trouver du travail, et non la faiblesse des salaires.

**Deuxièmement** : mais la facilité de trouver du travail varie en fonction du taux de salaire. En effet, lorsque le salaire est élevé, le capital se convertit en son élément fixe, lorsqu'il est bas, en capital circulant — et dans le premier cas le capital élimine le travail et dans le second il en emploie.<sup>187</sup> Si le salaire est bas, la demande de travail est grande, parce qu'il est alors profitable à l'entrepreneur d'employer beaucoup d'ouvriers, et il peut en employer plus avec le même capital circulant. Si le salaire est élevé, le fabricant emploie aussi peu de bras que possible et cherche à tout faire au moyen de machines.

**Troisièmement** : à elle seule, l'accumulation du capital n'accroît que lentement la demande de travail, parce que tout accroissement de cette demande fait monter rapidement le prix du travail si celui-ci est rare et fera baisser le profit qui est dix fois plus grand que la hausse des salaires. L'accumulation ne peut avoir un effet rapide sur la demande de travail si l'accumulation a été précédée d'un grand accroissement de la population ouvrière, si bien que le taux du salaire était bas et le reste malgré une certaine hausse, parce que la demande absorbe plus d'ouvriers inoccupés qu'elle n'est en concurrence auprès des ouvriers pleinement occupés.

Tout cela est exact en gros pour la production capitaliste entièrement développée, mais ne nous en explique pas le développement.

Et c'est pourquoi la démonstration historique fournie par Barton se trouve en contradiction avec ce qu'il entend prouver.

Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les salaires s'élevaient graduellement (en Angleterre), tandis que la population croissait lentement ; qui plus est, on n'employait pas

---

<sup>187</sup> En d'autres termes, le capital substitue des machines aux ouvriers si les salaires sont élevés, et il ne mécanise pas la production et emploie beaucoup de main-d'œuvre, s'ils sont bas. C'est ainsi que la main-d'œuvre étrangère, qui est bon marché, est utilisée surtout dans les branches d'industrie non mécanisées.

de machines en comparaison de la seconde moitié, il n'y avait que peu d'autre capital fixe en exercice <sup>188</sup> .

En revanche, dans la seconde moitié, le salaire baissa constamment, mais la population s'accrut énormément. Or c'était précisément le machinisme qui, d'une part, rendait surnuméraire la population existante et faisait baisser de la sorte les salaires, et, d'autre part, à la suite de la croissance rapide du marché mondial, l'absorbait de nouveau pour la rendre ensuite une fois de plus surnuméraire, avant de la réabsorber, tandis qu'il accélérât extraordinairement par ailleurs l'accumulation du capital en accroissant la masse du capital variable qui, néanmoins, diminuait relativement à la valeur totale du produit aussi bien qu'au nombre des ouvriers qu'il occupait.

Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y avait pas encore de grande industrie, mais seulement la manufacture basée sur la division du travail. L'élément constitutif primordial du capital y était le capital variable avancé en salaires. Mais la force productive du travail se développait lentement, en comparaison de ce qui se passa dans la seconde moitié du siècle. Avec l'accumulation du capital, la demande de travail — et par suite le salaire — s'accroissait presque proportionnellement alors. L'Angleterre était encore essentiellement un peuple d'agriculture et en outre possédait, voire développait, une vaste industrie domestique exercée par la population agricole (tissage et filage). Il n'y avait pas encore de prolétariat qui ne faisait que pulluler <sup>189</sup> , ni en conséquence d'industriels millionnaires.

Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y avait une prédominance du capital variable, puis, dans la seconde, du capital fixe ; mais ce dernier implique une grande masse de matériel humain <sup>190</sup> . Son introduction en grand doit donc être préparée par une forte augmentation de la population.

Or tout ce cours des choses contredit l'exposé de Barton. Comme on peut en juger, ce fut un révolutionnement complet du mode de production en général qui se produisit alors. Les lois qui régissent la manufacture ne sont pas les mêmes que celles qui correspondent à la grande industrie. La première ne forme qu'une phase de développement conduisant à la seconde.

---

<sup>188</sup> Marx s'appuie implicitement ici sur le fait que le développement capitaliste passe par deux phases, la première où le capital variable vivant prédomine dans le procès de production, et la seconde où le capital substitue progressivement le capital mort au travail vivant — ce qui entraîne une inversion des lois de la population qui favorise la surpopulation d'ouvriers et de consommateurs stériles.

<sup>189</sup> Marx met ici en parallèle les *prolétaires*, en surnombre, qui forment la surpopulation stagnante, et les *capitalistes* hautement concentrés.

<sup>190</sup> Marx a théorisé les deux phases du développement capitaliste dans le *Chapitre inédit du « Capital »* (p. 191-223) — celle de la soumission *formelle* du travail au capital et celle de la soumission *réelle* du travail au capital. Cette systématisation repose sur la distinction établie par Marx dans *Le Capital*, 1. I (Editions sociales, t. 2, p. 184), entre production de plus-value *absolue* et celle de plus-value *relative*.

Il y a quelque intérêt aux développements historiques de Barton, pour ce qui concerne les fluctuations des salaires, ainsi que les mouvements du prix du blé et leur comparaison dans les deux moitiés du XVIII<sup>e</sup> siècle en Angleterre.

Comme on sait, les salaires ont haussé de la moitié du XVII<sup>e</sup> siècle à la moitié du XVIII<sup>e</sup>, car le prix du blé est tombé d'au moins 35 % au cours de cette période. Le tableau suivant de Barton (p. 25) indique le rapport existant au cours des dernières soixante-dix années entre les salaires des ouvriers agricoles et le prix du blé.

EPOQUE	SALAIRE HEBDOMADAIRE	PRIX D'UNE MESURE DE BLÉ	SALAIRE EN PINTES DE BLÉ
1742-1752	6 sh. 0 d.	30 sh. 0 d.	102
1761-1770	7 sh. 6 d.	42 sh. 6 d.	90
1780-1790	8 sh. 0 d.	51 sh. 2 d.	80
1795-1799	9 sh. 0 d.	70 sh. 8 d.	65
1800-1808	11 sh. 0 d.	86 sh. 8 d.	60

« En étudiant la série des lois relatives à la clôture des terres, adoptées à chaque session depuis la révolution [1680] et réunies dans le rapport des lords sur la Législation des Pauvres [1816 ?], on s'aperçoit que, dans les soixante-six années de 1688 à 1754, on a adopté 123 lois, mais que dans les cinquante-neuf années de 1754 à 1813 on en a adopté 3 315. Les progrès de l'agriculture furent environ vingt-cinq fois plus rapides dans la seconde période que dans la première. Mais, dans les soixante-six premières années, on cultiva de plus en plus de blé pour l'exportation, tandis que, dans la majeure partie des cinquante-neuf dernières années, non seulement la consommation intérieure absorbait tout et même ce que l'on exportait auparavant, mais devait encore faire largement appel à l'importation. [...] L'accroissement de la population, dans la première période comparée à la seconde, fut donc plus lente que ne semble l'indiquer le progrès de l'agriculture » (p. 11, 12).

« En 1688, la population de l'Angleterre et du Pays de Galles était de 5 millions et demi, selon Gregory King, qui l'estimait d'après le nombre des maisons. En 1780, Malthus l'évalue à 7 700 000. En quatre-vingt-douze ans, elle a donc augmenté de 2 200 000. Or, dans les trente années qui suivirent, l'accroissement fut de plus de 2 700 000. Mais il est probable que la majeure partie du premier accroissement se fit de 1750 à 1780 » (p. 13).

Puisant aux bonnes sources, Barton estime « qu'en 1750 la population était de 5 946 000 habitants, soit, depuis la révolution [1680], un accroissement de 446 000, soit de 7 200 Par an » (p. 14). « D'après les estimations les plus basses, l'accroissement de la population fut, dans les dernières années, dix fois plus rapide qu'il y a un siècle. Mais il n'est pas possible d'admettre que l'accumulation du capital soit devenue dix fois plus grande <sup>191</sup> » (p. 14).

Mais la question n'est pas de savoir quelle a été la quantité d'aliments produite chaque année, mais la part de travail vivant qui est entrée chaque année dans la production du capital fixe et du capital circulant, car c'est ce qui détermine la grandeur du capital variable par rapport au capital constant.

L'accroissement étonnant de la population dans les dernières cinquante à soixante années pour presque toute l'Europe, Barton l'explique par la productivité plus grande des mines américaines : cette surabondance de métaux précieux aurait plus augmenté le prix des marchandises que le salaire, autrement dit aurait en réalité fait baisser le salaire, de sorte que le taux de profit aurait monté (p. 29-35).

## Baisse tendancielle du taux de profit et taux d'accroissement de la population

[Retour à la table des matières](#)

Mettons, par exemple, qu'un capital de 100 donne 10 %, soit, si ce profit est réinvesti, 673 en vingt ans — et, comme un peu moins ou un peu plus ne change rien à l'affaire, disons 700 en vingt ans <sup>192</sup>. Ce capital aurait donc septuplé en vingt ans... De fait, l'accumulation capitaliste n'est que la reversion de l'intérêt en capital : dans cette opération, l'intérêt et le profit sont identiques, si bien que l'intérêt porte intérêt...

Si en vingt ans le capital peut septupler, dans ses hypothèses les plus « extrêmes », Malthus ne fait que doubler la population en vingt-cinq ans. Mais admettons même qu'elle double en vingt ans, donc que double aussi la population ouvrière. Si le taux d'exploitation reste le même, cette population double (notons que pendant ces vingt ans une grande partie

---

<sup>191</sup> L'affirmation de Barton est étonnante : ou bien il se trompe dans son *appréciation* (qu'il exprime d'ailleurs de manière très vague, puisque « dix fois plus rapide » signifie en fait que le pourcentage de l'accroissement annuel de la population est passé de 0,12 à 1,2 — ce qui n'est vraiment pas beaucoup, comme l'indique le chiffre absolu de 7 200 par an de la période allant de 1680 à 1750), ou bien le phénomène est particulier à cette époque où le machinisme faisait encore défaut. En effet, en règle générale, le rythme de l'accumulation du capital est supérieur à celui de l'accroissement de la population.

Quoi qu'il en soit, le rapport établi par Barton est tout à fait erroné, comme Marx le dit aussitôt.

<sup>192</sup> Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert* (livre IV du *Capital*), Dietz Verlag, in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/3, p. 293-300.

de la nouvelle génération ne serait pas en âge de travailler, elle ne le serait qu'après une dizaine d'années, malgré l'occupation des enfants) ne pourrait en vingt ans fournir que le double de travail, et non le septuple, de sorte que le surtravail serait le double, et non le septuple.

Voyons comment se détermine le taux de profit (et par suite, dans notre exemple, le taux de l'intérêt) :

1. Le taux d'exploitation étant supposé constant, par le nombre des ouvriers employés, donc par la croissance de la population. Bien que cette masse augmente, sa proportion à la somme totale du capital employé diminue au fur et à mesure de l'accumulation du capital et le développement industriel, de sorte que le taux de profit baisse, bien que le taux d'exploitation reste le même <sup>193</sup>.

Au demeurant, la population ne s'avise pas d'augmenter dans la même proportion géométrique que l'intérêt composé. A un certain niveau de développement industriel, la croissance de la population illustre l'augmentation de la masse de la plus-value et du profit, mais en même temps la chute du taux de profit.

2. Le taux de profit est déterminé par la grandeur absolue de la journée normale de travail, c'est-à-dire par l'accroissement du taux de la plus-value. Il peut donc croître à la suite

---

<sup>193</sup> Dans l'économie marxiste, ce n'est pas tant la loi de la valeur, propre aux économistes bourgeois classiques, qui est significative, mais la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, étant donné que c'est le surtravail ou profit qui est le moteur de la production bourgeoise. Devient-il égal à zéro, le capitalisme ne prend plus la peine de produire. Aussi bien est-il logique que cette loi de la baisse du taux de profit soit fondamentale pour la détermination de la masse de population ouvrière nécessaire à la création du Profit.

De fait, l'accroissement annuel de la population est infiniment moindre dans les pays développés, qui ont un taux de profit moyen bas, que dans le tiers monde aux profits élevés. Ainsi l'Allemagne, aussi bien occidentale qu'orientale, a-t-elle un taux d'accroissement bien plus faible que l'Irlande ou la Bulgarie.

Marx explique ici qu'une croissance de la population est indispensable, non pas pour augmenter dans l'abstrait la production, mais pour freiner la baisse tendancielle du taux de profit qui fait si mal au portefeuille des capitalistes et entraîne tant de faillites (et donc la concentration des entreprises). La population est mise ici en équation avec ce qui est la raison d'être même de la production capitaliste : le taux de profit — on est loin des creuses abstractions de Malthus. On sait que le taux de profit baisse du fait qu'avec le progrès de la technique, du machinisme, de l'application de la science, le capital constant augmente considérablement par rapport au capital variable, ne serait-ce que parce qu'un même ouvrier transforme une masse de plus en plus grande de matières premières. Dans ces conditions, comme la seule source du profit est le travail vivant, l'accroissement de la force de travail vivante, c'est-à-dire de la population, est un moyen de freiner la baisse tendancielle du profit, et de fait tous les pays développés de cet après-guerre ont vu — avant l'effondrement du taux de profit dans la crise à la fin du cycle historique de production — augmenter leurs besoins de main-d'œuvre au point qu'ils ont fait appel à la réserve des pays sous-développés, les « travailleurs étrangers ».

Le taux d'exploitation se lit dans le *taux de plus-value* qui est le rapport entre travail payé (nécessaire) et travail non payé (surtravail) dans la journée de travail, soit  $Pl/v$ . Ce taux est toujours plus élevé que le *taux de profit*, soit  $pl/c + v$ , c'est-à-dire la plus-value rapportée au capital constant et capital variable d'un cycle de production.

de l'extension du temps de travail au-delà de la journée normale de travail. Mais cette prolongation a des limites physiques et, peu à peu même, des limites sociales. Il va de soi que l'accroissement du nombre des ouvriers peut avoir le même effet, et, à mesure que les ouvriers mettent en mouvement plus de capital, le même capital commande naturellement plus de temps de travail absolu.

3. Si la journée de travail normale reste la même, le surtravail peut être augmenté relativement par réduction du temps de travail nécessaire et une baisse des denrées alimentaires qui entrent dans la consommation de l'ouvrier par rapport au développement de la force productive du travail. Mais le réel développement de la force productive fait diminuer le capital variable par rapport au capital constant. Il est matériellement impossible que le temps de surtravail de deux ouvriers, par exemple, qui en remplacent vingt, puisse être égal — par une augmentation quelconque du temps de travail absolu ou relatif — à celui de ces vingt ouvriers. Si chacun de ces vingt ouvriers ne font que deux heures de surtravail par jour, ils fournissent quarante heures de surtravail, alors que la journée de travail tout entière des deux ouvriers ne donne que quarante-huit heures.

La valeur de la force de travail ne baisse pas dans la même proportion que monte la force productive du travail ou du capital. Cet accroissement de la force productive augmente également, dans toutes les branches qui ne produisent pas (directement ou indirectement) des moyens de subsistance nécessaires, le rapport du capital constant au capital variable, sans provoquer la moindre altération dans la valeur du travail. Mais le développement de la force productive n'est pas uniforme : par la nature même du capitalisme, il est plus rapide dans l'industrie que dans l'agriculture. Cela n'est pas dû à la nature du sol, mais au fait que la terre, pour être réellement exploitée comme il convient à sa nature, nécessite d'autres rapports sociaux. La production capitaliste ne se précipite sur la terre qu'après qu'elle a été épuisée par ses influences délétères et que les dons de la nature y ont été pillés. A cela s'ajoute que — en comparaison aux autres marchandises — les produits de la terre se vendent plus cher du fait de la propriété foncière, parce qu'ils sont payés à leur valeur et ne peuvent être ramenés à leur prix de production<sup>194</sup>. Or ils constituent l'essentiel des moyens

---

<sup>194</sup> Les conséquences de la rente foncière sont multiples. Ainsi Marx signalait-il, par exemple, son effet suivant sur les prix : 1) « Le prix des denrées alimentaires a presque continuellement haussé, tandis que celui des objets manufacturés et de luxe a presque continuellement baissé. » 2) « Et, même parmi les comestibles proprement dits, les articles de luxe, tels que les artichauts, les asperges, etc., sont aujourd'hui relativement à meilleur marché que les comestibles de première nécessité [...]. A notre époque, le superflu est plus facile à produire que le nécessaire. A diverses époques historiques, l'évolution des prix a non seulement été différente, mais opposée : dans tout le Moyen Age, les prix agricoles ont été relativement à meilleur marché que les produits manufacturés ; dans les temps modernes, ils sont en raison inverse. » Puis Marx démontre 3) que la qualité des articles qui sont destinés aux masses [et, depuis que Marx a écrit, cela ne se vérifie pas seulement pour l'Europe et l'Amérique, mais pour tous les continents] est la plus mauvaise possible. On a même pu écrire qu'au fur et à mesure on passe du zoologique au végétal, puis au minéral : « Le coton, les pommes de terre et l'eau-de-vie sont des objets du plus commun usage. Le coton a chassé en partie, la soie, le lin et la

de subsistance. Enfin, il y a le fait supplémentaire : la loi de la concurrence fait que, si un dixième du sol coûte plus cher à cultiver, les autres neuf dixièmes se trouvent eux aussi frappés « artificiellement » par cette infertilité relative.

Pour qu'avec l'accumulation du capital le taux de profit puisse rester le même, il faudrait que le taux de plus-value croisse énormément. Le même ouvrier qui donnait dix heures de surtravail devrait, dès que l'on accumule au rythme de l'intérêt composé et que le capital employé est devenu ainsi bien plus grand, fournir le triple, le quadruple, le quintuple dans la progression de l'intérêt composé — ce qui est absurde.

La masse de capital que l'ouvrier met en mouvement et dont il conserve et reproduit la valeur par son travail est totalement différente de la valeur qu'il ajoute et, par conséquent, de la plus-value. Si la masse de capital est 1 000 et le travail ajouté 100, le capital reproduit se monte à 1 100. Si le capital est 100 et le travail ajouté 20, le capital reproduit est 120. Le taux de profit dans le premier cas est 10 % et dans le second 20 %. Néanmoins, 100 peuvent accumuler davantage que 20. Et ainsi le torrent du capital ou son « accumulation » suit son cours (abstraction faite de sa dévalorisation à la suite de l'accroissement de la force productive) en proportion de la quantité de son flot qu'il possède déjà — et non en proportion du montant de son taux de profit. C'est ce qui explique que l'accumulation — sa masse — puisse augmenter en dépit de la baisse du taux de profit, sans parler de ce que, même si elle baisse, une plus grande partie du revenu peut être accumulée avec une productivité croissante qu'avec un taux de profit plus élevé et une productivité moindre.

Un taux élevé de profit — pour autant qu'il est fondé sur un taux élevé de plus-value — est possible quand on travaille très longtemps, bien que le travail soit peu productif. Il est possible, parce que les besoins de l'ouvrier, donc le minimum de salaire, sont très faibles, bien que le travail soit peu productif. La faiblesse du minimum a pour corrélatif le peu d'énergie du travail. Dans les deux cas, le capital accumule une faible masse, malgré le taux élevé du profit. La population est stagnante, et le temps de travail exigé pour le produit est grand, bien que le salaire payé à l'ouvrier soit maigre.

J'ai expliqué la baisse du taux de profit, bien que le taux de plus-value reste constant, voire s'élève, par le fait que le capital variable diminue par rapport au capital constant, c'est-à-dire que le travail vivant actuel diminue par rapport au travail passé employé et reproduit. Hodgskin et l'auteur de *The Source and Remedy of the National Difficulties*

---

laine [et nous dirions aujourd'hui qu'il est remplacé même par tous les sous-produits, tel le nylon], bien que la laine et le lin soient, en beaucoup de cas, d'une plus grande utilité, ne fût-ce que sous le rapport de l'hygiène. [...] Pourquoi donc le coton, la pomme de terre et l'eau-de-vie sont-ils les pivots de la société bourgeoise ? Parce qu'il faut, pour les produire, le moins de travail et qu'ils sont par conséquent au plus bas prix. Pourquoi le minimum de prix décide-t-il du maximum de la consommation ? [...] Parce que, dans une société fondée sur la misère, les produits les plus misérables ont la prérogative fatale de servir à l'usage du plus grand nombre » (*Misère de la philosophie*, chap. 1, § 2).

expliquent la baisse du taux de profit par l'impossibilité où se trouve l'ouvrier de répondre aux exigences du capital qui accumule en raison des intérêts composés :

« Nul travail, nulle force productive, nul esprit d'invention, nulle habileté ne seront jamais à même de satisfaire aux exigences écrasantes de l'intérêt composé. Mais toutes les économies sont réalisées sur le revenu du capitaliste (donc sur le simple profit), de sorte que le capitaliste renouvelle sans cesse ses exigences, tandis que la force productive du travail se refuse toujours à les satisfaire. Il se produit donc constamment une sorte de compensation » (p. 23).

En gros, cela tend à dire la même chose que ce que nous disons. Si je dis que le taux de profit baisse au fur et à mesure de l'accumulation du capital, parce que le capital constant augmente par rapport au capital variable, cela signifie — abstraction faite de la forme déterminée des parties du capital — que le capital employé augmente par rapport au travail vivant employé. Le taux de profit ne baisse pas parce que l'ouvrier est moins exploité, mais parce que le capital emploie moins d'ouvriers par rapport au capital employé. [...]

Ma formule explique le plus clairement pourquoi, avec l'accumulation, il y a moins d'ouvriers pour la même masse de capital ou, ce qui revient au même, une plus grande masse de capital pour le même travail. [...]

La théorie de Hodgskin n'a de sens que si l'on suppose que le capital augmente plus vite que la population, c'est-à-dire la population ouvrière. Soit dit entre parenthèses, même cette dernière augmentation est relative. Par définition, le capital provoque l'excès de travail pour une fraction de la classe ouvrière et fait tomber l'autre dans le paupérisme. Si la population s'accroît au même rythme que le capital, rien ne s'oppose à ce qu'avec un capital de 800 £ je retire de 8 fois x ouvriers le même taux de surtravail qu'avec 100 £ de x ouvriers. 8 fois 100 de capital ne réclame pas plus des 8 fois x ouvriers que le capital 100 de x ouvriers. L'argument de Hodgskin devient ici sans fondement. En réalité, les choses se passent comme suit : même si la population augmente au même taux que le capital, le développement capitaliste fait néanmoins qu'une partie de la population devient surnuméraire, parce que le capital constant se développe aux dépens du capital variable.

« En ce qui concerne le travail, il est tout à fait essentiel de savoir si on distribue les biens de sorte qu'ils conduisent à une plus grande demande de travail ou à une plus petite, si on les répartit pour qu'ils deviennent la condition pour le travail ou pour qu'ils engraisent les oisifs » (An Inquiry into those Principles, respecting the Nature of Demand and the Necessity of Consumption, Lately Advocated by Mr. Malthus..., London, 1821, p. 57).

« La demande croissante de travail a pour cause un nombre croissant d'hommes » (loc. cit., p. 58). « Le fait de ne pas être capable de commander autant de travail qu'autrefois est seulement important quand le travail ne produit plus autant qu'autrefois. Si le travail est devenu plus productif, la production ne sera pas entravée, même si la masse existante de marchandises sera produite par moins de travail qu'auparavant » (loc. cit., p. 60).

C'est ce qui vise directement Malthus, et il est exact que la production n'est pas entravée par une productivité croissante, mais par la baisse du taux de profit. L'expression cynique de « une masse de marchandises qui commande le travail » correspond à celle que Malthus emploie dans sa théorie de la valeur où il parle de « le commandement de la marchandise sur le travail ». Ces expressions cyniques caractérisent exactement la nature du capital,

## Production de plus-value et déséquilibre de l'appareil productif

[Retour à la table des matières](#)

Chacun des capitalistes sait que ses ouvriers ne lui font pas face comme consommateurs dans la production et s'efforce de restreindre autant que possible leur consommation, c'est-à-dire leur capacité d'échange, leur salaire<sup>195</sup>. Cela ne l'empêche pas, bien sûr, de souhaiter que les ouvriers des autres capitalistes fassent la plus grande consommation possible de ses marchandises. Quoi qu'il en soit, le rapport général — fondamental — entre le capital et le travail est celui de chacun des capitalistes avec ses ouvriers.

Mais l'illusion propre à chacun des capitalistes privés, en opposition à tous les autres, à savoir qu'en dehors de ses propres ouvriers toute la classe ouvrière n'est faite que de consommateurs et d'échangistes, de dispensateurs d'argent, et non d'ouvriers, provient de ce que le capitaliste oublie ce qu'énonce Malthus : « L'existence même d'un profit réalisé sur une marchandise quelconque implique une demande autre que celle émanant du travailleur qui l'a produite », et par conséquent « la demande émanant du travailleur productif lui-même ne peut jamais être une demande adéquate » (angl.). Etant donné qu'une branche de production en active une autre et gagne ainsi des consommateurs parmi les ouvriers du capital étranger, chaque capitaliste croit à tort que la classe ouvrière, créée par la production elle-même, suffit à tout. Cette demande créée par la production elle-même incite à négliger la juste proportion de ce qu'il faut produire par rapport aux ouvriers : elle tend à dépasser largement leur demande, tandis que, par ailleurs, la demande extérieure à celle des ouvriers disparaît ou se réduit fortement — et c'est ainsi que se prépare l'effondrement<sup>196</sup>.

---

<sup>195</sup> Cf. MARX, *Grundrisse*, loc. cit., p. 322-323.

<sup>196</sup> Marx montre qu'il est vraiment simpliste d'admettre comme le fait Malthus — qu'il suffit d'une classe de purs consommateurs absorbant l'excès de production, car il y a crise, quand le profit moindre ne suffit plus à reproduire l'énorme masse gonflée artificiellement.

En effet, il ne faut pas oublier que les produits pour les classes parasites proviennent exclusivement de la classe productive, dont les lois de la population et la source des revenus sont diamétralement opposées à celles de la classe parasitaire. La moindre inadéquation dans l'un ou l'autre de ces secteurs a un effet d'autant plus nocif que chacune d'elles a ses normes propres. Il suffit d'une application disproportionnée de travail productif à la création d'articles de luxe pour qu'il y ait reproduction

Au demeurant, le capital considère la demande émanant des ouvriers, c'est-à-dire le paiement du salaire sur lequel repose cette demande, comme une perte, et non comme un profit.

## Travail nécessaire, surtravail et surpopulation

[Retour à la table des matières](#)

De toute nécessité, la production fondée sur le capital a pour condition une plus grande masse absolue de travail nécessaire, en même temps qu'une masse relative, et la plus grande possible, de surtravail <sup>197</sup>. Sa condition essentielle est donc l'accroissement maximal de la population, — de la force de travail vivante.

Les conditions de développement des forces productives et des échanges y ont pour complément l'accroissement de la population : division croissante du travail, coopération élargie, observation universelle qui requiert une foule innombrable d'individus, science développée, et le plus de centres d'échanges possible. Par ailleurs, l'appropriation du surtravail d'autrui suppose l'existence d'une surpopulation inactive, en opposition à la population nécessaire, c'est-à-dire celle qui représente le travail nécessaire à la production.

En plus de la surpopulation industrielle, liée aux capitalistes industriels, le capital suscite, au cours de son évolution ultérieure, une surpopulation de purs consommateurs. La grande affaire de ces oisifs, c'est de consommer les produits des autres et, comme la consommation d'articles courants a ses limites, il faut des produits plus raffinés, des produits de luxe en quelque sorte. Lorsque les économistes parlent de surpopulation, ils n'ont bien sûr jamais en vue ce surplus d'oisifs. Au contraire, les fanatiques des questions de population estiment sans vergogne que cette population est nécessaire... pour la consommation. Chez les économistes, l'expression de surpopulation vise exclusivement la main-d'œuvre, c'est-à-dire la population nécessaire. Mais cela ne découle-t-il pas tout logiquement de la nature du capital ?

La force de travail ne peut effectuer son travail nécessaire que si son surtravail peut avoir une valeur pour le capital, s'il peut être valorisé pour lui. Sitôt que cette valorisation est entravée par tel ou tel obstacle, la force de travail est 1) privée des conditions de

---

insuffisante des moyens de subsistance ainsi que des moyens de production nécessaires. Le moindre accroissement dans l'industrie de luxe peut aussi être suivi du licenciement des ouvriers — ce qui influe sur la production des moyens de subsistance (cf. ce schéma de crise dans *Le Capital*, t. II ; Editions sociales, t. 5, p. 63 ; et *Grundrisse*, t. 2, p. 255-258).

<sup>197</sup> Cf. MARX, *Grundrisse*, loc. cit., p. 302-305, 502-503 et 595-596.

Les textes qui suivent illustrent, après un bref énoncé des lois capitalistes de la population dans leurs rapports complexes avec l'évolution de l'accumulation et la composition organique du capital, le devenir de la surproduction dans la *seconde phase* de développement du capitalisme, avec la création d'une surpopulation tout à fait spécifique — celle qui frappe les travailleurs productifs eux-mêmes.

reproduction de son existence (elle subsiste alors sans ses moyens d'existence ; elle devient purement et simplement encombrante ; elle a des besoins, sans avoir les moyens de les satisfaire) ; 2) le travail nécessaire devient superflu, parce que le travail en excédent n'est plus nécessaire.

Le travail n'est nécessaire que pour autant qu'il est une condition de la valorisation du capital. Le rapport entre travail nécessaire et surtravail, tel qu'il est posé par le capital, se renverse donc — une partie du travail nécessaire — du travail reproduisant la force du travail — devient superflue, et cette force de travail devient un excédent par rapport à la population laborieuse qui n'est pas superflue, parce qu'elle reste nécessaire au capital.

L'évolution des forces productives sur la base capitaliste détermine une augmentation du taux de surtravail par rapport au travail nécessaire ou, en d'autres termes, une diminution du travail nécessaire à la production d'une quantité donnée de surtravail. Pour une quantité donnée de travail vivant, il faut donc absolument que la portion de travail nécessaire utilisée par le capital diminue sans cesse ; autrement dit, qu'une partie de la main-d'œuvre devienne superflue, puisque l'autre suffit à effectuer la masse de surtravail produite précédemment par toute la main-d'œuvre.

La croissance du surtravail par rapport au travail nécessaire a pour conséquence inévitable de rendre superflue une portion déterminée de la main-d'œuvre, c'est-à-dire du travail nécessaire à sa reproduction. La diminution de la portion de travail nécessaire signifie donc l'augmentation de la main-d'œuvre relativement superflue, autrement dit la création d'une surpopulation. Si celle-ci continue de subsister, ce ne sera pas grâce au fonds du travail, mais au revenu de toutes les classes. Elle ne vit pas de son travail ; elle ne vit plus en se reproduisant comme travailleur ; si elle survit, c'est grâce à autrui. Elle tombe donc dans la gueusaille et la pauvreté dès lors qu'elle ne subsiste plus en échangeant son travail nécessaire contre une portion du capital. C'est ainsi qu'elle quitte sa condition apparemment autonome d'échangiste.

La société prend en charge — et Messieurs les Capitalistes en supportent une partie aliquote — l'entretien de son instrument de travail virtuel, tenu en réserve pour une utilisation ultérieure. Les capitalistes s'efforcent de se décharger autant que possible des coûts de reproduction de la classe ouvrière et, en vue de bénéfices futurs, font donc vivre dans le dénuement une partie de la population. En effet, étant donné que le capital se reproduit constamment à une échelle élargie, il tend à la fois à créer et à abolir ce paupérisme. Son action est donc contradictoire ; c'est tantôt l'un, tantôt l'autre aspect qui prédomine.

En somme, la création de capital additionnel implique 1) la nécessité d'une population croissante, susceptible de le valoriser ; si la population relative dont le capital a besoin est devenue trop réduite, c'est que lui-même est devenu trop grand ; 2) la nécessité de maintenir inemployée une fraction de la population (au moins de façon relative) ; autrement dit, d'une

surpopulation relative, pour disposer au premier signal d'une population prête à faire fructifier le capital additionnel ; 3) la valeur additionnelle peut, à un niveau donné des forces productives, être disponible, mais dans des proportions qui ne permettent pas de l'utiliser comme capital, car il existe, à chaque niveau de production, un minimum à partir duquel seul son extension est possible. Dès lors, il peut y avoir excédent de capital et de surpopulation. De même, il peut y avoir surpopulation, mais en quantité insuffisante pour assurer une augmentation de la production. Dans toutes ces considérations, nous avons intentionnellement négligé les effets dus au marché, contraction et expansion des débouchés, etc. ; bref, de tout ce qui forme le procès d'un grand nombre de capitaux.

## Augmentation du temps de surtravail par accroissement de la population

[Retour à la table des matières](#)

Le temps de surtravail peut augmenter du fait de l'accroissement de la population, et celle-ci peut augmenter à mesure que diminue le temps de travail nécessaire ou encore à mesure que le temps nécessaire à la production de la force de travail vivante décroît relativement. Ce capital en excédent détermine la surpopulation. Il y a création de temps libre pour la société.

Le temps extra est la partie de la journée de travail en sus de celle que nous appelons le temps de travail nécessaire ; il correspond en outre à l'augmentation des journées de travail simultanées, c'est-à-dire de la population ouvrière (soit dit en passant, puisque ce point entre dans le chapitre du salaire, il peut provenir aussi d'une prolongation brutale de la journée de travail au-delà de ses limites naturelles ou de l'incorporation des femmes et des enfants dans la population laborieuse).

Le rapport primitif du temps extra au temps nécessaire se modifie par suite du développement des forces productives : le travail nécessaire se réduit à une partie aliquote toujours moindre. La même chose vaut relativement aussi pour la population. Une population ouvrière de 6 millions, par exemple, peut être considérée comme une seule journée de travail de 6 millions x 12 heures, soit 72 millions d'heures : les mêmes lois lui sont applicables.

Comme nous l'avons vu, le capital a pour loi de créer du surtravail, du temps disponible. E ne peut le faire qu'en mettant en mouvement du travail nécessaire, c'est-à-dire en procédant à un échange avec l'ouvrier. En conséquence, sa tendance est de créer le plus possible de travail en même temps que de réduire le travail nécessaire à un minimum. Le capital s'efforce donc à la fois d'augmenter la population ouvrière et de rendre une partie

de celle-ci surnuméraire et inutile, jusqu'à ce que le capital puisse l'utiliser. (C'est ce qui confirme notre théorie de la surpopulation et du capital en surplus.)

De même, le capital tend à rendre (relativement) le travail humain superflu, tout en le développant à l'infini. La valeur n'est que du travail matérialisé, et la plus-value (valorisation du capital) ce qui excède la partie du travail matérialisé, nécessaire à la reproduction de la force de travail. Mais le travail est et reste la présupposition, le surtravail n'existant qu'en fonction du travail nécessaire et dans la mesure où celui-ci existe. Le capital doit donc créer sans cesse du travail nécessaire pour en extraire du surtravail : il doit l'augmenter (d'où une multiplication des journées simultanées) pour accroître son excédent ; mais il doit, en même temps, abolir le travail nécessaire pour en faire du surtravail <sup>198</sup>.

En ce qui concerne la journée de travail, le processus est simple : 1) la prolonger jusqu'aux limites de sa possibilité naturelle ; 2) abréger toujours plus la partie nécessaire de celle-ci (ce qui revient à accroître démesurément les forces productives).

Plus nombreuses sont les journées de travail avec lesquelles le capital procède d'un coup à l'échange de travail vivant contre du travail matérialisé, plus grande est à chaque fois sa valorisation <sup>199</sup>. À un niveau donné des forces productives (et, si ce niveau est changeant, cela ne fait rien à la chose), le capital ne peut surmonter la limite naturelle constituée par la journée de travail vivant qu'en plaçant simultanément une journée de travail à côté de l'autre ; bref, en accroissant dans l'espace le nombre des journées de travail simultanées. Ainsi, je ne peux pousser le surtravail de A au-delà de 3 heures, mais, si j'additionne les journées de B, C, D, etc., j'obtiendrai 12 heures, etc. Au lieu d'un surtravail de 3 heures, j'aurai obtenu un surtravail de 12. C'est pourquoi le capital sollicite l'augmentation de la population et le procès réel de diminution du travail nécessaire nouveau (et donc du surtravail).

En somme, on produit les ouvriers à meilleur compte et on produit davantage d'ouvriers en un même temps, à mesure que le temps de travail nécessaire ou le temps consacré à la production de force vivante du travail devient relativement moindre. Toutes ces formules sont identiques. (Au demeurant, l'accroissement de la population augmente la force productive du travail, ne serait-ce qu'en permettant une division et une coopération plus

---

<sup>198</sup> Malgré son antagonisme vis-à-vis du travail vivant, le capital ne peut écraser complètement la force de travail, car il tarirait alors sa propre source de richesse. Il est donc obligé de continuer sans cesse à accroître la force productive du travail, c'est-à-dire à renforcer son ennemi lui-même : « Le capital représente la contradiction suivante : il cherche constamment à abolir le *temps de travail nécessaire* (ce qui revient aussi à ravalier l'ouvrier au niveau le plus bas, c'est-à-dire à son existence de pure force de travail vivante) ; mais le *temps de surtravail* n'existe qu'en opposition au *temps de travail nécessaire*, si bien que le capital pose le temps de travail nécessaire comme *nécessité* et condition de sa reproduction et de sa valorisation. Ce développement des forces productives matérielles va de pair avec le développement des forces de la classe ouvrière : *il abolit* à un certain niveau *le capital lui-même* » (Cf. MARX, *Grundrisse*, loc. cit., p. 441-442).

<sup>199</sup> Cette tendance ne se réalise plus de nos jours qu'aux phases de boom.

grandes du travail. L'accroissement de la population est une force naturelle du travail : elle ne se paie pas. A ce niveau, nous appelons force naturelle la force sociale. Toutes les forces naturelles du travail en société sont des produits historiques.) [...]

Ainsi donc, l'augmentation de la population est l'un des moyens principaux de diminuer la partie nécessaire. Au fond, tout cela n'est qu'une application de son rapport avec la journée de travail. Nous y trouvons toutes les contradictions que les théoriciens modernes de la population ont relevées, mais n'ont pas comprises. En même temps, et à mesure que le capital crée du surtravail, il crée et abolit le travail nécessaire : le surtravail n'existe que dans la mesure où le travail nécessaire existe et n'existe pas<sup>200</sup>.

Alors que le volume de surtravail relatif dépend de la productivité du travail nécessaire, le volume du temps de travail — vivant aussi bien qu'objectivé — employé à la production de capital fixe dépend de la productivité du temps de travail servant à produire les denrées immédiates. De ce point de vue, la condition en est une population surnuméraire aussi bien qu'une production excédentaire<sup>201</sup>.

---

<sup>200</sup> Bien qu'il n'y ait pas à en traiter ici, on peut déjà mentionner qu'à la création de surtravail d'un côté correspond une création de non-travail de l'autre — oisiveté relative (ou, dans le meilleur des cas, *travail non productif*). Cela est évident tout d'abord pour le capital ainsi que les classes avec lesquelles il partage le produit, soit les pauvres vivant du surproduit, laquais, sycophantes et tout le train de ses suivants, soit la partie de la classe des services qui ne vit pas du capital, mais du revenu. La différence entre la classe des *services* et celle des *ouvriers* est essentielle. Eu égard à l'ensemble de la société la création de *temps disponible* correspond aussi à la création de temps pour la production des sciences et des arts, etc.

L'individu qui crée du superflu parce qu'il a satisfait ses besoins élémentaires ne correspond pas au mécanisme du développement social. L'histoire montre bien plutôt qu'un individu (ou une classe d'individus) est forcé de travailler au-delà de son strict besoin vital, parce que le *surtravail* se manifeste de l'autre côté, comme non-travail et surabondance de richesses.

La richesse ne se développe qu'au milieu de ces contradictions : virtuellement, son développement crée la possibilité d'abolir ces contradictions. L'histoire révèle qu'un individu ne peut apaiser *sa propre faim* qu'en reproduisant de quoi satisfaire cette faim et un excédent pour satisfaire un *autre* individu. Cela apparaît brutalement dans l'esclavage. Il faut attendre le salariat pour qu'il en résulte une *industrie*, travail *industriel*. Ainsi donc Malthus est-il amené tout logiquement à revendiquer — comme corollaire au surtravail et au capital excédentaire — l'existence d'une classe d'oisifs et de mangeurs de plus-value consommant sans produire ; d'où la nécessité du gaspillage, du luxe, des prodigalités, etc. (Note de Marx.)

<sup>201</sup> Dans ce dernier passage des *Grundrisse*, Marx explique que la transformation d'une partie croissante du capital circulant en capital fixe au cours de la seconde phase du capitalisme correspond à un accroissement du temps de surtravail aux dépens du temps de travail nécessaire ; autrement dit, elle crée du *temps libre* pour la classe capitaliste et ses caudataires. La surpopulation ne fait qu'augmenter avec la croissance du capital fixe qui se manifeste par le gonflement de l'appareil productif (machines, techniques et procédés de plus en plus scientifiques).

De cette évolution qui, sous le capital, accroît les richesses et le temps libre (pour les arts, la culture, la science, etc.), à un pôle, et la surpopulation de miséreux, désoccupés, à l'autre, donc ses crises et convulsions cycliques, Marx déduit une solution révolutionnaire : la création de temps libre par le capital servira au libre développement des facultés individuelles de tous dans une société débarrassée du mercantilisme et de l'étalon de la valeur qu'est le temps de travail.

En d'autres termes, le produit résultant du temps de travail utilisé à la production immédiate doit être relativement excédentaire, afin de dépasser la quantité nécessaire à la reproduction du capital employé dans ces seules branches.

Cette surpopulation et cette surproduction relatives doivent être d'autant plus importantes que le capital fixe intervient moins dans la création de denrées immédiates au sein de leur procès de production immédiat, c'est-à-dire qu'il y a plus de machines engagées dans la construction de chemins de fer, de canaux, de travaux d'adduction d'eau, de télégraphes, etc., que dans le procès de production pour les moyens de subsistance immédiats<sup>202</sup>.

Nous y reviendrons plus loin, mais, d'ores et déjà, nous savons que c'est d'une transformation insuffisante ou excessive de capital circulant en capital fixe que proviennent l'alternance incessante de la surproduction et de la sous-production de l'industrie moderne ainsi que les perpétuelles oscillations et contractions dans la démesure.

Quoi qu'il en soit, le capital crée une grande quantité de temps disponible, en dehors du temps de travail nécessaire à la société en général et à chacun de ses membres en particulier ; autrement dit, une marge d'espace pour le développement de toutes les forces productives de chaque individu, et donc aussi de la société.

Cette création de temps de non-travail apparaît, pour le capital et les systèmes antérieurs, comme un simple temps de non-travail, du temps libre pour quelques-uns. Mais, en ce qui concerne le capital, celui-ci augmente le temps de surtravail de la masse par tous les moyens de la science et de l'art, parce que sa richesse est directement fonction de l'appropriation du temps de surtravail, son but étant directement la valeur, et non la valeur d'usage. Il est ainsi, malgré lui, l'instrument qui crée les moyens du temps social disponible, qui réduit sans cesse à un minimum le temps de travail pour toute la société et libère donc le temps de tous en vue du développement propre de chacun.

Cependant, lui-même tend toujours à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre. S'il réussit trop bien à créer du temps disponible, il

---

<sup>202</sup> Marx note ici que le capital fixe s'applique de préférence à la production des moyens de production aux dépens du secteur de la production des moyens de subsistance, notamment l'agriculture. Le capital fixe se développe le mieux dans les sphères non essentielles de la production, et il se sent mal à l'aise lorsqu'il s'applique au secteur des moyens de consommation, *dont dépend son essor propre*. Marx note que l'application de capital fixe à la production de moyens de subsistance — qui n'est massive que dans les pays de haut développement capitaliste — a pour effet d'accroître encore plus le surtravail relatif ou temps libre par rapport au temps nécessaire. C'est ce qui fait toute la différence entre l'actuelle Russie qui, faute d'avoir développé suffisamment l'agriculture, ne peut se payer qu'une industrie lourde et doit attendre encore pour disposer du luxe et des imbéciles produits et gadgets dont raffole l'Occident malade : les autos, les motos et les couteaux électriques à ciseler la viande. Comme le dit Marx : « Le degré de productivité déjà atteint nous indique si une partie du temps de production suffit à la production immédiate et si une partie *sans cesse croissante* peut être employée à créer des moyens de production » — et de luxe (cf. *Grundrisse*, t. 3, p. 345).

souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le capital ne peut plus mettre en valeur aucun surtravail. Plus cette contradiction se développe, plus il se révèle que la croissance des forces productives ne saurait être freinée plus longtemps par l'appropriation du surtravail d'autrui.

Les masses ouvrières doivent donc s'approprier elles-mêmes leur surtravail. De ce fait, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire. Le temps de travail nécessaire se mesure dès lors aux besoins de l'individu social, et le développement de la force productive sociale croît avec une rapidité si grande que, même si la production est calculée en fonction de la richesse de tous, le temps disponible croît pour tous.

La richesse véritable, signifie, en effet, le développement de la force productive de tous les individus. Dès lors, ce n'est plus le temps de travail, mais le temps disponible qui mesure la richesse.

Si le temps de travail est la mesure de la richesse, c'est que la richesse est fondée sur la pauvreté et que le temps libre résulte de la base contradictoire du surtravail ; en d'autres termes, cela suppose que tout le temps de l'ouvrier soit posé comme du temps de travail et que lui-même soit ravalé au rang de simple travailleur et subordonné au travail.

## Production progressive d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve

[Retour à la table des matières](#)

L'accumulation du capital, qui, au début, apparaissait simplement comme son extension quantitative, s'effectue — comme nous l'avons vu — au travers d'un continuel changement qualitatif de sa composition, sa partie constante augmentant sans cesse au dépens de sa partie variable <sup>203</sup>.

Le mode de production spécifiquement capitaliste, le développement correspondant de la force productive du travail et le changement consécutif dans la composition organique du capital ne procèdent pas parallèlement au progrès de l'accumulation ou à la croissance

---

<sup>203</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, 1. I, in *Werke*, t. 23, p. 657-677. Comme l'édition allemande diffère fortement de la traduction française de Roy (Editions sociales, t. 3, p. 70-90), nous reproduisons ici le texte français d'après l'original allemand en ajoutant en note les variantes proposées par Marx lui-même dans l'édition française.

Ce texte traite particulièrement de la création de la surpopulation spécifique du mode de production capitaliste — celle qui frappe les ouvriers au cours du procès de l'accumulation croissante du capital. *Note d'Engels à la 3<sup>e</sup> édition* : dans son exemplaire personnel, Marx a fait la remarque suivante en marge de ce passage : « Ici, il faut noter pour une élaboration ultérieure : si l'extension est simplement quantitative pour un capital plus ou moins grand dans la même branche d'industrie, les profits sont en proportion du capital avancé. Dès lors que l'extension exprime un changement qualitatif, le taux de profit monte pour le capital le plus grand. »

de la richesse sociale. Ils se développent à un degré incomparablement plus rapide, parce que l'accumulation simple ou l'accroissement absolu de tout le capital social s'accompagne de la centralisation des capitaux individuels et que la révolution technique du capital additionnel va de pair avec celle du capital originel. Avec le progrès de l'accumulation, le rapport du capital constant au capital variable se modifie donc. S'il était au début de, mettons, 1/1, il se change successivement en 2/1, 3/1, 4/1, 5/1, 6/1, 7/1, etc., de sorte qu'à mesure que le capital croît, au lieu que ce soit  $\frac{1}{2}$  de la valeur totale qui se transforme en force de travail, ce n'est plus que  $\frac{1}{3}$ ,  $\frac{1}{4}$ ,  $\frac{1}{5}$ ,  $\frac{1}{6}$ ,  $\frac{1}{8}$ , etc., tandis que  $\frac{2}{3}$ ,  $\frac{3}{4}$ ,  $\frac{4}{5}$ ,  $\frac{5}{6}$ ,  $\frac{7}{8}$  se convertissent en moyens de production.

Comme la demande de travail n'est pas déterminée par le montant du capital global, mais par sa seule partie variable, elle baisse donc à mesure que s'accroît le capital global, au lieu d'augmenter progressivement avec lui, comme on le supposait auparavant, Elle tombe relativement à la grandeur du capital global, et en progression accélérée avec son accroissement. Certes, lorsque le capital augmente, il accroît aussi sa partie variable, c'est-à-dire la force de travail qu'il met en mouvement dans son sein, mais en proportion sans cesse décroissante. Les intervalles au cours desquels l'accumulation est simple extension de la production à partir de sa base technique donnée se réduisent donc. Il ne faut pas seulement une accumulation du capital global accélérée, en progression sans cesse croissante, pour absorber un nombre supplémentaire d'ouvriers, ou même, par suite de la continuelle métamorphose du capital antérieur, pour occuper simplement ceux qui sont déjà employés. A leur tour, ces accumulation et centralisation croissantes deviennent la source de nouveaux changements dans la composition organique du capital, en l'occurrence d'une diminution encore plus accélérée de sa partie variable en comparaison de sa partie constante. Cette diminution relative de sa partie variable, accélérée à mesure de l'accroissement du capital total et plus rapide que la croissance de celui-ci, se présente sous une forme inverse à l'autre pôle, celle d'un accroissement toujours absolu<sup>204</sup> de la population ouvrière, accroissement plus rapide que celle du capital variable ou de ses moyens d'emploi. Ainsi l'accumulation capitaliste produit plutôt — et ce en rapport avec son énergie et son extension propres — une continuelle surpopulation ouvrière relative, c'est-à-dire une population excédant les exigences moyennes de valorisation du capital.

Si l'on considère le capital social dans sa totalité, le mouvement de son accumulation suscite tantôt des changements périodiques affectant diversement ses parties constituantes, tantôt une distribution simultanée de ses parties constituantes dans les différentes sphères de production. Dans certaines sphères, il se produit un changement dans la composition organique du capital sans un accroissement absolu de sa grandeur, par suite d'une simple concentration ; dans d'autres, l'augmentation absolue du capital est liée à la diminution

---

<sup>204</sup> Si le nombre absolu des ouvriers augmente, cela ne contredit pas le fait qu'il y a diminution relative — et accélérée — du capital variable par rapport au capital constant. Pour ce qui est du profit, sa *masse* peut parfaitement bien augmenter, tandis que son *taux* baisse.

absolue de sa partie variable ou des forces de travail qu'il occupe ; dans d'autres encore, le capital continue de croître pour un temps sur sa base technique donnée et absorbe des forces de travail supplémentaires en proportion de sa croissance, mais bientôt sa composition organique change — et sa partie variable se contracte. Dans toutes les sphères, la croissance de la partie variable du capital — et donc du nombre des ouvriers employés par lui — est toujours liée à de violentes fluctuations et à une production transitoire de surpopulation, soit qu'elle se présente sous la forme la plus flagrante de la répulsion de travailleurs déjà employés, soit qu'elle prenne la forme moins évidente, mais non moins efficace, d'une absorption plus défectueuse dans ses canaux d'adduction habituels d'une population ouvrière additionnelle <sup>205</sup>.

Avec la grandeur du capital social déjà en fonctionnement et le degré de sa croissance, avec l'extension de l'échelle de la production et de la masse des ouvriers mis en mouvement, avec le développement de la force productive du travail, avec le flot plus large et plus dense de toutes les sources vives de la richesse, il y a aussi une extension de l'échelle à laquelle une plus forte attraction des ouvriers par le capital s'accompagne d'une plus grande répulsion de ceux-ci. Les changements dans la composition organique du capital et dans ses formes techniques s'accélèrent, tandis qu'un nombre croissant de branches de la production sont impliquées dans ces changements, soit simultanément, soit alternativement. La classe ouvrière, en produisant au fur et à mesure de l'accumulation du capital, crée donc en quantités toujours plus grandes les moyens par lesquels elle se rend elle-même relativement surnuméraire <sup>206</sup>.

---

<sup>205</sup> Les listes de recensement de la population pour l'Angleterre et le Pays de Galles font apparaître les chiffres suivants. En ce qui concerne la population totale employée *dans l'agriculture* (propriétaires, fermiers, jardiniers, bergers, etc.) en 1851 : 2 011 447 ; en 1861 : 1 924 110, soit une *diminution* de 87 337. En ce qui concerne les *filatures de laine peignée* en 1851 : 102 714 personnes, en 1861 79 242 ; les fabriques de soie, en 1851 : 111 940, en 1861 101 678 ; *l'impression de calicot*, en 1851 : 12 098, en 1861 — 12 556, soit une légère augmentation, en face cependant d'une énorme expansion de cette branche d'industrie, ce qui implique une *forte chute proportionnelle* du nombre des ouvriers employés. En ce qui concerne *les chapeliers*, en 1851 : 15 957, en 1861 : 13 814 *les producteurs de chapeaux de paille et de bonnets*, en 1851 20 393, en 1861 : 18 176 ; *les brasseurs* en 1851 : 10 566, en 1861 : 10 677 ; les fabricants de chandelles en 1851 : 4 949, en 1861 : 4 686. Cette chute est due, entre autres causes, à l'extension de l'éclairage au gaz. *Les fabricants de peignes* en 1851 : 2 038, en 1861 : 1478 ; *les scieurs de bois* en 1851 : 3 552, en 1861 : 3 647, soit un léger accroissement dû à l'essor des machines à scier le bois ; *les cloutiers* en 1851 : 26 940, en 1861 : 26 130, soit une diminution, en raison de la concurrence des machines ; *ouvriers des mines d'étain et de cuivre*, en 1851 : 31 360, en 1861 32 041. Par contre, *les filatures et tissages de coton*, en 1851 371 777, en 1861 456 646 ; *les mines de charbon*, en 1851 : 183 389, en 1861 246 613. « L'augmentation des ouvriers est généralement plus forte depuis 1851 dans les branches où les machines n'ont pas été employées jusqu'ici avec le succès » (cf. *Census of England and Wales for 1861*, vol. 3, Londres, 1863, p. 35, 36 et 37 — note de Marx).

<sup>206</sup> Dans la version française de Roy, Marx précise ici qu'il entend par surpopulation relative l'excédent de population ouvrière produite par le développement de l'économie capitaliste : « Nous l'appelons "relative" parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation, mais, au contraire, d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses

La loi de la diminution progressive de la grandeur relative du capital variable, et ses effets sur la condition de la classe ouvrière salariée, a été plutôt pressentie que comprise par les meilleurs représentants de l'économie politique classique. A cet égard, le plus grand mérite revient à John Barton, bien qu'à l'instar de tous les autres il confonde le capital constant avec le capital fixe, et le capital variable avec le capital circulant. Il affirme : « La demande de travail dépend de l'accroissement non pas du capital fixe, mais du capital circulant. S'il était vrai que la proportion entre ces deux sortes de capital soit la même en tout temps et en toute circonstance, il s'ensuivrait que le nombre des travailleurs employés est en proportion de la richesse de la nation. Mais ce fait n'a pas l'apparence de la vraisemblance. A mesure que les activités industrielles se développent et que la civilisation s'étend, le capital fixe occupe une place de plus en plus grande par rapport au capital circulant. Le montant de capital fixe employé pour produire une pièce de mousseline anglaise est au moins cent fois sinon mille fois plus grand que celui qu'exige une pièce analogue de mousseline indienne, tandis que la proportion de capital circulant est cent ou mille fois plus petite. [...] Si l'on ajoutait l'ensemble des économies annuelles au capital fixe, il n'aurait tout de même aucun effet sur la croissance de la demande de travail » (cf. John BARTON, *Observations on the Circumstances which Influence the Condition of the Labouring Classes of Society*, Londres, 1817, p. 16-17).

« La même cause qui fait augmenter le revenu net de la nation peut en même temps créer un surplus de population de l'autre côté et faire empirer la condition de l'ouvrier » (cf. RICARDO, *Principles...* p. 469). Avec l'accroissement du capital, « la demande [de travail] va en proportion décroissante » (ibid., p. 480, n.).

« Le montant de capital destiné à la subsistance du travail peut varier indépendamment de tout changement du montant global de capital. [...] A mesure que le capital lui-même devient plus abondant, de grandes fluctuations dans le volume de l'emploi et de grandes misères peuvent devenir plus fréquentes » (cf. Richard JONES, *An Introductory Lecture on Political Economy*, Londres, 1833, p. 13). « La demande [de travail] augmentera [...] non pas en rapport avec l'accumulation du capital social [...]. Toute augmentation du fonds national destiné à la reproduction aura donc, au cours du progrès social, un effet toujours moindre sur la situation du travailleur » (cf. RAMSAY, *An Essay on the Distribution of Wealth*, p. 90, 71).

Telle est la loi de la population qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production spécifique. En effet, chacun des modes historiques de la production sociale a ses lois particulières de la population, lois qui ne s'appliquent qu'à lui, qui passent avec lui et n'ont par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de la population abstraite

---

manouvriers. Comme cette surpopulation n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite » (Editions sociales, livre I, t. 3, 1957, p. 74).

et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore aussi longtemps seulement qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme.

Mais, si une surpopulation ouvrière est le produit nécessaire de l'accumulation ou du développement de la richesse sur la base capitaliste, cette surpopulation ouvrière devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation capitaliste, voire une condition d'existence du mode de production capitaliste. Elle crée une armée industrielle de réserve, qui est à la disposition du capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait formée et élevée à ses propres frais. Elle fournit à ses exigences changeantes de valorisation, et indépendamment des limites de l'accroissement naturel de la population, un matériel humain toujours prêt à être exploité.

À mesure que le capital s'accumule et que se développe la productivité du travail correspondante, la force d'expansion soudaine du capital s'accroît, non seulement parce qu'augmente l'élasticité du capital fonctionnant déjà, non seulement parce qu'augmente la richesse absolue, dont le capital ne constitue qu'une partie en mouvement élastique, non seulement parce que le crédit, sous la moindre impulsion, et en un tour de main, fait affluer à la production des masses extraordinaires de la richesse sociale disponible sous forme de capital additionnel, mais encore que les conditions techniques du procès de production lui-même — machines, moyens de transport, etc. — permettent maintenant de transformer plus rapidement le surproduit en moyens additionnels de la production et de transporter plus vite les marchandises d'un coin du monde à l'autre. Le flot débordant de la richesse sociale, à mesure que l'accumulation progresse et qu'une masse croissante se transforme en capital additionnel, s'engouffre frénétiquement dans les vieilles branches de la production, dont les débouchés se dilatent soudainement, ou dans les branches qui se créent nouvellement, tels les chemins de fer, etc., dont le besoin se fait sentir à partir du développement des précédentes. Dans tous ces cas, il faut que l'on puisse jeter soudainement de grandes masses humaines aux points décisifs sans léser le niveau de production dans les autres sphères. C'est la surpopulation qui fournit ces masses.

Ce cycle vital, caractéristique de l'industrie moderne — à savoir son cycle décennal, interrompu par de minimes oscillations, des périodes d'activité moyenne, de production à haute pression, de crise et de stagnation — dépend de la présence d'une armée industrielle de réserve ou surpopulation. Celle-ci se forme sans cesse à nouveau, est plus ou moins absorbée pour se reformer ensuite. A leur tour, ces diverses phases du cycle industriel recrutent la surpopulation et deviennent les agents les plus énergiques de sa reproduction.

Cette marche singulière de l'industrie moderne, que nous ne rencontrons à aucune époque antérieure de l'humanité, était également impossible dans la période d'enfance de la production capitaliste au cours de laquelle la composition organique du capital changeait très lentement. Son accumulation correspondait alors aussi, en gros, à une croissance proportionnelle de la demande de travail. Etant aussi lente que le cours de l'accumulation — par rapport à ce qui se passe à l'époque moderne —, elle se heurtait aux limites naturelles

de la population ouvrière exploitable, et nous verrons plus loin que l'on ne parvint à reculer ces limites qu'en employant la force et autres moyens de violence. L'expansion soudaine et par saccades du volume de la production est la prémisse de sa contraction soudaine : cette dernière suscite de nouveau la première, mais celle-ci est impossible sans un matériel humain disponible, sans un accroissement du nombre des ouvriers indépendamment de la croissance absolue de la population. C'est ce qui s'obtient à l'aide d'un procédé bien simple qui consiste à jeter sans cesse sur le payé une fraction des ouvriers, à savoir par l'application de méthodes qui réduisent le nombre des ouvriers occupés par rapport à l'accroissement de la production. La forme de tout le mouvement de l'industrie moderne résulte donc de la transformation perpétuelle d'une partie de la population ouvrière en autant de bras à demi occupés ou tout à fait désœuvrés. On voit combien l'économie politique est superficielle au fait, entre autres, qu'elle considère l'expansion ou la contraction du crédit comme la cause et non le simple symptôme des changements périodiques du cycle industriel.

De même que les corps célestes une fois lancés sur leurs orbites les décrivent toujours de nouveau, de même la production sociale, une fois engagée dans ce mouvement alternatif d'expansion et de contraction, le répète sans cesse. Les effets, à leur tour, deviennent des causes, et les péripéties, d'abord irrégulières et en apparence accidentelles, affectent de plus en plus la forme d'une périodicité normale de tout ce procès<sup>207</sup>. Dès lors que cette périodicité s'est consolidée, l'économie politique elle-même saisit que la production d'une surpopulation relative — c'est-à-dire d'un excédent par rapport aux besoins moyens de l'autovalorisation du capital — est une condition de vie pour l'industrie moderne.

« *Supposons* », dit H. Merivale, qui fut d'abord professeur d'économie politique à l'université d'Oxford, puis employé au ministère des colonies anglaises et quelque peu historien, « *supposons qu'à l'occasion d'une crise la nation s'astreigne à un grand effort pour se débarrasser, au moyen de l'émigration, de quelque cent mille bras superflus — quelle en serait la conséquence ? C'est qu'au premier retour d'une demande de travail plus vive on manquerait de bras. Si rapide que puisse être la reproduction humaine, il lui faut en tout cas l'intervalle d'une génération pour remplacer les travailleurs adultes. Or les profits de nos fabricants dépendent surtout de leur capacité d'exploiter la phase de prospérité, lorsque la demande est vive, afin de compenser les dommages de la stagnation.*

---

<sup>207</sup> Dans la version française, Marx a souligné la liaison étroite qui existe entre le cycle des crises et l'évolution économique vivante du capitalisme : « C'est seulement l'époque où l'industrie mécanique, ayant jeté des racines assez profondes, exerça une influence prépondérante sur toute la production nationale, où, grâce à elle, le commerce étranger commença à primer le commerce intérieur ; où le marché universel s'annexa successivement de vastes terrains au Nouveau Monde, en Asie et en Australie ; où enfin les nations industrielles entrant en lice furent devenues assez nombreuses, c'est de cette époque seulement que datent les cycles renaissants dont les phases successives embrassent des années et qui aboutissent toujours à une crise générale, fin d'un cycle et point de départ d'un autre. Jusqu'ici, la durée périodique de ces cycles est de dix ou onze ans, mais il n'y a aucune raison pour considérer ce chiffre comme constant. Au contraire, on doit inférer des lois de la production capitaliste, telles que nous venons de les développer, qu'il est variable et que la période des cycles se raccourcira graduellement » (*loc. cit.*, p. 77).

*Ce pouvoir ne leur est assuré qu'autant qu'ils ont à leur disposition des machines et des bras. Il faut qu'ils trouvent les bras disponibles. Il faut qu'ils puissent tendre et détendre, selon l'état du marché, l'activité de leurs opérations, sinon ils seraient tout à fait incapables de soutenir, dans la lutte acharnée de la concurrence, cette suprématie sur laquelle repose la richesse de notre pays*<sup>208</sup>. »

Malthus lui-même reconnaît que la surpopulation est une nécessité de l'industrie moderne, bien que de son point de vue borné il l'explique par un excédent absolu de la population ouvrière, et non par le fait qu'elle devient relativement surnuméraire. Selon lui, « les habitudes de prudence dans les rapports matrimoniaux, si elles étaient poussées trop loin parmi la classe ouvrière d'un pays dépendant surtout des manufactures et du commerce, porteraient préjudice à ce pays. [...] Par la nature même de la population, une demande particulière ne peut pas amener sur le marché un surcroît de travailleurs avant un laps de seize ou dix-huit ans, tandis que la conversion du revenu en capital par la voie de l'épargne peut s'effectuer beaucoup plus vite. Un pays est donc toujours exposé à ce que son fonds de salaire croisse plus rapidement que sa population<sup>209</sup> ».

Après que l'économie politique a ainsi proclamé que la production constante d'une surpopulation ouvrière est une nécessité de l'accumulation capitaliste, voilà qu'en vieille fille qu'elle est elle met les gracieuses paroles suivantes dans la bouche de son « bel idéal » de capitaliste, s'adressant aux ouvriers surnuméraires, jetés sur le pavé par leur propre création de capital additionnel : « *Nous, fabricants, nous faisons pour vous tout ce que nous pouvons en accroissant le capital avec lequel vous avez à subsister ; c'est à vous de faire le reste, en proportionnant votre nombre aux moyens de subsistance* »<sup>210</sup>.

La production capitaliste ne peut se satisfaire en aucun cas de la quantité de forces de travail disponible que fournit la croissance naturelle de la population. Elle exige, pour se donner libre cours, une armée de réserve industrielle, indépendante de cette limite naturelle.

Jusqu'ici, nous avons admis que l'augmentation ou la diminution du capital variable correspond exactement à l'augmentation ou à la diminution du nombre des ouvriers employés.

En fait, le nombre des ouvriers commandés par le capital peut rester le même, voire tomber, alors que le capital variable augmente. C'est le cas lorsque l'ouvrier individuel fournit plus de travail, et donc que son salaire augmente, et ce bien que le prix du travail

---

<sup>208</sup> H. MERIVALE, *Lectures on Colonization and Colonies*, London, 1841 et 1842, vol. 1, p. 146. (Note de Marx.)

<sup>209</sup> MALTHUS, *Principles of Political Economy*, p. 254, 319, 320. C'est dans ce même ouvrage que Malthus — avec l'aide de Sismondi — découvre enfin la jolie trinité capitaliste : *surproduction, surpopulation, surconsommation* ; en vérité, trois monstres d'une grande délicatesse ! (Cf. F. ENGELS, « Ebauche d'une critique de l'économie politique », p. 107 et s., in *Annales franco-allemandes*, 1844 — note de Marx.)

<sup>210</sup> Harriet MARTINEAU, *The Manchester Strike*, 1842, p. 101, n. 82. (Note de Marx.)

reste le même, voire diminue, mais seulement moins vite que la masse du travail. L'augmentation du capital variable est, dans ce cas, le signe de plus de travail, mais non de plus d'ouvriers employés. C'est l'intérêt absolu de tout capitaliste d'extorquer une quantité donnée de travail d'un nombre d'ouvriers petit plutôt que grand, même si le coût en est un peu plus élevé. Dans ce dernier cas, la dépense en capital constant augmente par rapport à la masse de travail mis en mouvement, alors que dans le cas précédent elle augmente moins. Plus grande est l'échelle de la production, plus cette cause devient décisive. Sa force augmente à mesure que le capital s'accumule.

Nous avons vu que le développement du mode de production capitaliste et des forces productives du travail — à la fois cause et effet de l'accumulation — permet au capitaliste, avec la même dépense de capital variable, de mettre plus de travail en action grâce à une exploitation plus grande (extensive ou intensive) de chaque force de travail individuelle. Nous avons vu ensuite que le capitaliste achète, avec un même montant de capital, une masse plus grande de forces de travail, en remplaçant au fur et à mesure les ouvriers qualifiés par de moins qualifiés, des forces de travail adultes par de plus vieilles, les hommes par les femmes, les grandes personnes par des adolescents ou des enfants <sup>211</sup>.

La production d'une surpopulation relative ou la « libération de travailleurs » est donc encore bien plus rapide que la révolution technique du procès de production effectuée sous l'effet de l'accumulation croissante, et la diminution proportionnelle correspondante de la partie variable du capital par rapport à sa partie constante. Si les moyens de production, à mesure que leur accroissement en volume et en efficacité, deviennent à un degré toujours moindre des moyens d'occuper des ouvriers, cet état de choses est altéré par le fait qu'avec l'augmentation croissante de la productivité du travail le capital augmente plus rapidement son offre de travail que sa demande d'ouvriers <sup>212</sup>. Ainsi, le fait que le capital extorque davantage de travail à la partie employée de la classe ouvrière grossit les rangs de sa réserve de main-d'œuvre, alors qu'en outre la pression accrue qu'exerce cette dernière par sa concurrence sur ceux qui travaillent contraint ceux-ci à augmenter leurs efforts et à se soumettre au diktat du capital. La condamnation d'une partie de la classe ouvrière à l'oisiveté forcée en raison de l'excès de travail imposé à la fraction qui se trouve en exercice actif, et vice versa, devient un moyen d'enrichissement du capitaliste individuel <sup>213</sup> et

---

<sup>211</sup> Dans l'édition française de Roy, Marx, faisant allusion aux travailleurs étrangers, ajoutait « et un Yankee pour trois Chinois ».

<sup>212</sup> En termes tout à fait simples avec l'accroissement de la productivité, le capital en croissance rapide a plus de travail à offrir, mais n'embauche pas pour autant plus d'ouvriers : il fait faire plus de travail par le même nombre d'ouvriers.

<sup>213</sup> Même pendant la crise de 1863, due à la pénurie de coton à la suite de la guerre de Sécession américaine, on trouve, dans un pamphlet des fileuses de coton de Blackburn, une dénonciation violente de l'excès de travail qui, en vertu de la législation anglaise de fabrique, ne frappait que les ouvriers adultes : « On a demandé aux ouvriers adultes de cette fabrique de travailler de douze à treize heures par jour, alors, que des centaines d'autres sont forcés de rester oisifs et seraient disposés à travailler, ne serait-ce que quelques heures, pour soutenir leurs familles et sauver leurs frères d'une mort

accélère en même temps la production de l'armée de réserve industrielle à une échelle correspondant au progrès de l'accumulation sociale. L'exemple de l'Angleterre, entre autres, illustre l'importance de cet élément dans la formation de la surpopulation relative. Ses moyens techniques pour « économiser » du travail sont colossaux.

Si demain le travail était en général réduit à un montant rationnel et proportionné aux différentes couches de la classe ouvrière suivant l'âge et le sexe, la population ouvrière existante ne suffirait pas — il s'en faut de beaucoup — à maintenir la production nationale à l'échelle actuelle. Il faudrait donc convertir la grande majorité des travailleurs actuellement « improductifs » en travailleurs « productifs ».

Prises dans leur ensemble, les variations générales du taux de salaire sont réglées exclusivement par l'expansion et la contraction de l'armée de réserve industrielle, qui correspondent à leur tour aux alternances périodiques du cycle industriel. Elles ne sont donc pas déterminées par les variations du nombre absolu de la population ouvrière, mais par les proportions variables dans lesquelles la classe ouvrière se divise en armée de travail active et en armée industrielle de réserve, par l'augmentation ou la diminution de la masse relative de la surpopulation, par le degré où elle est tantôt absorbée, tantôt « libérée » du procès de production. Pour l'industrie moderne avec son cycle décennal et ses phases périodiques, qui, de plus, sont perturbées, à mesure que l'accumulation se poursuit, par des oscillations irrégulières se suivant les unes les autres avec une fréquence de plus en plus grande, ce serait vraiment une jolie loi que celle qui prétendrait faire dépendre l'offre et la demande de travail non pas de l'expansion et de la contraction du capital, c'est-à-dire de ses besoins momentanés de valorisation, de sorte que le marché du travail est tantôt relativement insuffisant, parce que le capital est en expansion, et tantôt de nouveau sursaturé, parce qu'il se contracte, mais au contraire ferait dépendre le mouvement du capital du mouvement absolu de la masse de la population. Et c'est pourtant là le dogme des économistes ! Selon eux, les salaires s'élèvent par suite de l'accumulation du capital. Les hauts salaires stimulent

---

prématurée causée par l'excès de travail. [...] Nous demandons, lit-on plus loin, si cette habitude d'imposer aux ouvriers occupés un temps de travail supplémentaire rend possible des rapports supportables entre les maîtres et leurs "serviteurs" ? Les victimes du travail excessif ressentent cette iniquité tout autant que ceux que l'on condamne à l'oisiveté forcée (*condemned to forced idleness*). Si le travail était distribué d'une manière équitable, il y aurait, dans ce district, assez de besogne pour que chacun en eût sa part. Nous ne demandons que notre droit, en invitant les patrons à raccourcir généralement la journée tant que durera l'état actuel des choses, au lieu d'exténuer les uns de travail et de forcer les autres, faute de travail, à vivre des secours de la bienfaisance » (cf. le *Rapport de l'inspection des fabriques*, le 31 octobre 1863, p. 8). C'est avec son instinct infallible de bourgeois que l'auteur de l'*Essay on Trade and Commerce* (Londres, 1863, p. 8) comprend l'effet causé par la surpopulation relative sur les ouvriers occupés.

« Une autre cause de l'oisiveté dans ce royaume, c'est le manque d'un nombre suffisant de bras. Toutes les fois qu'une demande extraordinaire de produits rend insuffisante la masse de travail dont on dispose, les ouvriers sentent leur propre importance et veulent la faire sentir aussi aux maîtres. C'est étonnant, mais ces gens-là sont si dépravés que, dans de tels cas, des groupes d'ouvriers se sont mis d'accord pour jeter leurs maîtres dans l'embarras, en cessant de travailler pendant toute une journée » (p. 27, 28). Ces gens demandaient, en fait, tout simplement une augmentation de salaire. (Note de Marx.)

la population ouvrière à se multiplier rapidement, jusqu'au point où le marché du travail est encombré et que le capital est devenu insuffisant par rapport à l'offre d'ouvriers. Alors le salaire tombe, et c'est le revers de la médaille. La population ouvrière est peu à peu décimée par suite de la chute des salaires, si bien que, par rapport à son nombre, le capital devient de nouveau surabondant, et nous voilà revenus à notre point de départ. Ou bien, selon d'autres docteurs ès populations, la baisse des salaires et l'exploitation ouvrière accrue qu'elle entraîne stimulent de nouveau l'accumulation, tandis que cette modicité des salaires entrave l'augmentation de la population. Et c'est de nouveau la situation où l'offre de travail est moins forte que la demande — et les salaires montent, etc. Belle méthode pour suivre le mouvement trépidant de la production capitaliste développée ! Avant que la hausse des salaires eût provoqué la moindre croissance positive de la population réellement capable de travailler, on aurait vingt fois laissé passer le temps où il fallait ouvrir la campagne industrielle, livrer la bataille et remporter la victoire !

De 1849 à 1859, une hausse de salaires — en fait purement nominale — eut lieu dans les districts agricoles anglais, lorsque le prix des céréales baissa. Dans le Wiltshire, Par exemple, le salaire hebdomadaire monta de 7 à 8 sh. dans le Dorsetshire, de 7 ou 8 à 9 sh., etc. C'était l'effet d'une baisse extraordinaire de surnuméraires ruraux à la suite des levées pour la guerre de Crimée, à un moment où l'extension prodigieuse des chemins de fer, des fabriques, des mines, etc., avait fait monter la demande de bras. Plus le montant des salaires est bas, plus forte est la proportion suivant laquelle s'exprime toute hausse, même la plus faible. Qu'un salaire hebdomadaire de 20 sh., par exemple, monte à 22, cela ne donne qu'une hausse de 10 % ; n'est-il au contraire que de 7 sh. et monte-t-il à 9, alors la hausse est de  $28 \frac{4}{7}$  % — ce qui sonne bien aux oreilles. En tout cas, les fermiers poussèrent des hurlements, et l'*Economist* de Londres parla sans rire d'une hausse générale et substantielle (a general and substantial advance<sup>214</sup>) de ces salaires de meurt-de-faim. Mais que tirent les fermiers ? Attendirent-ils qu'une rémunération si brillante fit proliférer les ouvriers ruraux au point de déprimer de nouveau les salaires, comme les choses se passent dans les cerveaux dogmatiques des économistes ? Nos braves fermiers introduisirent tout simplement des machines, et en un tour de main l'armée de réserve était de nouveau dans une proportion satisfaisante pour les fermiers. « Davantage de capital » était désormais placé dans l'agriculture anglaise, et sous une forme plus productive. En conséquence, la demande de travail diminua non seulement de manière relative, mais encore absolue.

Avec cette fiction, les économistes confondent les lois qui régissent le mouvement général du salaire — et expriment le rapport entre la classe ouvrière, c'est-à-dire la force de travail collective, et l'ensemble du capital social — avec les lois qui distribuent la population entre les diverses branches de production du capital. Si, par exemple, à la suite d'une conjoncture favorable, l'accumulation devient particulièrement vive dans une sphère de production déterminée, les profits y dépassent le taux moyen, de sorte que des capitaux

---

<sup>214</sup> *Economist*, 21 janvier 1860. (Note de Marx.)

additionnels y sont fortement attirés, et tout naturellement la demande de travail et les salaires augmentent. La hausse de ceux-ci attire une plus grande partie de la classe salariée vers la branche favorisée, jusqu'à ce que celle-ci soit engorgée de forces de travail — et les salaires finissent par retomber de nouveau à leur taux moyen, ou au-dessous au cas où l'affluence était excessive. A ce point, l'afflux des ouvriers va non seulement cesser, mais faire place à leur reflux vers d'autres branches d'industrie. Là l'économiste estime avoir surpris le « pourquoi et le comment » des choses. Il voit de ses propres yeux qu'une hausse des salaires entraîne une augmentation du nombre des ouvriers, et cette augmentation absolue des ouvriers une baisse des salaires, mais en réalité il ne voit rien d'autre qu'une oscillation locale du marché du travail d'une sphère de production particulière, il ne voit que les phénomènes de la distribution de la population ouvrière dans les différentes sphères de placement du capital, selon les besoins changeants de celui-ci.

Pendant les périodes de stagnation et de prospérité moyenne, l'armée industrielle de réserve pèse sur l'armée ouvrière en activité et elle refrène ses revendications pendant la période de surproduction et de paroxysme de la production. La surpopulation relative est ainsi le pivot caché sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail. Elle rétrécit de force la marge de jeu de cette loi pour favoriser au maximum la soif d'exploitation et la rage de domination du capital.

Revenons, à ce propos, sur l'un des grands exploits de l'apologétique des économistes. On a vu <sup>215</sup> qu'à la suite de l'introduction de nouvelles machines ou de l'application accrue d'anciennes une fraction de capital variable est transformée en capital constant. Cette opération, qui « fixe » du capital et « libère » du même coup des ouvriers, l'apologiste de l'économie bourgeoise l'interprète à rebours, comme si elle libérait du capital au bénéfice de l'ouvrier, autrement dit dégageait un capital de grandeur égale pour leur emploi futur dans quelque autre branche d'industrie. C'est maintenant seulement que l'on peut se rendre compte vraiment de l'impudence de l'apologiste bourgeois.

Ce qui est libéré, ce ne sont pas seulement les ouvriers directement évincés par les machines, mais encore la réserve de ceux qui sont là pour les remplacer, ainsi que le contingent supplémentaire que l'industrie absorbe normalement lorsqu'elle se trouve dans son état normal d'extension. Ils sont maintenant tous « libérés », et tout nouveau capital en quête d'emploi nouveau peut en disposer. Qu'il les attire eux ou d'autres, l'effet qu'il produit sur la demande générale de travail restera toujours nul, tant que ce capital est juste suffisant pour retirer du marché autant de bras que les machines y ont jetés. S'il devait occuper moins de bras, la masse des surnuméraires augmenterait encore ; enfin, s'il en employait davantage, la demande générale de travail ne s'accroîtrait que de l'excédent des bras qu'il a engagé sur ceux que la machine a « dégagés ». L'impulsion que des capitaux additionnels en quête de placement auraient autrement donné à la demande générale de bras

---

<sup>215</sup> Cf. « La Théorie de la compensation », *Le Capital*, chap. XV, partie VI ; Editions sociales, t. 2, p. 119-127.

se trouve donc dans tous les cas neutralisée par la concurrence des bras jetés par les machines sur le pavé.

En d'autres termes, donc, le mécanisme de la production capitaliste lui-même fait que l'accroissement absolu du capital ne s'accompagne d'aucune augmentation correspondante de la demande générale de travail. Et c'est ce que l'apologiste appelle une compensation à la misère, aux souffrances et à la mort possible des ouvriers déplacés pendant les périodes de transition où ils sont bannis dans l'armée industrielle de réserve ! La demande de travail ne va pas de pair avec la croissance du capital, ni l'offre de travail avec la croissance de la classe ouvrière, de sorte qu'il apparaît que deux puissances indépendantes l'une de l'autre agissaient l'une sur l'autre. Les dés sont pipés (fr.). Or le capital opère des deux côtés à la fois. Tandis que, d'un côté, son accumulation augmente, la demande de travail, de l'autre côté, augmente, en « libérant » des ouvriers, alors qu'au même moment la pression des chômeurs oblige ceux qui sont occupés à fournir une plus grande masse de travail, c'est-à-dire à rendre l'offre de travail, dans une certaine mesure, indépendante de l'offre de travailleurs. Dans ces conditions, la loi de la demande et de l'offre de travail parachève le despotisme du capital <sup>216</sup>.

Aussi, lorsque les travailleurs parviennent à lever le mystère pour s'apercevoir — comme c'est le cas en ce moment <sup>217</sup> — que, dans la mesure même où ils travaillent de plus en plus, où ils produisent une richesse plus grande pour autrui et où la force productive de leur travail augmente, c'est leur propre fonction d'instrument de valorisation du capital qui devient plus précaire, ils découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres dépend entièrement de la pression exercée par les travailleurs en surnombre et s'efforcent d'organiser grâce à des syndicats, etc., une coopération systématique entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, afin de contrecarrer ou d'atténuer l'effet funeste sur leur classe de cette loi « naturelle » de la production capitaliste. A ce moment-là, le capital et son sycophante, l'économiste, se mettent à crier au sacrilège, à la violation de la loi « éternelle » et pour ainsi dire sacrée de l'offre et de la demande. Toute coalition entre travailleurs employés et chômeurs trouble en effet le jeu « pur » de cette loi. Par ailleurs, lorsque dans les colonies, par exemple, des circonstances fâcheuses pour les capitalistes contrecarrent la formation d'une armée industrielle de réserve, donc la dépendance absolue de la classe ouvrière vis-à-vis du capital, celui-ci — avec son arsenal

---

<sup>216</sup> Dans la version française de Roy, tout ce passage est fortement condensé, et néglige, au niveau de *toute* la classe, l'effet en retour des chômeurs sur les ouvriers employés.

Voici le passage de Roy : « Et c'est là l'effet général de toutes les méthodes qui concourent à rendre des travailleurs surnuméraires. Grâce à elles, l'offre et la demande de travail cessent d'être des mouvements partant de deux côtés opposés, celui du capital et celui de la force ouvrière. Le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de bras, elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires. Ses dés sont pipés. Dans ces conditions, la loi de l'offre et la demande de travail consomme le despotisme capitaliste » (*Le Capital*, 1. I, t. 3, p. 83).

<sup>217</sup> L'année 1867 coïncide avec une période d'essor de l'Internationale dirigée par Marx (cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, P.C.M., t. 2).

de lieux communs à la Sancho Pança — se rebelle lui-même contre la sacro-sainte loi de l'offre et de la demande et s'efforce, par des moyens de violence, de pallier les inconvénients qui en découlent pour lui.

## Différentes formes d'existence de la surpopulation relative. La loi générale de l'accumulation capitaliste

[Retour à la table des matières](#)

La surpopulation relative existe sous toutes les nuances possibles. Tout ouvrier en fait partie durant le temps où il est partiellement ou complètement inemployé. En dehors des grandes formes périodiques que la succession des phases du cycle industriel lui imprime, tantôt de manière aiguë dans les crises, tantôt de manière chronique en temps de stagnation des affaires, la surpopulation relative revêt successivement trois formes : fluide, latente et stagnante.

Dans les centres de l'industrie moderne — fabriques, manufactures, fonderies et mines —, les ouvriers sont tantôt repoussés, tantôt attirés en plus grand nombre, de sorte qu'en général le nombre des ouvriers employés y va en augmentant, bien qu'il y diminue aussi constamment en proportion de l'échelle de la production. La surpopulation y existe à l'état flottant.

Dans les fabriques proprement dites, comme dans les grandes usines où les machines ne jouent qu'un rôle auxiliaire à côté de la division moderne du travail, de nombreux jeunes garçons sont employés jusqu'à l'âge de leur maturité. Ce terme passé, on en retient un faible contingent, tandis que les plus nombreux sont renvoyés en règle générale. Ceux-ci forment un élément de la surpopulation fluide qui s'accroît à mesure que la grande industrie s'étend. Une partie émigre, et ne fait en réalité que suivre l'émigration du capital<sup>218</sup>. Il en résulte que la population féminine augmente plus vite que la population mâle : témoin l'Angleterre. Que l'accroissement spontané de la classe ouvrière ne suffise pas aux besoins de l'accumulation nationale du capital et qu'il les excède néanmoins, c'est ce qui représente une contradiction inhérente au mouvement même du capital. Celui-ci a besoin d'une plus grande proportion de femmes, d'enfants, d'adolescents, de jeunes gens que d'hommes faits. Cette contradiction n'est pas moins criante que cette autre qui fait qu'on se plaint d'une

---

<sup>218</sup> Alors que les démographes officiels — et même des dirigeants ouvriers opportunistes — ont fait croire que les pays d'outre-mer, tels que le Canada, les Etats-Unis, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Algérie, etc., ont été colonisés par les Blancs parce que la population européenne était trop prolifique eu égard aux moyens de subsistance dont elle disposait, Marx rétablit d'un mot le sens des choses : la population, déterminée par ses facteurs matériels de production, n'a fait que suivre l'expansion impérialiste du capital dans le monde.

pénurie de bras au moment même où tant de milliers se trouvent sur le pavé, parce que la division du travail les enchaîne à une branche d'industrie particulière<sup>219</sup>.

La consommation de force de travail par le capital est d'ailleurs si rapide que le travailleur d'âge moyen est pratiquement épuisé. Il va finir dans la masse des surnuméraires ou est repoussé à un degré plus bas de l'échelle professionnelle. C'est précisément chez les ouvriers de la grande industrie que l'on rencontre la moyenne de vie la plus courte.

« Le docteur Lee, officier de santé pour Manchester, a constaté que la durée moyenne de vie est, à Manchester, de 38 années pour la classe aisée et de 17 années pour la classe ouvrière, tandis qu'à Liverpool elle est de 35 années pour la première et de 15 pour la seconde. Il s'ensuit que la classe privilégiée tient une assignation sur la vie (has a lease of life) de plus de deux fois la valeur de celle qui échoit aux citoyens moins fortunés<sup>220</sup>. »

Dans ces conditions, la croissance absolue de cette fraction du prolétariat exige une forme propice au gonflement de sa masse, bien que ses éléments s'usent très vite. Il faut donc que les générations ouvrières se renouvellent avec rapidité. (Cette loi ne s'applique pas aux autres classes de la société.) Cette exigence sociale est satisfaite au moyen de mariages précoces (conséquence fatale des conditions dans lesquelles vivent les ouvriers de la grande industrie) et grâce à la prime que l'exploitation des enfants assure à ceux qui les produisent<sup>221</sup>.

Dès que la production capitaliste s'est emparée de l'agriculture, ou à mesure de son extension à elle, la demande de population ouvrière campagnarde y diminue de manière absolue à mesure que le capital s'y accumule. Dans l'agriculture, la répulsion de la force ouvrière n'est pas — comme dans les branches non agricoles de l'industrie — compensée par une attraction plus grande encore. Une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière et guette

---

<sup>219</sup> Au dernier semestre de 1866, par exemple, il y avait à Londres 80 à 90 000 ouvriers en chômage forcé, tandis que, faute de bras, beaucoup de machines étaient arrêtées dans les fabriques du Lancashire. Le rapport des inspecteurs de fabrique notait alors : « Il ne semble pas absolument vrai que la demande produise toujours l'offre, juste au moment où il en est besoin. Cela n'a pas eu lieu, du moins pour le travail de fabrique, car un grand nombre de machines chômaient l'année dernière faute de bras » (*Rpts of Insp. of Fact. for 31 st oct. 1866*, p. 81 — note de Marx).

<sup>220</sup> Discours d'ouverture de la conférence sur la réforme sanitaire, tenue à Birmingham, par M. J. Chamberlain, maire de Birmingham (en 1883, ministre du Commerce), le 15 janvier 1875. (Note de Marx.)

<sup>221</sup> Le système des « primes à la production d'enfants » — plus raffiné dans les pays « développés » — n'a fait que se généraliser avec la promotion des lois « sociales ». Il permet de stimuler la reproduction des classes laborieuses, et notamment des travailleurs manuels, tout en aidant aussi « démocratiquement » à la reproduction des classes improductives. Hors de l'Europe, le travail des enfants — et donc la production nombreuse de ceux-ci — améliore souvent la situation des familles, car les adultes trouvent moins facilement de quoi subvenir à leurs besoins que les tout-petits. Ce fait a été noté par certains démographes modernes, qui y ont vu une raison économique de la forte poussée démographique dans le tiers monde — comme en Angleterre au siècle dernier.

les circonstances favorables à cette transformation. (Nous entendons ici manufacture au sens d'industrie non agricole <sup>222</sup>.)

Cette source de la surpopulation relative coule donc sans cesse <sup>223</sup>. Or ce flot constant implique au préalable dans les campagnes elles-mêmes une surpopulation latente, dont on n'aperçoit toute l'étendue qu'aux moments exceptionnels où ses canaux de décharge s'ouvrent tout grands. L'ouvrier agricole est donc réduit au minimum de salaire et a constamment un pied dans la fange du paupérisme.

La troisième catégorie de la surpopulation relative, la stagnante, forme une partie de l'armée industrielle active, mais l'irrégularité extrême de son emploi en fait un réservoir inépuisable pour le capital de forces de travail disponibles. Ses conditions de vie se situent très au-dessous du niveau normal et moyen de la classe ouvrière, et c'est précisément ce qui en fait la large base pour certaines branches d'exploitation du capital, dans lesquelles le temps de travail atteint son maximum, et le taux de salaire son minimum. Le travail dit à domicile nous en fournit un exemple affreux, et nous en avons déjà traité.

Cette couche de la classe ouvrière se recrute sans cesse parmi les « surnuméraires » de la grande industrie et de l'agriculture, et surtout dans les sphères de production en déclin, là où le métier artisanal succombe devant la manufacture, et celle-ci devant l'industrie mécanique. Sa masse grossit, tout comme avec l'extension et l'énergie de l'accumulation grossit aussi le nombre des « surnuméraires ». Elle forme en même temps un élément de la classe ouvrière qui se reproduit et se perpétue lui-même, en prenant une part relativement plus grande que les autres éléments dans la croissance générale de cette classe. En fait, non seulement la masse des naissances et des décès, mais encore la grandeur absolue des familles sont en proportion inverse au montant du salaire, et donc de la masse des moyens de subsistance dont disposent les différentes catégories de travailleurs. Cette loi de la société capitaliste aurait une résonance absurde chez les sauvages et même chez certains

---

<sup>222</sup> Dans le recensement de 1861 pour l'Angleterre et le Pays de Galles figurent 781 villes avec une population de 10 960 998 habitants, tandis que les villages et les paroisses de campagne n'en comptent que 9 105 226. [...] En 1851, on avait recensé officiellement 580 villes, avec une population à peu près égale à celle des districts ruraux. Mais, tandis que dans ceux-ci la population ne croissait que d'un demi-million, elle passait dans les 580 villes à 1 554 067 habitants. L'accroissement de population est dans les paroisses rurales de 6,5 %, dans les villes de 17,3 %. Cette différence dans la croissance doit être attribuée à l'*émigration qui se fait des campagnes dans les villes*. Celles-ci absorbent les trois quarts de l'accroissement général de la population (cf. *Census... for 1861*, vol. 3, p. 11 et 12 — note de Marx).

<sup>223</sup> Depuis Marx, ce mouvement de bestiale urbanisation s'est encore aggravé. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cinq villes anglaises seulement dépassaient les 100 000 habitants et les villes de plus de 50 000 habitants étaient au nombre de vingt-huit. Une cinquantaine de villes dépassent de nos jours les 100 000. Mais ce mouvement n'affecte pas seulement les pays industrialisés, puisque Marx parle ici du mouvement capitaliste dans les campagnes (qui n'est pas lié dans le temps et l'espace à l'industrie, comme le montre l'exemple typique de l'Irlande). L'urbanisation a les pires difformités dans l'actuel tiers monde. L'Égypte comptait en 1880 sept millions d'habitants, aujourd'hui Le Caire, à elle toute seule, en compte plus de 8 millions. La capitale de la Colombie, Bogota, croît à un rythme annuel de 8 %.

colons civilisés. Elle rappelle la reproduction extraordinaire de certaines espèces animales faibles et constamment pourchassées <sup>224</sup>.

Enfin, la couche la plus basse de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme. Abstraction faite des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendiants, etc., de ce que l'on appelle le lumpenprolétariat proprement dit, cette couche sociale se compose de trois catégories. La première comprend ceux qui sont capables de travailler. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques du paupérisme anglais pour s'apercevoir que sa niasse grossit à chaque crise et diminue à chaque reprise des affaires. La seconde catégorie comprend les enfants assistés et les orphelins. Ce sont autant de candidats à l'armée de réserve industrielle qui, aux époques de haute prospérité, entrent rapidement et en masse dans le service actif, comme en 1860. La troisième catégorie embrasse les masses misérables et démoralisées, tombées dans la gueusaille et inaptés au travail. Il s'agit essentiellement de gens qui périssent, parce que la division du travail les a rendus inaptés à changer d'activité, de gens qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié et enfin des victimes directes de l'industrie — malades, estropiés, veuves, etc. —, dont le nombre s'accroît avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc.

Le paupérisme est l'hôtel des invalides de l'armée active du travail et le poids mort de l'armée de réserve industrielle. Sa production est comprise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci ; il forme avec elle une condition d'existence de la richesse capitaliste. Il entre dans les faux frais de la production capitaliste, frais dont le capital sait fort bien, d'ailleurs rejeter la plus grande partie sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite et moyenne bourgeoisie.

À mesure qu'augmentent la richesse sociale et le capital en fonction, ainsi que l'étendue et l'impétuosité de sa croissance, et donc la grandeur absolue du prolétariat et la force productive de son travail, croît aussi l'armée de réserve industrielle. Les mêmes causes qui développent la force d'expansion du capital provoquent la mise au rencart des forces du travail. La grandeur de l'armée de réserve industrielle croît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais, plus cette armée de réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus se consolide la masse de la surpopulation dont la misère est en raison inverse des tourments dus au travail de celle-là. Enfin, plus s'accroissent cette couche de Lazare de la classe ouvrière et cette armée de réserve industrielle, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Telle est la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste.

---

<sup>224</sup> « La pauvreté paraît même être favorable à la génération » (cf. Adam SMITH, *Wealth of Nations*, 1. I, chap. VII, trad. Garnier, t. 1, p. 160). « C'est même une ordonnance divine d'une profonde sagesse, s'il faut en croire le spirituel et galant abbé Galiani, selon lequel "Dieu fait que les hommes qui exercent des métiers de première utilité naissent abondamment" » (cf. *Della Moneta*, éd. Custodi, *Scrittori italiani di Economia Politica*, Parte moderna, Milano, 1801, t. 3, p. 78).

« La misère, poussée au point extrême où elle engendre la famine et les épidémies, tend à augmenter la population au lieu de l'arrêter » (S. Laing : *National Distress, its Causes and Remedies*, Londres, 1844, p. 69). Après avoir démontré, cette proposition par la statistique, Laing ajoute : « Si tout le monde se trouvait dans un état d'aisance, le monde serait bientôt dépeuplé. » (Note de Marx.)

L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières, dont l'analyse n'a pas sa place ici.

On comprend donc toute la sottise de la sagesse économique qui ne cesse de prêcher aux travailleurs de proportionner leur nombre aux besoins de valorisation du capital. Comme si le mécanisme de la production du capital ne réalisait pas continuellement ce procès d'adéquation dont le premier mot est : création d'une surpopulation relative ou armée de réserve industrielle, et le dernier : misère de couches toujours croissantes de l'armée active du travail, et le poids mort du paupérisme.

La loi selon laquelle une masse toujours croissante de moyens de production peut, grâce au développement de la productivité du travail social, être mise en œuvre avec une dépense de force humaine toujours moindre, cette loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne, dans le système capitaliste — où ce n'est pas le travailleur qui utilise les moyens de production, mais les moyens de production qui utilisent le travailleur —, en loi contraire, à savoir que, plus la force productive du travail s'élève, plus est faible la pression des travailleurs sur les moyens de leur emploi, de sorte que la condition d'existence du salarié devient toujours plus précaire, l'ouvrier vendant plus difficilement sa propre force de travail qui accroît la richesse d'autrui ou valorise le capital lui-même. Le fait que les moyens de production et la productivité du travail s'accroissent plus rapidement que la population productive s'exprime donc, sous le mode capitaliste, dans le fait inverse, à savoir que la population ouvrière croît toujours plus rapidement que les besoins de valorisation du capital.

Lorsque nous avons analysé la plus-value relative (sect. IV), nous avons constaté le fait suivant : dans le système capitaliste, toutes les méthodes pour multiplier les forces productives sociales du travail s'exécutent aux dépens du travailleur individuel ; tous les moyens pour développer la production se changent en moyens de dominer et d'exploiter le producteur : ils mutilent l'ouvrier, en le réduisant à un fragment de lui-même, en lui faisant faire une opération de détail, partielle, en le dégradant à n'être qu'un accessoire négligeable de la machine ; ils détruisent tout ce que le travail pourrait avoir d'agréable et ne font que tourmenter l'ouvrier ; ils rendent étrangères au travailleur les forces scientifiques du procès de travail à mesure que la science s'incorpore comme force indépendante dans les machines et le procès de production capitaliste ; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus anormales et soumettent l'ouvrier durant son travail dans la fabrique à un despotisme aussi illimité que mesquin ; ils transforment le temps de sa vie en temps de travail, et jettent sa femme et ses enfants sous les roues du Jagernaut capitaliste.

Toutes les méthodes qui stimulent la production de la plus-value sont en même temps des méthodes de l'accumulation, et toute extension de celles-ci appelle à son tour l'extension de celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin, la loi qui toujours équilibre la surpopulation relative ou l'armée de réserve industrielle avec le volume ou l'énergie de l'accumulation rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui provoque une accumulation de misère correspondant à l'accumulation du capital. L'accumulation de richesse, à un pôle, est en même temps accumulation de misère, de tourments de travail, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation des mœurs, au pôle opposé, du côté de la classe qui crée son propre produit sous forme de capital.

Ce caractère antagonique de l'accumulation capitaliste<sup>225</sup> a frappé même les économistes. Encore les confondent-ils souvent avec des phénomènes, en partie analogues, mais substantiellement différents, puisqu'appartenant à des modes précapitalistes de production.

**G. Ortes**, moine vénitien et un des économistes marquants du XVIII<sup>e</sup> siècle, conçoit l'antagonisme inhérent à la production capitaliste comme la loi naturelle et universelle de la richesse sociale.

« *Au lieu de projeter, dit-il, pour le bonheur des peuples, des systèmes inutiles, je me bornerai à chercher la raison de leur misère. [...] Le bien et le mal économiques se font toujours équilibre dans une nation (il bene ed il male economico in una nazione [sono] sempre all'istessa misura) : l'abondance des biens chez les uns est toujours égale au manque de biens chez les autres (la copia dei beni in alcuni sempre eguale alla mancanza di essi in altri). La grande richesse d'un petit nombre est toujours accompagnée de la privation des premières nécessités chez la multitude. La richesse d'une nation correspond à sa population, — et sa misère correspond à sa richesse. La diligence des uns rend forcée la fainéantise des autres. Les pauvres et les oisifs sont le fruit nécessaire des riches et des diligents, etc.*<sup>226</sup>. »

Mais, si Ortes était profondément attristé de cette fatalité économique de la misère, dix ans après lui, un membre du haut clergé protestant anglais, **J. Townsend**, vint brutalement la glorifier comme la condition nécessaire de la richesse. « *L'obligation légale du travail, dit-il, est d'application difficile, exige trop de violence et fait trop de bruit, alors que la faim est non seulement une pression paisible, silencieuse et incessante, mais le mobile le plus naturel du travail et de l'industrie, elle suscite, en outre, les efforts les plus puissants.* »

---

<sup>225</sup> « De jour en jour, il devient en conséquence plus clair que les rapports de production dans lesquels se meut la bourgeoisie n'ont pas un caractère un, un caractère simple, mais un caractère de duplicité ; que, dans le même rapport où se produit la richesse, la misère se produit aussi ; que, dans le même rapport où il y a développement des forces productives, il y a une force productrice de répression ; que ces rapports ne produisent la *richesse bourgeoise*, c'est-à-dire la richesse de la classe bourgeoise, qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat toujours croissant » (*Misère de la philosophie*, p. 116 — note de Marx).

<sup>226</sup> G. ORTES, *Della Economia nazionale, libri sei*, 1774, éd. Custodi, parte moderna, t. 21, p. 6, 9, 22, 24-25, 32, etc. (Note de Marx.)

Tout est donc mis en œuvre afin de perpétuer la faim du travailleur, et pour cela il suffit, selon Townsend, de laisser faire le principe de population qui est surtout actif parmi les pauvres.

« *C'est une loi de la nature, semble-t-il, que les pauvres soient imprévoyants jusqu'à un certain degré (imprévoyants au point de venir au monde sans denier d'argent dans la bouche), afin qu'il y ait toujours des hommes prêts à remplir les fonctions les plus serviles, les plus sales et les plus abjectes de la communauté. Le fonds du bonheur humain (the fund of human happiness) en est grandement augmenté, les gens comme il faut, plus délicats (the more delicate), débarrassés de telles corvées, peuvent en toute tranquillité suivre leur vocation supérieure. [...] Les lois sur les pauvres tendent à détruire l'harmonie et la beauté, l'ordre et la symétrie de ce système que Dieu et la nature ont établi dans le monde*<sup>227</sup>. »

Si le moine vénitien trouvait dans la fatalité économique de la misère la raison d'être de la charité chrétienne, du célibat, des monastères, des couvents, etc., le pasteur prébendé y trouve donc au contraire un prétexte pour jeter l'anathème sur les lois anglaises qui donnaient aux pauvres le droit à de maigres secours de la paroisse.

« Le progrès de la richesse sociale, dit Storch, enfante cette classe utile qui se charge des travaux les plus monotones, les plus vils et les plus dégoûtants, qui, en somme, prenant pour sa part tout ce que la vie a de désagréable et d'assujettissant, procure aux autres classes le temps, la sérénité d'esprit et la dignité conventionnelle (c'est bon !) de caractère, etc.<sup>228</sup>. » Puis il se demande en quoi donc réside au bout du compte la supériorité de cette civilisation capitaliste, avec sa misère et sa dégradation des masses par rapport à la barbarie. Et il ne trouve qu'un mot à répondre : la sécurité !

**Sismondi** constate : « *Grâce au progrès de l'industrie et de la science, chaque ouvrier peut produire chaque jour beaucoup plus que son entretien quotidien. Mais cette richesse, créée par son travail, le rendrait peu propre au travail, s'il était appelé à la consommer lui-même. Selon lui, "les hommes [bien entendu, ceux qui ne travaillent pas) renonceraient probablement à tous les perfectionnements des arts, à toutes les jouissances que nous*

---

<sup>227</sup> A *Dissertation on the Poor Laws*, by a well-wisher of Mankind (the Reverend Mr. J. Townsend), 1786, nouvelle éd., Londres, 1817, p. 15, 39, 41. Ce curé « délicat », dont le pamphlet que nous venons de citer ainsi que le *Voyage en Espagne* ont été impudemment plagés par Malthus, emprunta lui-même une bonne partie de sa doctrine à Sir J. Steuart, tout en le défigurant. Si J. Steuart dit, par exemple : « L'esclavage était le seul moyen de faire travailler les hommes au-delà de leurs besoins, et pour qu'une partie de l'Etat nourrit gratuitement l'autre ; [...] c'était un moyen violent de rendre les hommes laborieux [pour d'autres hommes...]. Alors les hommes étaient obligés à travailler, parce qu'ils étaient esclaves d'autres hommes ; aujourd'hui les hommes sont obligés à travailler [pour d'autres hommes qui ne travaillent pas], parce qu'ils sont esclaves de leurs propres besoins » (STEUART, *Recherche des principes de l'économie politique*, 1789-90 ; trad. française de Sénover, t. 1, chap. VII, p. 69, 71, 72). Il n'en conclut pas, comme le gras curé prébendé, qu'il faut que les salariés souffrent de faim, mais veut, au contraire, qu'en augmentant leurs besoins on les incite à travailler davantage pour les « plus délicats » (note de Marx).

<sup>228</sup> STORCH, *Cours d'économie politique*, Pétersbourg, 1815, t. 3, p. 223. La charité des couvents et le cynisme malthusien distinguent l'idéologie de l'Eglise du féodalisme de celle du capitalisme.

*donnent les manufactures, s'il fallait que tous les achetassent par un travail constant, tel que celui de l'ouvrier". [...] Les efforts sont aujourd'hui séparés de leur récompense ; ce n'est pas le même homme qui travaille et qui se repose ensuite ; mais c'est parce que l'un travaille que l'autre doit se reposer. [...] La multiplication indéfinie des pouvoirs productifs du travail ne peut donc avoir pour résultat que l'augmentation du luxe ou des jouissances des riches oisifs*<sup>229</sup>. »

Cherbuliez, disciple de Sismondi, le complète en ajoutant : « *Eux-mêmes [les salariés], en coopérant à l'accumulation des capitaux productifs, contribuent [...] à l'événement qui, tôt ou tard, doit les priver d'une partie de leurs salaires* »<sup>230</sup>.

Enfin, le zéléateur à froid de la doctrine bourgeoise, Destutt de Tracy<sup>231</sup>, dit carrément : « *Les nations pauvres, c'est là où le peuple est à son aise ; et les nations riches, c'est là où il est ordinairement pauvre* »<sup>232</sup>.

## Travail productif et limites du capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Ricardo assimile ce qui est productif à ce qui apporte du profit. Or, si la production capitaliste, au lieu d'être un mode absolu de production, a, au contraire, des limites, c'est précisément parce que le capital n'admet comme productif que ce qui permet de créer du profit<sup>233</sup>. Pour produire « de façon productive », il faut un mode de production qui exclue la masse des producteurs d'une partie de la demande pour le produit ; il faut produire en opposition à une classe, dont la consommation n'est en aucun rapport avec la production — puisque c'est précisément cet excédent de production sur la consommation qui donne le profit.

Il faut, par ailleurs, produire pour des classes qui consomment sans produire, en donnant à ce surproduit une forme qui puisse correspondre à une telle, demande. Le capitaliste lui-même, s'il veut accumuler, ne doit pas, pour les produits qui entrent dans son revenu,

---

<sup>229</sup> SISMONDI, *Nouveaux Principes d'économie politique*, Paris, 1819, t. 1, p. 78, 79, 81.

<sup>230</sup> CHERBULIEZ, *Richesse ou Pauvreté*, Paris, 1841, p. 146.

<sup>231</sup> DESTUTT DE TRACY, *Eléments d'idéologie*, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> parties, « Traité de la volonté et de ses effets », Paris, 1826, p. 231.

<sup>232</sup> La période de bien-être de l'humanité, comme en témoigne le temps de l' « âge d'or du travail » qui va de 1350 à 1500 en Angleterre, était antérieure à l'industrialisation capitaliste — et la population croissait et vivait bien, parce qu'elle était encore agricole et ignorait les malédictions du capitalisme et de l'urbanisme. La raison en est que le travail n'était pas encore séparé de façon inhumaine de la terre, et donc des instruments et du produit alimentaire de son travail.

Aujourd'hui, l'accumulation démesurée du capital dans les métropoles a ruiné le monde entier — et l'on peut dire désormais que, dans les nations pauvres, le peuple, lui aussi, « n'est plus à son aise ».

<sup>233</sup> Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/3, p. 117-118.

demander à proportion de ce qu'il produit, sans quoi il ne peut accumuler. Aussi Malthus lui oppose-t-il des classes dont le rôle n'est pas d'accumuler, mais de consommer.

Or, tandis que, d'un côté, on est conscient de toutes ces contradictions, on suppose, d'un autre côté, que la production procède sans la moindre friction — comme si ces contradictions n'existaient pas. Il y a séparation entre l'achat et la vente, entre la marchandise et l'argent, entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Cependant, on prétend qu'il n'y a pas séparation, mais échange. La consommation ne serait pas non plus dissociée de la production. Il y a des producteurs qui ne consomment pas ce qu'ils produisent, et des consommateurs qui ne produisent pas, mais on prétend que la consommation et la production se couvrent.

Le capitaliste produit directement pour accroître son profit — pour la valeur d'échange et non pour la jouissance. Or on suppose qu'il produit directement pour la jouissance. Certes, les contradictions peuvent se compenser mais en un processus qui est celui de la crise, comme réunion violente de moments dissociés, existant indépendamment l'un de l'autre, mais tout de même associés. Dès lors que l'on admet que ces contradictions de la production bourgeoise n'existent pas, il va de soi, pense-t-on, que ces contradictions ne sauraient avoir d'effet.

Dans chaque branche de l'industrie, chaque capitaliste produit proportionnellement à son capital, sans se préoccuper des besoins de la société, ni surtout de la concurrence des autres capitaux de la même branche de production. On suppose qu'il produit comme s'il produisait au nom de la société.

Si le commerce extérieur n'existait pas, les articles de luxe pourraient toujours être produits, à n'importe quels frais, dans le pays. Si nous laissons de côté les moyens de subsistance nécessaires, le travail serait alors très improductif, et l'accumulation du capital extrêmement faible. De la sorte, chaque pays pourrait utiliser tout le capital qui s'y trouve accumulé, puisque, dans cette hypothèse, l'accumulation du capital y serait très lente <sup>234</sup>.

## La production d'articles de luxe

Au demeurant, il y a — d'après notre pamphlétaire — deux moyens d'empêcher que l'accroissement du surproduit ou du surtravail ne contraigne le capital à rendre aux ouvriers une partie de plus en plus grande de ce qu'il leur vole <sup>235</sup>.

---

<sup>234</sup> Non seulement cette lente accumulation se ferait avec moins de convulsions et de crises, mais encore le capital serait assuré d'une vie bien plus longue. Ici, toutefois, ce n'est pas Malthus qui l'emporte sur Ricardo, puisque le capital est la production pour la production, c'est-à-dire folle accumulation.

<sup>235</sup> Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert* (livre IV du *Capital*, Dietz Verlag Berlin, in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/3, p. 237-242.

Le premier, c'est de convertir le surproduit en capital fixe, ce qui évite que le fonds réservé au travail — ou la partie du produit consommée par l'ouvrier — s'accroisse avec l'accumulation du capital.

Le second est le commerce extérieur, qui permet au capitaliste d'échanger le surproduit contre des articles de luxe étrangers, et de le consommer donc lui-même<sup>236</sup>. De cette manière, la partie du produit consistant en moyens de subsistance nécessaires peut croître absolument, sans devoir retourner aux ouvriers sous forme de salaire en une proportion quelconque à son accroissement.

Il faut remarquer que le premier moyen n'a qu'un effet momentané, car en présupposant la transformation du surproduit en capital, il contrecarre ensuite son effet, puisque le capital fixe qui consiste en machines, etc., entre lui-même à la fin dans la production de moyens de subsistance. En revanche, le second moyen détermine la consommation d'une partie toujours croissante du surproduit de la part des capitalistes, une consommation croissante de ceux-ci, et non la reconversion du surproduit en capital<sup>237</sup>. Si le même surproduit conservait la forme sous laquelle il existe immédiatement, il faudrait que la plus grande partie en soit échangée avec les ouvriers en tant que capital variable. La conséquence en serait la hausse des salaires et la diminution de la plus-value absolue et relative. Voici le secret de la nécessité d'une consommation croissante des « riches », invoquée par Malthus : la partie du produit qui s'échange contre le travail doit se convertir en capital, s'échange contre le travail doit se convertir en capital, donner une valeur plus élevée et des profits plus grands et absorber beaucoup de surtravail. Seulement, il ne propose pas que les

---

<sup>236</sup> Grâce au commerce, le capitaliste qui produit des fanfreluches peut racheter — avec l'argent touché par la vente — des moyens de subsistance ou des machines pour sa production, tandis que l'autre échangiste a également à la fin autre chose que ce qu'il a produit. Au fond, rien n'est changé au niveau de la société : le luxe reste stérile, et les moyens de subsistance restent féconds.

Ces échanges qui mettent tout à égalité embrouillent tous les rapports et mystifient les opérateurs économiques eux-mêmes, en entretenant de graves illusions et en masquant les dégénérescences du mode de production capitaliste tout en les stimulant au maximum, car le capital favorise la production manufacturière de camelote aux dépens de l'agriculture. Dès lors que les échanges se font entre nations différentes, il s'ensuit une division du travail international donnée, et ils deviennent le moyen impérialiste par excellence d'étrangler les nations faibles, et ce de plus en plus avec le vieillissement de la forme capitaliste. En effet, les pays capitalistes développés se lancent alors dans la production en grand et en série des articles de luxe et les vendent aux pays sous-développés, de sorte qu'au travers de l'échange c'est comme si les pays développés avaient produit matières premières et moyens de subsistance pour alimenter leur procès de production, tandis que les pays sous-développés, qui auraient un besoin pressant de développer leurs forces productives, reçoivent en échange de leurs moyens de subsistance et matières premières des produits de luxe qui sont accaparés par leurs stériles classes dirigeantes pour perpétuer cette subordination qui suscite surpopulation et famine en masse.

Ce renversement anti-humain et antisocial se réalise par le mercantilisme, dans lequel les tiers-mondistes comme les faux communistes de Russie voient le salut de l'humanité, dès lors que les quantités échangées en sont « équitables », sans voir que ce mercantilisme est précisément l'arme absolue de l'impérialisme pour maintenir le sous-développement dans la plus grande partie du globe.

<sup>237</sup> Dans l'exemple de Marx — assez caractéristique des conditions capitalistes du siècle dernier —, les moyens de luxe revenaient dans les métropoles, tandis que l'outre-mer — à colonisation blanche — s'industrialisait. C'est l'inverse, en gros, qui se passe aujourd'hui.

capitalistes industriels eux-mêmes augmentent leur consommation, mais attribue cette fonction aux propriétaires fonciers, aux sinécuristes, etc., parce que, si la tendance à l'accumulation et le goût de la dépense était confondus en une seule et même personne, l'une pourrait jouer de méchants tours à l'autre. C'est ici qu'apparaît aussi ce qu'il y a de faux dans la conception de Barton, Ricardo, etc. Le salaire n'est pas déterminé par la partie de la masse du produit total qui peut être consommée comme capital variable<sup>238</sup> ou être transformée en capital variable, mais par la portion de la masse qui est effectivement convertie en capital variable. Une partie peut aussi en être mangée, sous sa forme naturelle, par les laquais et les parasites des capitalistes, et une autre peut être consommée, par l'intermédiaire du commerce extérieur, sous forme de produit de luxe.

Mais il y a encore deux points que notre auteur laisse de côté.

À la suite de l'introduction de machines, une masse d'ouvriers est constamment privée d'occupation, une fraction de la population devenant surnuméraire : une force de travail nouvelle est donc disponible pour créer du surproduit, sans aucun accroissement de la population et sans qu'il faille prolonger le temps de travail absolu. Mettons qu'au lieu de 500 ouvriers le capital n'en occupe plus que 300 qui fournissent une quantité relativement plus grande de surtravail. Les 200 autres peuvent être occupés à accroître le surproduit, dès que celui-ci a augmenté suffisamment. Une fraction de l'ancien capital variable est transformée en capital fixe, une autre occupe moins d'ouvriers, mais extorque davantage de plus-value par rapport à leur nombre, et surtout une plus grande quantité de surproduit. Les 200 ouvriers disponibles sont de la matière créée pour la capitalisation d'un surproduit additionnel.

La conversion des moyens de subsistance nécessaires en articles de luxe par le truchement du commerce extérieur, comme la conçoit notre pamphlétaire, est en toute occurrence importante.

En premier lieu, parce qu'elle met fin à l'idée absurde selon laquelle le salaire du travail dépend de la masse des moyens de subsistance produits — comme si ces moyens de subsistance avaient besoin d'être consommés sous cette forme par les producteurs ou même par la masse de la population productrice, autrement dit devaient être nécessairement reconvertis en capital variable ou en « capital circulant », comme le disent Barton et Ricardo.

En second lieu, parce que toute la forme sociale des nations arriérées — par exemple, les Etats esclavagistes dans l'Union nord-américaine (cf. Cairnes<sup>239</sup>) ou la Pologne, etc. (ce

---

<sup>238</sup> En effet, les autres classes participent également à la consommation des moyens de subsistance qui vont en principe aux salaires — en principe seulement, puisque les autres classes, par exemple, mangent elles aussi du pain et beaucoup de viande.

<sup>239</sup> C'est la production capitaliste des pays avancés qui impose — par l'intermédiaire du marché mondial — aux pays « attardés » de fournir les métropoles en moyens de subsistance et matières premières, en renonçant à leur propre développement, voire en les faisant rétrograder à une forme de société et de

que le vieux Büsch avait lui aussi compris, lorsqu'il a volé cette idée à Steuart) — se trouve déterminée par le marché mondial qui les relie à la production capitaliste des pays avancés. Quelque important que soit le surproduit qu'elles extraient comme surtravail à leurs esclaves sous la forme immédiate du coton ou du grain, elles peuvent rester figées à ce travail simple et non différencié simplement parce que le commerce extérieur les met en mesure de transformer ce produit simple en n'importe quelle forme de valeur d'usage.

Affirmer que la portion du produit annuel qui doit être dépensée comme salaire dépend de la grandeur du « capital circulant » reviendrait à dire que, si on utilise une grande partie du produit pour le bâtiment, on construit des maisons pour les ouvriers en grand nombre par rapport à la masse de la population ouvrière et donc que les ouvriers sont bien logés et à bas prix et que l'offre de logements a augmenté plus vite que la demande.

Au contraire, ce qui est exact c'est : si le surproduit est considérable et qu'une grande partie en doive être employée comme capital, il faut une augmentation de la demande de travail et donc aussi une croissance de la partie du surproduit qui est échangée comme salaire (supposé que la production de ce surproduit n'a pas jeté sur le pavé bon nombre d'ouvriers). Dans tous les cas, ce n'est pas la grandeur absolue du surproduit, quelle qu'en soit la forme, même celle des moyens de subsistance nécessaires, qui force à le dépenser comme capital variable, et donc qui fait augmenter le salaire. C'est, au contraire, la soif de capitaliser qui pousse le capitaliste à dépenser une grande partie du surproduit comme capital variable et qui donc, avec l'accumulation du capital, ferait augmenter le salaire si les machines ne rendaient pas constamment surnuméraire une fraction de la population ouvrière et si, par le truchement du commerce extérieur, une portion de plus en plus grande du capital ne s'échangeait ni contre du capital ni contre du travail.

En somme, la partie du surproduit qui est déjà produite directement sous une forme où elle ne peut servir que comme capital, et la partie du surproduit qui acquiert cette forme par l'échange avec l'étranger croissent plus vite que la portion qui doit être échangée contre la force de travail immédiate.

Si l'on néglige la forme sous laquelle les moyens de production sont du capital, affirmer que le salaire dépend du capital existant et qu'une rapide accumulation du capital est donc le seul moyen de faire hausser les salaires, revient à la tautologie suivante : c'est la productivité du travail fourni par un nombre donné d'ouvriers qui conditionne la rapidité

---

rapports de production antérieurs non seulement au capitalisme, mais encore au féodalisme — à l'esclavagisme caractéristique... des sociétés antiques. D'où la dégradation des rapports sociaux dans les pays de couleur après l'arrivée des impérialistes blancs, même par rapport au niveau qu'ils avaient atteint eux-mêmes spontanément, et donc la difficulté extrême pour ces pays de se hausser à des formes modernes de production. C'est ce que Marx a analysé de manière classique dans ses textes sur *La Guerre civile aux Etats-Unis* (10/18), en mettant en évidence que le retour en force de l'esclavagisme au bénéfice de l'industrie anglaise a obligé les Etats-Unis à recommencer en 1861 — dans des conditions pires — la révolution bourgeoise qui avait triomphé en 1783 — ce qui a fait traîner en long le cours de la production capitaliste, si bien que l'hégémonie anglaise sur le monde ne fut renversée par les Yankees qu'au XX<sup>e</sup> siècle.

avec laquelle ce nombre peut être augmenté sans que leurs conditions de vie empirent. C'est-à-dire que plus ils produisent de matières premières, de moyens de travail et de subsistances, plus ils auront de moyens non seulement pour élever la nouvelle génération jusqu'à ce qu'elle puisse travailler elle-même, mais encore pour réaliser le travail de la jeune génération. Dans cette vision, l'accroissement de la population marcherait de front avec l'accroissement de la production, voire la dépasserait, étant donné que l'accroissement de la population signifie accroissement de la division du travail, de l'emploi de machines et de capital constant ; bref, de la productivité du travail.

Si l'accroissement de la population dépend de la productivité du travail, la productivité du travail dépend de la croissance de la population : il y a action réciproque. Mais cela signifie, sous le capitalisme, que les moyens de subsistance de la population ouvrière dépendent de la productivité du capital, de ce qu'une partie la plus grande possible de leur produit commande ensuite le travail des ouvriers. Ricardo lui-même exprime la chose correctement — je veux dire la tautologie —, lorsqu'il fait dépendre les salaires de la productivité du capital, et celui-ci de la productivité du travail.

Dire que le salaire dépend de l'accroissement du capital, c'est dire de manière tautologique que l'augmentation des moyens de subsistance et d'emploi d'une population dépend de la productivité de son propre travail, et, en outre, qu'au point de vue capitaliste elle dépend du fait que son propre produit se dresse en face du travail comme propriété d'autrui et que sa propre productivité se présente comme la productivité d'une chose qu'il a créée.

En fait, cela signifie que l'ouvrier doit se satisfaire d'une portion aussi réduite que possible de son produit, afin que le plus possible devienne capital ; il doit céder gratuitement le plus possible au capitaliste, afin que celui-ci dispose de moyens toujours plus grands pour racheter son travail avec ce qu'il lui a enlevé sans le payer. Dans ce cas, il peut arriver que le capitaliste, après avoir fait beaucoup travailler l'ouvrier pour rien, le fasse travailler un peu moins gratuitement en échange de ce qui ne lui a rien coûté. Mais, comme cela empêche précisément ce à quoi le capitaliste vise, à savoir l'accumulation la plus rapide possible du capital, il faut que l'ouvrier vive dans des conditions telles que cette diminution de son travail gratuit soit annulée par l'augmentation de la population ouvrière, soit de façon relative par le moyen des machines, soit de façon absolue par le mariage plus précoce. Soit dit entre parenthèses : c'est exactement la situation que raillent les ricardiens lorsque les malthusiens la préconisent entre propriétaires fonciers et capitalistes <sup>240</sup>.

Les ouvriers doivent céder gratuitement au capital la plus grande partie possible de leur produit, pour racheter ensuite, dans des conditions plus favorables, avec du travail nouveau, une partie de ce qu'ils ont laissé au capital. Or cette heureuse nouveauté est annulée par ses

---

<sup>240</sup> C'est-à-dire lorsque Malthus propose aux industriels de placer tout leur revenu en investissements pour accumuler le plus possible... pour les classes purement consommatrices.

propres conditions elles-mêmes. De toute façon, elle ne saurait être que temporaire, et doit bientôt tourner de nouveau en son contraire.

En troisième lieu : ce qui s'applique à la conversion des moyens de subsistance nécessaires en articles de luxe par le truchement du commerce extérieur s'applique en général à la production de luxe, dont la multiplication et l'extension sans limites ont pour condition le commerce extérieur. Les ouvriers employés dans la production de luxe produisent certes du capital pour ceux qui les emploient, mais la nature de leur produit empêche qu'il puisse être reconverti en capital, sous forme de capital constant ou de capital variable<sup>241</sup>.

Si nous laissons de côté la partie des produits de luxe qui est envoyée à l'étranger pour y être échangée contre des moyens de subsistance qui entrent en partie ou en totalité dans le capital variable, ces produits ne représentent que du surtravail, qui plus est, du surtravail sous la forme immédiate de surproduit, où les riches le consomment en échange de leur revenu. Sans doute ces produits de luxe ne représentent-ils pas seulement le surtravail des ouvriers qui les ont produits. Ceux-ci fournissent en moyenne le même surtravail que les ouvriers dans les autres branches d'industrie<sup>242</sup>. Or, comme le tiers du produit représentant le tiers du travail additionnel est la matérialisation de ce surtravail et les deux tiers restants sont la reproduction du capital avancé, je peux considérer le surtravail des producteurs de moyens de subsistance nécessaires qui constituent le salaire pour les producteurs des articles de luxe comme le travail nécessaire de la classe ouvrière tout entière.

En conséquence, le surtravail de ceux-ci se représente :

- 1) dans la partie des moyens de subsistance nécessaires qui est consommée par les capitalistes et leur appendice ;
- 2) dans la totalité des articles de luxe. Mais, par rapport au capitaliste particulier ou aux différentes branches de production, les choses apparaissent autrement, car à leurs yeux une partie des articles de luxe qu'ils produisent ne représente qu'un équivalent pour le capital avancé.

---

<sup>241</sup> En conséquence, les articles de luxe sont stériles. Mais cela n'apparaît pas pour ce qui est de leur valeur d'échange, mais seulement pour leur valeur d'usage, car, contrairement aux moyens de subsistance, aux matières premières et outils, ils ne peuvent servir dans le procès de production comme forces productives. C'est ce qui fait dire à Marx : « Dans l'étude de la plus-value en tant que telle, la forme en nature du produit, donc du surproduit, est indifférente. Si l'on considère le procès de *reproduction réel*, elle devient importante, soit pour en comprendre les formes mêmes, soit pour se rendre compte de l'influence que la production de luxe, etc., exerce sur la reproduction. Ici encore, nous avons un exemple de l'importance ECONOMIQUE de la *valeur d'usage* » (*Théorie sur la plus-value*, in *Werke*, 26/3, p. 248).

<sup>242</sup> Ils représentent également du travail nécessaire des ouvriers, puisque ceux-ci doivent recevoir aussi des moyens de subsistance — en échange de leurs salaires — de la section de production des moyens de subsistance.

Si une portion trop grande du surtravail prend la forme des articles de luxe, il est évident que l'accumulation et le taux de reproduction stagnent, parce qu'une partie trop minime du produit est reconvertie en capital. Si une partie trop faible prend la forme d'articles de luxe, l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la partie du surproduit qui peut de nouveau, en nature, servir de capital, procéderait plus vite que l'accroissement de la population, et le taux de profit baisserait — à moins qu'il n'y ait un marché extérieur pour les moyens de subsistance nécessaires.

# THOMAS ROBERT MALTHUS

[Retour à la table des matières](#)

Les ouvrages de Malthus que nous considérerons ici sont les suivants :

1. *The Measure of Yalue stated and illustrated, with an Application of it to the Alterations in the Yalue of the English Currency since 1790*, Londres, 1823<sup>243</sup> ;
2. *Definitions in Political Economy, preceded by an Inquiry into the Rules which ought to guide Political Economists in the Definition and Use of their Terms*, Londres, 1827. Voir également l'édition de John Cazenove, Londres, 1853, pourvue de « Notes et Remarques supplémentaires » ;
3. *Principles of Political Economy with a View to their Practical Application*, 2<sup>e</sup> éd., Londres, 1836 (dont la 1<sup>re</sup> est parue vers 1820 et qu'il faut considérer également) ;
4. Il faut tenir compte enfin de l'ouvrage suivant d'un disciple de Malthus (qui permet la confrontation entre un malthusien et un ricardien) : *Outlines of Political Economy ; being a Plain and Short View of the Laws relating to the Production, Distribution and Consumption of Wealth ; to which is added a Brief Explanation of the Nature and Effects of Taxation ; suited to the Capacity of everyone* (ouvrage anonyme préparé par John Cazenove), Londres, 1832.

---

<sup>243</sup> Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert* (livre IV du *Capital*), Dietz Verlag, Berlin, in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/3, p. 7-48, 51-52, 56-58.

Cette partie de notre recueil est particulièrement ardue, et le lecteur devra s'accrocher par endroit pour suivre le cheminement de la pensée de Marx qui va à la racine de l'explication de la rente — et pour cela suit pas à pas les arguments *économiques* de Malthus qui fondent ses conceptions sur la population. Pour justifier les intérêts des classes de rentiers, d'oisifs et de parasites, celui-ci biffe d'emblée la distinction classique entre *marchandise* et *capital* et, partant, entre *production*, où la marchandise est valorisée en tant que capital par les ouvriers qui y incorporent une *plus-value*, et *circulation*, où la marchandise s'échange contre un *équivalent*, en étant dépouillée de ses caractéristiques productives : capital variable, capital constant et profit.

C'est à partir de la distribution que Malthus développe son économie, centrée dès lors sur la consommation et l'appropriation du produit par le moyen des revenus, parmi lesquels ceux des riches prévalent. Il en arrive ainsi à brouiller les fonctions des différentes classes en présence, fonctions qui découlent de leur rôle dans le procès de production — et c'est évidemment le meilleur moyen pour masquer le rôle fondamental des ouvriers au sein du procès de production et tronquer la loi de la valeur classique.

## ***1. Confusion par Malthus des catégories de la marchandise et du capital***

[Retour à la table des matières](#)

Dans son ouvrage *Observations on the Effects of the Corn Laws and of a Rise or Fall in the Price of Corn on the Agriculture and general Wealth of the Country* (Londres, 1814), Malthus écrivait encore à propos d'Adam Smith :

« Adam Smith a été manifestement entraîné à argumenter de la sorte par suite de son habitude de considérer le travail (c'est-à-dire la valeur du travail) comme l'étalon fixe de la valeur et le blé comme l'étalon du travail. [...] De nos jours, l'économie politique reconnaît comme l'un de ses principes le plus incontesté que ni le travail ni une marchandise quelconque ne peut être une mesure adéquate de la valeur d'échange réelle — et c'est ce qui découle d'ailleurs de la définition même de la valeur d'échange » (p. 11-12).

Pourtant lorsqu'il polémiqua avec Ricardo, dans son ouvrage de 1820 sur les *Principles of Political Economy*, il emprunte à Smith cet « étalon de mesure de la valeur », dont ce dernier ne se sert jamais quand il procède à ses démonstrations pratiques. Dans son ouvrage traitant de la rente, *Corn Laws*, Malthus lui-même adopte encore une autre définition de Smith, la détermination de la valeur par la quantité de capital (travail accumulé) et de travail (immédiat) nécessaire à la production de cet article.

En général, il ne faut pas perdre de vue que Malthus n'a publié ses *Principles* et ses deux autres ouvrages cités qui devaient en développer des aspects particuliers que parce qu'il jalousait le succès de l'œuvre ricardienne et qu'il voulait regagner la première place à laquelle il s'était haussé insidieusement, en ayant habilement plagié l'ouvrage de Ricardo avant sa parution même. A cela s'ajoute que chez Ricardo l'exposé de la détermination de la valeur, bien qu'encore abstrait, était dirigé contre les intérêts des propriétaires fonciers et de leur suite, que Malthus représente encore plus directement que ceux de la bourgeoisie industrielle. Toutefois, on ne saurait nier que les écrits de Malthus ne présentent un certain intérêt théorique. Il n'en reste pas moins que son opposition à Ricardo — et la forme que celle-ci a prise — n'était possible que parce que Ricardo s'était empêtré lui-même dans toutes sortes d'inconséquences.

Malthus part dans ses attaques des points suivants : l'origine de la plus-value et la manière dont Ricardo conçoit la péréquation des prix de production entre les différentes sphères d'emploi du capital comme une modification de la loi même de la valeur, ainsi que ses incessantes confusions entre profit et plus-value (qu'il identifie directement l'un à l'autre). Malthus ne résout pas ces contradictions et ces équivoques, mais les prend chez Ricardo lui-même pour battre en brèche sa loi fondamentale de la valeur, etc., et en tirer des conséquences agréables à ses protecteurs.

Ce qui est propre à Malthus dans ses trois ouvrages, c'est qu'il a mis l'accent principal sur l'échange inégal entre le capital et le travail salarié, tandis que Ricardo n'explique pas vraiment comment l'échange des marchandises selon la loi de la valeur — d'après le temps de travail contenu en elles — donne naissance à l'échange inégal entre capital et travail vivant, entre un quantum déterminé de travail accumulé et un quantum déterminé de travail immédiat, en laissant dans l'obscurité l'origine de la plus-value. Ne fait-il pas échanger directement le capital contre le travail, et non pas contre la force de travail ? Cazenove, l'un des rares disciples ultérieurs de Malthus, en a l'intuition, et il écrit dans sa préface à l'ouvrage cité ci-dessus, *Definitions...* :

« Il faut considérer séparément l'un de l'autre l'échange des marchandises et la distribution (salaires, rente et profit) [...] les lois de la distribution ne dépendant absolument pas de celles qui régissent l'échange » (cf. Préface, p. VI et VII de T. R. MALTHUS, *Definitions in Political Economy*, ed. by John Cazenove, Londres, 1853).

En d'autres termes, cela signifie que le rapport entre salaires et profit, l'échange de capital et de travail salarié, de travail accumulé et de travail immédiat ne coïncident pas directement avec la loi de l'échange des marchandises.

Si l'on considère la valorisation de l'argent ou de la marchandise comme capital — soit sa valorisation capitaliste, et non sa valeur —, il devient évident que la plus-value n'est rien d'autre que l'excédent de travail (travail non payé) commandé par le capital sous forme de marchandise ou d'argent sur le quantum de travail qui se trouve contenu dans le salaire. En plus de la quantité de travail qu'elle contient elle-même (égale à la somme de travail contenue dans les éléments de production dont elle est constituée + le travail immédiat qui s'ajoute à elle), le capital-marchandise achète un surplus de travail qui ne se trouvait pas en lui<sup>244</sup>. Cet excédent constitue la plus-value, et son volume détermine le taux de valorisation. Or ce quantum excédentaire de travail vivant contre lequel il s'échange constitue la source du profit. Le profit (ou mieux la plus-value) ne tire pas son origine de l'échange entre équivalents du travail objectivé et du travail vivant, mais de la portion de travail vivant qui est appropriée dans cet échange sans qu'un équivalent soit payé pour elle. Autrement dit, il provient du travail non payé que le capital s'approprie dans ce simulacre d'échange. Ainsi donc, si l'on fait abstraction de ce procès intermédiaire — et Malthus peut le faire d'autant plus facilement que Ricardo lui-même ne le prend pas en examen — pour ne considérer que le contenu effectif et le résultat du procès, la valorisation, le profit, la transformation

---

<sup>244</sup> On a quelque peine à distinguer le raisonnement propre à Marx, celui-ci collant aux explications de Malthus cantonné uniquement dans la sphère de la circulation. La plus-value n'a-t-elle pas son origine dans la production, et non pas dans l'échange sur le marché ? Même s'il ne les répète pas, il va de soi que Marx implique toujours ses propres conceptions. En l'occurrence, il affirme clairement ici — en opposition à Malthus — que la plus-value découle du procès de valorisation du capital dans la production même, où l'ouvrier procède à un échange inégal au sens où il met plus de travail dans le produit qu'il n'en a touché pour son travail. La méthode de Marx qui consiste à se placer directement (mais avec ses arguments propres) sur le terrain de l'adversaire est la plus apte à faire la critique la plus complète de celui-ci.

de l'argent ou de la marchandise en capital ne proviennent pas de ce que les marchandises s'échangent conformément à la loi de la valeur, soit en proportion du temps de travail qu'elles coûtent, mais au contraire de ce que les marchandises ou l'argent (travail objectivé) s'échangent contre plus de travail vivant qu'il ne s'y trouve contenu ou matérialisé.

Le seul apport de Malthus dans les trois ouvrages mentionnés, c'est d'avoir insisté fortement sur ce point qui ressort d'autant moins chez Ricardo que celui-ci présuppose toujours le produit fini qu'il s'agit de diviser entre le capitaliste et l'ouvrier, sans considérer l'échange préalable, puis le procès intermédiaire (de production) qui conduit à cette répartition. Mais ce mérite est effacé du fait qu'il confond la valorisation de l'argent ou de la marchandise comme capital et donc leur valeur dans la fonction spécifique de capital : avec la valeur de la marchandise en tant que telle, en retombant dans les conceptions les plus creuses du Système Monétaire (le profit issu de la vente) et en général s'embrouille dans la confusion la plus totale. Au lieu de marquer un progrès par rapport à Ricardo, Malthus s'efforce, au contraire, de ramener l'économie politique au niveau qu'elle avait avant Ricardo, et même avant Smith et les physiocrates<sup>245</sup>.

« Dans le même pays et à la même époque, la valeur d'échange de la marchandise, qui se résout uniquement en travail et en profit, est exactement mesurée par la quantité de travail qui résulterait de l'adjonction au travail accumulé du travail vivant immédiat effectivement employé dans sa production + le montant variable du profit réalisé sur toutes les avances estimées en travail. Mais c'est nécessairement la même quantité de travail que la marchandise peut commander » (cf. T. R. MALTHUS, *The Measure of Value Stated and Illustrated*, Londres, 1823, p. 15, 16).

« Le travail qu'une marchandise peut commander est un étalon de mesure de sa valeur » (ibid., p. 61).

« Je n'avais encore établi nulle part [avant d'avoir écrit l'ouvrage sur *The Measure of Value* ...] que la quantité de travail qui est ordinairement commandée par une marchandise doit représenter et mesurer la quantité de travail employée à sa production + le profit » (Definitions... Londres, 1827, p. 196).

Monsieur Malthus veut inclure le « profit » directement dans la définition de la valeur, de sorte qu'elle en découle par définition — ce qui n'est pas le cas chez Ricardo. Cela montre qu'il sent bien où gît la difficulté.

---

<sup>245</sup> Dans le procès de circulation, l'échange inégal se répète bien sûr, mais on n'y voit plus que l'ouvrier a créé la plus-value, et les protagonistes de l'échange sont différents. On ne peut, en somme, procéder à une explication scientifique de la *genèse de la valeur*, en ne considérant que le *résultat* de la production. L'analyse de Malthus a cependant un intérêt, parce que toute l'économie vulgaire post-ricardienne abandonne la sphère de la production pour celle de la circulation, en retombant dans les conceptions mercantilistes qui existaient avant que se développe l'industrie capitaliste, et la théorie moderne du bien-être n'y fait pas exception.

En outre, il déclare que la valeur de la marchandise s'identifie avec sa valorisation en tant que capital — ce qui est parfaitement absurde. Lorsque la marchandise ou l'argent (bref, du travail objectivé) s'échange, en tant que capital, contre du travail vivant, c'est toujours contre un quantum de travail supérieur à celui qui s'y trouve contenu <sup>246</sup>. Et, si l'on compare la marchandise avant son échange au produit résultant de son échange avec du travail vivant, on découvre que la valeur s'est échangée contre sa propre valeur (équivalent) + un excédent sur sa propre valeur : la plus-value. Mais il est absurde d'en conclure que la valeur de la marchandise est égale à sa valeur + un excédent sur cette valeur. Lorsque la marchandise s'échange, comme marchandise, contre une autre marchandise, et non comme capital contre du travail vivant, elle s'échange — s'agissant d'un échange entre équivalents — contre un même quantum de travail objectivé en elle.

Ce qu'il faut remarquer simplement, c'est que pour Malthus le profit doit être compris directement dans la valeur de la marchandise, et que la marchandise commande toujours plus de travail qu'elle n'en renferme.

*« C'est précisément parce que le travail d'ordinaire commandé par une marchandise mesure le travail effectivement employé pour la produire + un profit que nous pouvons considérer le travail comme la mesure de la valeur. Si l'on admet donc que la valeur ordinaire d'une marchandise est déterminée par les conditions naturelles et nécessaires de son approvisionnement (supply) <sup>247</sup>, il est certain que le travail auquel elle peut commander d'ordinaire est seul la mesure de cette marchandise »* (Definitions... p. 214).

*« Frais élémentaires de production : une expression qui signifie exactement conditions de l'approvisionnement. »* (Edit. Cazenove, Londres, 1853, p. 14.)

*« Mesure des conditions de l'approvisionnement : la quantité de travail contre laquelle la marchandise s'échange, lorsqu'elle se trouve dans son état naturel et ordinaire. »* (Edit. Cazenove, loc. cit., p. 14.)

---

<sup>246</sup> Ne voyant que l'échange dans la sphère de la circulation, soit la réalisation du capital sur le marché, Malthus découvre, sans pouvoir l'expliquer alors, la présence d'un surplus sur le marché, surplus qu'il s'empresse d'attribuer à une classe particulière d'individus qui ne peuvent être que des consommateurs — les rentiers. En faisant abstraction du fait que ce sont les ouvriers qui créent cette plus-value dans la production, il escamote le problème de sa distribution à ceux-ci.

Malthus ne fait qu'esquiver ici un point que Ricardo lui-même, en tant que représentant des bourgeois industriels, n'avait pas intérêt à éclaircir particulièrement.

Or ce point est fondamental aux yeux de Marx : « Si l'ouvrier découvre que les produits du travail sont les siens, s'il condamne dès lors sa dissociation, de ses conditions de réalisation et juge qu'on lui impose une situation intolérable, il aura acquis une immense conscience qui découle d'ailleurs du mode de production reposant sur le capital : c'est alors que *sonnera le glas du capital* » (*Grundrisse*, 10/18, t. 2, p. 283).

<sup>247</sup> Certains traducteurs ont rendu l'anglais *supply* par *production*. Or, s'agissant d'une formule de Malthus qui ignore précisément la production au profit de la circulation, nous traduisons ce terme par *approvisionnement* (et ailleurs par *offre* quand Malthus l'oppose à la *demande*).

« La quantité de travail qu'une marchandise commande représente exactement la quantité de travail utilisée pour sa production + le profit effectué sur les avances. En conséquence, elle représente et mesure effectivement les conditions naturelles et nécessaires de l'approvisionnement, ces frais de production élémentaires qui déterminent la valeur » (édit. Cazenove, loc. cit., p. 125).

« Quand bien même la demande d'une marchandise ne serait pas en proportion de la quantité d'une autre marchandise que l'acheteur veut et peut donner en échange, elle correspond effectivement à la quantité de travail qu'il veut donner pour elle — et ce pour la raison suivante : la quantité de travail à laquelle une marchandise commandée<sup>248</sup> d'ordinaire représente exactement la demande effective de cette marchandise, parce qu'elle représente exactement la quantité de travail et de profit qu'il faut pour son approvisionnement ; si la quantité de travail à laquelle une marchandise commande effectivement diffère de la quantité ordinaire de travail, cela provient d'un excès ou d'une insuffisance de la demande dû à des causes passagères » (ibid., p. 135).

Malthus a encore raison ici. Mais la condition de l'approvisionnement, ou plutôt de la production et, plus exactement encore, de la reproduction de la marchandise sur la base de la production capitaliste, c'est que la marchandise, ou sa valeur (l'argent en quoi elle est convertie) s'échange dans le procès de production ou de reproduction contre plus de travail qu'elle n'en renferme, car elle n'est produite qu'en vue de réaliser un profit.

Par exemple, un fabricant a vendu sa cotonnade. Il ne peut s'approvisionner en nouvelle cotonnade qu'à la condition d'échanger l'argent — la valeur d'échange — de la cotonnade contre plus de travail dans le procès de reproduction que l'argent n'en avait contenu ou n'en représentait. En effet, il produit la cotonnade à titre de capitaliste. Ce qu'il veut donc produire, ce n'est pas de la cotonnade, mais du profit. La production de cotonnade n'est que le moyen de produire du profit. Or que s'ensuit-il ? La cotonnade produite contient un temps de travail, un travail plus grand que la cotonnade anticipée n'en contenait. Ce surtravail, cette plus-value, se représente aussi en un surproduit, en plus de cotonnade qu'il ne s'en échange contre le travail. Une partie du produit excède donc la cotonnade échangée contre du travail et constitue un surproduit appartenant au fabricant. En d'autres termes, si nous considérons l'ensemble du produit, chaque aune de cotonnade ou sa valeur renferme une partie aliquote pour laquelle il n'est pas payé d'équivalent ; cette partie aliquote représente le travail non payé. Si le fabricant vend l'aune de cotonnade à sa valeur, autrement dit

---

<sup>248</sup> Malthus a repris de Smith la notion selon laquelle l'argent ou une marchandise « commande » par exemple, du travail — ce qui rend compte d'une manière suggestive du caractère impératif du prétendu libre-échange entre équivalents. Ce n'est pas par hasard que Malthus se plaît à souligner le rapport de subordination et de domination qu'exercent, avec leur titre de propriété, leur argent et la rente ou le profit tiré de la monopolisation des moyens de production, les classes nanties ou dominantes. Une pure société de consommation est sans doute plus tyrannique encore que la société de production capitaliste classique, car elle est fondée sur l'exaspération des besoins (cf. à ce propos la critique féroce de l'échange entre équivalents qui masque les besoins en les abusant, dans ENGELS-MARX, *Les Utopistes*, p. 150-165).

l'échange contre de l'argent ou de la marchandise contenant un temps de travail équivalent, il réalise une somme d'argent ou obtient une quantité de marchandise qui ne lui coûte rien. En effet, il vend la cotonnade non pas au temps de travail qu'il a payé, mais au temps de travail qui s'y trouve contenu — or il n'a pas payé une partie de ce temps de travail. Il reçoit, par exemple, un temps de travail égal à 12 sh., mais n'en paie que 8 de ce montant. S'il la vend donc à sa valeur, soit 12 sh., il gagne 4 sh..

## *2. Conception vulgaire de la plus-value chez Malthus*

[Retour à la table des matières](#)

Pour ce qui concerne l'acheteur, dans notre hypothèse, il ne paie jamais en toute occurrence que la valeur de la cotonnade. C'est dire qu'il débourse une somme d'argent qui renferme autant de temps de travail que la cotonnade. Nous pouvons avoir trois cas ici. L'acheteur est capitaliste. L'argent (ou la valeur de la marchandise) avec lequel il paie contient également une portion de travail non payé. L'un vend du travail non payé et l'autre achète avec du travail non payé, chacun réalisant du travail non payé — l'un comme vendeur, l'autre comme acheteur.

Ou bien l'acheteur est un producteur autonome et touche un équivalent pour un équivalent. Peu lui importe que le travail vendu comme marchandise soit payé ou non, il obtient autant de travail objectivé qu'il en donne.

Ou, enfin, l'acheteur est un travailleur salarié. Dans ce cas encore, il touche, comme tout acheteur, un équivalent en marchandise en échange de son argent dans l'hypothèse où la marchandise est vendue à sa valeur. Il reçoit en marchandise autant de travail objectivé qu'il en donne sous forme d'argent. Cependant, pour l'argent qui constitue son salaire, il a donné plus de travail qu'il n'y en a dans l'argent, puisqu'il a remplacé le travail qui y est contenu, en y ajoutant un surtravail qu'il donne gratuitement. Il a donc payé l'argent au-delà de sa valeur et paie, par conséquent aussi, l'équivalent de l'argent — la cotonnade — au-dessus de sa valeur. Pour lui, en tant qu'acheteur, les coûts sont donc plus grands que pour le vendeur de n'importe quelle marchandise, bien qu'il reçoive dans la marchandise un équivalent de son argent. Mais il n'a pas eu d'équivalent pour son travail dans l'argent, car il y a donné plus que l'équivalent en travail <sup>249</sup>.

L'ouvrier est, par conséquent, le seul qui, tout en achetant les marchandises à leur valeur, les paie au-dessus de leur valeur, parce qu'il achète au-dessus de sa valeur

---

<sup>249</sup> Pour Marx, l'ouvrier n'échange pas « inégalement » dans la circulation où il apparaît comme n'importe quel possesseur d'argent sur le marché et échange contre un équivalent ; c'est pour avoir cet argent qu'il a dû, dans la production, échanger (produire) plus de valeur qu'il n'en a touché dans son salaire, l'argent qu'il a quand il va sur le marché.

l'équivalent général du travail — l'argent. Celui qui vend la marchandise à l'ouvrier ne réalise donc pas de gain particulier ; l'ouvrier ne lui paie pas plus que n'importe quel acheteur : la valeur du travail. Le capitaliste qui revend à l'ouvrier les marchandises produites par celui-ci réalise, il est vrai, un profit dans cette vente, mais c'est le même profit qu'il réalise avec n'importe quel acheteur. Son profit ne dérive pas — pour ce qui concerne l'ouvrier — de ce qu'il lui vend la marchandise au-dessus de sa valeur, mais de ce qu'il auparavant il l'a effectivement payé en dessous de sa valeur à l'ouvrier dans le procès de production <sup>250</sup>.

Après avoir confondu la valorisation de la marchandise en tant que capital avec sa valeur, Malthus — logique avec lui-même — transforme tous les acheteurs en salariés. En d'autres termes, il leur fait échanger avec le capitaliste non pas des marchandises, mais du travail immédiat, de sorte qu'ils lui rendent plus de travail qu'il n'en est contenu dans sa marchandise — alors que le profit du capital résulte, au contraire, de ce qu'il vend tout le travail contenu dans la marchandise, bien qu'il n'en ait payé qu'une partie.

Ainsi donc, tandis que chez Ricardo la difficulté provient de ce que la loi de l'échange de marchandises n'explique pas directement l'échange entre le capital et le travail salarié, mais semble plutôt y contredire, Malthus résout la difficulté en transformant l'achat (l'échange) de marchandises en échange entre capital et travail salarié. Ce que Malthus ne comprend pas, c'est la différence entre la somme totale de travail contenue dans une marchandise et la somme de travail payé qu'elle contient. Or c'est précisément cette différence qui constitue la source du profit.

En outre, Malthus est amené tout logiquement à faire dériver le profit de ce que le vendeur non seulement vend la marchandise au-dessus du prix qu'elle lui coûte à lui — et c'est ce que fait le capitaliste — mais au-dessus du prix qu'elle coûte en général, de sorte qu'il retombe dans la conception vulgaire du profit provenant de la vente, en faisant dériver la plus-value de ce que le vendeur vend la marchandise au-dessus de sa valeur (c'est-à-dire à un temps de travail plus grand que celui qui y est contenu) <sup>251</sup>. Or, ce qu'il gagne comme

---

<sup>250</sup> Dans *Un chapitre inédit du « Capital »* (10/18, p. 123-137 et 162-190), Marx analyse le mécanisme de l'échange salaire-capital dans tout son détail complexe : dans le *procès de circulation* préalable au procès de production, le capitaliste achète la *valeur d'usage* de la force de travail de l'ouvrier et lui en paie seulement la *valeur d'échange* (salaire nécessaire pour acheter les moyens de subsistance pour le maintenir en état de travailler). Or, au sein du procès de production, le capitaliste qui possède et domine la *valeur d'usage* de la force de travail de l'ouvrier en extorque une *valeur d'échange* plus grande que celle qu'il a payée pour sa valeur d'usage — d'où la *plus-value*, les heures de travail non payées.

<sup>251</sup> En transformant tous les acheteurs en travailleurs immédiats, Malthus en fait des travailleurs de la petite production marchande — par exemple, des artisans ou des paysans parcellaires indépendants — et retombe ainsi dans la forme qui précède le rapport du salariat. En outre, en faisant dériver le profit *de la vente*, il retombe dans les théories du début de l'ère capitaliste, de la phase de la création du marché mondial théorisée par les *mercantilistes*, qui voyaient dans les échanges la source du profit. Ainsi donc, plus Malthus avance, plus il recule.

vendeur d'une marchandise, il le perd comme acheteur d'une autre, et il est absolument impossible de découvrir quel est celui qui peut en profiter » en réalité d'une telle augmentation nominale des prix. On ne voit surtout pas comment la société dans son ensemble puisse s'enrichir de la sorte, ni comment il puisse en dériver une plus-value ou un surproduit véritable. C'est une conception tout à fait sotte et absurde.

Monsieur Malthus reprend certaines idées d'Adam Smith qui exprime, comme nous l'avons vu, en parfaite naïveté, toutes sortes de propositions contradictoires qui peuvent servir de points de départ aux conceptions les plus diamétralement opposées. Ces idées deviennent confuses chez Malthus, bien qu'il ait un pressentiment exact et la conscience d'une difficulté non résolue, lorsqu'il en fait une théorie nouvelle, opposée à celle de Ricardo, en vue de se hausser au « premier plan ».

Voici comment se fait la transition de cette tentative à la creuse conception vulgaire — si nous considérons la valorisation de la marchandise en tant que capital, c'est-à-dire son échange contre du travail productif vivant, la marchandise-capital commande — outre le temps de travail contenu dans l'équivalent que l'ouvrier reproduit — un temps de surtravail qui forme la source du profit. Or, si l'on ramène cette valorisation de la marchandise à sa valeur, tout acheteur prendra vis-à-vis de la marchandise la figure de l'ouvrier, de sorte qu'en l'achetant il donne en échange, outre la quantité de travail qu'elle contient, une quantité additionnelle. Cependant, comme en dehors des ouvriers salariés les acheteurs n'ont pas vis-à-vis de la marchandise un rapport d'ouvriers — comme nous l'avons vu, même lorsque l'ouvrier se présente comme simple acheteur de marchandises, il perd ses caractéristiques antérieures d'ouvrier et n'est plus qu'un détenteur d'argent parmi d'autres —, il faut bien admettre qu'ils ne donnent pas directement plus de travail qu'il n'en est contenu dans la marchandise. Tout ce qu'ils donnent — et cela revient au même —, c'est une valeur qui contient du travail additionnel. C'est cette quantité de surtravail ou, ce qui revient au même, de valeur de plus de travail » qui effectue la transition <sup>252</sup>.

En fait, cela revient à dire ceci : la valeur d'une marchandise consiste en la valeur que l'acheteur paie pour elle — et cette valeur est égale à l'équivalent (valeur) de la marchandise + un excédent sur cette valeur, une plusvalue. Dans cette conception vulgaire, le profit consiste, en effet, en ce qu'une marchandise se vend plus chère qu'elle ne s'achète. L'acheteur l'achète avec un travail ou un travail objectivé plus grand que celui qu'il a coûté au vendeur.

Cependant, si l'acheteur est lui-même capitaliste, vendeur de marchandises, et que son argent — son moyen d'achat — ne représente que de la marchandise vendue, il en

---

En fait, Malthus bêtifie la position des mercantilistes, puisque ses échangistes se trouvent à tour de rôle dans la position du vendeur et de l'acheteur, de sorte que l'avantage de la vente est aussitôt annulé par l'inconvénient de l'achat.

<sup>252</sup> En d'autres termes, c'est ainsi que Malthus passe de la réalité économique à son système doctrinaire à lui.

résulterait simplement que tous deux — vendeur et acheteur — se vendent leurs marchandises trop cher, de sorte qu'ils se volent l'un l'autre dans la même mesure, dès lors que tous deux ne réalisent que le taux de profit courant. D'où peuvent donc bien venir alors les acheteurs qui paient au capitaliste la quantité de travail correspondant au travail contenu dans sa marchandise + son profit ?

Prenons un exemple : la marchandise coûte au vendeur 10 sh., et il la revend 12, en commandant un travail de 10 auxquels il faut ajouter 2 sh. Cependant, l'acheteur vend également à 12 sh. la marchandise qui lui a coûté 10 — et chacun perd comme acheteur ce qu'il a gagné comme vendeur. L'unique exception est la classe ouvrière. En effet, le prix du produit étant haussé au-dessus de son coût, l'ouvrier ne peut racheter qu'une partie du produit, de sorte que l'autre partie du produit ou prix de cette autre partie constitue le profit pour le capitaliste. Or, comme le profit provient de ce que les ouvriers ne peuvent racheter qu'une partie du produit, le capitaliste (la classe des capitalistes) ne peut jamais réaliser son profit par la demande des ouvriers, en échangeant tout le produit contre le salaire, puisqu'il échange tout le salaire contre une partie seulement du produit. Il faut donc une demande d'appoint et des acheteurs supplémentaires qui se trouvent ailleurs que chez les ouvriers, sans quoi il n'y aurait pas de profit.

Voyons de plus près d'où viennent ces acheteurs [pour qu'il y ait profit]. Si ce sont les capitalistes, les vendeurs eux-mêmes, alors nous retombons dans l'exemple cité ci-dessus de la duperie réciproque entre capitalistes, puisqu'ils hausseraient réciproquement le prix nominal de leurs marchandises — et chacun gagne comme vendeur ce qu'il perd comme acheteur. Bref, il faut des acheteurs qui ne soient pas des vendeurs pour que le capitaliste puisse réaliser son profit, « en vendant les marchandises à leur valeur ». D'où la nécessité de propriétaires fonciers, de gens qui jouissent de pensions et de sinécures, de curés, etc., sans oublier les laquais et la cour des premiers. Mais Monsieur Malthus omet d'expliquer comment ces « acheteurs » parviennent à entrer en possession des moyens d'achat — comment ils doivent d'abord, sans fournir d'équivalent, retirer aux capitalistes une partie de leur produit, afin de s'en servir pour racheter avec celle-ci un peu moins d'un équivalent<sup>253</sup>.

Quoi qu'il en soit, cela lui fournit l'occasion de son plaidoyer en faveur de l'accroissement le plus grand possible des classes improductives, afin que les vendeurs trouvent un marché, une demande pour leur « approvisionnement ». Il s'ensuit enfin que l'auteur du pamphlet sur La Population prêche que la condition de la production est une surconsommation perpétuelle et une appropriation aussi considérable que possible d'une

---

<sup>253</sup> « Un peu moins d'un équivalent », afin que les capitalistes réalisent également une part de ce profit — et Marx dira plus loin, ce qui peut sembler un comble, que, ce faisant, les capitalistes roulent encore ces acheteurs parasites, ce qui ne s'explique que par le fait que les capitalistes *dans cet échange* donnent « un peu moins que l'équivalent ». De toute façon, toutes ces « délicates » opérations se font sur le dos des ouvriers auxquels la plus-value a été extorquée à l'origine.

portion du produit annuel par des oisifs. A ce plaidoyer qui découle nécessairement de sa théorie s'en ajoute un autre, à savoir que le capital représente la tendance à la richesse abstraite, la tendance à la valorisation<sup>254</sup>, qui ne peut se réaliser que par le truchement d'une classe d'acheteurs représentant la tendance à la dépense, à la consommation, à la prodigalité, c'est-à-dire par les classes d'improductifs qui sont acheteurs sans être vendeurs.

### ***3. La polémique entre les partisans de Malthus et ceux de Ricardo dans les années 1820 et leurs positions communes vis-à-vis de la classe ouvrière***

[Retour à la table des matières](#)

Sur la base de cette argumentation, on assista dans les années allant de 1820 à 1830 — soit, grosso modo, la grande période métaphysique de l'économie politique anglaise — à une belle empoignade entre malthusiens et ricardiens. Tous deux s'accordaient à dire qu'il ne fallait pas que l'ouvrier s'appropriât lui-même son produit, mais qu'une partie de celui-ci devait aller au capitaliste, afin que l'ouvrier ait une stimulation pour produire, afin que soit assuré l'essor de la richesse. Mais les ricardiens enrageaient à l'idée que les malthusiens voulaient que les propriétaires fonciers, les sinécristes de l'Eglise et de l'Etat et toute leur suite d'oisifs doivent s'approprier, sans équivalent, une partie du produit des capitalistes — exactement comme les capitalistes le font déjà par rapport aux ouvriers — afin de racheter ensuite aux capitalistes, avec profit pour ceux-ci, leurs propres marchandises. Et ils enrageaient bien que tenant le même propos aux ouvriers : pour que l'accumulation progresse — et avec elle, la demande en travail —, l'ouvrier doit céder gratuitement au capitaliste la plus grande partie possible de son propre produit, afin qu'il reconvertisse en capital le revenu net ainsi accru.

Les malthusiens raisonnaient de la même façon : il faut enlever aux capitalistes industriels le plus possible, à titre gracieux, sous forme de rente, impôts, etc., afin qu'ils puissent vendre le reste, avec profit, à leurs « partenaires » involontaires. Cependant, ricardiens et malthusiens affirmaient en chœur que l'ouvrier ne doit pas s'approprier son propre produit, afin qu'il ne perde pas ce stimulant au travail. Le capitaliste industriel [disaient les malthusiens] doit céder une partie de son produit aux classes vouées uniquement à la consommation — nées pour jouir des fruits —, afin que celles-ci à leur tour échangent de nouveau cette partie dans des conditions défavorables ; sinon le capitaliste perdrait le stimulant à la production qui consiste précisément à faire beaucoup

---

<sup>254</sup> Avec cette contribution « théorique » de Malthus, nous en arrivons à la théorie moderne du bien-être. Ricardo, qui prône l'ascétique « production pour la production » du début de l'ère capitaliste, se trouve complété par la formule malthusienne de la « consommation pour la consommation » qui permet au capital hyperproductif de se réaliser afin de pouvoir se reproduire à une échelle toujours plus large encore.

de profit, en vendant sa marchandise très au-dessus de sa valeur. Nous reviendrons plus loin sur cette dispute comique.

#### ***4. L'interprétation unilatérale par Malthus de la théorie de la valeur d'Adam Smith. Utilisation des faiblesses théoriques de Smith dans la polémique contre Ricardo***

[Retour à la table des matières](#)

Voici d'abord quelques citations qui démontrent que Malthus débouche sur une conception tout à fait vulgaire :

« Quel que puisse être le nombre des opérations d'échange que les marchandises doivent parcourir, que les producteurs les envoient en Chine ou qu'ils les vendent là où elles ont été produites, la question de savoir si elles ont un prix adéquat dépend exclusivement de ce que les producteurs peuvent reconstituer leurs capitaux au taux ordinaire de profit, afin qu'ils puissent continuer avec succès leurs affaires. Or qu'est-ce que leurs capitaux ? Ce sont, comme l'établit Smith, les instruments avec lesquels on travaille, les matières qui sont travaillées et les moyens qui permettent de commander à la quantité nécessaire de travail » (Definitions..., éd. Cazenove, p. 70).

Et cela, estime-t-il, représente tout le travail employé dans la marchandise. Dès lors, le profit est un excédent sur le travail ainsi dépensé dans la production de la marchandise. Ce n'est donc, en réalité, qu'un renchérissement nominal du prix de revient de la marchandise. Et, pour qu'il ne subsiste plus aucun doute sur son opinion, il cite, à l'appui de sa thèse, le colonel Torrens (On the Production of Wealth, VI, p. 349) :

« La demande effective, c'est la capacité ou la propension des consommateurs [l'antagonisme entre acheteur et vendeur devient ici celui qui oppose les consommateurs aux producteurs<sup>255</sup>] à échanger une marchandise, directement ou indirectement, contre une portion de tous les éléments du capital supérieure à celle qu'il a fallu pour leur production » (Definitions... éd. Cazenove, p. 70, 71).

Et Monsieur Cazenove, l'éditeur apologiste et commentateur des Definitions de Malthus, dit lui-même :

« Le profit ne dépend pas du rapport selon lequel les marchandises s'échangent entre elles. » [Si l'on considérait uniquement l'échange de marchandises entre capitalistes, la

---

<sup>255</sup> Tel est l'idéal dégénéré de la société moderne du bien-être : effacer l'antagonisme social fondamental qui a sa racine dans la production et oppose ouvriers et capitalistes, pour ne voir que les oppositions dans la sphère de la circulation entre acheteur et vendeur, haussées à celle des consommateurs et producteurs, les ouvriers étant partagés en parts égales entre consommateurs et producteurs, donc neutralisés.

théorie de Malthus — dans la mesure où l'échange ne s'effectue pas avec des ouvriers, ceux-ci ne pouvant échanger avec le capitaliste d'autres marchandises que leur force de travail — apparaîtrait comme une ineptie, parce qu'elle ne voit qu'une simple surcharge réciproque et nominale au prix de leurs marchandises. D'où la nécessité de faire abstraction de l'échange entre équivalents et d'en appeler à des gens qui échangent de l'argent sans produire de marchandises.]

« En effet, ce rapport peut être le même quel que soit le niveau du profit ; le profit dépend de la proportion qui va au salaire ou à la somme couvrant les frais de production. Ce rapport est en toute occurrence déterminé par le degré où le sacrifice supporté par l'acheteur, ou la valeur du travail qu'il utilise pour se procurer une marchandise, excède la dépense que la producteur a faite pour la porter sur le marché » (ibid., p. 46).

Pour parvenir à ce joli résultat, Malthus doit s'embarrasser de grandes précautions théoriques. Reprenant un aspect de la proposition d'Adam Smith selon laquelle la valeur de la marchandise est égale à la quantité de travail qu'elle commande, ou par laquelle elle est commandée, ou contre laquelle elle s'échange, il lui faut d'abord éliminer les objections soulevées par A. Smith et ses successeurs, voire par Malthus lui-même, contre l'idée selon laquelle la valeur d'une marchandise — la valeur en général — puisse être mesurée par la valeur.

L'ouvrage *The Measure of Value Stated and Illustrated* (Londres, 1823) est un parfait modèle d'indigence mentale. Malthus s'y étourdit lui-même en se tortillant avec sa casuistique au travers de sa propre confusion intellectuelle, de sorte que l'expression littéraire gauche et pesante éveille chez le lecteur ingénu et peu préparé l'impression qu'il manque, lui, d'intelligence.

Malthus se préoccupe avant tout d'effacer la distinction tout juste établie par Ricardo entre la « valeur du travail » et la « quantité de travail », et de ramener abusivement à un côté unilatéral ce que Smith lui-même séparait.

Ainsi Malthus écrit-il : « *Une quantité donnée de travail doit avoir la même valeur que le salaire qu'elle commande ou contre lequel elle s'échange* » (*The Measure...* p. 5).

Le but de cette phrase est d'identifier quantité de travail à valeur du travail. Or cette phrase n'est qu'une pure tautologie, un absurde truisme. En effet, comme le salaire ou « ce contre quoi il [ou la quantité de travail] s'échange » constitue la valeur de cette quantité de travail, c'est une tautologie que de dire : la valeur d'une quantité déterminée de travail est égale au salaire ou à la masse d'argent ou de marchandises contre laquelle ce travail s'échange. En d'autres termes, cela revient à dire simplement que la valeur d'échange d'une quantité déterminée de travail est égale à sa valeur d'échange, autre nom pour salaire. Notons tout d'abord que ce n'est pas le travail immédiat, mais la force de travail, qui s'échange contre le salaire, et qu'en faisant cette confusion Malthus en vient à ses

absurdités<sup>256</sup>. De ce qui précède, il ne s'ensuit d'ailleurs aucunement qu'une quantité déterminée de travail soit égale à la quantité de travail contenue dans le salaire, ou l'argent ou les marchandises dans lesquelles le travail se matérialise. Si un ouvrier travaille 12 heures et reçoit comme salaire un produit de 6 heures, ce produit de 6 heures représente la valeur de 12 heures de travail (puisque le salaire constitue la marchandise échangeable contre 12 heures de travail). Il ne s'ensuit donc pas du tout que 6 heures de salaire égalent 12 heures, ni que la marchandise représentant 6 heures soit égale à celle qui matérialise 12 heures. Il ne s'ensuit pas non plus que la valeur du salaire soit égale à la valeur du produit dans lequel s'incarne le travail. Cela signifie simplement que la valeur du travail — parce qu'elle est mesurée par la valeur de la force de travail, et non par la valeur du travail qu'elle a accomplie — ou la valeur d'une quantité donnée de travail contient moins de travail qu'elle n'en achète. En d'autres termes, la valeur de la marchandise, dans laquelle se présente le travail acheté, est tout à fait différente de la valeur des marchandises qui ont servi à acheter ou à commander cette quantité donnée de travail.

Monsieur Malthus fait la conclusion inverse. Du fait que la valeur d'une quantité déterminée de travail est égale à sa valeur, il en déduit que la valeur dans laquelle cette quantité de travail se matérialise est égale à la valeur du salaire. Il en retient, en outre, que le travail immédiat — déduction faite des moyens de production — qui est absorbé dans une marchandise ne crée pas de valeur supérieure à celle qui l'a payé, et qu'il ne reproduit donc que la valeur du salaire.

La conclusion qu'il en tire est que, si la valeur des marchandises est déterminée par le travail qu'elles contiennent, le profit ne peut être expliqué, et qu'il faut donc chercher une autre explication, à savoir supposer que la valeur d'une marchandise doit inclure le profit réalisé en elle. En effet, le travail absorbé dans la marchandise comprend : 1) le travail contenu dans les machines, etc., usées, lequel est répercuté dans la valeur du produit ; 2) le travail contenu dans les matières premières utilisées. Il saute aux yeux que ces deux éléments n'accroissent pas le travail qu'ils contenaient avant la production de la nouvelle marchandise du fait qu'ils deviennent des éléments de production de cette nouvelle marchandise. Il reste donc 3) le travail contenu dans le salaire qui s'est échangé contre du travail vivant.

Mais, à en croire Malthus, ce dernier élément n'est pas plus grand que le travail objectivé contre lequel il s'est échangé. Ainsi donc, la marchandise ne contient aucune portion de travail non payé, mais seulement du travail remplacé par un équivalent. Il s'ensuit que, si la valeur de la marchandise était déterminée par le travail contenu en elle,

---

<sup>256</sup> Dès lors que l'on ramène la *force de travail* à l'abstraction du simple *travail* (immédiat), on voit encore moins bien la différence qui existe entre la force de travail, dont la *valeur d'échange* est payée selon les besoins de sa reproduction, et la force de travail, dont la *valeur d'usage* crée un excédent dans le produit matériel en raison de ses capacités vitales créatrices. Cette simplification arbitraire facilite l'opération de castration effectuée par Malthus, dans ses « démonstrations » théoriques, aux dépens de la classe productive.

elle ne donnerait aucun profit. Si elle donne néanmoins un profit, c'est un excédent de son prix par rapport au travail qu'elle contient. Pour être vendue à sa valeur (valeur qui englobe le profit), elle doit donc commander une quantité de travail égale au travail employé en elle + un excédent de travail qui représente le profit réalisé dans la vente de la marchandise.

## ***5. L'interprétation par Malthus de la thèse de Smith sur l'invariance de la valeur du travail***

[Retour à la table des matières](#)

Qui plus est, afin que le travail — en tant que marchandise, et non la quantité de travail requise à sa production — puisse servir de mesure des valeurs, Malthus soutient que « la valeur du travail est constante ». (The Measure of Value... p. 29.)

Ce n'est pas là une idée originale, mais la simple paraphrase et l'élaboration ultérieure d'une proposition d'Adam Smith<sup>257</sup> (cf. Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, édit. Garnier, t. 1, Paris, 1802).

« Des quantités égales de travail doivent nécessairement, dans tous les temps et dans tous les lieux, être d'une valeur égale pour celui qui travaille. Dans son état habituel de santé, de force et d'activité, et d'après le degré ordinaire d'habileté ou de dextérité qu'il peut avoir, il faut toujours qu'il donne la même portion de son repos, de sa liberté, de son bonheur. Quelle que soit la quantité de denrées qu'il reçoit en récompense de son travail, le prix qu'il paie est toujours le même. Ce prix, à la vérité, peut acheter tantôt une plus grande, tantôt une plus petite quantité de ces denrées ; mais c'est la valeur de celles-ci qui varie, et non celle du travail qui les achète. En tous temps et en tous lieux, ce qui est difficile à obtenir, ou ce qui coûte beaucoup de travail à acquérir, est cher, et ce qu'on peut se procurer aisément ou avec peu de travail est à bon marché. Ainsi le travail, ne variant jamais dans sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises » (p. 65, 66).

Malthus se vante à ce propos d'avoir effectué cette découverte, dont il est fier et dit qu'il l'a faite le premier, à savoir que la valeur est égale à la quantité de travail renfermée

---

<sup>257</sup> Il n'est pas absurde d'affirmer que la valeur du travail est invariable dans la petite production marchande du début de l'ère capitaliste théorisée par Adam Smith, lorsque la force de travail humaine était encore liée à ses instruments et que ceux-ci étaient de taille et d'efficacité réduites. Ainsi, lorsqu'un tisserand échangeait son calicot contre des chaussures, il suffisait que chacun des artisans compare les heures de travail qu'il avait utilisées avec celles de l'autre pour que l'échange puisse s'effectuer. Il n'en va plus du tout de même lorsque le capital *variable* s'est détaché du capital *constant*. Le but de Malthus saute aux yeux : éviter à tout prix que le profit ne dérive de la force de travail vivante, appelée précisément pour cela capital variable.

dans une marchandise + une quantité de travail représentant le profit. Or cette découverte apparaît simplement comme la combinaison des deux principes que Smith énonce dans le passage suivant, si bien qu'on voit que Malthus ne peut s'empêcher de plagier :

*« La valeur réelle de toutes les différentes parties constituant le prix se mesure par la quantité de travail que chacune d'elles peut acheter ou commander. Le travail mesure la valeur non seulement de cette partie du prix qui se résout en travail, mais encore de celle qui se résout en rente et de celle qui se résout en profit »* (Adam SMITH, t. 1, chap. VI, édit. Garnier, t. 1, p. 65, 66).

Malthus écrit dans le même sens : *« Si la demande de travail augmente, les salaires accrus des ouvriers ne sont pas dus à une hausse de la valeur du travail, mais à une baisse de la valeur du produit contre lequel s'échangeait le travail. En cas de surabondance de travail, les bas salaires sont dus à une hausse de la valeur des produits, et non pas à une baisse de la valeur du travail »*<sup>258</sup> (The Measure of Value..., p. 35).

Bailey se gausse avec esprit de la manière dont Malthus déduit que la valeur du travail est invariable au moyen d'une démonstration qui, entre parenthèses, n'est pas du tout celle d'A. Smith.

*« On pourrait démontrer de la même façon que toute marchandise est de valeur invariable. Prenons l'exemple de 10 aunes de drap. Que ces 10 aunes se vendent 5 £ ou 10, la valeur de cette somme sera toujours égale à celle du drap qu'elle a payée ou, en d'autres termes, sa valeur sera toujours égale à celle du drap. Or ce qui s'échange contre une valeur invariable doit être lui-même invariable, de sorte que les 10 aunes de drap doivent, elles aussi, être de valeur invariable... Lorsque nous disons que la valeur du salaire est invariable parce que, tout en changeant de grandeur, il commande toujours la même quantité de travail, c'est aussi creux que d'affirmer que la somme payée pour un chapeau ne change pas de valeur parce que, bien que le prix en soit tantôt élevé tantôt bas, elle achète toujours un chapeau »* (A Critical Dissertation on the Nature, Measures and Causes of Value..., Londres, 1825, p. 145, 146, 147).

Dans le même ouvrage, Bailey raille avec beaucoup de mordant les statistiques absurdes et prétentieuses dressées par Malthus pour « illustrer » sa façon de mesurer la valeur.

Dans ses Definitions in Political Economy (Londres, 1827), où Malthus donne libre cours à la mauvaise humeur que lui causent les sarcasmes de Bailey, il s'efforce de prouver la valeur constante du travail de la manière suivante : *« Une large catégorie de marchandises — les produits bruts, par exemple — a la tendance, dans le progrès de la société, d'augmenter de valeur par rapport au travail, tandis qu'une autre catégorie — les produits de l'industrie — manifeste la tendance à la baisse. On n'est donc pas loin de la*

---

<sup>258</sup> Malthus change ici, de surcroît, les lois de la distribution en lois de la production, puisque c'est la fluctuation de l'offre et de la demande qui déterminerait la valeur du travail.

*vérité lorsqu'on affirme qu'en moyenne la masse de marchandises commandée dans le même pays par une quantité donnée de travail ne varie pas pour l'essentiel au cours de plusieurs siècles* » (p. 206).

Avec le même succès que pour sa « valeur invariable du travail », Malthus démontre qu'une hausse des prix en monnaie du salaire doit susciter une hausse générale des prix monétaires des marchandises : « *Si la somme monétaire des salaires<sup>259</sup> augmente universellement, il y a baisse proportionnelle de la valeur de l'argent ; et, dès lors que la valeur de l'argent baisse, le prix des marchandises montera toujours* » (p. 34).

Si la valeur de l'argent par rapport au travail a baissé, il s'agirait précisément de démontrer que la valeur de toutes les marchandises par rapport à l'argent est montée, ou que la valeur de l'argent, mesurée non pas en travail, mais en d'autres marchandises, a baissé. Or c'est ce que Malthus démontre, en l'admettant implicitement.

## ***6. Utilisation par Malthus des thèses de Ricardo sur la modification de la loi de la valeur dans sa polémique contre la théorie de la valeur déterminée par le travail***

[Retour à la table des matières](#)

Pour polémiquer contre Ricardo et son mode de détermination de la valeur, Malthus s'appuie entièrement sur les propositions établies en premier par Ricardo lui-même sur les modifications qui peuvent survenir dans les valeurs d'échange des marchandises, indépendamment du travail qu'elles contiennent, ces modifications étant provoquées par les différences de composition du capital au sein du procès de circulation du capital : proportion variable du capital fixe et du capital circulant, différent degré de durabilité du capital fixe employé, rotation plus ou moins longue du capital circulant. En somme, il s'appuie sur la confusion faite par Ricardo entre prix de production et valeur, lorsqu'il conçoit la péréquation des prix de production indépendamment de la quantité de travail employée dans les diverses sphères de production, comme modification de la valeur elle-même, en jetant par-dessus bord toute sa thèse elle-même. Comme à son habitude, Malthus s'empare de toutes les objections découvertes avant lui et retournées par Ricardo lui-même

---

<sup>259</sup> Nous avons traduit ici *money wages of labour* par « somme monétaire des salaires » qui pourrait se rendre aussi par « salaires monétaires du travail ». Ces formules surprenantes sont dictées par les bizarreries même de la théorie économique de Malthus. Pour lui, la « valeur du travail » étant invariable, c'est une anomalie qu'elle augmente, et cet accroissement ne peut donc être qu'un phénomène anormal, purement *monétaire*, artificiel, contre nature, et il a *ipso facto* un effet « néfaste », en suscitant une *inflation* proportionnelle au prix des marchandises.

Le raisonnement est sans valeur scientifique aucune, mais s'explique par l'avidité des classes dont les revenus sont d'autant plus larges que les salaires sont bas, et qui utilisent n'importe quel argument pour partir en guerre contre la moindre revendication d'augmentation des salaires.

contre la détermination de la valeur par le temps de travail. Cependant, il ne le fait pas pour résoudre ces contradictions, mais pour retomber dans des idées tout à fait creuses du passé, en faisant passer l'énoncé de ces phénomènes contradictoires pour leur solution, dès lors qu'il les a traduits en son langage pesant. Nous verrons par la suite que cette méthode est celle de la dissolution de l'école ricardienne, soit celle des James Mill et autres MacCulloch qui, en reproduisant les définitions et les distinctions de manière scolastique par de creux raisonnements, s'efforçaient d'accorder au moyen de leur bavardage les lois générales avec les phénomènes contradictoires, en escamotant les fondements dont ils dérivent.

Voici les passages où Malthus retourne contre Ricardo les arguments que celui-ci lui a fourni contre la loi de la valeur :

« Smith fait observer que le blé a besoin d'une année pour mûrir, mais qu'il faut de quatre à cinq ans pour faire de la viande de bœuf. Cependant, si nous comparons deux quantités de blé ou de viande d'égale valeur d'échange, il est certain que la différence des trois ou quatre années supplémentaires de profit à 15 % sur le capital employé dans la production de viande — abstraction faite de toutes les autres considérations constitue une compensation pour une plus faible quantité de travail [incorporée à la viande]. Nous pouvons donc avoir deux marchandises de même valeur d'échange, alors que le travail accumulé ou immédiat est de 40 à 50 % plus faible dans l'un que dans l'autre. C'est ce que l'on peut constater chaque jour dans ce pays pour des marchandises importantes ; et, si le profit baissait de 15 % à 8 %, la valeur de la viande de bœuf diminuerait de plus de 20 % par rapport au blé » (The Measure of Value..., p. 10, 11).

Comme le capital se compose de marchandises et qu'une grande partie des marchandises qui y entrent ou le constituent a un prix (une valeur d'échange au sens ordinaire du mot) qui n'est ni du travail accumulé ni du travail vivant, mais — à ne considérer que chaque marchandise particulière — une simple surcharge nominale de valeur, due à un excédent sur le profit moyen, Malthus dit : « *Le travail n'est pas le seul élément qui entre dans le capital* » (Definitions in Political Economy, édit Cazenove, p. 29).

« *Qu'est-ce que les frais de production ? [...] la quantité de travail nécessairement employée à la production des marchandises, et celle contenue dans les outils et matières utilisés pour la production, augmentée d'une quantité additionnelle qui correspond au profit ordinaire attribué au capital pour le temps durant lequel il est avancé* » (ibid., p. 29 et 74).

« *Pour la même raison, Mr Mill commet une grave erreur quand il appelle capital le travail accumulé. On pourrait dire peut-être que c'est du travail accumulé + du profit ; mais ce n'est certainement pas du simple travail accumulé, à moins que nous voulions appeler le travail du profit* » (ibid., p. 60, 61).

*« Il est tout à fait faux de dire que les valeurs des marchandises sont réglées ou déterminées par les quantités de travail et de capital nécessaires à leur production. Mais il est tout à fait exact de dire qu'elles sont déterminées par la quantité du travail et du profit nécessaires à leur production » (ibid., p. 129).*

À ce point, Cazenove ajoute dans une note (p. 130) : *« On peut critiquer l'expression travail et profit, en disant que ce ne sont pas des termes corrélatifs, le travail étant un agent et le profit un résultat, le premier une cause, le second une conséquence. C'est pourquoi Monsieur Senior leur substitue le travail et l'abstinence... Il faut reconnaître, en vérité, que ce n'est pas l'abstinence, mais l'utilisation productive du capital qui crée le profit. »*

Selon Senior : *« Celui qui convertit son revenu en capital s'abstient des jouissances que lui aurait procurées sa dépense. »*

Belle explication ! La valeur de la marchandise se compose du travail qu'elle contient + le profit — et, selon Malthus, du travail qu'elle contient et du travail qu'elle ne contient pas, mais qui doit être payé pour elle.

Et Malthus continue sa polémique contre Ricardo : *« L'affirmation de Ricardo selon laquelle la valeur du salaire augmente en proportion où le profit tombe, et vice-versa, ne peut être exacte que dans l'hypothèse où les marchandises dans lesquelles se trouve réalisée la même somme de travail ont toujours la même valeur. Or il en est ainsi une fois sur cinq cents, par l'état naturel et nécessaire des choses, parce que dans le progrès de la civilisation et l'amélioration de la technique on tend continuellement à accroître la somme du capital fixe employé et à diversifier de manière toujours plus grande et inégale les temps de rotation du capital circulant » (Definitions..., p. 31, 32).*

Dans l'édition Cazenove (p. 54), nous trouvons la même chose, et Malthus y dit littéralement : *« l'état naturel des choses fausse la mesure de valeur établie par Ricardo parce que, dans le progrès de la civilisation et l'amélioration de la technique, la somme du capital fixe employé tend continuellement à croître en même temps que les temps de rotation du capital circulant se diversifient de manière toujours plus grande et inégale.*

*« Mr Ricardo lui-même admet de notables exceptions à sa règle. Mais, en examinant les cas qui font exception, c'est-à-dire ceux où les quantités de capital fixe employé sont de grandeur et de durabilité différentes et les temps de rotation du capital circulant employé inégaux, nous constatons qu'ils sont si nombreux que la règle est l'exception, et l'exception la règle » (ibid., p. 50).*

**7. La définition vulgaire de la valeur établie par Malthus.  
Sa conception du profit comme surcharge du prix.  
Polémique contre la conception ricardienne  
du salaire relatif**

[Retour à la table des matières](#)

En accord avec ce qui précède, Malthus déclare donc que la valeur est « l'évaluation d'une marchandise, fondée sur ce qu'elle coûte à l'acheteur ou sur le sacrifice qu'il doit faire pour l'acquérir, ce sacrifice étant mesuré par la somme de travail qu'il donne en échange pour elle, ou, ce qui revient au même, par le travail qu'elle commande » (Definitions..., édit. Cazenove, p. 8, §).

Cazenove souligne aussi cette différence entre Malthus et Ricardo : « A l'exemple d'A. Smith, Mr Ricardo considère le travail comme la vraie mesure des frais ; mais il ne l'applique qu'aux frais de production [...] alors qu'elle s'applique également comme mesure des frais de l'acheteur » (ibid., p. 56, 57).

En d'autres termes, la valeur d'une marchandise est égale à la somme d'argent que l'acheteur doit payer, et cette somme s'évalue le mieux par la masse de travail ordinaire qu'elle peut servir à acheter<sup>260</sup>. Mais on omet naturellement de dire par quoi est déterminée cette somme d'argent. C'est en fin de compte une conception tout ordinaire que l'on a des choses dans la vie de tous les jours : des banalités exprimées en termes ampoulés. Cela revient à dire que le prix de production et la valeur sont identiques. Si Smith et davantage encore Ricardo font cette confusion, elle ne cadre pas avec leur analyse réelle, tandis que Malthus l'élève en loi. C'est l'idée que se fait de la valeur le philistin qui est empêtré dans la concurrence et n'aperçoit plus en son sein que les apparences phénoménales de la valeur.

Qu'est-ce qui détermine donc le prix de production ? La grandeur du capital avancé + le profit. Et qu'est-ce qui détermine le profit ? D'où vient le fonds pour ce profit, ce surproduit en quoi se représente cette plus-value ? S'il n'est qu'une surcharge nominale du prix monétaire, rien n'est plus facile que d'augmenter la valeur des marchandises. Et qu'est-ce qui détermine la valeur du capital avancé ? La valeur du travail qu'il contient, répond Malthus. Et cette valeur ? Elle est déterminée par la valeur des marchandises pour lesquelles le salaire est dépensé. Et la valeur de ces marchandises ? Par la valeur du travail + le profit. Et ainsi de suite, à l'infini.

Supposons qu'on paie effectivement à l'ouvrier la valeur de son travail, c'est-à-dire que les marchandises (ou la somme d'argent) qui constituent son salaire sont égales à la valeur

---

<sup>260</sup> Malthus *présuppose l'existence du profit*, pour mesurer ensuite sa masse de valeur au moyen d'un étalon extérieur à la production. Il ne souffle mot de l'origine et de la possibilité intrinsèque du profit. (Note de Marx.)

(somme d'argent) des marchandises où se réalise son travail, de sorte que, s'il reçoit 100 francs de salaire, il n'ajoute que 100 francs (de valeur) à la matière première, etc., soit au capital avancé. Dès lors, le profit ne peut être qu'une surcharge que le vendeur ajoute à la valeur réelle lorsqu'il vend la marchandise. C'est ce que font tous les vendeurs. Pour autant que les capitalistes font des échanges entre eux, aucun ne peut réaliser quoi que ce soit par une telle surcharge, et surtout il n'est pas possible de constituer à partir de là un surplus de fonds où ils puiseraient leurs revenus. Seuls les capitalistes, dont les marchandises entrent dans la consommation de la classe ouvrière, feront un bénéfice réel et non simplement illusoire, en revendant aux ouvriers les marchandises plus cher qu'ils ne les leur ont achetées : par exemple, 110 francs au lieu de 100. En d'autres termes, ils ne leur revendent que les 10/11 du produit et gardent 1/11 pour eux ; or qu'est-ce que cela signifie d'autre, sinon qu'on ne donne à l'ouvrier que le produit de 10 heures, alors qu'une heure — ou le produit de celle-ci — revient au capitaliste sans équivalent ?

Or donc le profit résulte — par rapport à la classe ouvrière — de ce que l'ouvrier effectue pour le capitaliste gratuitement une partie de son travail et que, par conséquent, la « quantité du travail » n'est pas la même chose que la « valeur du travail ». Quant aux autres capitalistes qui n'ont pas cet expédient, ils ne feraient qu'un bénéfice illusoire.

Malthus, n'ayant rien compris aux premières propositions de Ricardo, est dès lors tout à fait incapable de concevoir le profit autrement que comme surcharge — comme il ressort de manière frappante du passage suivant :

*« On peut dire que les premières marchandises, fabriquées de manière immédiate et mises en usage, peuvent être le résultat du pur travail et que leur valeur est donc déterminée par la quantité de ce travail ; cependant, il n'en reste pas moins tout à fait impossible que de telles marchandises puissent être employées comme capital dans la production d'autres marchandises, sans que le capitaliste ne soit dépossédé, pour un temps donné, de l'utilisation de son capital avancé et ne reçoive un dédommagement sous forme de profit. Dans les débuts de la société, où ces avances de travail sont relativement rares, cette indemnité sera forte, et le taux élevé du profit influera notablement sur la valeur de ces marchandises. Dans les stades plus avancés de la société, le profit influencera grandement sur la valeur du capital et des marchandises, parce que la masse du capital fixe employé y augmente considérablement et que, pour une portion importante du capital — circulant avancé, il faudra beaucoup plus de temps avant que le capitaliste puisse se rembourser par la vente. Dans les deux cas, le taux auquel se fait l'échange mutuel des marchandises sera essentiellement influencé par le montant variable du profit » (Definitions..., édit. Cazenove, p. 60).*

Un des plus grands mérites de Ricardo, c'est d'avoir conçu le salaire relatif : la valeur du salaire (et par conséquent aussi celle du profit) dépend absolument de la portion de la journée de travail que l'ouvrier emploie pour lui-même (pour produire ou reproduire son salaire) par rapport à la portion de son temps qui appartient au capitaliste. C'est essentiel

au point de vue économique — et ce n'est en réalité qu'une autre expression de la juste théorie de la plus-value. C'est important, en outre, pour le rapport social entre les deux classes. Malthus sent ici que les affaires tournent mal, et il doit donc faire des objections :

*« Avant M. Ricardo, personne n'a jamais, que je sache, employé l'expression de salaire ou de salaire réel en y impliquant un rapport. »*

Ricardo parle de la valeur du salaire qui se présente en fait aussi comme la portion du produit qui lui revient.

*« Le profit, il est vrai, implique un rapport ; et le taux du profit a toujours été considéré à juste titre comme un pourcentage de la valeur du capital avancé. »*

Il est difficile, voire impossible, à Malthus de dire ce qu'il entend par valeur du capital avancé. D'après lui, la valeur de la marchandise est égale au capital avancé qu'elle renferme + le profit. Et, comme l'avance du Capital renferme, outre le travail immédiat, les marchandises, la valeur du capital avancé est égale au capital avancé en elles + le profit. Le profit est donc égal au profit + profit. Et ainsi à l'infini.

*« Mais on a jusqu'ici mesuré d'ordinaire la hausse ou la baisse du salaire, sans se préoccuper du rapport dans lequel il pouvait se trouver relativement au produit total obtenu par une certaine quantité de travail ; on les a mesurées d'après la quantité plus ou moins grande qui revient à l'ouvrier dans un produit déterminé, ou encore d'après la capacité plus ou moins grande que possède ce produit de commander les besoins ou les agréments de la vie » (Definitions..., 1827, p. 29, 30).*

Comme la production capitaliste a pour but immédiat la valeur d'échange — ou son accroissement —, il importe de savoir comment la mesurer. La valeur du capital avancé étant mesurée en argent (argent réel ou argent de compte), le degré de cette augmentation se mesure à la grandeur en argent du capital même, et l'on prend comme étalon un capital (somme d'argent) de grandeur déterminée — 100, par exemple.

*« Le profit du capital, dit Malthus, c'est la différence entre la valeur du capital avancé et la valeur qu'a la marchandise quand on la vend ou qu'on l'utilise » (Definitions..., p. 240-241).*

## ***8. Malthus sur le travail productif et l'accumulation***

[Retour à la table des matières](#)

### **a) Travail productif et improductif**

*« Le revenu, c'est ce que l'on dépense pour entretenir la vie et en jouir, et le capital ce que l'on dépense pour obtenir un profit » (Definitions..., p. 86).*

Un ouvrier et un domestique « sont deux instruments utilisés pour des buts très différents ; l'un doit contribuer à l'acquisition, l'autre à la consommation de la richesse » (ibid., p. 94).

Sa définition suivante du travailleur productif est excellente :

« *Le travailleur productif est celui qui accroît directement la richesse de son patron* <sup>261</sup> » (Principles of Political Economy, p. 47).

Il faut relever aussi le passage suivant :

« *La seule consommation productive à proprement parler est la consommation ou la destruction de richesse par les capitalistes aux fins de reproduction. [...] Le travailleur que le capitaliste emploie consomme certainement cette portion de son salaire qu'il n'épargne pas, comme revenue, en vue de sa subsistance et de sa jouissance, et non comme capital en vue de la production. C'est un consommateur productif pour la personne qui l'emploie, et pour l'Etat, mais non à strictement parler pour lui-même* » (Definitions..., édit. Cazenove, p. 30).

#### b) Accumulation

« *Pas un économiste politique d'aujourd'hui n'entend par épargne la simple thésaurisation d'argent. Abstraction faite de ce procédé mesquin et inefficace, il ne peut être question d'appliquer cette expression à la richesse nationale, si ce n'est en la rapportant à l'usage variable de ce qui est épargné et en la fondant sur une réelle différenciation entre les divers types de travail qui en sont obtenus* » (Principles..., p. 215).

« *L'accumulation de capital, c'est l'emploi d'une partie du revenu comme capital. Le capital peut donc augmenter sans qu'il y ait accroissement de la fortune liquide ou de la richesse* » (Definitions..., p. 1).

« *Lorsque les habitudes de prévoyance en vue du mariage acquièrent une grande extension parmi les classes ouvrières d'un pays qui vit surtout de commerce et d'industrie, ce pays peut en subir un préjudice* » (Principles... p. 215).

Et ce passage du prêcheur sur les obstacles à la surpopulation :

« *C'est surtout le manque de choses nécessaires à la vie qui pousse les classes ouvrières à produire du luxe. Que ce stimulant s'évapore ou disparaisse de sorte qu'ils puissent acquérir, en échange de très peu de travail, les choses nécessaires à la vie, nous aurons tout lieu de croire que l'on consacrerait non pas plus, mais moins de temps à produire des objets de luxe et de jouissance* » (ibid., p. 334).

---

<sup>261</sup> Dans les *Grundrisse*, Marx ajoute à cette définition la remarque suivante : « C'est juste, mais en un sens précis. En effet, sa formule est trop abstraite, puisque, telle que, elle s'applique également à l'esclave. En ce qui concerne l'ouvrier, la richesse de son patron est une forme de richesse directement liée au travail : le capital. Est donc productif le travail qui augmente directement le capital » (t. 2, p. 85, n.).

Mais la proposition suivante est la plus importante chez le panégyriste de la surpopulation : « *De par la nature de la population, un supplément de forces de travail ne peut, même s'il y a une demande particulière, être fourni au marché que dans un délai de 16 à 18 ans ; or la conversion de revenu en capital par l'épargne peut s'effectuer en bien moins de temps : un pays est toujours soumis au risque de voir le fonds nécessaire à l'entretien des ouvriers croître plus vite que la population* » (ibid., p. 319, 320).

Cazenove observe avec raison : « *Lorsqu'il sert à faire à l'ouvrier l'avance de son salaire, le capital n'ajoute rien au fonds d'entretien du travail, mais une partie déterminée du fonds déjà disponible est simplement consacrée en vue de la production* » (Definitions..., p. 22).

## ***9. Capital constant et capital variable selon Malthus***

[Retour à la table des matières](#)

« *Le travail accumulé [à proprement parler, il faudrait dire : du travail matérialisé], c'est le travail qu'on a employé pour fournir les matières premières et les instruments utilisés à la production d'autres marchandises* » (Definitions..., p. 15).

« *Quand on parle du capital utilisé dans les marchandises, le travail contenu dans le capital nécessaire à produire les marchandises devrait s'appeler travail accumulé, par opposition au travail immédiat employé par le dernier capitaliste* » (ibid., p. 28-29).

Il est, certes, essentiel de faire cette différence. Cependant, elle n'aboutit à rien chez Malthus. Il essaie bien de réduire la plus-value, ou du moins son taux (qu'il confond d'ailleurs systématiquement avec le profit et le taux du profit), à son rapport avec le capital variable, la partie du capital avancé en travail immédiat. Mais c'est une tentative puérile, et il ne peut en être autrement étant donné la conception malthusienne de la valeur. Il écrit dans les Principes... :

« [Supposons que le capital est avancé uniquement en salaire], soit 100 £ en travail immédiat. Si la rentrée en fin d'année est de 110, 120 ou 130 £, il est évident que le profit sera, dans chaque cas, déterminé par le rapport entre la valeur du produit total et la partie de celui-ci qui est nécessaire pour payer le travail employé. Si la valeur marchande du produit est de 110, le rapport dans lequel il faut payer les ouvriers est de 10/11, et le profit de 10 %. Si la valeur du produit est de 120, la portion qui incombe au travail sera de 10/12, et le profit sera de 20 % ; si l'on a 130, le rapport où l'on paie le travail avancé est de 10/13, et le profit de 30 %.

Supposons maintenant que les avances du capitaliste ne se composent pas uniquement de travail. Le capitaliste attend le même profit pour toutes les parties du capital qu'il avance.

Supposons que le quart des avances soit dépensé pour le travail immédiat et les trois quarts pour le travail et le profit accumulés, avec quelques autres ajouts pour les rentes, les impôts, etc. Dans ce cas, il est strictement vrai que le profit du capitaliste varie avec la valeur variable de ce quart de son produit, rapporté à la quantité de travail utilisé. Prenons un exemple. Un fermier utilise un capital de 2 000 £, dont 1 500 £ en semences, chevaux, usure du capital fixe, intérêts du capital fixe ou circulant, rentes, dîmes, impôts, etc., et 500 £, pour le travail immédiat. En fin d'année, ses rentrées sont de 2 400 £. Son profit sera 400 sur 2 000, soit 20 %. Il est clair également que, si nous prenons le quart de la valeur du produit, soit 600 £, que nous le rapportons à la somme dépensée pour le salaire du travail immédiat, le résultat donnera exactement le même taux de profit » (p. 267, 268).

Malthus se rencontre ici avec lord Dundreary<sup>262</sup>. Il entrevoit que la plus-value (et par conséquent le profit) forme un rapport déterminé avec le capital variable avancé comme salaire, de sorte qu'il veut prouver que « le profit est déterminé par le rapport de la valeur de tout produit à la portion qui sert au paiement du travail employé ». Il est d'abord dans le vrai, quand il suppose que tout le capital se compose de capital variable, de capital avancé en salaire. Dans ce cas, le profit et la plus-value sont effectivement identiques. Mais, même là, Malthus s'en tient à des considérations tout à fait stupides. Si le capital avancé est de 100 et le profit de 10 %, la valeur du produit est de 110 ; le profit constitue le dixième du capital avancé, soit 10 %, et le onzième de la valeur du produit total, sa valeur propre étant comptée dans cette valeur. Il constitue donc 1/11 de la valeur du produit total, dont le capital avancé se monte à 10/11. Par rapport à ce total, 10 % de profit peuvent être exprimés comme suit : la partie du produit de 110, qui inclut 10 % de profit, contient 10/11 d'avances qui ont servi à faire ce profit. Ces brillantes démonstrations mathématiques amusent tellement Malthus qu'il les reprend pour les profits de 20 %, 30 %, etc. Il ne nous sert rien d'autre qu'une tautologie. Le profit est un tant pour cent du capital avancé ; la valeur du produit total contient la valeur du profit, et le capital avancé représente la valeur du produit total moins la valeur du profit. Donc  $110 - 10 = 100$ .

Supposons un capital composé non seulement de capital variable, mais encore de capital constant : « Le capitaliste attend le même profit pour toutes les parties du capital qu'il avance. » Cela est en contradiction avec l'affirmation ci-dessus, à savoir que le profit (la plus-value) est déterminé par le pourcentage du capital dépensé en salaires. Mais n'importe ! Malthus n'est pas homme à décevoir les « attentes » ni les idées du « capitaliste ». Or voici qu'il exécute son tour de force : supposons un capital de 2 000 £, dont les trois quarts, soit 1 500 £, de capital constant et un quart, soit 500 £, de capital variable. Le profit est de 20 %, soit 400 £, et la valeur du produit est égale à  $2\,000 + 400 = 2\,400$ . Or  $600 : 400 = 66 \frac{2}{3} \%$ . La valeur du produit total est égale à 1 000, et la portion qui y est dépensée en salaires de 6/10. Or que voyons-nous dans les calculs de Mr. Malthus ?

---

<sup>262</sup> Personnage symbolisant l'inactivité et le creux du landlordisme parasitaire anglais. Il fut mis en scène dans la comédie *Notre cousin d'Amérique* de Tom Taylor qui fut jouée pour la première fois en 1858.

Le quart du produit total y est de 600, le quart du capital est de 500 — c'est-à-dire égal à la partie avancée en salaires — et le quart du profit, ou 100, est égal à la portion de profit correspondant au salaire. Or cela est censé prouver que « le profit du capitaliste varie d'après la valeur variable de ce quart de son profit rapporté à la quantité de travail employé » ! Mais cela prouve simplement qu'un profit d'un pourcentage donné, par exemple de 20 %, pour un capital, mettons de 400, constitue un profit de 20 % pour chaque partie aliquote de ce capital. C'est une tautologie.

Cela ne prouve absolument rien pour un rapport déterminé, particulier et caractéristique de ce profit, à la portion de capital avancée en salaire. Si, au lieu de ce quart, nous ne prenons que le vingt-quatrième du produit total, ces 100 £ (sur 2 400) renferment le même pourcentage de 20 % de profit, soit  $\frac{1}{6}$ . Le capital serait  $83 \frac{1}{3}$  %, et le profit  $16 \frac{2}{3}$ . Si nous admettons, par exemple, que ces  $83 \frac{1}{3}$  sont égaux à un cheval employé dans la production, nous aurions démontré — à la manière de Malthus — que le profit varie avec la valeur variable du cheval, ou du  $28 \frac{4}{5}$  du produit total.

Et voilà les fadaises que nous sert Malthus, lorsqu'il essaie de voler de ses propres ailes et ne peut plus plagier Townsend, Anderson, etc. Ce qui mérite d'être retenu, c'est ce que Malthus a pressenti — et c'est ce qui caractérise notre bonhomme —, à savoir qu'il faut calculer la plus-value sur la portion de capital avancée en salaires.

Pour un taux déterminé de profit, le profit brut, la masse du profit, dépend toujours du volume du capital avancé. Mais l'accumulation est alors déterminée par la partie de cette masse qui est reconvertie en capital. Or cette partie, étant égale au profit total moins le revenu consommé par le capitaliste, dépendra non seulement de la valeur de cette masse, mais encore du bon marché des marchandises qu'elle permet au capitaliste d'acheter et qui entrent soit dans sa consommation, son revenu, soit dans le capital constant. On doit supposer ici que le salaire est, lui aussi, déterminé ici, puisque l'on a présupposé un taux déterminé du profit.

## ***10. La théorie malthusienne de la valeur (remarques complémentaires)***

[Retour à la table des matières](#)

La valeur du travail est supposée ne jamais varier — ce qui est repris de Adam Smith —, tout ce qui change c'est la valeur de la marchandise que je reçois en échange de mon travail. Les salaires sont, mettons, 2 sh. pour un jour dans un cas, et de 1 sh. dans l'autre. Dans le premier cas, le capitaliste paie deux fois autant de shillings pour le même temps de travail que dans le second. Bref, dans le second cas, l'ouvrier fournit deux fois plus de travail pour le même produit que dans le premier cas, puisque dans le second il travaille un jour entier pour 1 sh. et dans le premier seulement une demi-journée. Or M. Malthus voit

en conséquence que le capitaliste paie tantôt plus, tantôt moins de shillings pour un même travail, sans voir que l'ouvrier, en correspondance totale, donne plus ou moins de travail pour un produit donné.

« Donner plus de produits pour une quantité donnée de travail ou recevoir plus de travail pour une quantité donnée de produits est une seule et même chose pour lui [Malthus] ; mais il n'en reste pas moins que c'est exactement le contraire » (Observations on Certain Verbal Disputes in Political Economy, Particularly Relating to Value, and to Demand and Supply, Londres, 1821, p. 52).

Dans le même ouvrage, l'auteur observe fort justement que le travail comme mesure de la valeur au sens où Malthus la reprend d'Adam Smith serait exactement une mesure de la valeur comme tout autre marchandise et ne le serait pas aussi bien que l'argent l'est effectivement.

En général, ce n'est jamais la mesure de la valeur (au sens de l'argent) qui rend les marchandises commensurables (cf. ma Contribution à la critique de l'économie politique [Editions sociales, 1957, p. 41-42]) :

« C'est au contraire la commensurabilité des marchandises en tant que travail matérialisé qui, seule, transforme l'or en monnaie. »

À titre de valeur, les marchandises forment une unité, ce ne sont que de simples représentations d'une même substance — le travail social. La mesure de la valeur (argent) les implique comme valeurs et se rapporte simplement à la représentation et au volume de cette valeur. La mesure de valeur des marchandises se rapporte toujours à la transformation des valeurs en prix, et présuppose déjà la valeur<sup>263</sup>.

Dans les Observations... il faut lire le passage suivant : « M. Malthus dit : “Dans un même lieu et à une même époque, les différentes quantités de travail journalier qui commandent les diverses marchandises seront exactement dans la même proportion vis-à-vis de leurs valeurs d'échange relatives, et vice versa. Si cela est vrai pour le travail, c'est tout aussi vrai pour n'importe quelle autre chose” » (p. 49).

« L'argent apparaît, au même moment et au même lieu, comme un excellent étalon de la valeur. [...] Mais elle [la proposition de Malthus] ne semble pas être juste pour le travail. Le travail n'est pas un étalon, même en un même lieu et une même époque. Prenons une mesure de blé qui, à un même moment et en un même lieu, équivaut à un diamant donné :

---

<sup>263</sup> En somme, la valeur est *prédéterminée* par rapport à l'échange, parce que c'est un moment de la production, du fait que les marchandises sont de c simples représentations du travail social ». Même pour Ricardo, il était établi qu'une marchandise ne voit pas sa valeur mesurée par un « nombre » donné, sous prétexte que dans la statistique *moyenne* des prix sur le marché elle s'échange à *tant, à tel prix*. C'est, au contraire, parce que la marchandise a une valeur déterminée, calculable selon le temps de travail social moyen qui sert à la produire, qu'elle *doit* être vendue sur le marché à tel *prix*, sauf les oscillations occasionnelles.

*est-ce que le blé et le diamant, payés en argent sonnante et trébuchant, commanderont des quantités égales de travail ? On peut répondre : non ! Mais le diamant achètera de l'argent qui commande une même quantité de travail. [...] L'étalon n'est d'aucune aide, puisqu'on ne peut l'appliquer sans le rectifier par l'application d'un autre étalon qu'il essayait de supplanter. Nous pouvons conclure seulement que le blé et le diamant commanderont des quantités égales de travail, parce qu'ils sont de même valeur dans l'argent. Or on nous demandait d'en inférer que deux choses étaient de valeur égale, parce qu'elles commandent des quantités égales de travail » (p. 49, 50).*

## ***11. Surproduction et « consommateurs improductifs », etc.***

[Retour à la table des matières](#)

La théorie de la valeur de Malthus explique toute sa doctrine de la nécessité d'une consommation improductive sans cesse croissante que cet apôtre de la surpopulation (causée par la pénurie de nourriture) a prêchée avec tant d'emphase. La valeur d'une marchandise est égale à celle des matières, machines, etc., avancées + la quantité de travail immédiat. Chez Malthus, tout cela équivaut à la valeur du salaire que renferme la marchandise + le profit qui s'ajoute à ces avances selon le niveau du taux général de profit. C'est un renchérissement nominal du prix qui constitue le profit et représente la condition de l'approvisionnement, c'est-à-dire de la reproduction de la marchandise. Ces éléments forment le prix pour l'acheteur qui se distingue du prix pour le producteur, le prix pour l'acheteur étant la valeur réelle de la marchandise. Dès lors la question se pose : comment réaliser ce prix ? Qui va le payer ? Sur quel fonds sera-t-il payé ?

Si nous considérons la théorie de Malthus, il faut faire une distinction — qu'il a lui-même négligé de faire. Une section de capitalistes produit des marchandises qui entrent directement dans la consommation de l'ouvrier ; une autre section produit ou bien des marchandises qui n'entrent qu'indirectement dans la consommation des ouvriers pour autant qu'elles forment — en tant que matières premières, machines, etc. — le capital servant à créer des moyens de subsistance, ou bien des marchandises qui n'entrent pas dans la consommation des ouvriers, mais sont absorbées par le revenu des non-travailleurs<sup>264</sup>.

---

<sup>264</sup> Marx reprend en gros la distinction fondamentale énoncée dans le livre II du *Capital* (t. 5 des Editions sociales, p. 4984) à propos des sections de la production capitaliste sur lesquelles reposent les différentes classes de la société bourgeoise :

- 1) la section I qui produit les *moyens de production*, soit les marchandises qui, de par leur forme, servent à alimenter le procès de travail ou la consommation productive ;
- 2) la section II qui produit les *moyens de consommation* et les *articles de luxe*, soit les marchandises qui, de par leur forme, entrent dans la consommation individuelle de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise.

Considérons d'abord les capitalistes qui produisent les articles entrant dans la consommation des ouvriers. Ces capitalistes n'achètent pas seulement du travail, mais vendent encore aux ouvriers leurs propres produits. [Selon Malthus], si l'ouvrier ajoute une quantité de travail valant 100 francs, le capitaliste lui paie 100 francs, et c'est l'unique valeur que le travail acheté par le capitaliste ajoute à la matière première, etc. L'ouvrier reçoit donc la valeur de son travail et ne donne en retour au capitaliste qu'un équivalent de cette valeur. Or, même s'il reçoit nominalement cette valeur, l'ouvrier ne touche en réalité qu'une quantité de marchandises inférieure à celle qu'il a produite. En fait, il ne récupère qu'une partie de son travail objectivé dans le produit.

Supposons, pour plus de simplicité — comme d'ailleurs Malthus le fait lui-même — que le capital consiste uniquement en capital avancé en salaires. Si 100 francs sont avancés à l'ouvrier en vue de produire des marchandises et que ces 100 francs sont la valeur du travail acheté ainsi que la seule valeur ajoutée au produit, le capitaliste vendra ces marchandises pour 110 francs, et l'ouvrier ne pourra racheter, avec ses 100 francs, que les 10/11 du produit, le capitaliste en conservant 1/10, soit 10 francs de valeur qui sont la masse de surproduit correspondant à sa plus-value. Si le capitaliste vend à 120, l'ouvrier ne touche plus que les 10/12, et le capitaliste garde les 2/12 de la valeur du produit. Si le capitaliste vend à 130 (30 %), l'ouvrier ne reçoit que 10/13, et le capitaliste 3/13 du produit. S'il vend avec 50 % de profit, soit à 150 francs, l'ouvrier reçoit 2/3, et le capitaliste 1/3 du produit. Plus le capitaliste vend à un prix élevé, plus grande sera la part du capitaliste dans la valeur du produit et, par conséquent, dans la quantité de produit, et d'autant moindre la part de valeur ou du produit que l'ouvrier peut racheter avec la valeur de son travail. La situation ne change en rien lorsque du capital constant vient en plus du capital variable avancé ; lorsque, par exemple, aux 100 francs de salaire s'ajoutent 100 francs de matières premières. Dans ce cas, si ce taux de profit est de 10 %, le capitaliste vend la marchandise 220, au lieu de 210, à savoir : 100 de capital constant et 120 de produit du travail (SISMONDI, Nouveaux Principes... parus pour la première fois en 1819).

---

La section I est, par définition, celle du capital, puisque ses produits entrent directement dans le procès de production comme capital. En revanche, la section II peut se diviser en deux — celle qui produit les articles de luxe pour la consommation des capitalistes et celle qui produit les moyens de subsistance nécessaires aux ouvriers. Il faut noter cependant que ces deux sous-sections coexistent et présentent une frange d'interpénétration de plus en plus large à mesure que le capitalisme se développe dans un pays, c'est-à-dire qu'il se corrompt et devient sénile. En effet, les capitalistes participent à la consommation de certains moyens de subsistance nécessaires — le sucre, par exemple, — et les ouvriers, aux périodes de prospérité ou dans les pays privilégiés de vieux capitalisme, participent à la consommation de certains articles de luxe, en formant une aristocratie ouvrière plus ou moins stable.

Marx, analysant ici les conditions d'un capitalisme jeune qui n'a pas encore dégénéré, sépare nettement la sous-section qui produit des moyens de subsistance entrant directement dans la consommation des ouvriers. Cette distinction est essentielle pour déterminer la notion de classe productive et improductive, soit le rapport dans lequel le capitalisme produit des articles utiles ou inutiles, voire malsains. Elle fixe donc l'étalon pour mesurer le degré de santé ou de corruption de la société.

Pour cette classe de capitalistes A qui produisent les moyens de subsistance ou les articles qui entrent directement dans la consommation des ouvriers<sup>265</sup>, nous avons donc un cas où un renchérissement nominal — l'adjonction du profit moyen au prix des avances du capital — crée un fonds de surplus pour le capitaliste, puisque, au moyen de ce détour, il ne rend à l'ouvrier qu'une partie du produit et s'en approprie une autre. Or le capitaliste obtient ce résultat non parce qu'il vend à l'ouvrier tout le produit à une valeur accrue, mais parce que cet accroissement de la valeur du produit met l'ouvrier dans l'impossibilité de racheter avec son salaire tout le produit et ne lui permet que d'en racheter une partie. En conséquence, la demande de l'ouvrier ne suffit jamais pour réaliser l'excédent du prix d'achat sur le prix de revient, c'est-à-dire pour réaliser le profit et la « valeur » de la marchandise. De toute évidence, le fonds de profit ne se constitue que parce que l'ouvrier ne peut — avec son salaire — racheter tout son produit, de sorte que sa demande ne correspond pas à l'offre. Le capitaliste A retient donc une quantité donnée de marchandises d'une valeur déterminée, 20 francs en l'occurrence, dont il n'a pas besoin pour remplacer le capital, et qu'il peut donc soit dépenser comme revenu, soit utiliser pour l'accumulation. Nota bene : le volume du fonds dont il dispose dépend du montant de la surcharge de valeur qu'il a effectuée sur le prix de production et qui détermine la proportion suivant laquelle le capitaliste et l'ouvrier se partagent le produit total.

Passons maintenant à la classe des capitalistes B qui fournit la matière première, les machines, etc., c'est-à-dire le capital constant, à la classe A. Les capitalistes de la classe B ne peuvent vendre qu'à ceux de la classe A, car ils ne peuvent ni revendre leurs propres marchandises aux ouvriers, ceux-ci n'ayant rien à faire avec le capital (soit les matières premières, les machines, etc.), ni vendre aux capitalistes qui produisent des articles de luxe (tous les biens qui n'entrent pas dans l'alimentation et la consommation ordinaire de la classe ouvrière), ni aux capitalistes qui produisent le capital constant indispensable à la production des articles de luxe.

Or donc nous avons vu que, dans le capital avancé de A, il y a 100 de capital constant. Si le taux de profit est de 10 %, le fabricant de ce capital constant l'a produit à un prix de

---

<sup>265</sup> Si Marx donne la primauté aux moyens de subsistance comme base du travail productif et de ce qui est utile et indispensable à la société, c'est qu'ils servent à tenir en vie la force de travail qui est source de toute richesse, c'est-à-dire point de départ et d'arrivée du cycle économique (cf. la lettre de Marx à Engels du 6-7-1863, où il retrace le tableau économique du procès total de la production qui démontre clairement que toute valeur ou produit naît de la force de travail — payée ou non payée). On pourrait penser que les classes laborieuses participent au fur et à mesure du développement de la productivité aux articles de luxe. Mais ceux-ci sont façonnés par les classes oppresseuses, jouisseuses et oisives qui ont les besoins correspondants, parfaitement aliénés et détachés des exigences humaines qui impliquent une production orientée dans le sens du développement et de l'épanouissement des activités, et partant des jouissances, de l'homme. Ainsi on ne pourrait concevoir que le luxe de quelques privilégiés soit étendu même dans un avenir lointain à toute l'humanité, puisqu'il n'est pas possible de donner à chaque bipède des 4 milliards qui couvrent la planète une automobile, car il faudrait pour cela polluer la terre, continuer à gâcher l'énergie et recouvrir d'asphalte ou de béton une grande partie des terres arables : le luxe propre à la société individualiste ne peut devenir celui de l'humanité désaliénée, c'est-à-dire réconciliée et collective.

revient de  $90 \frac{10}{11}$ , mais le vend 100 ( $90 \frac{10}{11} : 9 \frac{1}{11} = 100 : 10$ ). Il réalise donc son profit par le moyen d'une surcharge aux dépens de la classe A. De leur produit de 220, il obtient donc ses 100 — au lieu des seuls  $90 \frac{10}{11}$  —, et nous supposons qu'avec ces 100 il achète du travail immédiat. B ne réalise nullement son profit à partir de ses ouvriers, qui ne lui achètent rien et auxquels il ne peut donc revendre à 100 leur propre produit d'une valeur de  $90 \frac{10}{11}$ . Cependant, les ouvriers de B partagent tout à fait le sort des ouvriers de A : pour une valeur de  $90 \frac{10}{11}$ , ils reçoivent une quantité de marchandises qui n'a que nominalement la valeur de  $90 \frac{10}{11}$ , puisque chaque partie du produit de A subit un renchérissement uniforme ou, en d'autres termes, chaque partie de sa valeur représente, en proportion de la surcharge du profit, une moindre parcelle de produit.

Mais ce renchérissement ne peut aller que jusqu'à un certain point, car l'ouvrier doit recevoir suffisamment de marchandises pour pouvoir vivre et reproduire sa force de travail. Si le capitaliste A opérait une surcharge de 100 % et vendait 400 la marchandise qui lui revient 200, l'ouvrier ne pourrait plus racheter que le quart de son produit, soit 100. Or, s'il lui fallait pour vivre la moitié du produit, le capitaliste serait forcé de lui payer 200, et il ne lui resterait donc que 100 (100 constituant le capital constant et 200 le salaire). Ce serait donc comme s'il avait vendu la marchandise à 300, etc.

Quant à B, il ne fait pas (directement) son profit grâce à ses ouvriers, mais en vendant à A. Le produit de A ne sert pas seulement à la réalisation de son profit, mais constitue encore son propre fonds de profit. De toute évidence, A ne peut, en vendant à B, réaliser le profit qu'il fait sur ses ouvriers, et B, tout aussi peu que ses ouvriers, ne peut lui fournir une demande assez forte pour son produit, de sorte qu'il pourrait le vendre à sa valeur. Au contraire, il se produit déjà ici une réaction. Plus A opère une surcharge de profit, plus est grande, par rapport à ses ouvriers, la portion du produit total qu'il s'approprie et soustraie à B.

Le capitaliste B surcharge son produit dans la même mesure que A. B paye comme auparavant  $90 \frac{10}{11}$  francs à ses ouvriers, bien que ceux-ci reçoivent moins de marchandises pour cette somme. Si A prend 20 %, au lieu de 10 %, B en fait autant et vend  $109 \frac{1}{11}$ , au lieu de 100. Il en résulte que cette partie des avances augmente pour A.

On peut considérer à bon droit que A et B ne forment qu'une seule et même classe : B fait partie des frais de A, et plus la part du produit total qu'il doit payer à B est grande, moins il lui en restera. Du capital total de  $290 \frac{10}{11}$ , B possède  $90 \frac{10}{11}$  et A 200. Ensemble, ils avancent  $290 \frac{10}{11}$ , et réalisent un bénéfice de  $29 \frac{1}{11}$ . B ne peut jamais racheter de A pour plus de 100, et son profit de  $9 \frac{1}{11}$  s'y trouve inclus. A eux deux, ils ont un revenu de  $29 \frac{1}{11}$ .

Or, pour ce qui regarde les classes C et D, la première, C, représente les capitalistes qui produisent le capital constant nécessaire à la production des articles de luxe, la seconde, D,

ceux qui produisent directement les articles de luxe<sup>266</sup>. Il saute aux yeux que c'est uniquement D qui peut former la demande immédiate de C, D étant l'acheteur de C. Et C ne peut réaliser de profit qu'en vendant ses marchandises trop cher à D, par une surcharge nominale grevant leur coût de production. D doit payer à C plus qu'il ne faut à celui-ci pour renouveler tous les éléments constitutifs de ses marchandises. De son côté, D ajoute le profit, en partie aux avances faites par C, en partie au capital avancé directement par D sous forme de salaire. Avec le profit qu'il réalise sur D, C peut acheter une partie des marchandises de D, bien qu'il ne puisse placer tout son profit de cette façon, car il lui faut des moyens de subsistance non seulement pour ses ouvriers, mais encore pour lui-même, pour lesquels il donne en échange le capital réalisé avec D<sup>267</sup>.

En premier lieu, la réalisation de la marchandise de C dépend directement de sa vente à D ; en second lieu, cette vente étant effectuée, la demande résultant du profit de C peut tout aussi peu réaliser la valeur des marchandises vendues par D que la demande de B le peut pour A. En effet, le profit réalisé par C l'est sur D ; et, si C le dépense de nouveau pour des marchandises faites par D, au lieu d'autres marchandises, sa demande ne pourra jamais dépasser le profit réalisé sur D. Ce profit doit toujours être bien moindre que le capital de C, que sa demande totale — et il ne constitue jamais une source de profit pour D (à la rigueur escroquera-t-il un peu C, en surchargeant les marchandises qu'il lui revend), puisque le profit réalisé par C est directement tiré de la poche de D.

Il est évident, en outre, que les capitalistes — que ce soit ceux de C ou ceux de D — tant qu'ils se vendent mutuellement leurs marchandises dans la même classe, ne peuvent faire aucun gain ni réaliser de profit d'aucune sorte. Mettons que M vende à N des marchandises à raison de 110 alors qu'elles ne lui coûtent que 100 ; il s'ensuivra que N fera la même chose aux dépens de M. Après l'échange comme avant, chacun d'eux possède une quantité de marchandises dont le prix de production est de 100. Chacun reçoit, en payant 110, des marchandises qui coûtent seulement 100. La surcharge ne lui donne pas de

---

<sup>266</sup> En bonne logique, Marx subdivise ici les capitalistes de la section I qui produisent les moyens de production en : a) les capitalistes B qui fournissent le capital constant aux capitalistes A qui créent les moyens de subsistance, et en b) les capitalistes C qui produisent le capital constant des capitalistes D fabriquant les articles de luxe.

Cette heureuse subdivision permet d'avoir d'un côté — A et B — tout ce qui est production et consommation de luxe improductif, voire antisocial.

<sup>267</sup> Par *moyens de subsistance nécessaires*, il ne faut pas entendre simplement les objets que l'on se met sur le dos ou que l'on porte à la bouche. Y figure, par exemple, pour le prolétaire, le journal d'information ou de parti (le prolétariat étant productif au sens entier du mot non seulement quand il est créateur dans la production, mais encore en politique, en étant révolutionnaire).

Certains biens que l'ouvrier achète de toute nécessité ne sont pas seulement marchandise capitaliste, mais sont encore l'« appendice » de la terre — l'autre source de la richesse, comme Marx l'explique au début de sa *Critique du programme de Gotha* — à laquelle ils sont fixés, en n'étant utilisables que sur une très longue période, de sorte qu'ils donnent lieu à une rente qui va au propriétaire de ce bout de terre avec ce qui s'y rattache. Il en est ainsi du logement ou des transports (route ou chemin de fer) que l'ouvrier doit utiliser. Il ne s'agit pas là de « propriétés personnelles » comme le pain ou le savon, mais de propriétés en toute occurrence collectives.

commandement sur la marchandise de l'autre plus grand que celui qu'il donne à Vautre sur sa marchandise à lui. Et, pour ce qui regarde la valeur, c'est comme si M et N, sans échanger leurs marchandises, s'étaient offert le plaisir de baptiser 110 ce qui est 100.

Il est clair que la plus-value nominale en D (puisque C est inclus en lui) ne représente pas de surproduit réel. Peu importe tout d'abord à D qu'à la suite de la surcharge faite par A l'ouvrier, avec 100 francs, reçoive moins de moyens de subsistance. Il lui faut toujours avancer 100 pour occuper un nombre donné d'ouvriers. Il paie aux ouvriers la valeur de leur travail ; les ouvriers n'ajoutent rien de plus au produit, car ils ne fournissent que l'équivalent de ce qu'ils touchent. Ce qui excède cet équivalent, D ne peut le réaliser qu'en vendant à des tiers plus cher que le prix de revient.

En réalité, D — mettons un miroitier — a dans son produit aussi bien de la plus-value et du surproduit que A — mettons un fermier<sup>268</sup>. En effet, son produit contient du travail non payé (plus-value) — et ce travail non payé se trouve tout aussi bien dans le produit que le travail payé : il est inclus dans le surproduit. Une partie des miroirs ne lui coûte rien, et elle a tout de même de la valeur, puisqu'elle renferme du travail — de la même façon que la partie qui remplace le capital avancé. Cette plus-value au sein du surproduit existe avant la vente des miroirs, et ce n'est pas cette vente qui la crée. Tout au contraire, si l'ouvrier n'avait, dans son travail immédiat, fourni que l'équivalent pour le travail accumulé qu'il reçoit sous forme de salaire, il n'y aurait ni surproduit ni plus-value correspondante. Mais, chez Malthus, où l'ouvrier ne rend qu'un équivalent, les choses se passent autrement.

Il est évident que la classe D (y compris C) ne peut créer artificiellement pour elle-même un surplus de fonds, en revendant, comme la classe A, ses marchandises plus cher aux ouvriers qu'elle n'a payé aux ouvriers pour les faire produire, s'appropriant de la sorte après le remplacement du capital avancé une portion du produit total. Les ouvriers, en effet, n'achètent pas la marchandise produite par D. Ce surplus ne peut pas résulter non plus d'une vente de marchandises ou d'un échange réciproque entre les différents capitalistes de cette classe, il ne peut donc avoir pour origine que la vente du produit aux classes A ou B. En vendant 110 une marchandise valant 100, D ne permet à A d'acheter avec 100 que les 10/11 de son produit, et en conserve 1/11 qu'il consomme lui-même ou échange contre des marchandises produites par d'autres membres de sa propre classe.

Voyons comment les choses se passent pour tous les capitalistes qui ne produisent pas eux-mêmes directement les moyens de subsistance et ne revendent donc pas aux ouvriers la partie la plus importante ou du moins une partie considérable de leurs marchandises.

Supposons leur capital constant égal à 100. Si le capitaliste paie, en outre, 100 en salaires, il paie aux ouvriers la valeur de leur travail. Les ouvriers ajoutent 100 à la valeur

---

<sup>268</sup> Dans ce texte semi-élaboré, puisque Marx n'y a pas mis la dernière main pour le publier directement, il peut parfois sembler difficile de démêler sa pensée, son expression positive, d'avec ce qui est le cheminement de sa critique de Malthus.

100 du capital constant, si bien que la valeur totale (le prix de revient) sera de 200. D'où vient alors le profit ? Si le taux moyen du profit est de 10 %, le capitaliste vend 220 ce qui vaut 200. S'il vend réellement la marchandise 220, alors il est clair que 200 suffisent pour la reproduire — 100 pour la matière première, 100 pour le salaire, et il empoche 20 qu'il dépense comme revenu ou accumule comme capital.

Mais à qui vend-il la marchandise 10 % au-dessus de sa « valeur de production » qui, d'après Malthus, diffère de la « valeur de vente » ou de la valeur réelle ? En effet, pour lui, le profit est égal à la différence entre la valeur de production et la valeur marchande, ou égal à la valeur de vente moins la valeur de production. Ce n'est pas par des échanges ou des ventes réciproques que ces capitalistes peuvent réaliser un profit. Si A vend à B des marchandises valant 200 pour 210, B fait le même truc à A. Ce n'est pas en changeant de mains qu'elles changeront de valeur et de quantité. Le quantum de marchandises, qui se trouvait d'abord dans les mains de A, est passé maintenant dans celles de B, et vice versa — et que 110 s'appelle maintenant ce qui s'appelait auparavant 100 ne change rien à l'affaire. La force d'achat de A comme de B n'en est affectée en aucune façon.

Mais, d'après l'hypothèse, ces capitalistes ne peuvent pas vendre leurs marchandises aux ouvriers.

Ils doivent donc les vendre aux capitalistes qui produisent des moyens de subsistance, car ceux-ci grâce à leurs échanges avec les ouvriers, disposent d'un réel surplus de fonds : la formation d'une plus-value nominale leur a réellement fourni un surproduit. Et c'est l'unique surplus de fonds qui existe jusqu'ici. Celui des autres capitalistes ne peut résulter que de la vente de leurs marchandises au-delà de leur valeur de production à ces possesseurs d'un surplus de fonds.

En ce qui concerne les capitalistes qui produisent le capital constant nécessaire à la production des moyens de subsistance, nous avons déjà vu que le producteur des moyens de subsistances doit nécessairement acheter auprès d'eux<sup>269</sup>. Ces achats entrent dans ses frais de production ; plus son profit est grand et plus coûtent cher les avances auxquelles s'ajoute ce taux de profit. Si A vend à 20 % au lieu de 10 %, le producteur de son capital constant en fera tout autant : au lieu de demander 100 pour 90 10/11, ce sera 109 1/11 ou, pour arrondir, 110, de telle sorte que la valeur du produit est maintenant de 210, dont 20 % égale 42, ce qui donne une valeur du produit total de 252. Là dessus l'ouvrier reçoit 100.

---

<sup>269</sup> Pour donner une idée de ce que, dans la section de production des moyens de production, Engels estimait nécessaire et superflu de produire d'acier, rappelons qu'il considérait en 1880 que suffirait une des « deux usines [celle de l'*Union* de Dortmund et celle de *Laura-Hütte*] qui chacune, à elle seule, peut produire autant que l'exige en moyenne la consommation du pays, alors qu'il y a encore les gigantesques usines de Krupp, des usines analogues à Bochum. Ainsi la consommation de fer à l'intérieur est couverte au moins trois à quatre fois » (*Le Socialisme de M. Bismarck*, in MARX-ENGELS, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 155). Or la production de fer allemande était à cette époque-là de 700 000 tonnes, alors que la seule R.F.A. en produit aujourd'hui plus de 50 millions — ce qui donne une idée du gaspillage antisocial de l'industrie lourde.

Le capitaliste B reçoit maintenant plus de 1/11 du produit total comme profit, alors qu'il n'en recevait que 1/11 lorsqu'il vendait 220. La masse du produit est restée la même, mais la partie devenant disponible pour ce capitaliste s'est accrue, en valeur comme en quantité.

Quant aux autres capitalistes qui ne produisent ni moyens de subsistance, ni capital entrant dans la production des moyens de subsistance, ils ne peuvent réaliser de profits qu'en vendant aux deux premières classes de capitalistes : si ceux-ci prennent 20 %, les premiers ne prendront pas moins.

Il y a donc une très grande différence entre l'échange de la première classe de capitalistes et l'échange que les deux autres classes de capitalistes font entre elles : au moyen de l'échange avec les ouvriers, la première a créé un véritable surplus de fonds de moyens de subsistance (surproduit)<sup>270</sup>. Celui-ci, en tant que capital accru, existe entre ses mains et il peut l'accumuler ou le dépenser comme revenu en achetant ses propres moyens de subsistance ou des articles de luxe. Ici la plus-value représente effectivement du surtravail et du surproduit, alors qu'on atteint ce résultat chez Malthus par le grossier expédient d'une surcharge des prix. Supposons que le produit des ouvriers qui fournissent les moyens de subsistance n'ait qu'une valeur de 100. Comme il suffit de 10/11 de 100 pour payer les salaires, le capitaliste n'a qu'à avancer 90 10/11 pour obtenir un profit de 9 1/11. Mais, si, dans l'illusion que la valeur du travail et sa quantité sont identiques, il paie 100 £ aux ouvriers et leur vend à 110, il reçoit toujours comme profit 1/11 du produit. Que cet 1/11 vaille maintenant 10 £, au lieu de 9 1/11, le capitaliste n'y gagne pas, puisqu'au lieu de 90 10/11 il a maintenant avancé 100 de capital.

Mais, pour ce qui concerne les autres classes de capitalistes, il n'existe pas de leur part de véritable surproduit où se réalise le temps de surtravail. Elles vendent 110 le produit d'un travail de 100, et ce n'est que par une surcharge de ce prix que ce capital peut être transformé en capital + revenu<sup>271</sup>.

---

<sup>270</sup> Pourquoi Marx a-t-il si longuement réfuté la théorie de la *surcharge* des prix, sinon pour démontrer que Malthus l'introduit pour justifier la *rente* des classes parasitaires ? Et pourquoi a-t-il introduit, à ce propos, la différence entre la section de production des *moyens de subsistance* liée à la partie des moyens de production qui lui fournissent sa part constante, d'une part, et *l'industrie de luxe* avec la partie du secteur des moyens de production qui s'y rattache, d'autre part ? C'est tout simplement — et c'est la clé de tout ce chapitre fondamental et ardu — parce que c'est sur l'agriculture (secteur de production des moyens de subsistance) que pèse essentiellement la RENTE, soit la surcharge chère à Malthus.

Comme Marx le dit, pour le *procès de reproduction réel*, il y a une différence fondamentale, *pour la production de richesses*, entre le travail servant à créer des articles reproductibles et le travail effectuant de purs articles de luxe (*Un chapitre inédit...* p. 236).

Le propos de Marx est de montrer que la rente est un prélèvement sur la plus-value créée par les ouvriers dans le procès de production fondamental qu'est l'agriculture, alors que Malthus déduit sa surcharge de l'échange dans le procès de circulation.

<sup>271</sup> Notons à propos de la surcharge des prix — décrite ici longuement par Marx, dans la perspective d'un capitalisme de plus en plus parasitaire au sens de Malthus — qu'elle détermine l'inflation des prix et la dévalorisation constante de la monnaie, phénomènes qui pèsent essentiellement sur les classes

Mais, comme dirait lord Dundreary, « comment les choses se tiennent-elles » entre ces deux classes de capitalistes ?

Les producteurs de moyens de subsistance vendent un produit d'une valeur de 100 à 110, parce qu'ils ont payé un salaire de 100 au lieu de 90 10/11. Mais ils sont les seuls à disposer d'un surproduit. Si les autres leur vendent aussi 110 un produit de la valeur de 100, ils remplacent effectivement leur capital avec profit. Pourquoi ? Parce que des moyens de subsistance d'une valeur de 100 leur suffisent pour payer leurs ouvriers et qu'ils gardent donc 10 pour eux. Ou, plutôt, parce qu'ils reçoivent bien des moyens de subsistance d'une valeur de 100, mais que 10/11 de cette quantité leur suffisent pour payer leurs ouvriers, car ils se trouvent alors dans le même cas que les capitalistes A et B. Ceux-ci ne reçoivent, au contraire, en retour qu'une masse de produits où se réalise une valeur de 100. Que ce produit ait une valeur nominale de 110, cela ne leur sert de rien : quantitativement, comme valeur d'usage, il ne représente pas une masse supérieure à celle fournie par le temps de travail contenu dans 100 £, et il ne peut lui servir à remplacer, outre les 100 £, un capital additionnel de 10. Cela ne serait possible qu'en cas de revente.

Bien que les deux classes de capitalistes se vendent mutuellement 110 ce qui vaut 100, ce n'est que dans les mains de la seconde classe de capitalistes que 100 a l'effet de 110. Pour une valeur de 110, les capitalistes de la première classe n'ont reçu qu'une valeur de 100. Et ils ne vendent leur surproduit à un prix plus élevé que parce qu'ils paient au-dessus de leur valeur les articles qui entrent dans leur revenu. Mais en réalité la plus-value réalisée par la seconde classe se limite à sa participation au surproduit réalisé par la première classe, puisqu'elle-même ne crée pas de surproduit <sup>272</sup>.

Dès lors que les articles de luxe renchérisent, Malthus se rappelle opportunément que le but immédiat de la production capitaliste est d'accumuler et non de dépenser. A la suite de ce commerce désavantageux, où elle perd de nouveau une partie de ce qu'elle a extorqué aux ouvriers, la classe capitaliste A devra modérer sa demande d'articles de luxe. Mais si elle le fait et qu'elle accumule davantage, il y a baisse de la demande solvable et resserrement du marché des moyens de subsistance, qui ne peut se développer dans toute son ampleur que par la demande des ouvriers et des producteurs de capital constant de A. En conséquence, le prix des moyens de subsistance baisserait. Or ce n'est que par la

---

laborieuses en grevant les prix des moyens de subsistance. Et, de fait, l'inflation est un phénomène caractéristique de l'économie capitaliste de plus en plus dégénérée et dilapidatrice du XX<sup>e</sup> siècle, tandis qu'elle était presque inconnue au début de l'ère bourgeoise, alors que le mode de production était encore progressif.

<sup>272</sup> C'est ce que Marx appelle « le *communisme capitaliste*, au sens où la masse du capital appartenant à chaque sphère de production attrape une partie aliquote de la plus-value totale dans la proportion où elle constitue une partie du capital social total ». Or « ces différentes raisons d'égalisation entre les différents placements de capitaux apparaissent à l'économiste vulgaire comme autant de raisons de *formation du profit* », puisqu'il ne voit jamais que les phénomènes de la circulation et de répartition des revenus, en négligeant toujours la source de la production (cf. Marx à Engels, 30-6-1868 ; également *Le Capital*, III, t. 6, p. 265-266).

surcharge nominale de ce prix que la classe capitaliste A peut soutirer aux ouvriers son surproduit — et ce en proportion de cette surcharge. Si le prix baissait de 120 à 110, son surproduit (et sa plus-value) baisserait de  $2/12$  à  $1/11$ . Or cette baisse affecterait dans une proportion bien plus forte encore le marché ou demande pour les producteurs d'articles de luxe<sup>273</sup>.

Dans son échange avec la seconde classe, la première vend un réel surproduit, après avoir remplacé son capital. La seconde, au contraire, ne vend que son capital pour le transformer, moyennant ce commerce, en capital + revenu. Toute la production (et son accroissement surtout) ne fonctionne donc désormais que grâce au renchérissement des moyens de subsistance, auquel correspond un prix des articles de luxe inversement proportionnel à la masse croissante des produits. Dans cet échange, la classe II ne gagne pas non plus en vendant 110 ce qui vaut 100. En effet, elle reçoit en retour 110 qui ne valent que 100. Mais ces 100 (en moyens de subsistance) remplacent capital + profit, tandis que les autres 100 ne s'appellent que 110. Il s'ensuit que la classe I reçoit des objets de luxe d'une valeur de 100. Avec 110 d'articles de luxe, elle achète 100 de valeur. Pour la classe I, les 110 valent 110, parce qu'elle paie 100 pour le travail (pour remplacer son capital) et garde 10 comme excédent.

On ne voit guère, en somme, comment le profit pourrait découler de ce que les échangistes se vendraient mutuellement leurs marchandises à un taux uniformément renchéri, en s'escroquant réciproquement dans la même proportion.

On remédierait à ce défaut si à l'échange de l'une des sections de capitalistes avec leurs ouvriers et à l'échange entre les diverses fractions de la classe des capitalistes venait s'ajouter — tel un *deus ex machina* — une troisième classe d'acheteurs qui paierait les marchandises à leur valeur nominale, sans en vendre pour sa part, sans rendre la politesse à son tour. Bref, cette classe parcourrait le cycle A — M, au lieu de A — M — A ; elle achèterait non pour remplacer son capital avec profit, mais simplement pour consommer des marchandises : une classe qui achèterait sans vendre. Dans ce cas, les capitalistes ne réaliseraient aucun profit en échangeant leurs marchandises entre eux. Ils le réaliseraient, en premier lieu, par leurs échanges avec les ouvriers, en revendant à ceux-ci, pour la somme

---

<sup>273</sup> Au début de l'ère capitaliste et tant que le mode de production bourgeois était révolutionnaire ou « progressif », ce fut essentiellement l'agriculture qui fournit le surproduit (en moyens de subsistance et en matières premières) pour l'essor de l'industrie — ce qui explique que l'ascétique Ricardo, qui ne voyait que les besoins de l'accumulation élargie, s'opposait féroce aux rentiers fonciers qu'il voulait supprimer.

C'est donc d'abord l'industrie « lourde » qui s'est développée sur la base de l'excédent de l'agriculture — et ce sont les physiocrates qui ont théorisé alors la rente, en présentant l'agriculture comme la sphère productive par excellence. Là-dessus Ricardo a théorisé que l'industrie était elle aussi productive, puisque les machines et la technique qu'elle développait permettaient de hausser les forces productives du travail à un niveau supérieur. En ce sens, c'est le théoricien de *la production pour la production*.

Dans la phase du capitalisme hyperdéveloppé, Malthus voudrait que la rente coule de partout, afin de grossir les revenus des classes moyennes qui *consomment pour consommer*, en développant l'industrie du superflu, du luxe, de la camelote.

que leur a coûtée le produit total (déduction faite du capital constant), une partie seulement de ce produit total ; en second lieu, en vendant une fraction des moyens de subsistance aussi bien que des articles de luxe à la troisième classe d'acheteurs. Comme ceux-ci paieraient 110 pour 100, sans vendre à leur tour 100 pour 110, ils auraient bel et bien réalisé un profit de 10 % qui ne serait pas simplement nominal, étant donné que ce profit serait réalisé de deux façons : on revendrait aux ouvriers le moins possible du produit global et le plus possible à la troisième classe qui achète pour consommer et paie comptant sans revendre elle-même.

Or des acheteurs qui ne sont pas vendeurs sont forcément des consommateurs qui ne sont pas producteurs — des consommateurs improductifs. C'est précisément cette classe de consommateurs improductifs qui, pour Malthus, résout le conflit <sup>274</sup>. Cependant, il faut que ces consommateurs improductifs soient des consommateurs solvables et constituent une réelle demande. C'est dire que les sommes qu'ils possèdent et dépensent annuellement doivent suffire à payer non seulement la valeur de production des marchandises qu'ils achètent et consomment, mais encore le supplément nominal du profit, la plus-value, ou la différence entre la valeur de vente et la valeur de production, comme l'appelle Malthus. Dans la société, cette classe représentera la consommation pour la consommation, comme la classe capitaliste représentera la production pour la production, l'une incarnant la « propension à la dépense », l'autre la « propension à l'accumulation » (Principles of Political Economy, 2<sup>e</sup> édit., p. 326).

Le penchant à l'accumulation est maintenu vivace dans la classe capitaliste, du fait que les recettes de cette classe dépassent toujours les dépenses : le profit n'est-il pas le stimulant de l'accumulation ? Malgré leur zèle à accumuler, les capitalistes ne seront plus poussés alors à la surproduction, ou du moins elle leur sera rendue difficile, puisque les consommateurs improductifs non seulement constituent un énorme canal d'absorption pour les produits jetés sur le marché, mais encore ne jettent pas de produits sur le marché, quel que soit leur nombre. De la sorte, ils ne concurrencent pas les capitalistes ; qui plus est, ils constituent la demande sans l'offre et compensent ainsi l'excédent de l'offre sur la demande du côté des capitalistes.

---

<sup>274</sup> Ce conflit découle du fait que l'ouvrier productif crée pour son patron capitaliste une plus-value telle qu'à eux deux ils ne peuvent l'absorber ensemble, de sorte que le capitalisme fait appel à la classe des rentiers parasites pour permettre aux capitalistes *de réaliser leur produit, soit aussi leur profit*. Tout le conflit découle de la surproduction qui exige une classe de consommateurs en surnombre, classe qui est parasite, parce qu'elle n'accomplit que cette fonction de stérilisation ou de destruction de l'excédent de production. Cette solution malthusienne s'aggrave encore du fait que, faute de capital valorisable, des ouvriers, source de toute valeur et de toute richesse, deviennent surnuméraires ou chômeurs sans même pouvoir se nourrir, de sorte que les deux faces de la surpopulation se conjuguent de manière absurde et antisociale, surtout dans le capitalisme le plus développé. C'est pourquoi il est facile de prévoir que le conflit tel qu'il est résolu par les parasites de Malthus ne pourra manquer d'éclater à la fin en révolution qui mettra fin au mode de production capitaliste devenu monstrueux.

Mais d'où cette classe tire-t-elle ses moyens annuels de paiement ? Ce sont d'abord les propriétaires fonciers ; sous le nom de rente, ils accaparent une partie notable de la valeur du produit annuel<sup>275</sup> ; et cet argent, enlevé aux capitalistes, ils le dépensent en consommant les marchandises produites par les capitalistes dans une transaction où ils se font rouler ! Ces propriétaires ne doivent pas produire, et, de fait aussi, ce ne sont pas des producteurs. En outre, lorsqu'ils dépensent de l'argent pour acheter du travail, il importe de souligner qu'ils n'occupent pas d'ouvriers productifs, mais des serviteurs, de simples mangeurs de leurs revenus qui maintiennent le prix élevé des subsistances, en les achetant sans contribuer le moins du monde à accroître l'approvisionnement de marchandises quelconques. Or ces bénéficiaires de rente foncière ne suffisent pas à créer « une demande suffisante ». Il faut recourir à des moyens artificiels. Ils consistent en lourds impôts, dépenses pour toutes sortes de postes de sinécure dans l'Etat et l'Eglise, pour de grosses armées, des pensionnés, dîmes pour curés, une dette publique considérable et, de temps en temps, des guerres coûteuses. Tels sont les « remèdes » de Malthus (Principes..., 2<sup>e</sup> édit., p. 408).

Cette troisième classe, que Malthus fait intervenir comme « remède », qui achète sans vendre et consomme sans produire, reçoit donc, pour commencer, sans la payer, une partie considérable de la valeur du produit annuel. Elle enrichit les producteurs en ce que ceux-ci, après avoir dû leur céder à titre gracieux l'argent nécessaire à l'achat de leurs marchandises, rentrent de nouveau dans cet argent, en leur vendant leurs marchandises au-dessus de leur valeur ; autrement dit, ils récupèrent, en argent, plus de valeur qu'ils n'en ont avancé en marchandises.<sup>276</sup> Et cette transaction va se répétant d'une année à l'autre.

---

<sup>275</sup> Comme Marx le note, les propriétaires fonciers accroissent sans cesse leurs revenus du fait de la « structure des prix » qui caractérise le capitalisme, les produits manufacturés, industriels diminuant de prix ou augmentant moins que les produits agricoles : « Or donc la valeur des produits manufacturés diminue constamment à la suite du développement des forces productives du travail. C'est ce qui ne peut s'expliquer que par le fait que la partie constitutive principale des moyens de subsistance — les denrées alimentaires — augmente sans cesse de valeur, et ce parce que l'agriculture devient relativement toujours moins fertile. C'est cette prémisse qui, selon Ricardo, explique l'existence et la croissance de la rente foncière. C'est pourquoi la baisse incessante du taux de profit va de pair avec l'accroissement continu du taux de la rente foncière » (*Théorie de la plus-value, Le Capital*, 1. IV, Editions Dietz, Berlin ; *Werke*, 2612, p. 441).

S'il est donc faux que l'agriculture se caractérise par une diminution incessante de ses rendements, comme l'affirme Malthus, il est exact qu'elle se développe moins rapidement que l'industrie sous le capitalisme — ce qui est aggravé par le mécanisme mercantile des prix qui grève les denrées agricoles d'une surcharge, d'une rente. D'où la conclusion de Marx : « C'est uniquement sur la base bourgeoise que l'agriculture est *relativement moins productive* ou développe plus lentement que l'industrie les forces productives du travail » (*ibid.*, p. 88).

<sup>276</sup> En somme, les capitalistes industriels ne peuvent se passer d'une masse de plus en plus énorme de parasites c qu'ils roulent », car elle leur permet de réaliser dans la circulation le profit qu'ils ont fait sur le dos des ouvriers dans la production, en leur payant une partie seulement de leurs heures de travail.

## ***12. Le contenu social de la polémique de Malthus contre Ricardo. Déformation de la conception de Sismondi sur les contradictions de la production bourgeoise***

[Retour à la table des matières](#)

Les conclusions de Malthus découlent tout logiquement de sa théorie générale de la valeur ; mais cette théorie, à son tour, s'adapte de façon curieuse au but poursuivi : l'apologie des conditions sociales existant en Angleterre, avec ses gros propriétaires fonciers, l'Etat et l'Eglise, les pensionnés, les collecteurs d'impôts, ceux qui s'engraissent avec la dîme et la dette publique, les boursicotiers, les serviteurs de la loi, les prêtres, les laquais — privés et publics — tout ce que l'école de Ricardo combattait comme autant de vestiges inutiles, dépassés, nuisibles et préjudiciables à la production bourgeoise. Ricardo défend sans égard pour qui que ce soit la production bourgeoise, pour autant qu'elle signifie le développement sans frein des forces productives sociales. Peu lui importe dès lors le sort des agents de la production, capitalistes ou ouvriers. Il s'en tient au droit historique et à la nécessité de ce stade de développement. Autant il manque de sens historique quand il s'agit du passé, autant il perçoit de manière aiguë les courants historiques fondamentaux de son époque. Malthus, lui aussi, veut le développement aussi libre que possible de la production capitaliste, mais dans la mesure seulement où la misère des classes ouvrières en est la condition essentielle — et ensuite il réclame que cette production s'adapte en même temps aux « besoins de consommation » de l'aristocratie et de ses caudataires dans l'Eglise et l'Etat, afin qu'ils servent de base matérielle aux prétentions surannées de ceux qui représentent les intérêts légués par la féodalité et la monarchie absolue. Malthus souhaite la production bourgeoise, pour autant qu'elle n'est plus révolutionnaire, ne constitue pas une force de progrès historique et fournit simplement une base matérielle plus large et plus commode à la « vieille » société<sup>277</sup>.

Nous avons donc, premièrement, la classe ouvrière qui, en raison du principe malthusien de la population, est toujours trop nombreuse proportionnellement aux moyens de subsistance qui lui sont destinés, et devient surnuméraire par sous-production ; deuxièmement, la classe capitaliste qui, en vertu du même principe de la population, est toujours capable de revendre aux ouvriers leur propre produit à des prix tels qu'ils n'en peuvent acquérir que juste assez pour tenir l'âme soudée au corps, et, troisièmement, une immense fraction de la société, composée de parasites et de frelons jouisseurs, de maîtres et de valets, qui s'approprient gratuitement — à titre de rente, ou pour des raisons politiques — une masse considérable de la richesse, en payant ces marchandises au-dessus de leur

---

<sup>277</sup> Sous le capitalisme, cette classe de consommateurs, oisifs et corrompus, du féodalisme en déclin n'en garde que les traits négatifs, car le capital seul se charge de produire en exploitant la main-d'œuvre salariée.

valeur avec l'argent enlevé aux mêmes capitalistes. La classe capitaliste est poussée à coups de fouet à accumuler dans la production, tandis que les improductifs ne représentent, au point de vue économique, que la simple propension à consommer, à gaspiller. C'est d'ailleurs l'unique moyen d'échapper à la surproduction qui existe dès qu'il y a surpopulation par rapport à la production. On présente comme le meilleur remède à la surproduction et à la surpopulation la surconsommation au profit des classes qui sont étrangères à la production. La disproportion entre la population ouvrière et la production se trouve compensée du fait qu'une partie du produit est consommée par des non-producteurs, des oisifs. La disproportion de la surproduction des capitalistes ne résout pas la surconsommation des dissipateurs de richesse.

Nous avons vu combien la théorie économique de Malthus est puéride, faible, triviale et creuse. En s'appuyant sur le côté faible d'A. Smith, il s'efforce d'en tirer une théorie qu'il oppose à celle que Ricardo avait construite en s'appuyant sur le côté fort d'A. Smith. Il est difficile d'imaginer une exhibition plus comique d'impuissance que l'ouvrage de Malthus sur la valeur. Mais, dès qu'il aboutit aux conclusions pratiques en descendant sur le terrain économique du crieur de marché, il se retrouve entièrement dans son élément. C'est dire qu'il ne renonce à aucun moment à son vice inné, le plagiat. Qui penserait, à première vue, que les *Principles of Political Economy* de Malthus ne sont qu'une traduction malthusienne des *Nouveaux Principes de l'économie politique* de Sismondi ? Il en est pourtant ainsi. L'ouvrage de Sismondi parut en 1819. Un an plus tard, Malthus en donnait la caricature anglaise. Comme précédemment chez Townsend et Anderson, il avait trouvé chez Sismondi un point d'appui théorique pour un de ses énormes pamphlets économiques, dans lequel, soit dit en passant, il sut tirer le plus grand profit des idées nouvelles qu'il avait apprises dans les *Principles* de Ricardo.

Contrairement à Ricardo, Malthus combat les tendances de la production capitaliste qui sont révolutionnaires par rapport à la vieille société, tandis qu'avec son infallible instinct d'ecclésiastique il ne prend chez Sismondi que ce qui est réactionnaire par rapport à la production capitaliste et s'oppose à la société bourgeoise moderne...

Voici les passages de Malthus concernant les ouvriers auxquels nous avons fait allusion plus haut :

*« La consommation et la demande de la part des ouvriers occupés au travail productif ne peuvent jamais à elles seules motiver l'accumulation ou l'emploi du capital »* (p. 315).

*« Il n'est pas un cultivateur qui se donnera le mal de surveiller le travail de dix hommes supplémentaires simplement pour que son produit total soit vendu sur le marché à un prix supérieur qui corresponde exactement à ce qu'il a avancé pour payer ses ouvriers supplémentaires. Il faut que, dans les conditions antérieures de l'offre et de la demande relatives à cette marchandise, ou encore dans son prix, il se soit produit avant la demande*

*provoquée par les nouveaux ouvriers et indépendamment d'elle, un changement quelconque qui justifie l'emploi d'un nombre additionnel d'ouvriers » (p. 312).*

*« Si une forte augmentation de la consommation des classes ouvrières doit augmenter considérablement les frais de production, le profit diminuera et, en conséquence, la raison d'accumuler s'affaiblira ou s'arrêtera avant que l'agriculture, l'industrie et le commerce aient atteint un degré considérable de prospérité » (p. 405).*

*« C'est le manque de moyens de subsistance qui pousse surtout les classes ouvrières à produire des objets de luxe ; que ce stimulant s'affaiblisse ou disparaisse et qu'il faille moins de travail pour se procurer ces moyens de subsistance, nous avons alors toute raison de croire que l'on consacrerait non pas davantage, mais moins de temps à la production de moyens de jouissance » (p. 334).*

Malthus n'a pas intérêt à masquer les contradictions de la production bourgeoise ; au contraire, il a tout intérêt à les mettre en évidence, d'une part, pour démontrer que la misère des classes ouvrières est nécessaire (nécessaire, bien sûr, pour le mode de production capitaliste) et, d'autre part, pour convaincre les capitalistes qu'il faut un clergé d'Etat bien engraisé si l'on veut avoir une demande adéquate. Ce qu'il entend donc faire admettre, c'est que, pour « augmenter constamment la richesse », il ne suffit ni de l'accroissement de la population, ni de l'accumulation du capital, ni de la fertilité du sol, ni des inventions qui économisent du travail, ni de l'extension des marchés extérieurs : « tous deux, ouvriers et capital, peuvent exister en surabondance par rapport à la possibilité de les utiliser avec profit » (p. 414).

Il fait donc valoir, contre les ricardiens, la possibilité d'une surproduction générale...

### ***13. Le rôle de plagiat chez Malthus et son apologie de l'existence des classes « supérieures » et « inférieures »***

[Retour à la table des matières](#)

L'ouvrage de Malthus sur La Population était un pamphlet dirigé contre la Révolution française et les idées de réforme qui se faisaient jour alors en Angleterre (Goodwin, etc.). C'était une apologie de la misère des classes laborieuses. Sa théorie est un plagiat de Townsend, etc.

Son Essai sur la rente était un plaidoyer en faveur des propriétaires fonciers contre le capital industriel. Sa théorie est un plagiat d'Anderson.

Ses Principles of Political Economy étaient un pamphlet en faveur des capitalistes contre les ouvriers, et dans l'intérêt de l'aristocratie, de l'Eglise, de tous les budgétivores et lèche-culs contre les capitalistes. Sa théorie en était un plagiat d'Adam Smith. Ce qui est

du cru de Malthus est pitoyable. L'exposé ultérieur de la théorie malthusienne se fonde sur Sismondi.

Dans son *Essai sur la population...* (5<sup>e</sup> édit., trad. fr. de P. Prévost, Genève, 1836, 3<sup>e</sup> édit., t. I, p. 104, 105), Malthus, avec sa « profonde philosophie » habituelle, fait observer contre un plan visant à fournir à titre gracieux des vaches aux cottagers (habitants de maisons misérables) :

*« On a cru remarquer que les cottagers, qui ont des vaches, sont plus laborieux et mènent une vie plus régulière, que ceux qui n'en ont point. [...] La plupart de ceux qui ont des vaches à présent les ont achetées du fruit de leur travail. Il est donc plus exact de dire que c'est leur travail qui leur a donné les vaches qu'il ne l'est de dire que ce sont les vaches qui leur ont donné le goût du travail »* (édit. Prévost, p. 104, 105).

C'est ainsi que par leur zèle au travail (et l'exploitation du travail d'autrui) les parvenus de la bourgeoisie se sont procuré des vaches, et ce sont ces vaches qui ont donné le goût de la paresse aux fils de ces pauvres parvenus. Si l'on pouvait enlever à ces vaches non la faculté de donner du lait, mais celle de commander au travail d'autrui non payé, leur goût du travail s'en trouverait beaucoup mieux.

Voici encore un autre passage de ce « profond philosophe » :

*« Il est évident que tous les hommes ne peuvent pas appartenir aux classes moyennes. Les classes supérieures comme les classes inférieures sont inévitables »* (bien sûr, il ne peut y avoir de milieu sans extrêmes) *a et elles sont très utiles. Si l'on ôtait de la société l'espérance de s'élever et la crainte de déchoir, si le travail ne portait pas avec lui sa récompense et l'indolence sa punition, en ne verrait nulle part cette activité, cette ardeur avec laquelle chacun travaille à améliorer son état et qui est le principal instrument de la prospérité publique »* (ibid., p. 112).

Les classes inférieures sont nécessaires pour que l'individu des classes supérieures craigne de tomber, et les classes supérieures pour que l'individu des classes inférieures espère monter. Pour que l'indolence trouve sa punition, il faut que l'ouvrier soit pauvre, et que le rentier et le propriétaire foncier si chers à Malthus soient riches. Mais qu'est-ce que Malthus entend par « récompense du travail » ? Que l'ouvrier doit fournir gratuitement une partie de son travail. Stimulant excellent, si ce n'était la faim qui pousse l'ouvrier à travailler. Tout au plus tel ouvrier peut-il espérer devenir exploiteur à son tour, mais « plus le monopole s'étend, dit Jean-Jacques Rousseau, plus la chaîne est lourde pour les exploités ». Le « profond penseur » qu'est Malthus n'est pas de cet avis. Son plus grand espoir — où il voit du reste lui-même un peu d'utopie —, c'est que la classe bourgeoise grandisse sans cesse et que le prolétariat (travailleur), malgré un accroissement absolu, constitue une fraction de plus en plus faible de la population totale. C'est effectivement le cours qu'a pris la société bourgeoise.

« On ne pourrait se livrer à l'espérance, dit Malthus, qu'à quelque période future, les procédés par lesquels le travail est abrégé, et qui ont déjà fait un progrès si rapide, pourraient enfin satisfaire tous les besoins de la société la plus opulente, avec moins de travail personnel qu'il n'en faut de nos jours pour remplir le même but ; et, si l'ouvrier alors n'était pas soulagé d'une partie de la pénible tâche à laquelle il est assujéti aujourd'hui [autrement dit, l'ouvrier doit continuer à jamais de trimer aussi durement qu'aujourd'hui, et proportionnellement de plus en plus pour les autres et de moins en moins pour lui-même], du moins le nombre de ceux à qui la société impose un travail si rude se trouverait diminué » (ibid., p. 113)<sup>278</sup>.

---

<sup>278</sup> En conclusion : le système capitaliste, fondamentalement *contradictoire*, est la synthèse du jeune capitalisme progressif de Ricardo (qui bat les records de production et fait baisser le prix des articles manufacturés et les heures de travail) et de l'impérialisme sénile et parasitaire (qui surcharge les denrées alimentaires et se débat contre la surproduction qu'il dilapide au profit des classes non-productives, voire en menant des guerres destructives, comme le veut Malthus, le théoricien de la rente et du monopole). Ces deux faces du capital sont également nécessaires et se conditionnent réciproquement. C'est le mérite de Malthus d'avoir attiré l'attention sur cette dialectique.

Ainsi Marx démontre-t-il que crises et guerres sont des moments inhérents au mode de production capitaliste, des conditions *sine qua non* de sa croissance. Ce sont les moyens pour se débarrasser de son excès de graisse et repartir vers de nouveaux sommets. Cet après-guerre a montré de façon éclatante que les *rythmes d'accroissement de la production ne sont jamais plus élevés qu'après les crises et les destructions de la guerre* : les pays *les plus ravagés* de 1939-1945 — l'Allemagne, le Japon, l'Italie et la Russie — ont bénéficié du rythme d'accroissement *le plus élevé* après la guerre, et le taux en a ensuite baissé fortement. Les Etats-Unis ont battu leurs records de production en 1914-1918 et en 1939-45, et ont subi une récession dès l'arrêt du carnage. La guerre de Corée a amorcé le premier boom de cet après-guerre, et celle d'Indochine le second, et la crise traîne depuis que les hostilités ne sont plus menées à une grande échelle.

Bref, le parasitisme des classes rentières — avec la dilapidation chronique du capital au moyen de la consommation des classes non productives — est le moyen *pacifique* de survie du mode de production capitaliste. Il s'avère toutefois insuffisant, et le capital utilise les moyens *violents* pour résoudre la surproduction en des crises brutales et des guerres qui caractérisent la phase sénile du capitalisme devenu impérialiste et anti-social.

## ANNEXE

### Textes et passages sur Malthus non repris dans cette anthologie

#### 1844

**Marx**, Manuscrits de 1844, tr. fr., Editions sociales, p. 5-21, chap. « Salaire » : l'ouvrier n'a rien à espérer de la société capitaliste. Tous les stades — croissance, sursaturation et crise — signifient misère sous des formes diverses pour l'ouvrier.

#### 1845

**ENGELS**, La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, tr. fr., Editions sociales, 1960, p. 128-129 : l'armée industrielle de réserve telle qu'elle se présente en Angleterre. Survie des pauvres grâce à des expédients ou à des contributions d'ouvriers ayant du travail ; p. 124 : A sa manière, Malthus a raison quand il prétend qu'il y a toujours une population excédentaire, toujours trop d'individus sur terre. Il a simplement tort d'affirmer qu'il y a constamment plus d'hommes sur terre que n'en peuvent nourrir les subsistances disponibles. p. 186 : c'est le perfectionnement technique qui provoque chômage, misère et détresse.

#### 1853-1859

**MARX**, N.Y.D. Tribune, 23 février 1853, in **MARX-ENGELS**, Werke, t. 8, p. 514 : « S'il est une classe qui ne souffre pas de la loi malthusienne de l'accroissement selon la progression géométrique, c'est l'aristocratie héréditaire. On pourrait en déduire que la Nature n'étale pas ses grâces avec complaisance aux vieux aristocrates. [...] »

La physiologie moderne a constaté que, chez les espèces supérieures d'animaux, la fécondité est en raison inverse du développement du système nerveux, et elle baisse notamment avec une masse cérébrale accrue. Toutefois, nul n'affirmera que l'extinction de l'aristocratie anglaise est due à la croissance exubérante de sa masse cérébrale. »

**MARX**, N.Y.D. Tribune, 24 août 1853, in Werke, t. 9, p. 253-254, 256 : la régression de la population en Gande-Bretagne, provoquée par l'émigration, coïncide avec un accroissement sans pareil des forces productives.

**MARX**, N.Y.D. Tribune, 28 novembre 1853, « La Question ouvrière », in Werke, t. 9, p. 472-474 : à propos d'un article paru dans l'Economist qui donne des conseils hypocrites aux ouvriers pour améliorer leur situation et... devenir des capitalistes. Entre autres : l'épargne et la limitation des naissances.

**MARX**, N.Y.D. Tribune, 20 août 1858, « Le Nombre croissant des maladies mentales en Angleterre », in Werke, t. 12, p. 533-538 : « La loi selon laquelle le paupérisme

augmente dans le même rapport que la richesse moderne semble être valable pour l'augmentation des malades mentaux. Ces maladies augmentent au même rythme que l'exportation, et plus rapidement que la population. »

MARX, N.Y.D. Tribune, 16 septembre 1859, « Population, délinquance et paupérisme », in Werke, t. 13, p. 490-495 : Marx confronte trois statistiques : 1) celles de la criminalité et du paupérisme en Angleterre et au Pays de Galles, de 1844 à 1858, pour démontrer que les crimes et le paupérisme se sont accrus plus rapidement que la population. Ce qui établit de manière frappante que le progrès capitaliste s'accompagne d'une misère toujours croissante des grandes masses ; 2) les statistiques sur l'Irlande montrent que la criminalité et le paupérisme ont considérablement baissé ; 3) enfin, Marx cite les statistiques sur la masse d'émigrés du Royaume-Uni vers différents pays.

MARX, N.Y.D. Tribune, 23 septembre 1859, in Werke, t. 13, p. 496-499 : les tableaux d'exportation et d'importation du Royaume-Uni montrent que la production a plus que doublé dans la période de 1844 à 1857, tandis que la population n'a même pas augmenté de 18 % dans le même laps de temps. C'est une réfutation cinglante de la doctrine du curé et prébendier qu'est Malthus.

ENGELS, Compte rendu du Capital pour le Demokratische Wochenblatt, in Werke, t. 16, p. 240-241 : Engels résume le chapitre traitant de l'accumulation du capital. A mesure que le capital se reproduit à une échelle toujours plus vaste, le mode de production moderne reproduit à un niveau toujours plus élevé l'effectif de la classe des ouvriers sans propriété.

ENGELS, Compte rendu du Capital, *ibid.*, p. 285-286 : le premier résultat de la machine est d'accroître la plus-value et la masse des produits, dans laquelle elle est représentée. Cela signifie augmentation de la production de luxe et du nombre de ceux qui tournent autour de la classe des capitalistes.

### **1858-1859**

MARX, Grundrisse, tr. fr., 10/18

— t. 2, p. 47-49 : sur le travail productif et improductif. Smith donne la définition juste du point de vue de l'économie politique. Les travailleurs de luxe sont productifs — « mais tout cela ne tient pas debout » ; p. 88-89 : l'ouvrier se vend au travail qui est force productive de richesse (c'est en tant que telle que le capital se l'approprié). Travail productif et spécificité du capital comme rapport de production, p. 110-111 : Ricardo défend l'augmentation de la population comme seul moyen d'accroître les valeurs ; p. 139-145 : à propos de l'augmentation de la valeur du capital, théorie ricardienne de la population. Les économistes — tel Ricardo — ne voient que la nature positive du capital : ils s'intéressent donc uniquement au développement des forces productives et à l'accroissement de la population industrielle. Les économistes — tel Sismondi — ne considèrent que la nature négative du capital et se préoccupent, par conséquent, des limitations de la consommation et de la circulation. p. 219 : Malthus et Sismondi remarquent que la consommation ouvrière

ne constitue pas une consommation suffisante pour les capitalistes. p. 223-226 : « Surproduction et demande des ouvriers », cf. notamment p. 223-224 : le commerce extérieur est un moyen d'élargir la sphère de l'échange. L'échange du surtravail des ouvriers sous forme de biens de consommation contre des biens de luxe provenant de l'étranger accroît la puissance destructive du capitalisme. C'est ainsi que la nature est déjouée ; p. 225 : démonstration malthusienne de l'insuffisance de la demande ouvrière — parce qu'elle ne recouvre pas entièrement le champ de ce que le travailleur produit. D'où distribution spécifique des produits et une adaptation de ces produits aux besoins des classes parasites appelées à les consommer ; p. 226 : la tendance à la surproduction existe dans le rapport immédiat du capital, dans la contradiction entre travail nécessaire (payé) et surtravail (non payé) ; p. 246-247 : chez les anciens (esclaves), il n'y avait pas surproduction, mais surconsommation ; p. 287-290 : prestations de service personnel (en opposition au travail salarié), surtravail et surproduit dans les sociétés précapitalistes basées sur l'agriculture.

— t. 2 bis, p. 29 : les conséquences de la progression de la population dans l'Antiquité.

— t. 3, p. 26 : temps de circulation et surpopulation relative (reconversion du capital de sa forme d'argent en celle de conditions de production) ; p. 38-42 : production nécessaire et production de luxe ; le commerce extérieur ; la concentration de masses de travailleurs et la force productive qui en résulte. Coopération massive, p. 60 : l'étude de la population dans *Le Capital* ; p. 88 : conception malthusienne du coût du travail ; p. 96 : difficulté de la production capitaliste dans les colonies en raison du manque de main-d'œuvre ; p. 99-124 : plus-value et profit d'après Malthus ; p. 152-161 : théorie malthusienne de la valeur et du salaire (le capital est constitué de rapports ; le travail n'est qu'une simple portion. Malthus : le salaire n'a rien d'un rapport. La théorie de la valeur de Malthus) ; p. 336 : les machines impliquent l'existence d'une masse considérable d'ouvriers ; p. 373 : Malthus conçoit la croissance du capital comme celle d'une force naturelle ; p. 394-398 : le travail libre (salarié) est synonyme de paupérisme latent.

— t. 4, p. 61-63 genèse du salariat libre et du vagabondage ; p. 139 — Malthus plagie Townsend et Anderson.

— t. 5, p. 62-65 réfutation de la théorie malthusienne de la rente ; p. 99 : fluctuations du prix naturel du travail ; p. 104 : dans l'Antiquité, la population grandit plus vite que le fonds nécessaire à son entretien ; p. 103-105 : population et salaires ; p. 105-109 : prix des moyens de subsistance et effet sur les salaires ; p. 109-113 : effets des machines sur les salaires.

## **1862-1867**

MARX, *Le Capital*, livre I, tr. fr., Editions sociales

— t. 3, p. 55-56 : l'accumulation du capital reproduit, à une échelle progressive, des capitalistes de plus en plus gros, à un pôle, des salariés de plus en plus nombreux, à l'autre.

Accumulation du capital signifie accroissement du prolétariat (cela paraissait si évident aux économistes classiques qu'ils croyaient que toute la partie capitalisée du surproduit se convertissait en un supplément de travailleurs salariés) ; p. 57 : c'est le mécanisme du procès de l'accumulation qui augmente la masse des « pauvres laborieux » ; p. 648 de l'édition allemande, in Werke, t. 23, passage qui ne figure pas à la p. 61 de la trad. de Roy : dans le langage mathématique, c'est l'accumulation capitaliste qui est la variable indépendante et la population ouvrière la variable dépendante ; p. 91-137 : illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste ; p. 132 : accroissement du nombre des surnuméraires agricoles malgré une diminution générale de la population campagnarde. Pénurie de main-d'œuvre en certaines périodes ; paupérisation ; p. 153-206 : l'accumulation soi-disant primitive. Le secret de l'accumulation primitive. L'expropriation de la population campagnarde : transformation des terres arables en pâturages dans le dernier tiers du XV<sup>e</sup>, siècle et au commencement du XVI<sup>e</sup>. La Réforme et la spoliation des biens de l'Eglise. Transformation de la propriété féodale en propriété bourgeoise. La Restauration et la Glorious Revolution. Le pillage des domaines de l'Etat. La propriété communale et sa spoliation. Clearing of Estates, champs convertis en pâturages et pâturages reconvertis en réserves de chasse dans la Haute-Ecosse. Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Les lois sur les salaires. Contrecoup de la révolution agricole sur l'industrie. Etablissement du marché intérieur pour le capital industriel. Genèse du capitaliste industriel : le régime colonial. Le vol d'enfants dans les débuts de la grande industrie. La tendance historique de l'accumulation capitaliste.

MARX, Un chapitre inédit du « Capital », tr. fr., 10/18, p. 224-240 : travail productif et improductif ; p. 241-245 : produit brut et produit net. Le but de la production capitaliste est la création d'un produit net ou surproduit le plus élevé possible. Productivité du travail, p. 259 : la surpopulation ouvrière assure la valorisation du capital additionnel ; p. 300-301 : expropriation et dépopulation en Allemagne orientale au XVIII<sup>e</sup> siècle.

MARX, postface de la deuxième édition allemande du Capital de 1873, tr. fr., Editions sociales, Le Capital, 1. I, t. 1, p. 28 : chaque période historique ayant ses propres lois, Marx nie que la loi de la population soit la même en tout temps et en tout lieu. Il affirme, au contraire, que chaque époque économique a sa loi de population propre.

MARX, Le Capital, livre II, tr. fr., Editions sociales

— t. 4, p. 292-293 : armée ouvrière de réserve, grands travaux et crise de surproduction.

— t. 5, p. 62-64 : production de moyens de consommation nécessaires et production de luxe. Ouvriers de luxe et crises ; p. 147, 158-159 : la production capitaliste implique toujours une réserve de main-d'œuvre.

MARX, Le Capital, livre III, tr. fr., Editions sociales

— t. 6, p. 231-234, 261-263 : baisse tendancielle du taux de profit avec accroissement simultané de la masse du profit.

— diminution de la proportion de capital variable, mais accroissement incessant de l'armée de réserve ; p. 236-237, 275-276 : productivité du travail et surpopulation ouvrière. « Un développement des forces productives qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire en fait mettrait la nation en mesure d'effectuer le cycle d'ensemble de la production en un laps de temps moindre, susciterait une révolution, parce que cela mettrait hors de course la majeure partie de la population. [...] Le développement de la force productive n'importe au mode de production capitaliste que pour autant qu'il accroît le temps de surtravail de la classe ouvrière, et non parce qu'il diminue en général le temps de travail pour la production matérielle (p. 275-276). P. 249 : la surpopulation relative ; p. 263-272 l'excédent de capital s'accompagne d'une population excédentaire.

— t. 8, p. 20-21 : exemple de création d'une surpopulation agricole relative, malgré une diminution de la population agricole en général ; p. 50 — condition de la rente différentielle : inégalité dans la fertilité des sols. Fausse conception de la rente chez West, Malthus et Ricardo ; p. 60-61 : note d'Engels sur les moyens de subsistance en surabondance en Amérique.

MARX, Théories sur la plus-value, in Werke, 26/1, tr. fr., Editions sociales

— t. 1, chapitre IV : « Théories sur le travail productif et le travail improductif » (p. 161-349), notamment p. 218-225 : Garnier retombe dans les idées des physiocrates. La consommation des travailleurs improductifs considérée comme source de la production — un pas en arrière par rapport aux physiocrates ; p. 237-258 : Ganilh et Ricardo sur le revenu net. Ganilh voudrait une diminution de la population productive ; Ricardo est partisan de l'accumulation du capital et de la croissance des forces productives ; p. 302-305 : justification d'un accroissement irrésistible du travail improductif ; p. 328-334 : sont célébrées comme productives toutes les activités utiles à la bourgeoisie. Basse complaisance à l'égard de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois. Chapitre V : « Necker », p. 351-357 : l'antagonisme des classes dans la société capitaliste présenté comme un antagonisme entre pauvreté et richesse. « Dans ce combat d'intérêt entre le propriétaire et l'ouvrier, l'un met en jeu sa vie et celle de sa famille, et l'autre un simple retard dans l'accroissement de son luxe » (Necker). « Annexes », p. 412-414 : Petty, théorie de la population — critique des professions improductives. Un faible chiffre de population constitue une véritable pauvreté.

MARX, *ibid.*, t. 2, in Werke, 26/2, p. 25-27 : formulation problème de la rente foncière. Conception erronée de Malthus d'un « rendement décroissant de la terre » ; p. 83 : nouvelle théorie de la rente foncière, « loi » du rendement décroissant du sol ; p. 88 : « Si l'on explique l'existence de la rente foncière, on démontre du même coup qu'au cours de l'histoire l'industrie agricole devient toujours plus productive et non toujours plus improductive, même si, sur la base bourgeoise, elle est relativement moins productive et développe plus lentement les forces productives du travail que l'industrie » ; p. 126-127, 134 : croissance de la population et augmentation des prix agricoles. Mise en culture subite

de terrains nouveaux ; p. 133 : dépendance de la population vis-à-vis du capital. Remarques de Hopkins sur l'accumulation du capital ; p. 140-145 : critique du malthusianisme dans l'économie politique bourgeoise. Anderson contre Malthus. La thèse d'Anderson de la productivité croissante de l'agriculture, et son influence sur la rente différentielle ; p. 156 : population agricole et population non agricole travaillant pour l'agriculture dans les branches d'industrie qui lui sont liées ; p. 158-159 : le prix de monopole des produits agricoles. La position de Malthus ; p. 188 : Malthus attaque la théorie de la valeur ricardienne ; p. 221-222 : Smith sur la théorie de la population ; p. 235 : si, dans un territoire déterminé, on recourt à un sol moins fertile, cela fait croître la rente aux dépens de l'industrie et de la masse de la population ; p. 426 : polémique de Ricardo contre Smith et Malthus sur la valeur du salaire ; p. 441 : les salaires augmentent — malgré la réduction des produits manufacturés — parce qu'ils sont composés essentiellement de nourriture qui, à cause de la rente, renchérit de plus en plus sous le régime capitaliste ; p. 591 : le pivot de la théorie malthusienne de la population est la « théorie » du blé produisant lui-même sa demande ; p. 595 : Malthus sur les améliorations dans l'agriculture et l'accroissement de la rente foncière.

MARX, *ibid.*, t. 3, in *Werke*, 26/3, p. 72 — confusion de Torrens dans la détermination de la valeur du travail, la conception mercantile de la valeur de Malthus ; p. 74 : Malthus détermine la valeur des marchandises non par le quantum de travail qui est contenu en elles, mais par le quantum de travail qu'elles peuvent commander ; p. 169-171 : MacCulloch et la critique malthusienne de la théorie de la valeur de Ricardo ; p. 177 — Malthus a recours aux exceptions à la règle établies par Ricardo pour renverser les lois de celui-ci, et lui opposer des règles inverses.

### **1873-1883**

ENGELS, *Anti-Dühring*, chapitre VII, c Philosophie de la Nature. Le Monde organique », tr. fr., Editions sociales, p. 101-103 : malthusianisme et darwinisme.

ENGELS, *La Dialectique de la Nature, Notes et Fragments. (Biologie)*, tr. fr., Editions sociales, p. 316-317 : malthusianisme et darwinisme.

## *Correspondance*

Marx à Engels, 7 janvier 1851, Engels à Marx, 29 janvier 1851,

Marx à Engels, 3 février 1851 : sur le problème de la rente.

Marx à Engels, 18 juin 1862, Marx à L. Kugelmann, 27 juin 1870 : l'astuce de la théorie de Malthus réside dans le fait qu'elle n'est pas appliquée aux plantes et aux animaux qui

croissent en progression géométrique, mais seulement aux hommes. Chez Darwin, c'est le règne animal qui fait figure de société civile.

Engels à P. L. Lavrov, 12-17 novembre 1875 et Marx à Lafargue, 15 février 1869 : encore sur Malthus et le darwinisme.

Engels à Kautsky, 18 septembre 1883 : sur l'accroissement rapide de la population à Java.

Engels à Bebel, 15 février 1886 — sur le chômage consécutif à la perte du monopole anglais au marché mondial. Manifestation du lumpenprolétariat en Angleterre.

Engels à Danielson, 22 septembre 1892 : sur la formation de l'armée industrielle de réserve en Russie.

Engels à P. Lafargue, 2 septembre 1894 : l'effondrement du système traditionnel en Chine fait surgir une surpopulation toujours croissante. (Des millions de coolies chinois peuvent émigrer dans le monde entier : accélération de la révolution.)

Engels à F. A. Sorge, 10 novembre 1894 : le système traditionnel en Chine permet une population relativement dense. Par l'introduction du capitalisme, des millions de Chinois vont devenir surnuméraires.

FIN